

DOCUMENT DE RÉFÉRENCE



INCLUANT LE RAPPORT FINANCIER ANNUEL





VOTRE PARTENAIRE TECHNOLOGIQUE

NOS ENGAGEMENTS

COMPÉTENCES

PROFESSIONNALISME

ÉCOUTE & CONSEIL

RESPECT DES DÉLAIS

INNOVATION

4 CONTINENTS

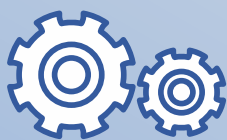
18 PAYS

78 IMPLANTATIONS

8 000 COLLABORATEURS



NOS MÉTIERS



NTIC

INFORMATIQUE EMBARQUÉE
SYSTÈME D'INFORMATION
INGÉNIERIE SYSTÈME
INFRASTRUCTURE
CONSEIL ET FORMATION

NOS SECTEURS



Aéronautique
& Aérospace



Défense



Télécoms
& Médias



Banque
& Assurance



Services



Construction



Électronique



Énergie



Tourisme
& Transport



Automobile



Santé



Commerce
& Distribution



Sécurité



Agroalimentaire

GROUPE SII

87 quai Panhard et Levassor
75013 PARIS
01 42 84 82 22

SITES WEB

www.groupe-sii.com
www.recrutefungeo.com

RÉSEAUX SOCIAUX

@GROUPESII
GROUPE SII

Remerciements

Avec un effectif moyen de 7 148 personnes sur l'exercice 2017/2018 le groupe SII a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 560,9 M€ et a dégagé un résultat net part du groupe de 25,8 M€.

Un grand merci à tous nos collaborateurs qui ont permis cette performance. Ce succès repose sur vos qualités techniques et humaines, votre professionnalisme, votre confiance, votre créativité et votre aptitude à travailler ensemble et avec plaisir pour servir toujours mieux nos clients.

Tous ensemble, nous adressons nos plus sincères remerciements à nos clients qui, année après année, nous permettent de partager la passion de construire des solutions à haute valeur ajoutée pour le futur de leurs activités. Cette reconnaissance est un encouragement, générateur puissant d'énergie et d'enthousiasme pour nos équipes.

Participer au développement des nouvelles technologies

Toutes les entreprises ont le besoin vital de rechercher et de développer sans cesse de nouveaux services, de nouveaux produits ou des procédés de fabrication innovants.

Elles ont également le souci permanent d'intégrer les nouvelles technologies disponibles dans leurs systèmes d'information.

Autant de facteurs nécessitant des expertises de plus en plus pointues et variées qui obligent à mobiliser des ressources externes.

Nos clients font alors appel à des partenaires spécialisés qui les accompagnent dans cette innovation permanente. C'est le savoir-faire du groupe SII depuis sa création, une expertise qui génère l'essentiel du chiffre d'affaires du groupe.

Rencontre avec le Directoire

Jean-Paul Chevée, Patrice Demay et Eric Matteucci

La croissance de vos activités est nettement supérieure à vos principaux concurrents mais ce n'est pas le cas de votre taux de résultat opérationnel. Comment expliquez-vous cette situation ?

La croissance de nos activités en France, comme à l'international, bénéficie d'une dynamique de succès remarquable. Cela fait maintenant trois exercices consécutifs que nous affichons une croissance organique au sein du groupe nettement supérieure à 10% et nos perspectives devraient nous amener à rééditer cette performance pour l'exercice 2018/2019.

Notre organisation, les femmes et les hommes qui la composent, notre stratégie et notre enthousiasme nous permettent d'afficher de tels résultats. Notre portefeuille client s'étoffe année après année et le volume d'affaires réalisé avec nos principaux clients se développe.

Une fois encore, nous avons dépassé notre objectif pour le chiffre d'affaires.

Le climat macroéconomique de cette année 2017 a été supérieur à toutes les prévisions et notre secteur du numérique profite de la reprise des investissements. Il se situe au cœur de l'essentiel des investissements et constitue donc un formidable terrain de croissance.

Nos principaux marchés, qu'ils soient géographiques ou sectoriels, ont participé à ce résultat. Nos marchés historiques en France ont accéléré la dynamique de croissance et nos marchés internationaux continuent, exercice après exercice, de délivrer une croissance organique à deux chiffres.

Au global, nous avons réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 560,9 M€ en progression de 27,8% (dont 15,6% en organique) et un résultat net part du groupe de 25,8 M€. De plus, nous avons généré un cash-flow lié à l'activité en progression à 25,3 M€.

Notre résultat, qu'il soit opérationnel ou net, progresse mais moins vite que notre activité. Cette situation avait été prévue et annoncée. Nous avons été pénalisés par un calendrier défavorable avec cinq jours ouvrés en moins sur cet exercice. D'autre part, notre dernière intégration en France pèse sur les résultats globaux. A cela s'ajoute une performance internationale moins forte qu'espérée.

Pour le calendrier, le sujet est pour le moment derrière nous, l'exercice qui s'ouvre présente un jour ouvré supplémentaire. Pour le reste, il faut poursuivre nos travaux d'amélioration dans chaque entité pour retrouver le chemin de l'amélioration entamé l'exercice dernier. C'est un enjeu majeur pour notre groupe et son développement et nous pensons être capables de reprendre ce chemin dès cet exercice 2018/2019.

Quelle est votre stratégie de développement ?

Notre stratégie repose sur quatre piliers :

Accompagner nos clients sur le plan géographique.

Il faut construire le juste équilibre entre la proximité des projets et la mondialisation de nos clients. Pour y répondre, nous sommes présents actuellement dans dix-huit pays sur quatre continents à travers soixante-dix-huit implantations. Ce déploiement va se poursuivre de manière volontariste au gré des opportunités.

De gauche à droite:

Jean-Paul Chevé
Éric Matteucci
Patrice Demay



Accompagner nos clients sur le plan technologique.

Notre offre commerciale s'enrichit en permanence pour proposer à nos clients de nouveaux savoir-faire et les futures technologies. Il nous faut sans cesse inventer ce qui fera partie intégrante de la valeur ajoutée utile à nos clients.

Investir dans la méthodologie et créer de l'expertise.

Être acteur du changement aux côtés de nos clients pour leur permettre d'intégrer dans les meilleures conditions opérationnelles et financières les nouvelles technologies disponibles au sein de leurs produits, de leurs services ou de leurs systèmes d'information.

Inscrire durablement le groupe SII dans son environnement sociétal par une politique sociale responsable qui privilégie l'homme aux organisations ; par une implication active dans les instances qui œuvrent pour le développement et l'amélioration de la filière ; par la stabilité de la gouvernance de notre groupe.

Quelles sont concrètement vos ambitions pour l'exercice 2018/2019 ?

Avec les informations en notre possession et le ressenti de nos équipes sur le terrain, l'année qui démarre devrait se situer dans le prolongement de la précédente.

Sans changement majeur du contexte économique et à périmètre constant, nous avons prévu de réaliser un chiffre d'affaires sur l'ensemble du groupe SII compris entre 625 M€ et 640 M€, ce qui représenterait une croissance entièrement organique de 11,5% à 14%. Nous avons également annoncé une hausse de la marge opérationnelle.

Pour y parvenir, plusieurs enjeux devront être

affrontés :

- enrichir notre offre sur le plan des savoir-faire technologiques et méthodologiques,
- réussir notre plan de recrutement (entre 3 000 et 3 500 consultants sur l'ensemble du groupe SII),
- développer les compétences de nos équipes pour les maintenir à un haut niveau de performance,
- répondre aux exigences de plus en plus fortes de nos clients,
- intégrer un environnement réglementaire de plus en plus contraignant,
- améliorer la marge opérationnelle de notre dernière acquisition en France et des entités internationales en-deçà des attendus.

Pensez-vous pouvoir mener de front les améliorations souhaitées et une éventuelle nouvelle acquisition ?

Nos équipes nous permettent de nous confronter à ces deux axes et nous ne manquerons pas de les renforcer si besoin.

Nos objectifs sur la croissance externe restent les mêmes, à savoir :

- renforcer notre stratégie de proximité avec nos clients,
- amplifier notre diversification sectorielle,
- accompagner notre déploiement géographique.

Si de telles opportunités se présentent, nous tenterons de les convaincre de rejoindre le groupe SII.

Bourse et actionnariat

Répartition du capital et des droits de vote au 30 juin 2018

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	Votes théoriques		Votes exerçables en AG	
			Nombre de droits de vote	% des droits de vote	Nombre de droits de vote	% des droits de vote
Famille HUVÉ	9 974 457	49,87	19 948 914	62,77	19 948 914	64,56
dont Bernard Huvé	7 044 657	35,22	14 089 314	44,33	14 089 314	45,59
Alexia Slape	989 900	4,95	1 979 800	6,23	1 979 800	6,41
Arnaud Huvé	989 900	4,95	1 979 800	6,23	1 979 800	6,41
Alban Huvé	950 000	4,75	1 900 000	5,98	1 900 000	6,15
Fidelity Investments (FMR)	2 025 000	10,13	2 025 000	6,37	2 025 000	6,55
Personnel et FCPE	1 902 694	9,51	3 010 961	9,48	3 010 961	9,74
Autodétention	880 056	4,40	880 056	2,77		
Public	5 217 793	26,09	5 915 710	18,61	5 915 710	19,15
dont nominatif pur	698 502	3,49	1 396 419	4,39	1 396 419	4,52
porteur	4 519 291	22,60	4 519 291	14,22	4 519 291	14,63
Total	20 000 000	100,00	31 780 641	100,00	30 900 585	100,00

À la connaissance de la société, aucun autre actionnaire ne détient directement ou indirectement, seul ou de concert, plus de 5 % du capital ou des droits de vote. Il est précisé, par ailleurs, que la société ne réalise aucun TPI. À la connaissance de la société, il n'y a pas eu depuis le 30 juin 2018 de variation significative de l'actionnariat tel que présenté ci-dessus.

Tableau d'évolution des cours et volumes sur 18 mois

Date	Plus haut cours (€)	Plus bas cours (€)	Cours moyen (clôture - €)	Nombre de titres échangés	Capitaux en milliers d'euros	Nombre de séances de cotation
Janvier 2017	21,26	18,30	19,948	80 612	1 592,91	22
Février 2017	19,76	17,54	18,904	185 329	3 511,50	20
Mars 2017	20,20	17,74	19,567	102 284	1 992,29	23
Avril 2017	20,00	17,00	19,251	53 975	1 021,42	18
Mai 2017	22,19	18,90	20,620	321 978	6 699,74	22
Juin 2017	22,90	20,80	21,731	133 594	2 897,65	22
Juillet 2017	23,00	22,15	22,586	76 486	1 729,59	21
Août 2017	23,50	22,04	22,920	127 868	2 935,64	23
Septembre 2017	23,20	22,01	22,852	42 897	975,97	21
Octobre 2017	22,81	20,89	22,200	82 804	1 821,48	22
Novembre 2017	23,40	21,00	22,441	162 909	3 627,12	22
Décembre 2017	24,00	22,00	23,106	145 729	3 352,18	19
Janvier 2018	24,90	23,30	24,414	65 163	1 579,97	22
Février 2018	26,30	22,10	24,585	194 012	4 806,09	20
Mars 2018	26,40	24,30	25,052	43 650	1 088,94	21
Avril 2018	25,30	23,70	24,755	62 620	1 552,28	20
Mai 2018	27,80	24,00	25,750	124 820	3 309,53	22
Juin 2018	28,60	26,50	27,362	144 975	3 996,37	21

Source : <https://connect.euronext.com>

L'action SII est cotée sur le marché : Euronext Paris – Compartiment B sous le code ISIN FR0000074122.

Elle est incluse dans les indices Euronext :

- CAC Technology (FRTEC),
- CAC Software and Computer Services,
- CAC All-Share Index (PAX).

Elle est éligible au SRD « long seulement ».

Compte tenu des critères d'éligibilité fixés par décret, l'action SII n'est plus éligible au PEA-PME compte tenu de la taille de ses effectifs.

Code LEI : 96950044FWV7YEJCKR65

Sommaire

Rencontre avec le directoire	2
Bourse et actionnariat	4

PRESENTATION DE LA SOCIETE ET DE SES ACTIVITES

1.1. Informations financières sélectionnées	
1.1.1. Indicateurs et chiffres clés	10
1.1.2. Faits marquants de l'exercice	13
1.1.3. Événements récents	13
1.2. Présentation et évolution de la société	
1.2.1. Présentation générale de l'activité	14
1.2.2. Organigramme	30
1.2.3. Propriétés immobilières, usines et équipements	31
1.3. Description des activités	
1.3.1. Marché et stratégies	31
1.3.2. Recherche et développement, brevets et licences	32
1.3.3. Investissements	32
1.4. Analyse et commentaires sur les activités de l'exercice	
1.4.1. Information sur les activités de la société	33
1.4.2. Contrats importants	34
1.4.3. Situation financière de la société	34
1.4.4. Évolution prévisible, perspectives d'avenir et événements significatifs postérieurs à la clôture de l'exercice	36
1.4.5. Trésorerie, financement et capitaux	37
1.4.6. Présentation des comptes et affectation du résultat	37
1.4.7. Information sur les dividendes	38
1.5. Procédures de contrôle interne et de gestion des risques	
1.5.1. Objectifs	39
1.5.2. Organisation	39
1.5.3. Processus	40
1.6. Facteurs de risques	
1.6.1. Risques spécifiques relatifs à l'activité de la société	42
1.6.2. Autres risques	43
1.6.3. Assurances et couverture des risques	44
1.6.4. Faits exceptionnels et litiges	44

RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

2.1. Organes d'administration et de direction de la société	
2.1.1. Conseil de surveillance	48
2.1.2. Directoire	50
2.1.3. Autres informations sur les mandataires sociaux	51
2.1.4. Comité exécutif	52
2.2. Rémunération et avantages des mandataires sociaux	
2.2.1. Membres du conseil de surveillance	53
2.2.2. Membres du directoire	54
2.3. Politique de rémunération des membres du directoire et du conseil de surveillance	57
2.4. Informations complémentaires	60

3.

INFORMATIONS EN MATIERE SOCIALE, ENVIRONNEMENTALE ET SOCIETALE

3.1. Note méthodologique	67
3.2. Informations sociales	73
3.3. Informations environnementales	83
3.4. Informations sociétales	86
3.5. Rapport de l'organisme tiers indépendant	95

4.

COMPTES ANNUELS AU 31 MARS 2018

4.1. Comptes annuels consolidés au 31 mars 2018	100
4.2. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	123
4.3. Comptes annuels sociaux au 31 mars 2018	128
4.4. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux	143
4.5. Information pro forma	147

5.

INFORMATIONS SUR LA SOCIÉTÉ ET SON CAPITAL

5.1. Capital social	150
5.2. Principaux actionnaires	151
5.3. Acte constitutif et statuts	155
5.4. Informations et historique sur la vie juridique de la société sur l'exercice	160
5.5. Informations sur les participations	161
5.6. Conventions réglementées	162
5.7. Salariés	163

6.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

6.1. Responsable du document de référence	170
6.2. Contrôleurs légaux des comptes	171
6.3. Information provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	172
6.4. Documents accessibles au public	172

7.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 20 SEPTEMBRE 2018

7.1. Exposé des motifs des résolutions	176
7.2. Textes des résolutions	178
7.3. Autre rapport des commissaires aux comptes	183

8.

TABLES DE CONCORDANCE

8.1. Table de concordance du document de référence	186
8.2. Table de concordance du rapport financier annuel et du rapport de gestion issu du Code de commerce	188
8.3. Documents complémentaires	190



PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ ET DE SES ACTIVITÉS

- 1.1** Informations financières sélectionnées
- 1.2** Présentation et évolution de la société
- 1.3** Description des activités
- 1.4** Analyse et commentaires sur les activités de l'exercice
- 1.5** Procédures de contrôle interne et de gestion des risques
- 1.6** Facteurs de risques

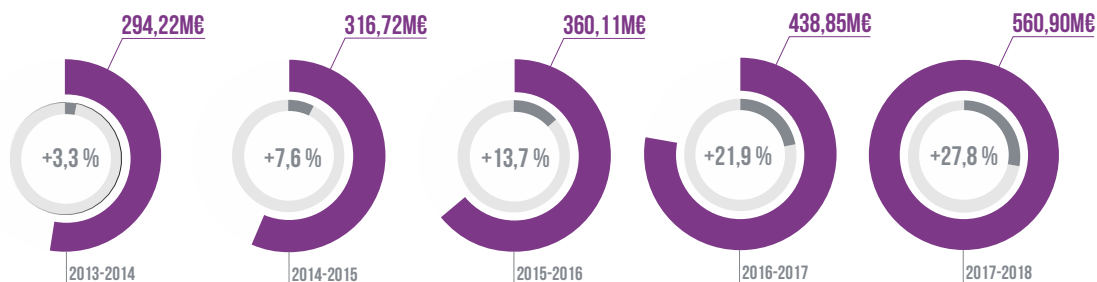


1.1. Informations financières sélectionnées

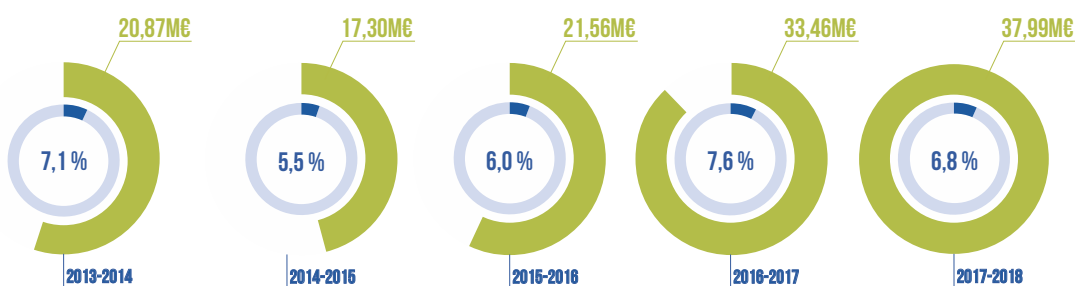
1.1.1. Indicateurs et chiffres clés

CHIFFRE D'AFFAIRES (M€) CROISSANCE (% du CA)

Une croissance de plus de 90% en quatre ans

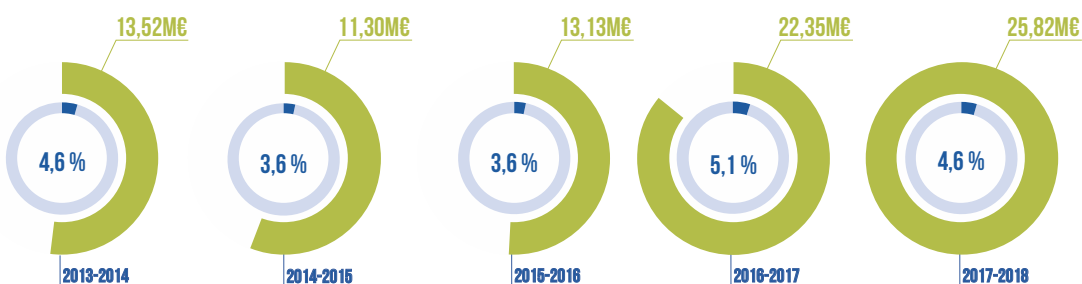


RÉSULTAT OPÉRATIONNEL (M€) et MARGE OPÉRATIONNELLE (% du CA)



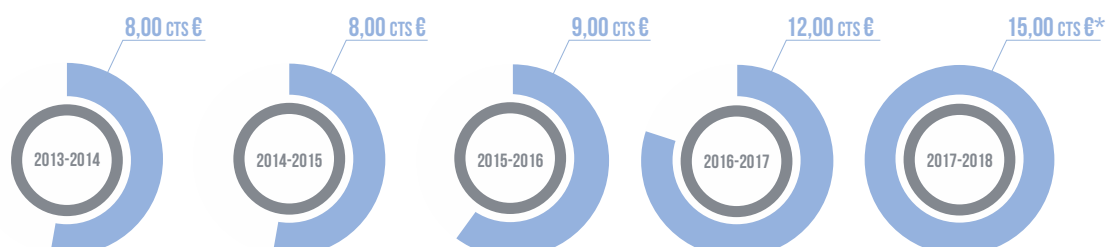
RÉSULTAT NET* (M€) MARGE NETTE (% du CA)

* avant intérêts minoritaires



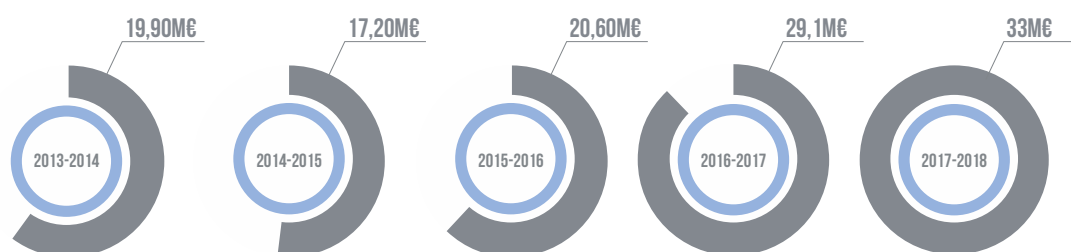
DIVIDENDES* (cts €)

* dividende proposé à l'assemblée générale du 20 septembre 2018

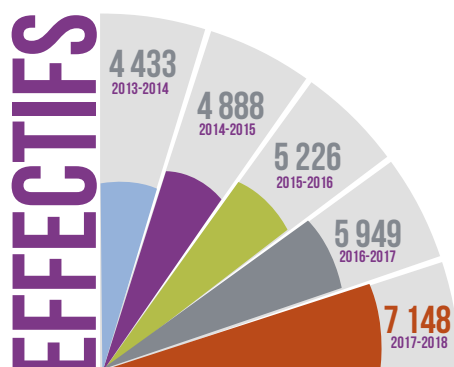
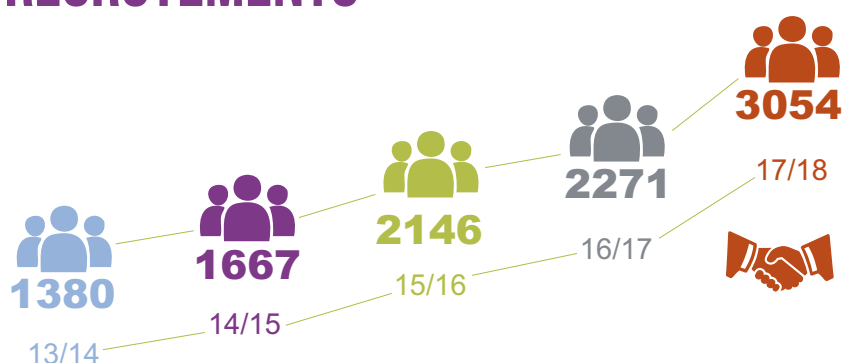


CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (M€)

Une génération de cash qui permet l'autofinancement de la croissance



RECRUTEMENTS



En fin d'exercice (31/03/2018), le groupe SII comptait 7 552 collaborateurs soit une augmentation nette de 777 emplois

EN 2017-2018

AUGMENTATION
DU CA



27,8%

M€ DE CHIFFRE
D'AFFAIRES



560,9

COLLABORATEURS
(MOYENNE ANNUELLE)



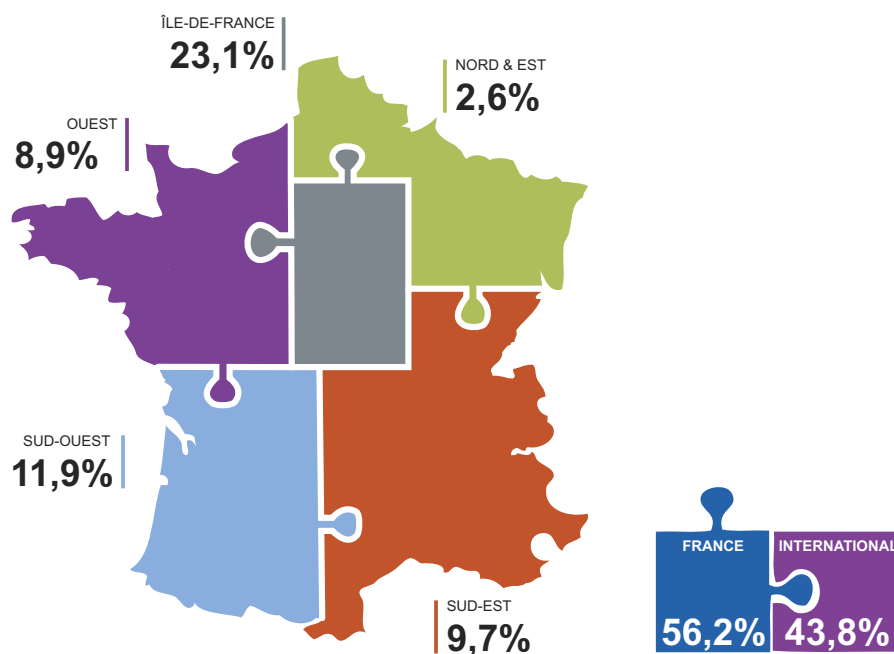
7 148

SALARIÉS
RECRUTÉS

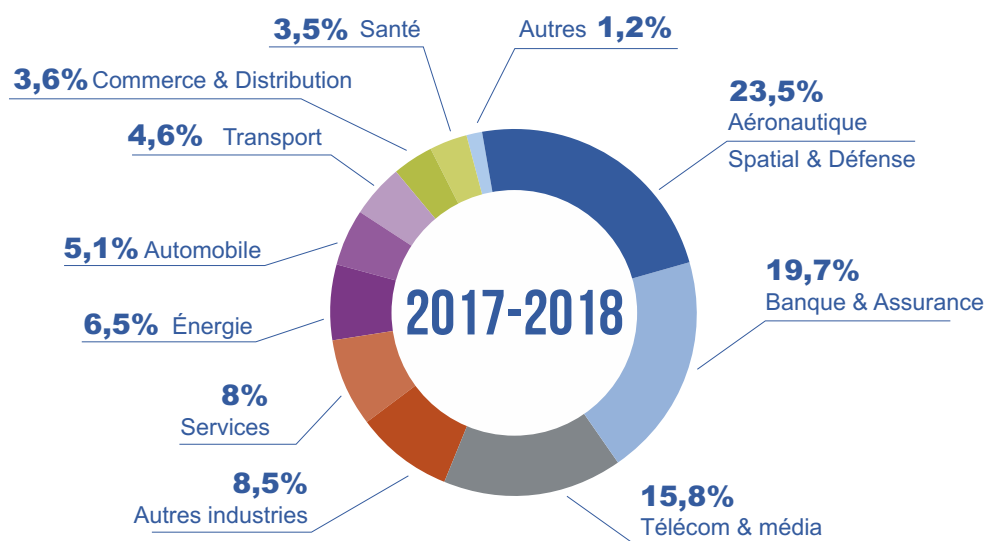


3 054

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR RÉGION (%)



CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ (%)



Extraits des comptes consolidés

Période	du 01/04/2017 au 31/03/2018	du 01/04/2016 au 31/03/2017	du 01/04/2015 au 31/03/2016
Durée	12 mois	12 mois	12 mois
Unité	k€	k€	k€
Chiffre d'affaires	560 902	438 847	360 106
Résultat opérationnel	37 987	33 456	21 557
Résultat courant avant impôts	36 083	32 737	20 158
Résultat net	25 824	22 352	13 134
Résultat net part du groupe	25 809	22 396	13 172
Capital social	38 091	38 070	37 622
Capitaux propres ⁽¹⁾	141 958	122 719	103 203
Dettes financières à long terme	28 520	27 021	15 653
Actifs non courants ⁽¹⁾	71 785	65 271	38 650
Total du bilan ⁽¹⁾	356 531	316 729	234 071

(1) : les montants au 31 mars 2017 ont été corrigés (cf. note 4.a.2.22 page 109)

1.1.2. Faits marquants de l'exercice

Aucun.

1.1.3. Événements récents

Aucun.

1.2. Présentation et évolution de la société

1.2.1. Présentation générale de l'activité

Historique

Depuis près de 40 ans, le groupe SII met son expérience et son savoir-faire au service de ses clients

1979 - 1984 : les débuts

Bernard Huvé, ingénieur consultant, spécialiste en informatique industrielle pour des grands groupes industriels (Bull, Commissariat à l'Energie Atomique et Philips) crée SII.

SII réalise alors des projets exclusivement au forfait dans trois domaines principaux :

- informatisation de sucreries en collaboration avec Philips Sciences & Industrie,
- développement d'une gamme de produits pour des centrales à béton à base des premiers microcontrôleurs,
- contrôle qualité en électronique automobile suivant une architecture clients-serveurs qui va être déployée à grande échelle fin des années 80.

1984 - 1991 : les premières agences

Première agence à Nice (1984) à l'occasion d'un important contrat avec le laboratoire d'IBM puis déploiement du modèle sur l'Île-de-France avec Cergy Pontoise (1987) pour Sagem et Vélizy (1989) pour Matra, Renault et Sextant. L'effectif de la société atteint 120 personnes.

1991 - 1992 : le trou d'air

SII est ébranlée par la crise qui a secoué le paysage informatique :

- les clients reportent leurs investissements (IBM arrête la sous-traitance),
- les directions achats prennent le pouvoir.

L'exercice 1991/1992 se solde par une perte de 350 K€ pour un chiffre d'affaires en régression à 8,7 M€ avec environ 130 personnes. C'est l'unique exercice déficitaire dans la vie de la société. Des mesures drastiques et pérennes sont mises en place ; création d'entités commerciales au sein de chaque agence et réorientation des prestations vers la demande client, à savoir à l'époque : l'assistance technique.

1992 - 1996 : la révolution culturelle

Le redéploiement de l'offre permet à SII de surmonter la crise. Le modèle de croissance qui s'ensuit est basé sur la décentralisation avec un service de proximité pour les clients grands comptes. En parallèle, la rigueur de gestion, l'exigence du reporting et la sensibilisation de l'ensemble des équipes sur la recherche de productivité et de rentabilité se mettent en œuvre.

L'année 1992 constitue le socle d'une aventure avec la formalisation des méthodes, des procédures et des « best practices » de développement dans un manuel qualité qui conduit la société à la certification ISO 9001 sur l'ensemble de son activité.



1997 - 2000 : la croissance à rythme soutenu

La stratégie de développement se poursuit sur toute la France avec Rennes (1997) pour l'industrie des télécoms et de la télévision numérique, Aix-en-Provence (1998) sur l'industrie militaire maritime. Ce mouvement s'accélère avec Nantes, Toulouse, Strasbourg et Lille sur la même période.

En 1999, pour accroître sa notoriété, SII s'introduit en bourse à Paris (second marché de l'époque).

2001 - 2004 : une conjoncture difficile

À nouveau la tendance s'inverse, retour dix ans en arrière mais avec une société dix fois plus importante, structurée, référencée chez les principaux donneurs d'ordre, possédant des réserves financières solides permettant d'amortir le renversement brutal de situation. La société continue à croître (chiffre d'affaires, personnel), les résultats sont toujours positifs.

2005 - 2007 : un nouvel essor

Après deux années de décroissance sectorielle, les années suivantes permettent de retrouver des niveaux de croissance annuelle entre 6 et 7% alimentés par les moteurs de l'innovation technologique, de l'adaptation au changement et la recherche de productivité.

SII commence son internationalisation par l'ouverture d'une filiale en Pologne. Sur le territoire national, SII poursuit son maillage régional avec plusieurs nouvelles entités (Bordeaux, Brest, Caen, La Ciotat, Lannion, Le Mans, Lyon, Niort, Montpellier, Tours et Vitrolles).

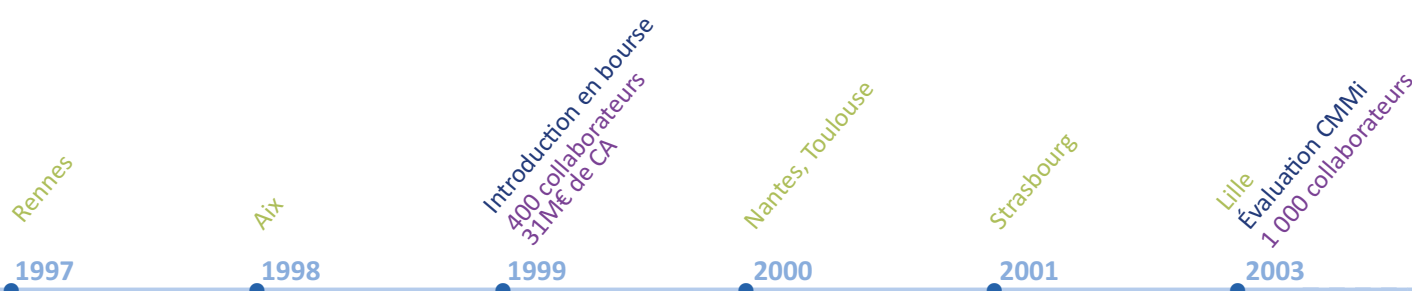
2007 - 2008 : une nouvelle équipe de direction

Fin 2007, une nouvelle équipe de direction est constituée. Bernard Huvé prend la tête du conseil de surveillance et met en place un directoire avec :

- Eric Matteucci, président du directoire,
- Patrice Demay, membre du directoire en charge du développement France,
- Jean-Paul Chevée, membre du directoire en charge du développement international.

Le développement de l'activité se poursuit en France à un rythme soutenu et le groupe SII accroît sa présence à l'international :

- Création de deux filiales à Prague et à Bruxelles,
- Création de SII Maroc à Casablanca comme base offshore,
- Acquisition en Suisse,
- Acquisition en Espagne.



2009 : nouvelles turbulences sur le secteur

Le contexte économique s'est dégradé très vite et en profondeur, l'économie mondiale est malade. Personne ne sait prédire l'ampleur et la durée de ce séisme. Si notre secteur n'est pas épargné par cette crise, le groupe SII dispose d'atouts structurels qui lui permettent de traverser la période avec sérénité. Par rapport à la sortie de crise précédente (fin 2004), le groupe SII a doublé de taille et son exposition sectorielle est équilibrée. Il dispose d'une capacité financière intacte qui lui permet de préparer l'avenir.

Le groupe SII recueille les bénéfices de sa politique d'investissement qu'il mène depuis plusieurs années dans la méthodologie, l'assurance qualité et l'industrialisation de ses processus.

Dans une conjoncture devenue adverse, le groupe SII affiche ainsi une maturité économique et organisationnelle qui lui permet d'assurer sa pérennité. De plus, le groupe SII a renforcé ses fonds propres et sa trésorerie disponible.

Début 2010 : poursuite du développement et premières éclaircies

Le début de l'année 2010 marque un retour timide de la demande. Les prescripteurs ressortent les projets mis en sommeil depuis le début de la crise. Le plan de charge se remplit et le groupe SII accélère son rythme d'embauches. En parallèle, le développement international se poursuit avec une nouvelle acquisition en Allemagne qui permet de pénétrer le premier marché européen.

En à peine plus de deux ans, le groupe SII s'est déployé sur 10 pays à l'international avec un chiffre d'affaires multiplié par dix pour atteindre près de vingt huit millions d'euros soit 15 % de l'ensemble du groupe.

2010 - 2011 : une année de conquête

L'exercice 2010/2011 confirme la dynamique entrevue depuis quelques mois. L'offre du groupe SII s'est enrichie et rencontre un vif succès auprès des clients en recherche de valeur ajoutée.

La croissance du chiffre d'affaires renoue avec les performances antérieures (+17%) et la marge opérationnelle s'améliore sensiblement sans toutefois atteindre le niveau d'avant la crise.

2011 - 2012 : une année de « chaud et froid »

Cette année plonge le secteur, une fois encore, dans les turbulences macroéconomiques. Malgré un environnement défavorable, la stratégie du groupe SII et son positionnement permettent de poursuivre la dynamique de croissance de l'année précédente. Mais le paysage s'assombrit sur la fin de l'exercice et la visibilité est à nouveau réduite.

Les réflexes protecteurs réapparaissent mais il y a toujours des opportunités pour le développement. Deux acquisitions sont réalisées sur l'exercice pour renforcer les positions en région Rhône-Alpes et en Belgique.

L'expansion internationale se poursuit également à un rythme élevé et représente désormais près d'un quart du chiffre d'affaires.



2012 - 2013 : l'attentisme s'installe

En France, la période est marquée par un fort ralentissement de l'investissement des entreprises. Les budgets consacrés aux projets technologiques sont en baisse lente mais continue. Le groupe SII s'adapte à cet environnement et prépare l'avenir.

À l'international, le groupe SII est toujours en phase de conquête et de développement.

2013 - 2015 : le contraste se confirme entre la France et l'international

Le fort ralentissement de l'activité économique et la baisse de l'investissement des entreprises se poursuit en France. Le groupe SII connaît une baisse de son chiffre d'affaires en France deux années de suite pour la première fois de son histoire.

Le relais de croissance international se confirme et valide la stratégie d'expansion :

- Nouvelle acquisition en Allemagne et intégration au sein des activités existantes,
- Nouvelle implantation aux Pays-Bas,
- Acquisition en Colombie.

2015 - 2016 : la reprise s'installe sur le marché français

Après deux années de recul d'activité en France, une nouvelle dynamique se profile. Les deux principaux secteurs (télécom et aéronautique/défense) se stabilisent et sont renforcés par l'essor des deux secteurs en conquête (énergie et banques/assurances/mutuelles).

La croissance internationale poursuit son rythme de croissance et est également alimentée par une nouvelle croissance externe en Allemagne et deux nouvelles implantations.

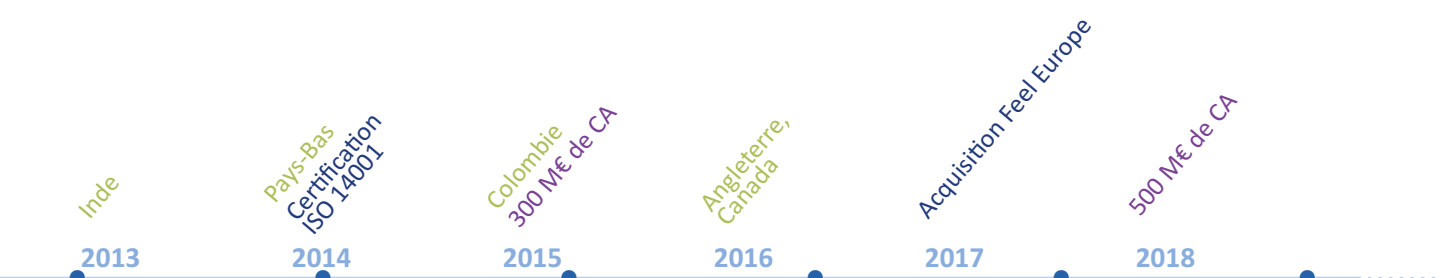
- Nouvelle acquisition en Allemagne,
- Nouvelle implantation au Canada et en Angleterre

2016 - 2018 : retour de la croissance à un rythme soutenu

Porté par la qualité des prestations délivrées et l'adéquation de son offre au plus près des besoins de ses clients, le groupe SII a profité pleinement d'un environnement économique porteur de nombreux projets numériques.

Un nouveau cycle positif semble s'installer sur l'essentiel des marchés sectoriels et géographiques du groupe. La stratégie poursuivie pendant la longue période atone démontre sa pertinence.

- Acquisition en France dans le secteur Banque & Assurance



Les activités du groupe SII

Une offre multi sectorielle et pluridisciplinaire

Depuis son origine, le groupe s'est développé sur deux axes :

- la R&D externalisée ou le conseil en technologies,
- le conseil et le service informatique dans le cadre de l'intégration des nouvelles technologies visant à construire les composantes digitales des entreprises.

Le conseil en technologies et l'intégration de systèmes peuvent, suivant la classification de Syntec Numérique, se décliner en trois composantes :

Les études et le conseil

Ce sont les prestations intellectuelles de consultants spécialisés et d'experts en amont ou sur la maîtrise d'ouvrage des projets :

- expression des besoins,
- audit, diagnostic et conseil à l'innovation,
- réalisation de cahiers des charges et de prototypes,
- conception et sécurité des systèmes,
- logistique de déploiement,
- assistance à la maîtrise d'ouvrage.

L'intégration de systèmes

La diversité des compétences, des technologies et des méthodologies développées au sein du groupe SII permet de proposer des solutions adaptées à chaque situation :

- conception et réalisation de systèmes à base d'éléments hétérogènes intégrant les technologies les plus avancées du marché,
- maintenance ou tierce maintenance de ces systèmes.

Notre capacité d'ensembliser et notre aptitude au travail d'équipe et à la conduite de projets sont mis au service du besoin de nos clients.

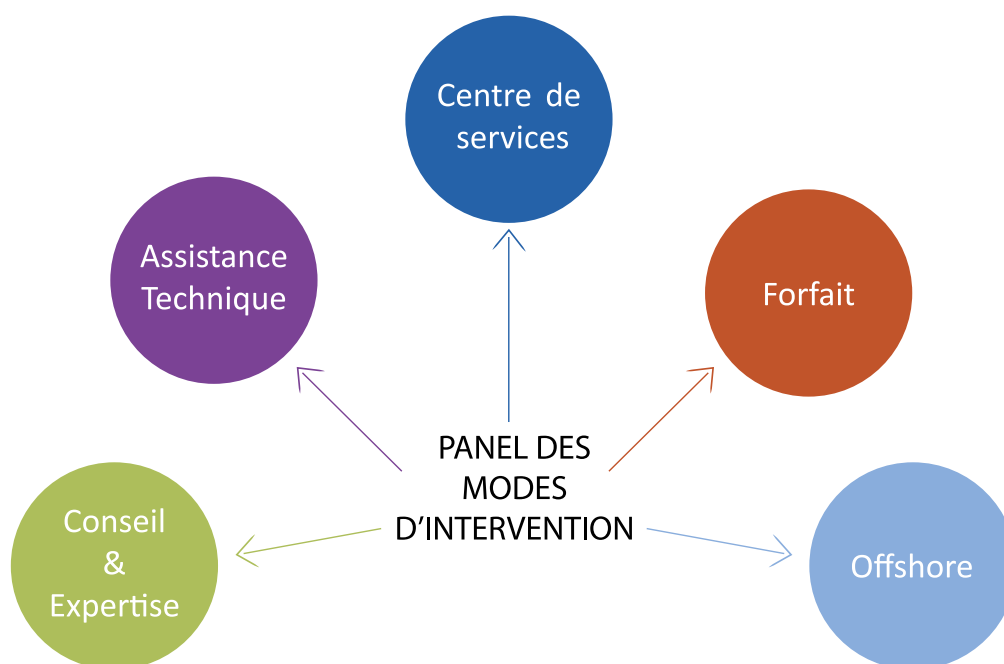
L'ingénierie

La capitalisation de savoir-faire, la maîtrise des techniques de l'ingénieur au sens large (pas uniquement informatique) et la connaissance des fondamentaux de l'activité du client sont indispensables pour cette activité.

La diversité des projets et des clients adressés par le groupe SII lui confère un positionnement d'acteur de premier plan qui intervient sur une large gamme de spécialités sur les métiers de l'ingénieur dans les domaines suivants :

- **l'informatique embarquée** - logiciel embarqué et temps réel, logiciel de contrôle de commande, logiciel de supervision, bancs de tests, électronique.
- **les systèmes d'information** - schéma directeur, architecture, conception, développement, optimisation, déploiement, exploitation, maintenance.
- **les nouvelles technologies de l'information et de la communication** - nouveaux usages, nouveaux outils, traitement de l'information.
- **les infrastructures** - architecture réseau ou télécom : conception, réalisation optimisation, sécurisation, stockage, bases de données, hébergement.
- **l'ingénierie scientifique et ingénierie système** - dans les secteurs de l'aéronautique, du spatial, du naval, du militaire, du transport et des industries de pointe.

Toutes ces activités sont réalisées dans le cadre d'une offre complète de solutions de « delivery » :



Organisation

L'agence : la proximité au cœur des engagements

Unité de base de l'organisation du groupe, l'agence offre une meilleure écoute et un service de proximité aux clients locaux. C'est le « Local Professional Services ». En charge de sa démarche commerciale et de sa gestion des compétences sur sa zone géographique, elle procure les avantages d'une société à taille humaine : simple, lisible et motivante pour ses collaborateurs.

Le directeur d'agence a la double mission :

- d'entretenir et développer son portefeuille clients,
- de recruter et développer le potentiel de ses ingénieurs.

Cette organisation décentralisée est source de transparence et d'efficacité. Elle permet notamment :

Souplesse et réactivité

Les équipes techniques, commerciales, ressources humaines, administration des ventes, assurance qualité travaillent de concert sous la responsabilité du directeur d'agence. Cette gestion au niveau le plus élémentaire garantit une meilleure efficacité de notre offre de service.

Responsabilisation des équipes

Chaque agence est gérée en centre de profit, elle dispose notamment d'un suivi budgétaire et d'une batterie d'indicateurs. Le directeur d'agence est un véritable entrepreneur avec les risques et les opportunités qui s'y attachent. La marge de son agence est une composante de sa rémunération.

Prise en compte des réalités locales

L'ambition du groupe SII passe par un développement de ses activités à base de croissance organique et de croissance externe. Ce modèle permet de désynchroniser les potentiels d'évolution de chacune des agences pour lesquelles les problématiques de taille, de marché et de maturité sont différentes.

Le suivi administratif et financier

Une double vision en temps réel de l'activité qui permet un pilotage particulièrement réactif.

La décentralisation nécessite la mise en place de procédures, de pratiques, de méthodes et d'outils communs. Un reporting clair et rigoureux est nécessaire pour avoir, à la fois, une vision analytique au niveau des agences et une vision synthétique de l'ensemble au niveau du siège.

Le groupe SII dispose d'un outil spécifique lui assurant un suivi des projets et du personnel au niveau local et l'agrégation des informations vers une vision synthétique de l'activité mensuelle consolidée.

L'administration des ventes et des achats est traitée au niveau de l'agence. Toutes les pièces comptables sont aussitôt transmises au siège en charge de la comptabilité, du contrôle de gestion, du contrôle interne, de l'établissement des salaires et des documents administratifs, sociaux et fiscaux associés.

La culture d'entreprise du groupe SII est caractérisée essentiellement par l'engagement, la responsabilisation, la transparence, la confiance, la qualité et le professionnalisme

SII veut aller au-delà de la simple relation employeur/employé et pour cela a mis en place :

- un suivi périodique et individualisé de chaque collaborateur,
- un entretien annuel pour chacun,
- un suivi d'avancement des projets codifié dans le cadre du système qualité,
- des réunions d'agence régulières (en général trimestrielles) visant à partager la vie de la société dont une pour présentation et commentaire des résultats de l'exercice et des perspectives,
- un ensemble de comités d'établissements chapeautés par un Comité Central d'Entreprise richement dotés.

En outre, chaque agence met en place des moyens de communication et de diffusion de l'information pour impliquer les collaborateurs et animer la dynamique collective : site extranet dédié, blog, podcast, newsletter.

Engagement et responsabilisation

Au sein du groupe, chaque collaborateur dispose des moyens et des responsabilités de sa fonction. Les remontées d'informations et les suggestions commerciales ou opérationnelles sont valorisées et encouragées. Cette culture de l'engagement sous-entend l'acceptation du droit à l'essai, du droit à l'erreur. L'évolution de carrière se fait en interne, sur des valeurs humaines.

Transparence

Les informations concernant le fonctionnement de la société sont transmises aux salariés, aux actionnaires et aux clients de manière sincère, rapide, exhaustive et compréhensible. Les résultats, les tendances, les objectifs, le fonctionnement des agences ne sont pas considérés comme des « secrets industriels ».

Confiance

Chez SII, la confiance est donnée a priori, c'est le socle relationnel interne. Cette manière de fonctionner a une contrepartie ; l'exigence permanente de qualité et d'adhésion du collaborateur au projet et à la culture de l'entreprise.

Qualité et professionnalisme

Ce sont les valeurs historiques de la société créée par des ingénieurs issus du monde technique. Si la société s'est enrichie au fil du temps d'une dimension commerciale, ces valeurs originelles restent prépondérantes.

D'autres valeurs font partie intégrante de la culture d'entreprise de la société : l'humilité, la prudence, la délégation, le respect de l'autre, l'éthique, ...

Emploi et formation

La réussite du groupe SII dépend directement de la qualité de ses équipes. C'est pourquoi, le groupe considère le recrutement et la formation comme des atouts concurrentiels majeurs

Le recrutement

Parce que, dans une société de conseil en technologies et de services du numérique, le recrutement est l'une des clés qui déterminent les résultats, une équipe de professionnels est responsable à plein temps de cette mission.

Communication, sites de recrutement, salons, forums d'écoles, bureaux des élèves, juniors entreprises, stages, réseaux sociaux, speed dating, ... Tous les moyens sont mis en œuvre pour aller au contact des candidats, dans le respect de l'éthique et de la déontologie de la profession.

Le respect et la transparence sont au cœur du processus de recrutement : le candidat dispose de toutes les informations sur la société et les projets réalisés et peut s'exprimer librement.

Les futurs collaborateurs sont sélectionnés au terme d'un processus rigoureux en fonction de leurs compétences techniques, de leur capacité à exercer le métier de service (travail en équipe, écoute, curiosité intellectuelle, enthousiasme, mobilité et adaptabilité, communication) et de leur adhésion à la culture de l'entreprise.

La formation

Conscient que son actif principal réside dans ses équipes, le groupe SII est particulièrement attentif au développement des compétences techniques, technologiques et humaines de ses collaborateurs. Le groupe y consacre un budget conséquent, largement supérieur à ses obligations légales, et privilégie plusieurs axes :

- le parrainage, compagnonnage des nouveaux recrutés, en particulier les débutants,
- la formation sur des technologies ciblées,
- la formation sur les processus et les méthodes du système qualité mis en œuvre,
- la formation relative au développement personnel,
- la formation en langues.

Certifications

Depuis l'origine, le groupe SII a adopté une démarche de rationalisation de ses services, une démarche en perpétuelle évolution

Pionnier dans le domaine de la qualité, SII a acquis une notoriété reconnue et une maturité de ses processus. Une méthodologie a ainsi été définie et est enrichie au fil du temps par l'adoption de nouveaux outils, référentiels, métriques et procédures.

Ces certifications nous permettent en effet :

- d'industrialiser nos processus pour une plus grande homogénéité des projets,
- de capitaliser les données de l'entreprise pour une amélioration constante et continue,
- d'afficher une meilleure compétitivité et une maturité accrue.



ISO 9001

La société a obtenu sa première certification ISO 9001 dès 1992. L'année suivante, celle-ci était étendue à tous les sites de la société et à l'ensemble des activités. Depuis, cette certification a été continuellement renouvelée par l'AFAQ et SII est maintenant certifiée ISO 9001 depuis plus de 25 ans.



EN 9100

Cette norme, basée sur les principes de l'ISO 9001, est spécifiquement dédiée aux secteurs aéronautique, spatial et défense. Rédigée à l'initiative des plus grands acteurs du secteur, elle est devenue une reconnaissance pour tous les prestataires au service de ces industries.



CMMi®

Depuis 2003, SII a adopté une démarche complémentaire d'assurance qualité adaptée aux métiers de l'ingénierie. Le CMMi® (Capability Maturity Model Integration) est un ensemble de bonnes pratiques permettant d'évaluer et d'améliorer l'aptitude d'une organisation à délivrer efficacement des produits et des services en respectant des engagements de qualité, délais et coûts. Cette démarche nous a conduits à une évaluation de niveau 3.



ITIL

L'adoption de bonnes pratiques de l'ITIL permet au groupe SII d'assurer à ses clients un service répondant à des normes de qualité préétablies au niveau international.



ISO 27001

Le groupe SII intègre les spécificités de cette norme dans ses process qualité. Les premières certifications ont été obtenues et ouvrent la voie pour le déploiement. Cette nouvelle composante vient compléter nos pratiques et nous permet d'enrichir notre engagement vis-à-vis de nos clients et des autres parties prenantes.



ISO 14001

Le groupe SII a choisi d'inscrire son activité dans la logique du développement durable visant à concilier l'intérêt des différents acteurs de l'écosystème. C'est un facteur de cohésion interne au service de la performance. Plusieurs sites du groupe ont été certifiés ISO 14001 et la démarche se poursuit. Plus globalement, l'engagement du groupe dans sa responsabilité sociétale se complète au fur et à mesure pour atteindre un nouvel objectif d'excellence.



dans le monde



ROYAUME-UNI

2016 - Le groupe crée une filiale à Londres pour accompagner ses clients dans les domaines de l'aéro-nautique, du spatial et de la défense.

0,4M€

Chiffre d'affaires
2017/2018

14

Effectif au
31/03/2018



secteurs
d'activité

FRANCE

318,2M€

Chiffre d'affaires
2017/2018

3652

Effectif au
31/03/2018



secteurs
d'activité

ESPAGNE

2009 - CONCATEL, basée à Barcelone, Madrid et Valence, rejoint le groupe SII.

SII CONCATEL intervient sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication et propose également des solutions complètes de « gestion de contenu » et de « Management d'infrastructure ».

37,2M€

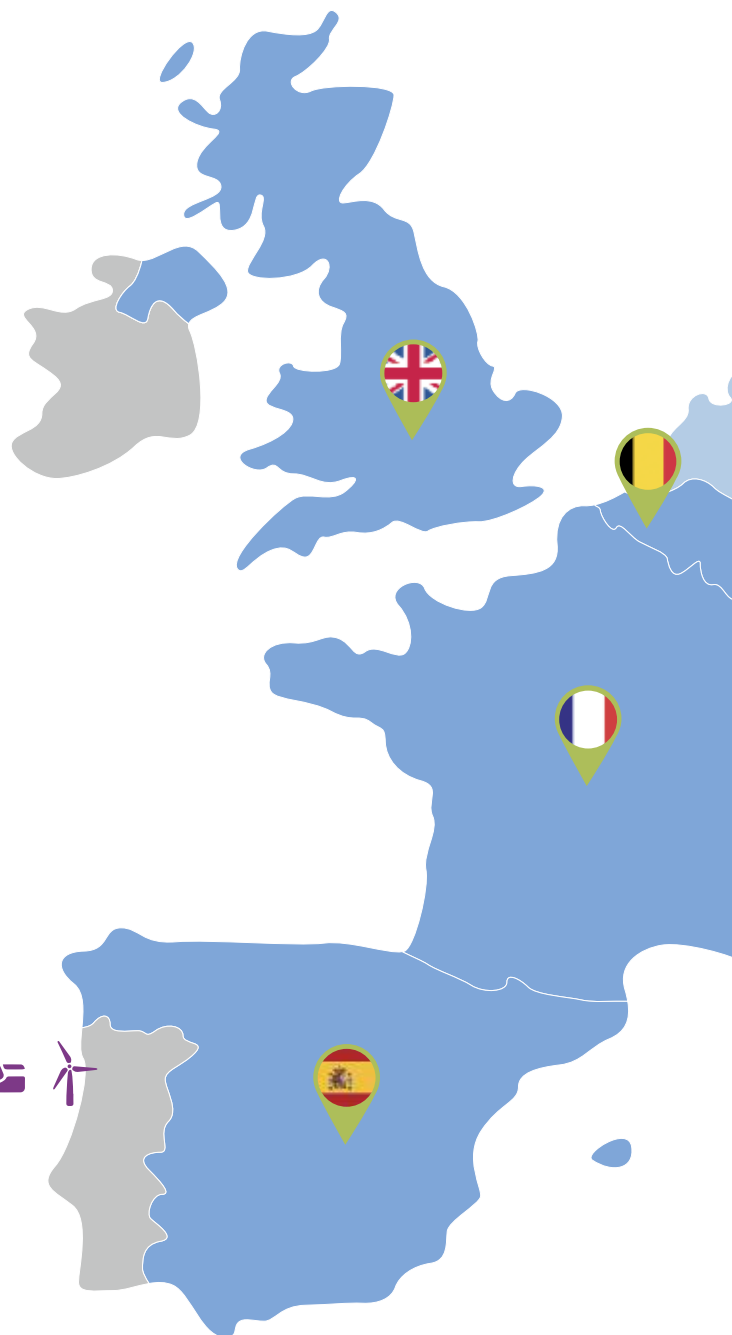
Chiffre d'affaires
2017/2018

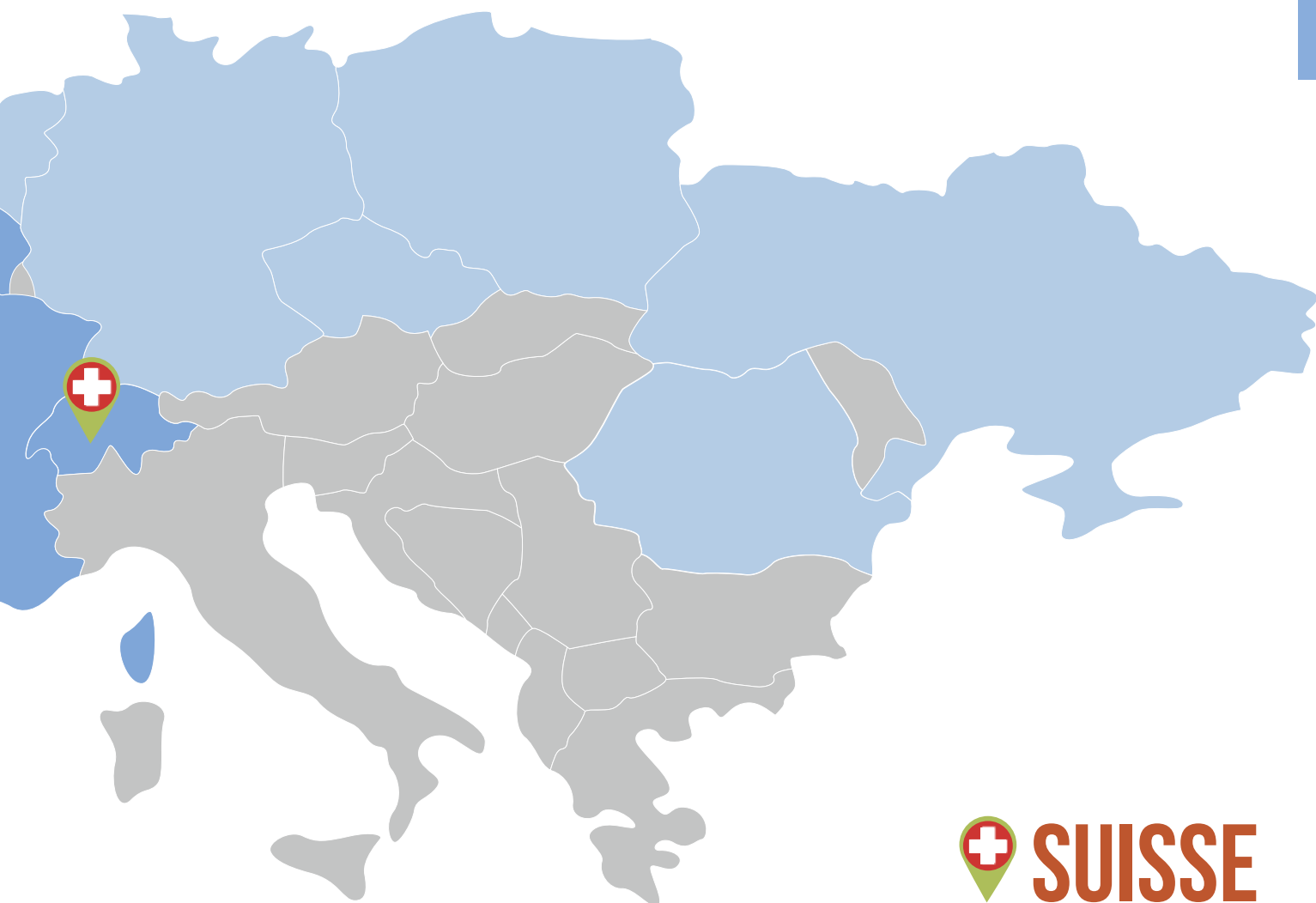
684

Effectif au
31/03/2018



secteurs
d'activité





SUISSE

2008 - Le groupe s'installe en Suisse à Genève. SII Suisse est spécialisée sur les métiers de l'ingénieur pour les systèmes d'information et les infrastructures.

1,3M€

Chiffre d'affaires
2017/2018

4

Effectif au
31/03/2018



secteurs
d'activité

BELGIQUE

2007 - Le groupe crée une filiale basée à Bruxelles et intervient sur des projets dans le monde bancaire. En avril 2011, en intégrant la société UNIWAY, le groupe renforce sa position et rayonne sur Bruxelles, Gand, Anvers et Liège.

SII Belgium est spécialisée dans les nouvelles technologies dédiées au développement d'applicatif e-business multiplateformes.

5,6M€

Chiffre d'affaires
2017/2018

44

Effectif au
31/03/2018



secteurs
d'activité



ALLEMAGNE



PAYS-BAS

2014 - SII Netherlands, nouvelle filiale, implantée à Amsterdam, est issue de l'intégration des activités de Rücker Aerospace.

2,2M€

Chiffre d'affaires.
2017/2018

36

Effectif au
31/03/2018



Secteurs
d'activité

2010 - Le groupe investit la première économie européenne en intégrant la société AIDA Development, société présente à Stuttgart, Hambourg et Munich. Certifiée EN 9100, AIDA a développé une expertise pour le secteur de l'aéronautique dans l'ingénierie pour la conception de cabines, de sièges et de structures composites ainsi que dans l'intégration de systèmes et les systèmes embarqués. Cette expertise s'est étendue à d'autres secteurs industriels tels que l'automobile, le transport et l'énergie.

2014 - Le groupe se renforce en intégrant les activités aéronautiques de Rücker Aerospace. Les deux sociétés sont fusionnées pour constituer un ensemble cohérent qui devient SII Deutschland.

2015 - Nouvelle croissance externe avec l'acquisition des activités du groupe CADCON. Tout en renforçant sa présence dans le secteur aéronautique, cette opération permet également une diversification sectorielle des activités dans les domaines automobile, énergie et santé.

Le dimensionnement du groupe en Allemagne change d'échelle pour dépasser le cap des 50 M€ de chiffre d'affaires en année pleine.

57,1M€

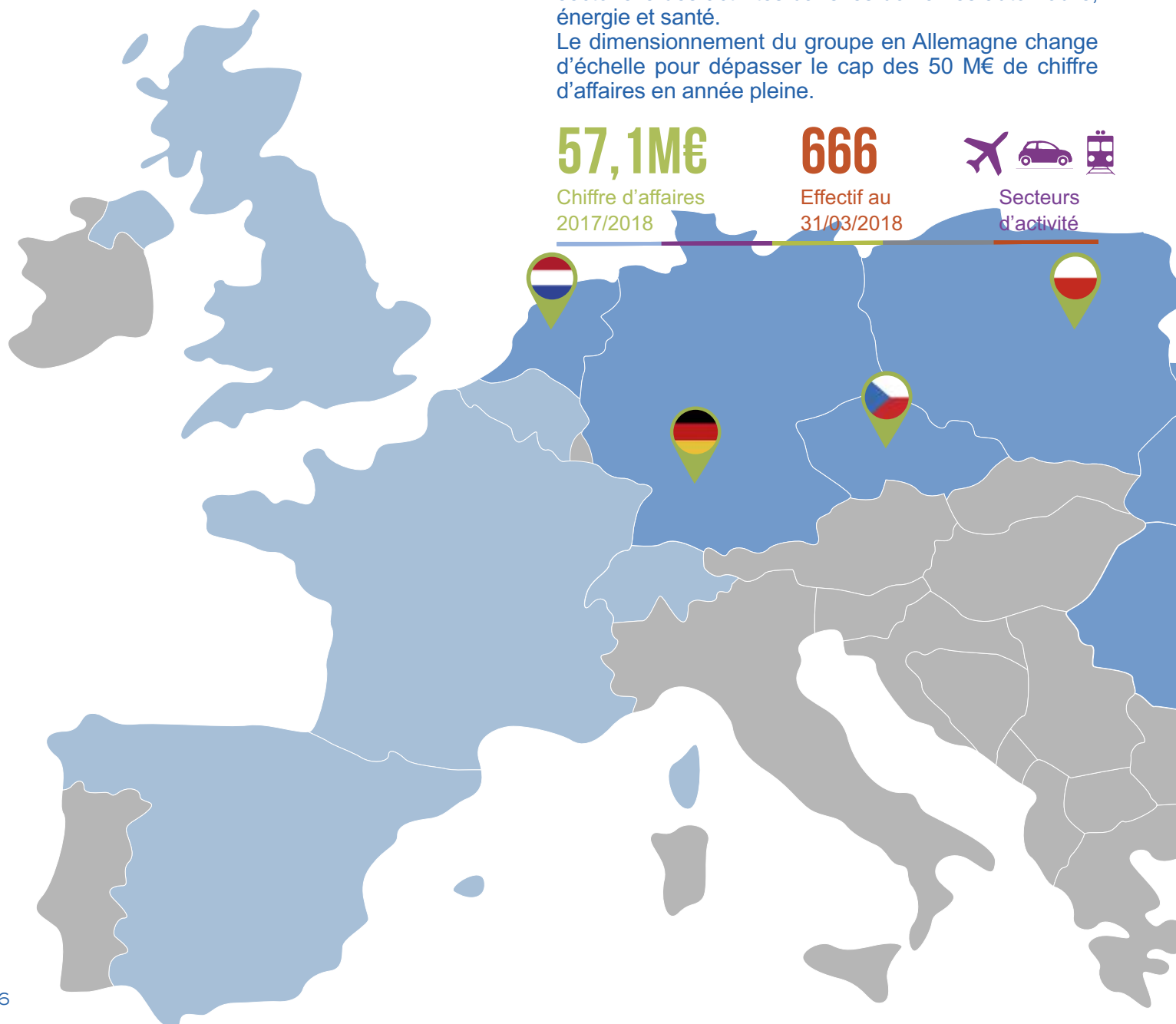
Chiffre d'affaires
2017/2018

666

Effectif au
31/03/2018



Secteurs
d'activité



POLOGNE

2006 - Première filiale ouverte à l'international, SII Pologne est aujourd'hui implantée sur les principales places économiques du pays que sont Varsovie, Gdansk, Wroclaw, Cracovie, Poznan, Lodz et Lublin.

SII Pologne intervient notamment dans le développement logiciel et la gestion des infrastructures réseaux.

121,4M€

Chiffre d'affaires
2017/2018

1 778

Effectif au
31/03/2018



Secteurs
d'activité

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

2007 - Le groupe poursuit son développement en Europe centrale et s'installe à Prague.

SII RTC est spécialisée sur le conseil en technologies et sur les métiers de l'ingénieur pour les systèmes d'information et les infrastructures.

3,7M€

Chiffre d'affaires
2017/2018

51

Effectif au
31/03/2018



Secteurs
d'activité

UKRAINE

2015 - Nouvelle implantation à Odessa dans le cadre du rapprochement avec le groupe CADCON, qui vient compléter l'offre « low cost » du groupe..

ROUMANIE

2009 - Le groupe complète sa présence en Europe centrale au travers du rapprochement avec CONCATEL. SII Romania est basée à Bucarest. SII Romania est spécialisée sur les technologies de l'information et de la communication.

8,9M€

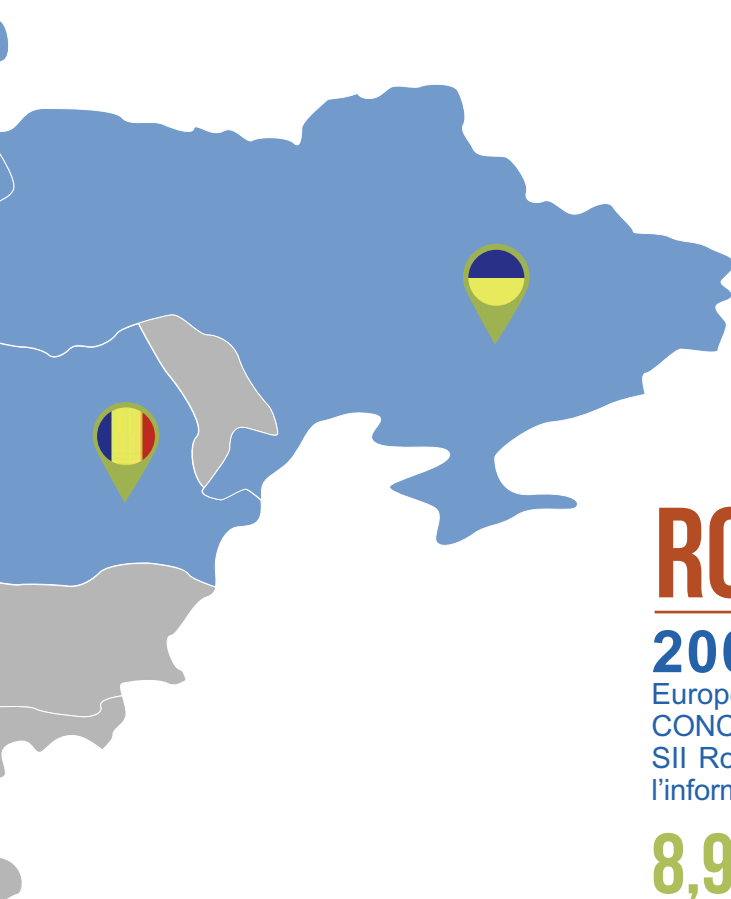
Chiffre d'affaires
2017/2018

248

Effectif au
31/03/2018



Secteurs
d'activité



CANADA

2015 - Le groupe démarre ses activités et vise les secteurs de l'aéronautique et de la banque.

3,2M€

Chiffre d'affaires
2017/2018

54

Effectif au
31/03/2018



Secteurs
d'activité



COLOMBIE

2014 - I+D Group, basée à Bogota, rejoint le groupe SII et devient SII Colombia.
La société intervient sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

1,2M€

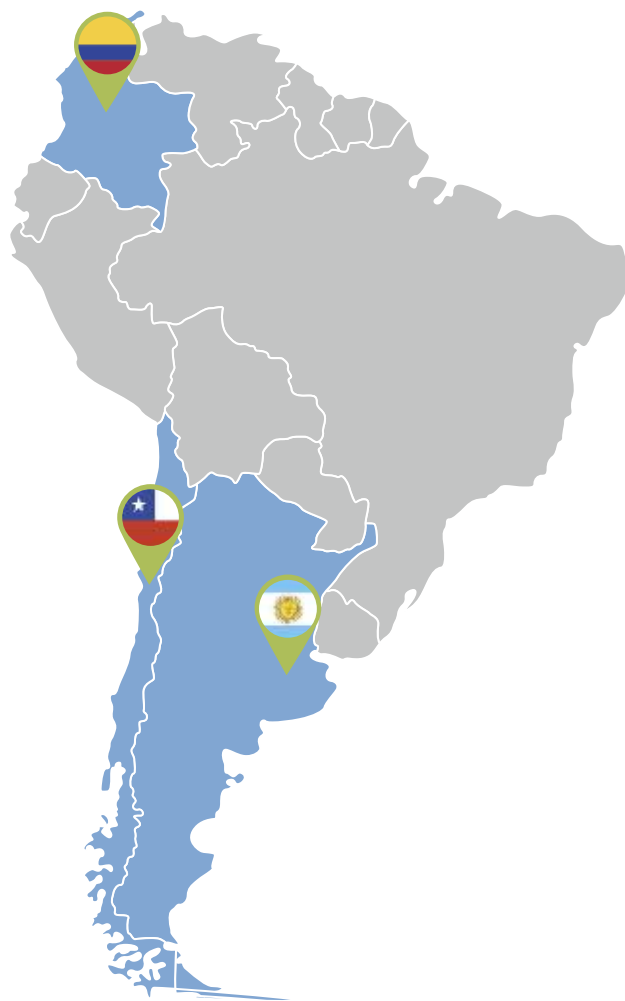
Chiffre d'affaires
2017/2018

69

Effectif au
31/03/2018



Secteurs
d'activité



CHILI

2010 - Le groupe crée une filiale basée à Santiago dans le cadre de sa stratégie d'accompagnement de ses clients.
SII Group Chile est spécialisée sur les métiers de l'ingénieur pour les systèmes d'information et les infrastructures.

4,7M€

Chiffre d'affaires
2017/2018

133

Effectif au
31/03/2018

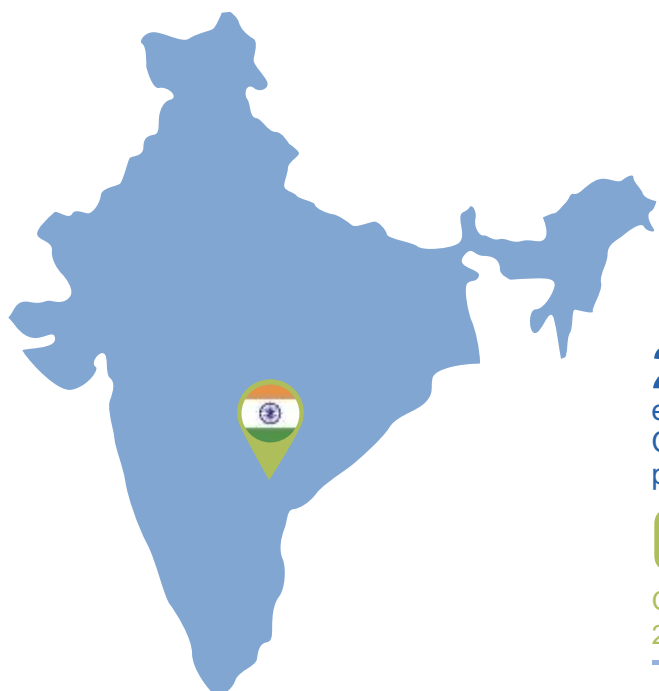


Secteurs
d'activité



ARGENTINE

2009 - Le groupe complète son offre « low cost » pour les marchés hispanophones dans le cadre du rapprochement avec CONCATTEL. Implanté à Mendoza, CVteam Argentina intervient sur des projets de développement en technologie Java et .Net, intégrée dans les équipes espagnoles.



INDE

2013 - SII s'installe à Bangalore et crée SII India pour enrichir son offre offshore. Cette création est le prolongement de l'activité déployée sur place depuis plusieurs années avec un partenaire local.

0,5M€

Chiffre d'affaires
2017/2018

27

Effectif au
31/03/2018

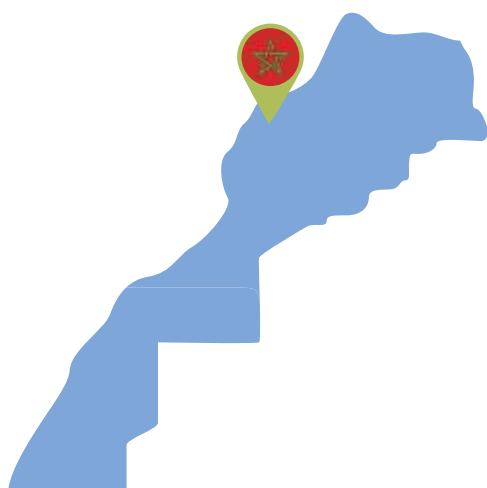


Secteurs
d'activité



CHINE

2015 - Nouvelle implantation à Suzhou dans le cadre du rapprochement avec le groupe CADCON.



MAROC

2008 - Créée à Casablanca, SII Services Maroc est un centre de développement pour les marchés francophones. Depuis quelques années SII Services Maroc adresse également le marché local. Les consultants de SII Maroc interviennent sur des projets de développement logiciel et des projets de sécurité numérique.

1,9M€

Chiffre d'affaires
2017/2018

45

Effectif au
31/03/2018



Secteurs
d'activité

1.2.2. Organigramme (au 27/07/2018)



SII S.A. est une société opérationnelle qui anime les activités du groupe.

Il n'existe pas de flux financiers significatifs entre la société mère et ses filiales à une exception près :

- des conventions de prêts existent, si nécessaire, entre SII France et ses filiales, permettant à celles-ci de financer leur besoin en fonds de roulement.

1.2.3. Propriétés immobilières, usines et équipements

Néant.

1.3. Description des activités

1.3.1. Marché et stratégie

Marché, positionnement concurrentiel

Le marché du groupe SII recouvre l'ensemble des prestations de conseil et d'ingénierie :

- la conception et les études permettant la réalisation de tout ou partie d'un projet,
- le conseil, l'assistance à la maîtrise d'ouvrage,
- les architectures réseaux et les systèmes d'information,
- les prestations diverses autour de la qualité, sécurité, ... en matière de systèmes d'information.

Le résultat du groupe SII pour l'exercice 2017/2018 peut se résumer en trois chiffres :

- croissance de 27,8 % du chiffre d'affaires à 560,9 M€,
- marge opérationnelle de 6,77 %,
- résultat net part du groupe de 25,8 M€.

Lors de sa conférence de presse du 14 juin 2018, le Syntec Numérique a présenté un marché français du numérique de 54,1 MM€ en 2017 en croissance de 3,9 % par rapport à l'année précédente. Cette performance économique montre une accélération de la croissance du secteur.

La concurrence sur le marché français du conseil en technologies est multiforme et atomisée :

- quelques acteurs de grande taille,
- quelques acteurs de taille intermédiaire dont SII,
- quelques filiales spécialisées de groupes industriels,
- quelques dizaines de sociétés entre cent et mille personnes,
- plusieurs centaines de sociétés entre dix et cent personnes sur des marchés locaux ou des niches applicatives,
- des divisions de grandes ESN généralistes,
- des multitudes de sociétés de type TPE, voire des consultants indépendants.

La dynamique du marché français en 2017 est portée par les investissements technologiques (+16% selon Syntec Numérique) sur divers sujets tels que le cloud, l'IoT, la mobilité, les réseaux sociaux, la sécurité et l'analyse des données. Au-delà de ces sujets porteurs, les investissements se poursuivent également dans l'amélioration et la transformation de l'existant ainsi que dans la prise en compte de l'impact de la réglementation sur les systèmes existants.

La croissance attendue en France pour 2018 sur nos marchés se situe en moyenne entre +3,5% et +5,2%. Les secteurs qui alimenteront particulièrement cette dynamique sont : l'industrie, la banque, le commerce, l'énergie, l'aéronautique et l'automobile.

Les marchés internationaux constituent également des relais de croissance significatifs pour notre secteur.

Organisation interne

La structure du groupe est fortement décentralisée.

Le siège social est à Paris, il regroupe les activités suivantes :

- la direction générale,
- la direction du recrutement,
- la direction qualité,
- l'audit interne,
- la direction administrative et financière,
 - comptabilité,
 - gestion du personnel et paye,
 - contrôle de gestion,
 - gestion de trésorerie.
- la direction des systèmes d'information.

Neuf agences en France et quatre filiales représentant 32 implantations géographiques avec l'ensemble de leurs moyens opérationnels (technique, commercial, administration des ventes, recrutement, gestion du personnel).

Dix-sept pays à l'international représentant 46 implantations géographiques différentes.

Cette structure est basée sur une forte délégation. En contrepartie, elle nécessite confiance, transparence, engagement et reporting de l'équipe de direction

Indicateurs de performance

La société utilise (principalement) trois indicateurs de performance, à savoir :

- évolution du cours de bourse en corrélation avec des confrères du même secteur d'activités,
- enquête de satisfaction du personnel (cf. 5.7). Enquête annuelle auprès des salariés pour mesurer leur degré de satisfaction du management, du commercial et de la société en général,
- enquête de satisfaction clients (cf. ci-dessous). Suivi périodique par enquête auprès des clients de l'indice de satisfaction avec des signaux d'alerte en cas de dérive ponctuelle.

Ces indicateurs sont en correspondance avec notre politique qualité « la triple satisfaction » ou « comment tenter de trouver l'équilibre entre les différents acteurs : client, personnel et actionnaire ».

Chiffre d'affaires par secteur d'activités clients

En % du chiffre d'affaires	2016/2017	2017/2018
Aéronautique, Spatial & Défense	25,2%	23,5%
Banque & Assurances	13,1%	19,7%
Télécoms & médias	18,5%	15,8%
Autres Industries	7,6%	8,5%
Services	9,2%	8,0%
Energie	6,7%	6,5%
Automobile	4,8%	5,1%
Transport	5,8%	4,6%
Commerce & Distribution	3,4%	3,6%
Santé	3,6%	3,5%
Autres	2,1%	1,2%

Enquête de satisfaction client

Suivi périodique par enquête auprès des clients de l'indice du taux de satisfaction :

	2016/2017	2017/2018
Taux de satisfaction (%)	95,6	93,1

1.3.2. Recherche et développement, brevets et licences

Le groupe SII participe à de nombreux projets de recherche et développement dans le cadre de ses activités pour ses clients.



Au-delà, le groupe SII développe des activités de recherche et développement sur fonds propres au sein d'une organisation dédiée « SII Research ». Les travaux menés ont vocation à enrichir les savoir-faire du groupe pour apporter un regard complémentaire et une valeur ajoutée aux travaux confiés par nos clients.

Des brevets peuvent être déposés dans le cadre de ces travaux.

1.3.3. Investissements

Les principaux investissements du groupe SII sont réalisés dans le cadre des activités et représentent des investissements en matériels informatiques, matériels de bureaux, mobiliers de bureaux et agencements de locaux. L'ensemble des éléments financiers relatifs à ceux-ci figurent à la note a.6 des comptes consolidés.

Tous les investissements de l'exercice ont été réalisés sur fonds propres à l'exception des opérations en location-financement.

1.4. Analyse et commentaires sur les activités de l'exercice

1.4.1. Information sur les activités de la société

L'activité de SII se répartit sur deux métiers :

- le conseil en technologies,
- les systèmes d'information et en particulier ceux à base de nouvelles technologies.

Conseil en technologies

Le Syntec Numérique évalue le secteur des sociétés de conseil en technologies à environ 9,3 milliards d'euros.

Conseil et services informatiques

Le Syntec Numérique évalue le secteur des sociétés de conseil et services informatiques à environ 32,8 milliards d'euros.

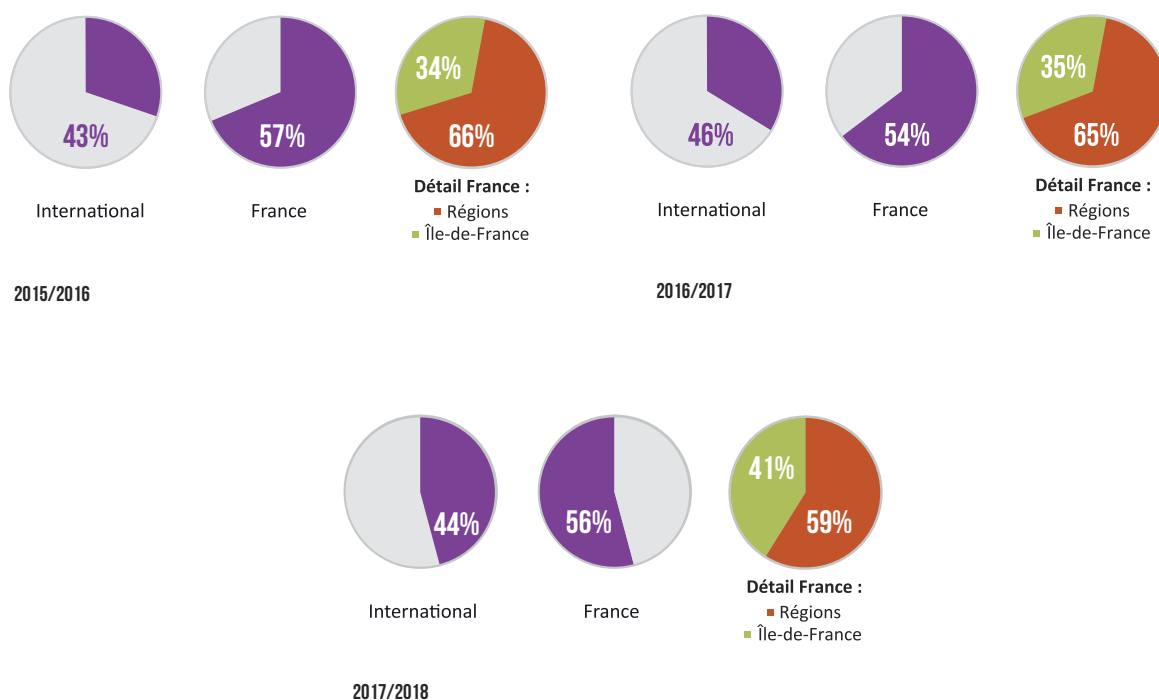
Parts de marché de la société

	Syntec Numérique (M€)	SII (M€)	Part de marché France (%)
Conseil et Services Informatiques	32 800	140	0,43%
Conseil en technologies	9 300	175	1,88%
Édition de logiciels	12 000	0	0,00%

Source Syntec Numérique (conférence de presse du 14 juin 2018) & SII.

Tendances court/moyen terme

La répartition géographique du chiffre d'affaires de la société montre un développement rapide à l'international et une répartition géographique équilibrée sur les régions en France.



Réconciliation des objectifs du groupe SII pour l'exercice 2017/2018 et exécution

	Objectifs 2017/2018 (*)	Exécution 2017/2018
CA Groupe 2017/2018	CA = 545 M€	560,9 M€
Résultat opérationnel du groupe	> 33,5 M€	38,0 M€

(*) Tels que définis dans le document de référence 2016/2017 page 37.

1.4.2. Contrats importants

Le groupe SII n'a pas conclu de contrat important hormis ceux conclus dans le cadre normal des affaires. Aucun membre du groupe n'a conclu, en dehors du cadre normal des affaires et du respect des procédures, de contrat portant un engagement important pour l'ensemble du groupe.

1.4.3. Situation financière de la société

Tous les éléments de la situation financière de la société sont détaillés au chapitre 4.1 pour les comptes consolidés et au chapitre 4.3 pour les comptes sociaux arrêtés au 31 mars 2018.

Résumé des comptes consolidés

	2017/2018	2016/2017
Compte de résultat (en milliers d'euros)		
Chiffre d'affaires	560 902	438 847
Résultat opérationnel	37 987	33 456
Résultat net	25 824	22 352
Bilan (en milliers d'euros)		
Actifs non courants	71 785	65 271
Actifs courants	284 746	251 458
Capitaux propres	141 958	122 719
Passifs non courants	38 520	34 276
Passifs courants	176 053	159 733
Total du bilan	356 531	316 729
Flux de trésorerie (en milliers d'euros)		
Flux net de trésorerie généré par l'activité	12 449	23 055
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	- 8 182	- 25 065
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	- 7 271	15 359
Variation de la trésorerie nette	- 3 025	13 334
Trésorerie de clôture	54 398	57 423

Résumé des comptes sociaux

	2017/2018	2016/2017
Compte de résultat (en milliers d'euros)		
Chiffre d'affaires	262 955	231 402
Résultat d'exploitation	21 340	15 993
Résultat financier	2 658	35
Résultat exceptionnel	8	1 206
Résultat net	18 793	11 666
Bilan (en milliers d'euros)		
Actif immobilisé	40 926	44 431
Actif circulant	184 301	165 149
Capitaux propres	124 935	108 312
Provisions	1 923	2 149
Dettes	98 367	99 118
Total du bilan	225 227	209 591

Délais de paiement

Conformément aux articles L.441-6-1 et D.441-4 du Code de commerce, nous vous informons qu'à la clôture des deux derniers exercices :

- le solde des dettes de la société SII France S.A. à l'égard de ses fournisseurs se décompose, par date d'échéance, comme suit :

En euros	Dettes échues depuis				
	Solde au 31/03/2018	Solde non échu	moins de 30 jours	30 à 60 jours	plus de 60 jours
Fournisseurs	6 737 369	4 540 711	1 430 388	343 219	423 051
Fournisseurs - fact. non parvenues	4 556 307	4 556 307			
Fournisseurs d'immobilisations	334 943	266 038	30 719	13 763	24 423
Fournisseurs d'immobilisations - retenues de garantie	0				
Fournisseurs d'immobilisations - fact. non parvenues	0				
Fournisseurs - chèques non débités	19 338				19 338
Total	11 647 957	9 363 056	1 461 107	356 982	466 812
Nombre de factures concernées	1 366	808	356	61	141
% montant des achats sur l'exercice	10%	6%	2%	0%	1%

En euros	Dettes échues depuis				
	Solde au 31/03/2017	Solde non échu	moins de 30 jours	30 à 60 jours	plus de 60 jours
Fournisseurs	4 968 371	3 310 529	955 020	406 201	296 621
Fournisseurs - fact. non parvenues	3 622 272	3 622 272			
Fournisseurs d'immobilisations	429 102	208 677	65 368	71 655	83 402
Fournisseurs d'immobilisations - retenues de garantie	0				
Fournisseurs d'immobilisations - fact. non parvenues	0				
Fournisseurs - chèques non débités	8 121				8 121
Total	9 027 866	7 141 478	1 020 388	477 856	388 144

- le solde des créances clients à l'égard de la société SII France S.A. se décompose, par date d'échéance, comme suit :

En euros	Créances échues depuis				
	Solde au 31/03/2018	Solde non échu	moins de 30 jours	30 à 60 jours	plus de 60 jours
Clients	77 543 979	59 997 501	8 624 529	4 323 680	4 598 269
Clients - effets à recevoir	61 146	39 006	22 140		
Clients - factures à établir	21 950 480	21 950 480			
Total	99 555 605	81 986 987	8 646 669	4 323 680	4 598 269
Nombre de factures concernées	5 941	4 420	746	258	517
% montant des ventes sur l'exercice	23%	17%	3%	1%	2%

En euros	Créances échues depuis				
	Solde au 31/03/2017	Solde non échu	moins de 30 jours	30 à 60 jours	plus de 60 jours
Clients	67 479 640	54 554 673	7 055 879	3 078 583	2 790 505
Clients - effets à recevoir					
Clients - factures à établir	23 489 508	23 489 508			
Total	90 969 148	78 044 181	7 055 879	3 078 583	2 790 505

1.4.4. Évolution prévisible, perspectives d'avenir et événements significatifs postérieurs à la clôture de l'exercice

L'année 2017 a confirmé l'amélioration de l'environnement économique en France (Croissance du PIB 2017 : +2,2%) et le Syntec Numérique a calculé une croissance de notre secteur de +3,9% sur l'année 2017.

Les dernières prévisions de croissance du PIB français pour 2018 se situent autour de +2,0%. Celle-ci sera alimentée notamment par une accélération de l'investissement des entreprises et la part du numérique dans les investissements est elle-même en croissance. Le baromètre conjoncturel du Syntec Numérique maintient un haut niveau de croissance pour l'année 2018 aux alentours de +4,2%. Par ailleurs, le cabinet PAC prévoit une croissance du marché des logiciels et services de 5,3% après une année 2017 à 4,9%. Dans les deux cas, une nouvelle accélération est attendue. Ces hypothèses illustrent une dynamique particulière du secteur du Numérique dans la croissance globale de l'activité économique.

Les moteurs de la croissance autour de l'innovation et de la compétitivité de nos clients sont toujours présents qu'ils soient technologiques, liés aux usages ou aux impératifs économiques. Avec un climat économique qui reste bien orienté même si des perturbations sont à prévoir (protectionnisme commercial, Brexit, tensions géopolitiques), l'année 2018 devraient créer de nouvelles opportunités pour notre secteur.

Nous sommes probablement face à une nouvelle phase de pénurie de consultants. Attirer et fertiliser les talents sera sans aucun doute un enjeu majeur pour chacun des acteurs du secteur.

Notre « business model » a montré qu'il était dynamique en période de reprise. Nous profiterons des opportunités avec un regard attentif sur notre rentabilité.

Plan de développement

Notre plan de développement est construit sur quatre piliers :

- maintenir et développer les principaux référencements clients et en gagner d'autres,
- développer nos prestations à valeur ajoutée et améliorer/enrichir nos processus pour les engagements contractuels de résultats,
- poursuivre le rythme de développement à l'international,
- développer nos synergies technologiques et commerciales.

Objectifs 2018/2019 pour le groupe SII

Lors de la réunion de présentation de ses résultats 2017/2018 (06/06/2018), le groupe SII a annoncé deux objectifs pour l'exercice 2018/2019 :

- un chiffre d'affaires compris entre 625 M€ de 640 M€, soit une croissance organique comprise entre 11,5% et 14%,
- une croissance du chiffre d'affaires accompagnée d'une amélioration de la marge opérationnelle.

Évolution récente

Néant.

1.4.5. Trésorerie, financement et capitaux

Les flux de trésorerie du groupe SII sont détaillés dans le tableau consolidé de flux de trésorerie présenté dans le chapitre 2 du présent document.

Le groupe SII a généré un flux net de trésorerie lié à son activité de 12,4 M€.

Le flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement a consommé 8,2 M€.

Le flux net de trésorerie lié aux opérations de financement a consommé 7,3 M€.

La variation de trésorerie sur l'exercice est négative de 3,0 M€ et permet d'afficher une trésorerie brute de 54,4 M€.

Corrigé de l'endettement financier du groupe à hauteur de 47,1 M€, la trésorerie nette du groupe SII s'affiche donc à 7,3 M€.

Le groupe n'utilise pas, à l'exception de l'Espagne et de FEEL EUROPE, d'instrument financier pour financer son poste clients. Les investissements courants sont financés sur fonds propres.

Le groupe SII adresse essentiellement des clients grands comptes. Le risque d'insolvabilité est donc limité, par contre les délais de recouvrement de créances restent élevés. Ainsi en France le DSO est de 86,91 jours sur l'exercice 2017/2018 (83,93 jours pour l'exercice précédent).

Toutes les informations relatives aux capitaux sont incluses dans le paragraphe 4.1 sur les comptes annuels consolidés et notamment dans l'état des variations de capitaux propres consolidés ainsi que dans les notes annexes 4.a.2.11, 4.a.2.12, 4.a.12 et 4.a.13.

1.4.6. Présentation des comptes et affectation du résultat

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe SII qui s'élève à 560,9 M€ est en croissance de 27,8% dont 15,6% en organique. En France, le chiffre d'affaires est en croissance de 33,8% dont 12,8% en organique à 315 M€.

Dix premiers clients du groupe SII

ABB	LA BANQUE POSTALE
AIRBUS GROUP	ORANGE
BNP PARIBAS	ROCHE
BOUYGUES TELECOM	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
E.D.F.	THALES

Pourcentage du chiffre d'affaires effectué avec les n premiers clients

	2015/2016	2016/2017	2017/2018
Premier client	12,8	13,5	12,5
Cinq premiers	33,7	33,6	31,5
Dix premiers	43,5	42,7	41,7
Vingt premiers	54,6	54,3	53,5
Cinquante premiers	71,6	70,9	70,5

- La société réalise un chiffre d'affaires annuel supérieur à un million d'euros avec 79 clients.
- La concentration du chiffre d'affaires sur les premiers clients est essentiellement due à la politique de référencement de ces clients qui entraîne une attrition du nombre de fournisseurs.

Résultats

Le résultat opérationnel consolidé du groupe SII qui s'élève à 38,0 M€ est en croissance de 13,5%. Le résultat d'exploitation des comptes sociaux (SII France) se situe à 21,3 M€ en croissance de 33,4%.

Le résultat financier consolidé du groupe est de – 1 904 K€. Le résultat financier des comptes sociaux (SII France) est de +2,659 K€ (dont 1,699 K€ de dividendes perçus des filiales et de 819 K€ de reprise de provisions). Le résultat net consolidé part du groupe s'élève à 25,8 M€ après prise en compte d'un impôt sur les sociétés de 10,3 M€.

Pour les comptes sociaux (SII France), le résultat net s'élève à 18,8 M€ après prise en compte d'une participation de 1 446 K€ et d'un impôt sur les sociétés de 3 767 K€.

L'ensemble de ces éléments chiffrés sont détaillés et commentés dans le chapitre 2 présentant les comptes annuels.

Les comptes annuels sociaux établis en France comprennent des charges non déductibles fiscalement, conformément à l'article 39-4 du Code Général des Impôts, pour un montant global de 98 606 €. Ces charges correspondent à des loyers de véhicules en location longue durée excédant les plafonds définis par l'administration fiscale.

Évolution des charges non déductibles fiscalement sur les trois exercices précédents :

Exercice clos le 31 mars 2018 : 98 606 €

Exercice clos le 31 mars 2017 : 96 862 €

Exercice clos le 31 mars 2016 : 93 777 €

Affectation du résultat

Le directoire proposera à l'assemblée générale de distribuer un dividende de 0,15 € par action, soit un montant global de 3 000 000 €.

Le reste du résultat serait affecté pour l'essentiel (15 000 000 €) en réserves et en report à nouveau pour le solde.

1.4.7. Information sur les dividendes

Le groupe SII distribue habituellement entre 10% et 15% du résultat net part du groupe.

Le directoire proposera à l'assemblée générale du 20 septembre 2018 de distribuer un dividende de 0,15 € par action, soit un montant global de 3 000 000 €.

Historique de distribution sur les trois derniers exercices

En euros par action	2014/2015	2015/2016	2016/2017
Dividende versé au titre de l'exercice	0,08	0,09	0,12

1.5. Procédures de contrôle interne et de gestion des risques

Le groupe SII a choisi de mettre en œuvre le cadre de référence de contrôle interne tel que préconisé par l'AMF dans sa position-recommandation 2016-05.

1.5.1. Objectifs

L'objectif du contrôle interne est d'assurer la prévention et la maîtrise des risques résultant de l'activité des entités du groupe et des risques d'erreurs ou de fraudes, en particulier comptables et financières. Il vise à assurer la conformité aux lois et aux réglementations applicables. Il contribue à la transparence de l'organisation, à la protection des actifs du groupe, à une gestion et un suivi efficaces des opérations, à l'amélioration des performances et à la maîtrise des coûts. Néanmoins, comme tout système de contrôle, il ne peut fournir qu'une assurance raisonnable mais en aucun cas une garantie absolue que ces risques soient totalement éliminés.

D'une manière générale, l'organisation du groupe SII repose sur une forte décentralisation qui implique à son tour un degré élevé de délégation. La délégation des responsabilités opérationnelles, fonctionnelles et légales aux responsables d'activités nécessite un dispositif de contrôle interne adapté à ce type d'organisation.

En conséquence, la nature même du contrôle interne ainsi que le système d'information qui le sous-tend s'exercent dans le respect des principes d'actions et de comportements qui eux-mêmes résultent de la culture d'entreprise du groupe SII :

- respect rigoureux des règles communes au groupe, notamment en matière de délégation de pouvoirs, de prises d'affaires et d'information comptable et financière. Ces règles communes, prenant en compte une forte décentralisation et une autonomie des responsables opérationnels, doivent être appliquées de manière stricte par les collaborateurs concernés,
- transparence et loyauté des collaborateurs vis-à-vis de leur hiérarchie au niveau opérationnel et vis-à-vis des services fonctionnels. Il fait partie intégrante du rôle des responsables opérationnels de prendre seuls les décisions relevant de leur champ de compétence mais de traiter des éventuelles difficultés avec l'aide de leurs supérieurs hiérarchiques ou des directions fonctionnelles du groupe,

- respect des lois et réglementations en vigueur,
- sécurité des personnes,
- amélioration continue des processus internes visant à garantir la maîtrise et l'optimisation de nos activités,
- fiabilité et qualité de l'information produite par les services.

1.5.2. Organisation

Les procédures de contrôle interne du groupe SII et particulièrement celles relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sont déclinées sur quatre niveaux.

Directoire : Responsable in fine du contrôle interne, de son déploiement, des outils adaptés et de son adéquation avec les besoins et les risques opérationnels. C'est l'âme du système.

Management opérationnel : En particulier les responsables d'agence ou de filiale qui en assurent le déploiement au sein de leur périmètre et sont responsables de son fonctionnement en veillant à la cohérence du dispositif, des besoins et des risques spécifiques dans leur domaine d'activités.

Personnel opérationnel : Mise en œuvre, production des actions au quotidien et remontée d'éventuels dysfonctionnements.

Audit interne : Assistance, conseil et formation dans le déploiement et la mise en œuvre, évaluation du dispositif en termes de performance par rapport aux besoins et aux risques.

1.5.3. Processus

Système qualité

Le système qualité SII (ISO 9001 depuis 1992 régulièrement renouvelé depuis) est un référentiel qualité disponible sur l'espace intranet du groupe SII. Il définit les responsabilités (fiches de postes) et les procédures opérationnelles métiers ainsi que la cartographie des processus métiers. Ces descriptions contribuent à clarifier la nature des tâches confiées en mettant l'accent sur le mode de supervision et en intégrant la dimension du contrôle interne. Les délégations de pouvoir et autorisations bancaires décrivent le transfert permanent ou temporaire des responsabilités et concernent en premier lieu les fonctions impliquées dans les transactions financières (investissements, commandes fournisseurs, limites en matière d'achats et de paiements, ...).

Procédures métier

En complément du système qualité ISO 9001, SII a choisi de mettre en place le référentiel CMMi (niveau 3) pour l'ensemble de ses processus métier. Dans ce cadre le groupe SII a cartographié les processus métier et l'ensemble des procédures y afférents. Sur ces bases, les responsables qualité du groupe SII conduisent des audits périodiques destinés à évaluer le respect des normes et procédures mises en place.

Avant-vente et proposition commerciale : Avant toute proposition commerciale un processus interne de décision de réponse ou non à l'appel d'offres du client est mis en place (GO/NOGO). En cas de décision positive, une proposition technique et commerciale fait l'objet de validation portant sur les aspects technique, économique et juridique (revue d'offre). La hiérarchie est plus ou moins impliquée dans cette revue en fonction du montant de l'offre.

Validation de la commande : La revue de lancement permet d'une part de valider la commande client et d'en vérifier la cohérence vis-à-vis de la proposition et d'autre part d'affecter un responsable projet et de planifier les ressources nécessaires à l'exécution de la commande.

Exécution de la commande : Des revus périodiques (au moins mensuelles) portent sur l'avancement de la commande, le coût, le planning, les difficultés. Ces revues permettent de définir les encours de fabrication et d'éventuelles pertes à terminaison.

Procédures administratives

Budget et contrôle de gestion : Les différentes unités opérationnelles du groupe élaborent leur stratégie et proposent un budget annuel décomposé par trimestre. Après validation, ce budget est suivi trimestriellement, les écarts entre la prévision et la réalisation sont analysés lorsqu'ils sont significatifs et peuvent conduire à une replanification du trimestre suivant.

Consolidation : Les comptes consolidés du groupe SII sont établis selon les normes comptables internationales « IFRS » à partir des données comptables élaborées sous la responsabilité des dirigeants des filiales. Certains travaux font l'objet d'une centralisation au niveau de la direction comptable et financière ; test de la valeur des actifs, cession, acquisition, ...

Comptabilité : C'est la direction de la comptabilité du groupe SII qui assure la coordination des travaux de clôture comptable, diffuse l'ensemble des règles comptables aux filiales et dialogue avec les commissaires aux comptes de la société afin de présenter les opérations particulières et d'expliquer les options retenues dans le cadre des normes comptables.

Financement et trésorerie : Le groupe SII a mis en place une gestion centralisée de la trésorerie et des placements. La politique de gestion de la trésorerie est définie par le directoire et vise à garantir la liquidité et la sécurité des placements.

Procédures diverses pilotées par la direction financière

Assurances : Le recensement des risques assurables ainsi que la couverture de ces risques sont pilotés par la direction financière.

Litiges : Le suivi et le reporting des litiges sont assurés en permanence par la direction financière en liaison avec les juristes externes. Un état de synthèse est établi semestriellement.

Communication des résultats : Les communiqués de presse et les présentations investisseurs concernant les résultats trimestriels, semestriels et annuels du groupe sont élaborés par la direction financière et validés par le directoire.

Cession – Acquisition : Les opérations de cession ou d'acquisition font l'objet d'une validation par le directoire suite aux procédures de due diligence. Cession et acquisition sont soumises à l'accord préalable du conseil de surveillance.

Outils

Le groupe SII s'est doté d'un ensemble d'indicateurs qui permettent de suivre la gestion des affaires. Ces indicateurs sont mis à jour lors des revues de projets et lors des réunions mensuelles entre un membre du directoire et le responsable de l'entité concernée. Le reporting financier du groupe SII comprend également une série d'indicateurs et d'agrégats qui contribuent à analyser de manière plus fine la performance des différentes entités.

Communication interne

L'intranet de la société et le système de reporting et de consolidation constituent les deux canaux sur lesquels le groupe SII s'appuie pour diffuser les informations clés et nécessaires à l'exercice des responsabilités des différents managers opérationnels.

Prévention des risques

Le groupe SII attache une importance cruciale à la gestion des risques liés à son activité.

Les principales catégories de risques pour lesquelles le groupe est exposé sont les suivants :

- risques contractuels,
- risques liés au personnel,
- risques liés au marché,
- risques liés au système d'informations.

Les revues mensuelles de projet (essentiellement pour les projets à engagement de résultats que ce soit dans le cadre de forfait ou de contrat de service) contribuent à identifier les différents risques sur les projets en cours et à décider des actions à mettre en œuvre pour les réduire. Quatre aspects sont pris en compte ; reconnaissance du chiffre d'affaires en fonction de l'avancement technique, marge à terminaison, risques contractuels et leurs provisionnements comptables enfin les flux de trésorerie concernant le projet.

Une des caractéristiques principales de l'activité du groupe SII correspond à la forte rotation du personnel « le turnover ». En conséquence, le recrutement et le solde net « entrées moins sorties » des effectifs sont analysés mensuellement par rapport à un objectif budgétaire (éventuellement révisé) trimestriel et annuel.

Deux aspects sont critiques au niveau des marchés ; d'une part les périodes d'inter contrat et d'autre part les changements dans l'environnement client.

- L'inter contrat est une donnée analysée en quasi temps réel par entité et au niveau global de la société. C'est un indicateur majeur du fonctionnement et de l'efficacité du groupe SII.

- Pour l'aspect environnement client ; le groupe SII est diversifié et n'a pas de dépendance forte dans un domaine d'activité spécifique. Cela étant, les responsables d'entité et le directoire veillent à analyser en permanence les différents secteurs d'activité clients afin d'adapter l'offre SII aux secteurs porteurs et d'anticiper d'éventuels transferts de compétences d'un secteur vers un autre.

Le système d'informations constitue un moyen indispensable à la réalisation et au suivi des activités du groupe SII. Afin de répondre au mieux aux risques liés à ce système, le groupe SII a mis en place un plan de sauvegarde et un ensemble de procédures qui visent à garantir la continuité du service, l'intégrité des données et la disponibilité du système.

L'audit interne a pour mission permanente de s'assurer que les risques sont correctement identifiés et cartographiés par le management et qu'en conséquence ; ils sont correctement appréhendés et gérés. Dans ses rapports de mission, l'audit interne rend compte au directoire des zones de risque qui, à son avis, ne seraient pas couvertes et les recommandations d'actions appropriées.

Évolution du contrôle interne

SII se place dans une logique d'amélioration permanente de son dispositif de contrôle interne.

Le système de contrôle interne est opérationnel depuis 1995. Les outils sur lesquels il s'appuie sont performants et font actuellement l'objet d'une refonte globale. La fonction de contrôle de la bonne application des règles est assurée par l'encadrement et le contrôle de gestion groupe. Selon l'évolution de sa taille, SII renforcera pragmatiquement cette fonction (renforcement du contrôle de gestion, perfectionnement de l'organisation et des systèmes, ...). Le groupe sera amené à auditer périodiquement sa gestion des risques, soit en interne soit en externe et à formaliser des plans d'action d'amélioration.

En conclusion, le contrôle interne est sous-tendu par la culture d'entreprise qui est, elle-même, basée sur des règles d'éthique et d'intégrité portées historiquement par les membres de la direction du groupe SII. Toutefois, cela ne peut pas empêcher qu'un salarié commette une fraude, déroge aux dispositions légales et/ou réglementaires ou communique des informations trompeuses sur le groupe.

1.6. Facteurs de risques

Dans le cadre de son contrôle interne, le groupe SII a procédé à une revue de ses risques qui pourraient avoir un effet significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats (ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs) et considère qu'il n'y a pas d'autre risque significatif hormis ceux présentés ci-après.

1.6.1. Risques spécifiques relatifs à l'activité de la société

Risque clients

Pour tous les clients importants, plusieurs agences et/ou filiales du groupe SII contractent avec de nombreuses filiales ou sites différents d'un même client. D'autre part, la quasi-totalité des ventes est réalisée avec des clients « grands comptes ». Le risque, face au défaut de paiement de ces derniers, est par conséquent limité.

Le poids relatif des n premiers clients figurent au § 1.4.6 de ce document de référence.

Les politiques de référencement de nos clients visant à limiter le nombre de fournisseurs sélectionnés est susceptible d'influer sur l'activité du groupe et donc sur la rentabilité en cas de perte d'un référencement avec un client représentant une part de chiffre d'affaires significative.

De plus, nos marchés sont directement liés aux tendances macro-économiques notamment aux politiques d'investissements de nos clients.

La stratégie mise en œuvre au sein du groupe vise à minimiser ces risques mais il est impossible de totalement les circonscrire.

Risque de non-respect d'un engagement de résultats

La société exerce une part de son chiffre d'affaires dans des opérations dites « forfaitaires » ou « à engagements de résultats » vis-à-vis d'un cahier des charges plus ou moins bien défini et plus ou moins stable dans le temps. Le risque de non-respect d'une obligation de résultat et éventuellement d'une pénalité contractuelle n'est pas exclu. Ce risque est maîtrisé, il reste très limité car analysé en permanence :

- en fin de phase d'avant-vente ; revue d'offre permettant de valider la proposition commerciale,
- pendant le déroulement du projet ; le processus est sous assurance qualité avec les revues de suivi périodiques. De plus, l'avancement est analysé mensuellement et fait l'objet d'un reporting formalisé par les équipes du contrôle de gestion.

Risques liés au contexte économique

La crise économique a provoqué de fortes perturbations sur l'ensemble de l'activité. La

majorité de nos clients a été confrontée à cette situation et, en conséquence, cherche à réaliser des économies sur ses dépenses. Les dépenses liées aux nouvelles technologies de l'information et des communications n'échappent pas à ce phénomène. Même si la répartition sectorielle de l'activité du groupe SII nous permet de relativiser ce risque, nous ne pouvons rester insensibles au contexte économique général.

Risques liés à l'environnement technologique et économique

La société a démontré, au cours du passé, sa capacité d'évolution et de maîtrise de son environnement. Cela étant, les mutations actuelles du point de vue technologique et économique sont de plus en plus brutales, rapides, multiformes et imprévisibles.

La société s'attache particulièrement aux deux aspects suivants, sans en minimiser les risques :

- capacité de SII de trouver, d'attirer et de recruter le personnel technique et commercial de haut niveau pour satisfaire la demande client, sans abaisser les critères de recrutement ou augmenter les rémunérations hors des prix du marché,
- capacité de SII de fidéliser, d'entretenir et de conserver son personnel technique, commercial et de management qui lui est nécessaire pour réaliser les projets confiés par ses clients.

Risques liés à la concurrence

Le marché des technologies de l'information présente peu de barrières à l'entrée susceptibles de prévenir l'apparition de nouveaux entrants, de plus, certains concurrents peuvent avoir des politiques de tarification ou de recrutement pouvant déstabiliser le marché.

Risques liés aux procédés de fabrication

Les différents processus de la société sont sous assurance qualité depuis 1994. Ces processus sont devenus, au fil du temps, pérennes et fiables.

1.6.2. Autres risques

Risques liés aux opérations de croissance externe

Des opérations de croissance externe de taille limitée ont été réalisées suivant un processus de sélection très rigoureux. Elles sont réalisées dans le cadre d'une stratégie visant à construire une offre cohérente pour nos clients sur le plan technologique et géographique. De telles opérations ne sont réalisées qu'après un audit approfondi de la société cible.

Ces opérations de croissance externe entraînent la comptabilisation d'actifs incorporels appelés « Goodwill » qui font l'objet de tests annuels de perte de valeur pouvant déboucher sur une provision pour dépréciation (cf. notes a.2.5 et a.5 des comptes consolidés).

Risque de change

L'activité du groupe SII est majoritairement française (≈ 56%) et encore plus importante sur l'ensemble de la zone euro (≈ 74%), le chiffre d'affaires à l'export concerne également des filiales de clients français sur des pays de la zone euro (Belgique, Italie, Allemagne, Espagne, ...).

La facturation « non-euro » concerne à ce jour la Pologne (zloty), la République Tchèque (couronne), la Suisse (franc suisse), le Maroc (dirham), le Chili (peso), la Roumanie (leu), l'Inde (roupie), la Colombie (peso), le Canada (dollar canadien) et le Royaume-Uni (livre sterling) soit de l'ordre de 26% du chiffre d'affaires groupe pour des prestations livrées essentiellement sur leur marché intérieur respectif.

Toutefois, des conventions de prêt intra-groupe libellées en euros existent entre SII France et les filiales du groupe et sont exposées aux variations de change. De plus, quelques opérations sont facturées dans une devise différente de la devise du pays réalisant la prestation.

Risque de taux - Risque de crédit

Le groupe SII a souscrit plusieurs prêts dont une majorité à taux fixe. Les prêts à taux variable sont, en majorité, indexés sur l'indice Euribor à 1 mois ou à 3 mois. La courbe des taux actuels et son évolution à court/moyen terme n'engendre pas de risque majeur. De plus le niveau d'endettement du groupe SII lui confère encore des possibilités complémentaires si le besoin survenait.

Risque sur portefeuille actions

Au 31 mars 2018, SII auto-détenait 947 718 actions SII dont 820 927 actions étaient affectées en titres immobilisés. Sur la base du cours moyen du mois de mars 2018, qui était de 25,05 € comparé au prix moyen d'achat de ces actions qui était de 4,74 €, aucune dotation ou reprise sur provision n'a été constatée dans les comptes sociaux sur l'exercice.

SII ne possède pas d'autre action en portefeuille.

Risque de liquidité

L'ensemble de la trésorerie est placé sur des instruments financiers dont le rendement est lié au taux du marché monétaire. Des lignes de crédits existent pour financer une partie du besoin en fonds de roulement, les principales se situant chez SII Concatel en Espagne.

Compte tenu de sa situation actuelle de trésorerie, le groupe considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

Risques liés à l'environnement

Dans le cadre de la loi sur les nouvelles régulations économiques, la société déclare l'absence de conséquence significative de son activité sur l'environnement.

Risques financiers liés aux effets du changement climatique – mesures prises par la société pour les réduire en mettant en œuvre une stratégie bas carbone

La politique environnementale de la société est décrite dans le chapitre 3 du présent document de référence.

Risques juridiques liés à la réglementation

Le risque juridique le plus important lié directement à notre activité concerne le Règlement Général sur la Protection des Données pour lequel de nombreuses actions sont à mettre en œuvre d'ici mai 2018. Il n'y a pas d'autre réglementation particulière de l'activité ni d'autorisation nécessaire pour la pratiquer. La société ne profite pas de disposition fiscale particulière.

1.6.3. Assurance et couverture des risques

La société a souscrit une assurance auprès d'AXA dans le cadre de ses activités :

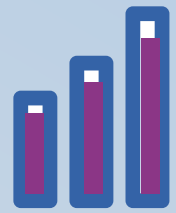
	Responsabilité d'exploitation
Dommmages corporels	8 300 000 €
Dommmages matériels et immatériels ensemble	2 500 000 €
Dommmages immatériels non consécutifs	400 000 €
Atteinte à l'environnement accidentelle	750 000 €
	Responsabilité civile professionnelle
Dommmages matériels et immatériels ensemble	2 500 000 €
Dommmages immatériels non consécutifs	1 000 000 €
	Responsabilité civile des dirigeants et des mandataires sociaux
Par sinistre et par année	2 000 000 €

1.6.4. Faits exceptionnels et litiges

À la connaissance de la société, il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire, d'arbitrage ou de fait exceptionnel, en suspens ou dont elle est menacée, qui ne serait pas provisionné et qui serait susceptible d'avoir, ou ayant eu, au cours des douze derniers mois, une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité, le patrimoine ou la rentabilité de la société et/ou du groupe SII.

Les provisions « pour risques sociaux » correspondent aux litiges de type prud'homaux en cours de jugement ou d'appel. Ces litiges sont provisionnés sur la base suivante :

- 100 % des demandes initiales plafonné à 24 mois de salaire en attente de jugement de première instance,
- 50 % des demandes plafonné à 24 mois de salaire en attente du jugement d'appel si la partie adverse a fait appel,
- 100 % des demandes plafonné à 24 mois de salaire en attente du jugement d'appel si c'est la société qui a fait appel.



RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

- 2.1** Organes d'administration et de direction de la société
- 2.2** Rémunération et avantages des mandataires sociaux
- 2.3** Politique de rémunération des membres du directoire et du conseil de surveillance
- 2.4** Informations complémentaires

2. Rapport du Conseil de surveillance sur le Gouvernement d'entreprise

En matière de gouvernement d'entreprise, le groupe SII se réfère au code Middlednext de gouvernement d'entreprise pour les valeurs moyennes et petites.

2.1. Organes d'administration et de direction de la société

2.1.1. Conseil de surveillance

À la date du présent document, le conseil de surveillance est composé de quatre membres dont les mandats et fonctions sont décrites ci-dessous :

	Mandats	Société	Date de nomination	Echéance du mandat
Bernard Huvé	Président du CS	SII	AGM 19/09/2013	AGO comptes 2018/2019
Jean-Yves Le Metayer	Vice-président du CS	SII	AGM 19/09/2013	AGO comptes 2018/2019
Alexia Slape	Membre du CS	SII	AGM 17/09/2015	AGO comptes 2020/2021
Jean-Yves Fradin	Membre du CS	SII	AGM 19/09/2013	AGO comptes 2018/2019

Note : Tous les membres du conseil de surveillance ont été nommés pour la première fois lors de l'assemblée générale mixte du 20 décembre 2007, à l'exception de Madame Alexia Slape nommée pour la première fois lors de l'assemblée générale mixte du 17 septembre 2009.

Conformément à l'article 12 des statuts, chaque membre du conseil de surveillance détient au moins 5 actions SII à la date de dépôt du présent document de référence.

Au cours des cinq dernières années, les membres du conseil de surveillance n'ont exercé aucun autre mandat à l'exception de ceux détenus dans le groupe SII.

Le conseil de surveillance du 24 juillet 2018 a procédé à une auto-évaluation de son fonctionnement en vue d'en améliorer les conditions.

Lors de cette réunion, les membres du conseil ont estimé que la composition du conseil, son fonctionnement et la préparation de ses travaux étaient satisfaisants.

Les membres du conseil ont, chacun de par leur ancienneté, une expérience diversifiée (direction de société, administration, ressources humaines, ...).

Durant l'exercice et après examen des critères d'indépendance du Code Middlednext, le conseil de surveillance a déclaré que Messieurs Jean-Yves Le Métayer et Jean-Yves Fradin peuvent être considérés comme indépendants.

Indépendance des membres	Bernard Huvé	Jean-Yves Le Métayer	Jean-Yves Fradin	Alexia Slape
Ne pas être, ni avoir été au cours des cinq dernières années, salarié ou mandataire social dirigeant de la société ou d'une société du groupe.	OUI	OUI	OUI	OUI
Ne pas être, ni avoir été au cours des deux dernières années en relation d'affaires significative avec la société ou son groupe (client, fournisseur, concurrent, prestataire, banquier, etc.).	OUI	OUI	OUI	OUI
Ne pas être actionnaire de référence de la société ou détenir un pourcentage de droit de vote significatif.	NON	OUI	OUI	OUI
Ne pas avoir de lien familial proche avec un mandataire social ou un actionnaire de référence.	OUI	OUI	OUI	NON
Ne pas avoir été commissaire aux comptes de l'entreprise au cours des six dernières années.	OUI	OUI	OUI	OUI
Conclusion sur l'indépendance	NON	OUI	OUI	NON

D'autre part, il n'existe aucune relation d'affaires entre eux et les sociétés du groupe. Les membres dits « indépendants » se sont engagés à rester dans ce cadre, sauf à démissionner de leur mandat en cas d'évolution de leurs activités conduisant à un conflit d'intérêt avec leur mandat.

Concernant la représentation des femmes au sein du conseil, il est rappelé que le conseil comprend une femme et trois hommes en conformité avec l'article L.225-69-1 tel que modifié par la loi du 27 janvier 2011.

Tous les membres du conseil sont de nationalité française.

Fonctionnement du conseil

Le conseil de surveillance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige et au moins quatre fois par an. Afin d'assurer correctement sa mission, il reçoit une information régulière et complète sur les points qui lui sont soumis préalablement à ses séances portant sur l'ensemble des questions mises à l'ordre du jour et notamment trimestriellement sur la gestion de la société.

Durant cet exercice, le conseil de surveillance s'est réuni six fois (dont deux sous la forme de Comité d'audit) avec un taux de présence des membres de 100%.

Au cours de ces réunions, le conseil a traité des sujets suivants :

- les comptes semestriels et annuels, le chiffre d'affaires trimestriel, les engagements hors bilan, les révisions d'activité et de résultats,
- les évolutions stratégiques du groupe en particulier le développement à l'international, la croissance externe et l'offre offshore,
- les dossiers de croissance externe,
- certains autres thèmes plus spécifiques ; plan d'actions gratuites pour le management, rachat d'actions, ...
- l'actualité économique et ses conséquences sur la marche du groupe,
- les priorités, le développement national et international et le budget pour l'exercice 2018/2019,
- la succession des dirigeants et en particulier au niveau du directoire.

Le conseil de surveillance a établi un règlement intérieur reprenant des mentions recommandées par le Code Middenext. Ce document est consultable sur le site web de la société (www.groupe-sii.com) dans la rubrique « informations réglementées », onglet « autres ».

Concernant la prévention et la gestion des conflits d'intérêts, le règlement intérieur du conseil énonce que dans une situation laissant apparaître ou pouvant laisser apparaître un conflit entre l'intérêt social et son intérêt personnel direct ou indirect ou l'intérêt de l'actionnaire ou du groupe d'actionnaires qu'il représente, le membre du conseil doit :

- en informer dès qu'il en a connaissance le conseil, étant précisé qu'une absence d'information équivaut à la reconnaissance qu'aucun conflit d'intérêts n'existe ;
- et en tirer toute conséquence quant à l'exercice de son mandat.

Ainsi, selon le cas, il devra :

- s'abstenir de participer au vote de la délibération correspondante,
- ne pas assister aux réunions du conseil durant la période pendant laquelle il se trouve en situation de conflit d'intérêts,
- démissionner de ses fonctions de membre du conseil.

À défaut de respecter ces règles d'abstention, voire de retrait, la responsabilité de l'intéressé pourrait être engagée. En outre, le président du conseil ne sera pas tenu de transmettre au(x) membre(s) dont il a des motifs sérieux de penser qu'ils sont en situation de conflit d'intérêts au sens du présent paragraphe des informations ou documents afférents au sujet conflictuel, et informera le conseil de surveillance de cette absence de transmission.

Conseil sous forme de comité d'audit

Concernant le comité d'audit, la société a décidé de ne pas se référer aux recommandations du rapport du groupe de travail de l'AMF présidé par Monsieur Poupart-Lafarge sur le comité d'audit du 22 juillet 2010, car elle a considéré que les recommandations formulées n'étaient pas adaptées au fonctionnement de la société et à la taille du conseil.

Le conseil, sous forme de comité d'audit, s'est réuni deux fois au cours de l'exercice 2017/2018. Le taux de participation aux réunions du conseil sous forme de comité d'audit s'élève à 100%.

Conformément à l'article L.823-20 4° du Code de commerce, la société a décidé de confier les missions du comité d'audit à son conseil de surveillance compte tenu de ses compétences dans ce domaine et de la taille de la société.

Les membres du conseil ont disposé de délais suffisants pour examiner les documents financiers et comptables, ils ont eu la possibilité d'entendre le président du directoire et le responsable du contrôle interne.

2.1.2. Directoire

À la date du présent document, le directoire est composé de trois membres dont les mandats et fonctions sont décrites ci-dessous :

	Mandats	Fonctions	Société	Date de nomination	Echéance du mandat
Eric Matteucci	Président du directoire	Directeur administratif & financier	SII	CS 13/12/2013	12/12/2019
Patrice Demay	Membre du directoire	Directeur des opérations France	SII	CS 13/12/2013	12/12/2019
Jean-Paul Chevée	Membre du directoire	Directeur des opérations internationales	SII	CS 13/12/2013	12/12/2019

Tous les membres du directoire ont été nommés pour la première fois lors du conseil de surveillance du 20 décembre 2007.

Autres mandats des membres du directoire au sein du groupe SII

Eric Matteucci	SII République Tchèque SARL	Gérant
	SII Suisse SA	Président du conseil d'administration
	SII Services Maroc SARL	Co-Gérant
	SII Luxembourg SA	Président du conseil d'administration
	SII Group Chile	Membre du directoire
	SII India IT	Membre du directoire
	SII Canada Inc	Président du conseil d'administration
Jean-Paul Chevée	SII Services Limited UK	Président
	SII Suisse SA	Administrateur
	SII Services Maroc SARL	Co-Gérant
	SII Luxembourg SA	Administrateur délégué
	SII Group Chile	Membre du directoire
	SII India IT	Membre du directoire
	SII Canada Inc	Administrateur
Patrice Demay	SII Netherlands	Administrateur
	-	-

Fonctionnement

Préalablement (sur les cinq dernières années) Eric Matteucci était directeur financier du groupe SII puis responsable de l'agence de Rennes, Patrice Demay responsable de l'agence de Toulouse et Jean-Paul Chevée responsable de l'agence d'Aix-en-Provence.

Il est à noter que les trois nominations au directoire correspondent à des promotions internes et que les membres du directoire n'ont aucun autre mandat ou fonction dans des sociétés françaises ou étrangères en dehors du groupe SII.

Le directoire en tant qu'organe exécutif se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société le nécessite. Le président a une voix prépondérante. Le directoire est investi des pouvoirs les plus étendus à l'égard des tiers pour agir en toutes circonstances au nom de la société. Le président du directoire représente la société vis-à-vis des tiers.

L'article 11 des statuts et l'article 2 du règlement intérieur du conseil de surveillance limitent les pouvoirs du directoire.

En effet, les opérations suivantes doivent faire l'objet d'une autorisation préalable du conseil de surveillance dans la mesure où le montant global dépasse deux cent cinquante mille (250 000) euros :

- la cession d'immeuble par nature,
- la cession totale ou partielle de participations,
- la constitution de suretés ainsi que les cautions, avals ou garanties,
- les prêts, les emprunts,
- les achats, échanges et ventes d'établissements commerciaux,
- les achats et échanges d'immeubles,
- la constitution de société et tous apports à des sociétés constituées ou à constituer,
- ainsi que toute prise de participation ou de cession.

2.1.3. Autres informations sur les mandataires sociaux

Informations générales

Madame Alexia Slape est la fille de Monsieur Bernard Huvé. Il n'existe aucun autre lien familial entre les mandataires sociaux de la société.

Pour les besoins de leurs mandats sociaux, les membres du conseil de surveillance et du directoire sont domiciliés au siège social de la société.

Engagements collectifs de conservation de titres de la société SII

Le 22 septembre 2015, les membres du groupe familial Huvé ainsi que les membres du directoire de la société ont signé deux engagements collectifs de conservation portant sur les actions de la société conformément aux dispositions des articles 787 B et 885 I bis du Code Général des Impôts.

Ces nouveaux engagements collectifs sont venus en substitution de ceux préalablement signés le 6 octobre 2010.

	Pacte Dutreuil 2015
Régime	787 B et 885 I bis du CGI
Date de signature	22 septembre 2015
Durée de l'engagement collectif	Indéfinie
Durée contractuelle du pacte	24 mois
Pourcentage du capital visé par le pacte à la date de signature du pacte	56,49 %
Pourcentage de droits de vote visés par le pacte à la date de signature du pacte	71,91 %
Nom des signataires ayant la qualité de dirigeant	Monsieur Jean-Paul Chevée Monsieur Patrice Demay Monsieur Eric Matteucci
Nom des signataires ayant des liens étroits avec les dirigeants	Néant
Noms des signataires détenant au moins 5 % du capital et/ou des droits de vote de la société	Monsieur Bernard Huvé Madame Alexia Slape Monsieur Alban Huvé Monsieur Arnaud Huvé

Nantissements d'actions SII

Nom	Bénéficiaire	Date de départ	Date d'échéance	Condition de levée	Nombre d'actions nanties	% de capital nanti
Bernard Huvé	Trésor Public	Juin 2012	N/A	N/A	2 500 000	12,50%
Eric Matteucci	banque	Juin 2017	Juin 2022	N/A	20 000	0,10%
Eric Matteucci	banque	Juin 2018	Juin 2023	N/A	16 000	0,08%
Total					2 536 000	12,68%

Conflits d'intérêts

À la connaissance de la société et au jour de l'établissement du présent document, il n'existe aucun conflit d'intérêt entre les devoirs à l'égard de la société des membres du conseil de surveillance et du directoire de la société en leur qualité de mandataire social et leurs intérêts privés ou autres devoirs.

En outre, à la connaissance de SII, aucun de ses mandataires sociaux, au cours des cinq dernières années, n'a :

- fait l'objet d'une condamnation pour fraude,
- été associé à une faillite, une mise sous séquestre ou une liquidation,
- fait l'objet d'une incrimination et/ou sanction publique officielle par les autorités statutaires ou réglementaires (y compris des organismes professionnels),
- été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur.

À la connaissance de la société et au jour de l'établissement du présent document, il n'existe pas d'arrangement ou d'accord conclu avec les principaux actionnaires, des clients ou des fournisseurs aux termes desquels l'un des membres du conseil de surveillance ou du directoire a été sélectionné en cette qualité.

À la connaissance de la société et au jour de l'établissement du présent document, il n'existe aucune autre restriction acceptée par les membres du conseil de surveillance et du directoire concernant la cession de leur participation dans le capital de la société exceptées celles-ci-dessus.

À la connaissance de la société et au jour de l'établissement du présent document, il n'existe aucun contrat de service liant les membres du conseil de surveillance et du directoire à l'émetteur ou à l'une quelconque de ses filiales et prévoyant l'octroi d'avantages au terme d'un tel contrat.

Initiés et déontologie boursière

Conformément au guide de l'Autorité des Marchés Financiers en matière d'information privilégiée (position-recommandation 2016-08 de l'AMF du 26 octobre 2016), la société a décidé :

- 1- L'instauration de fenêtres négatives pour les personnes ayant accès à des informations privilégiées trente jours calendaires avant la publication des comptes annuels et semestriels et quinze jours calendaires avant la publication de l'information trimestrielle.
- 2- La mise en place, au sein de l'entreprise, d'un code de déontologie destiné aux personnes, dirigeantes ou non, qui peuvent disposer d'informations privilégiées.

Les membres du conseil de surveillance, du directoire et du comité exécutif sont tenus, conformément à la réglementation en vigueur, de procéder à la déclaration des transactions significatives effectuées sur les titres de la société et s'interdisent d'intervenir, directement ou indirectement, sur les titres de la société pendant les périodes visées par la réglementation.

2.1.4. Comité exécutif

Il rassemble les principaux dirigeants opérationnels et fonctionnels du groupe, français et étrangers. Il a pour objet d'assurer une large concertation sur la stratégie et la situation des différentes unités ainsi que sur les sujets transverses (marchés, offres, clients, ressources humaines, objectifs de développement, ...).

En plus des membres du directoire, le comité exécutif est composé de :

Thierry Audier	Directeur de l'établissement de Sophia Antipolis
Tarik Aziz	Directeur de SII Maroc
Manel Ballesteros	Directeur de SII-IT&S Services (Roumanie)
Robert Bauer	Directeur de SII Technologies (Allemagne, Chine, Ukraine)
Joan Carrillo	Directeur de SII Concatel (Espagne, Argentine)
Thierry Chevalier	Directeur de l'établissement de Lille
Cyril Duflos	Directeur de SII Group Chile (Chili)
Arnaud Duval	Directeur de SII République Tchèque
Arut Ganessane	Directeur de SII India (Inde)
Enrique Geck	Directeur de SII Deutschland GmbH (Allemagne)
François Goalabré	Directeur de l'établissement de Lyon
Olivier Journal	Directeur de l'établissement Île-de-France
Frank Kup	Directeur de SII Netherlands (Pays-Bas)
Gérard Lary	Directeur Général de Feel Europe (France)
Antoine Leclercq	Directeur de l'établissement de Toulouse
Claude Léonard	Directeur de SII Belgium (Belgique)
Maud Lorant	Directrice du recrutement
Charles Mauclair	Directeur de l'établissement de Nantes
Xavier Michard	Directeur de l'établissement de Rennes
Grégoire Nitot	Directeur de SII Pologne
Nicolas Ortiz Molano	Directeur de SII Colombia (Colombie)
Alexandre Santos	Directeur de SII Canada Inc. (Canada)
Stéphane Vetter	Directeur de l'établissement de Strasbourg

2.2. Rémunération et avantages des mandataires sociaux

Ces éléments de rémunérations des mandataires sociaux concernant l'exercice 2017/2018 feront l'objet de résolutions post-ante soumise à approbation lors de l'assemblée générale du 20 septembre 2018.

2.2.1. Membre du conseil de surveillance

(en euros)	Montants au titre de l'exercice 2016/2017		Montants au titre de l'exercice 2017/2018	
	dus	versés	dus	versés
Bernard Huvé				
- Rémunération fixe	12 000	12 000	12 000	12 000
- Rémunération variable	22 397	13 172	25 809	22 397
- Jetons de présence	0	0	0	0
- Attribution de titres	0	0	0	0
- Avantages en nature	0	0	0	0
Total	34 397	25 172	37 809	34 397
Jean-Yves Le Métayer				
- Jetons de présence	-	-	4 000	-
- Autres rémunérations	-	-	-	-
Total	0	0	4 000	0
Alexia Slape				
- Jetons de présence	-	-	4 000	-
- Autres rémunérations	-	-	-	-
Total	0	0	4 000	0
Jean-Yves Fradin				
- Jetons de présence	-	-	4 000	-
- Autres rémunérations	-	-	-	-
Total	0	0	4 000	0

La part variable due au titre d'un exercice est versée au cours de l'exercice suivant.

2.2.2. Membre du directoire

SYNTHÈSE

(en euros)	Montants au titre de l'exercice 2016/2017	Montants au titre de l'exercice 2017/2018
Eric Matteucci - Président du directoire		
- Rémunérations dues au titre de l'exercice	202 444	205 465
- Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice	0	0
- Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	0	0
- Valorisation des actions attribuées gratuitement au cours de l'exercice	273 242	344 948
Total	475 786	550 413
Patrice Demay - Membre du directoire		
- Rémunérations dues au titre de l'exercice	201 540	204 560
- Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice	0	0
- Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	0	0
- Valorisation des actions attribuées gratuitement au cours de l'exercice	230 100	358 055
Total	431 640	562 615
Jean-Paul Chevée - Membre du directoire		
- Rémunérations dues au titre de l'exercice	201 904	204 925
- Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice	0	0
- Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	0	0
- Valorisation des actions attribuées gratuitement au cours de l'exercice	171 352	249 170
Total	373 256	454 095

Note :

Rémunérations et avantages de toute nature dus aux dirigeants mandataires sociaux en lien avec leur mandat par I) la société, II) les sociétés contrôlées, au sens de l'article L.233-16 du Code de commerce, par la société dans laquelle le mandat est exercé, III) les sociétés contrôlées, au sens de l'article L.233-16 du Code de commerce, par la ou les société(s) qui contrôle(nt) la société dans laquelle le mandat est exercé.

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES RÉMUNÉRATIONS

(en euros)	Montants au titre de l'exercice 2016/2017		Montants au titre de l'exercice 2017/2018	
	Dus	Versés	Dus	Versés
Eric Matteucci - Président du directoire				
- Rémunération fixe	199 864	199 864	202 885	202 885
- Rémunération variable annuelle	0	0	0	0
- Rémunération variable pluriannuelle au cours de l'exercice	0	0	0	0
- Jetons de présence	0	0	0	0
- Avantages en nature	2 580	2 580	2 580	2 580
Total	202 444	202 444	205 465	205 465
Patrice Demay - Membre du directoire				
- Rémunération fixe	199 800	199 800	202 820	202 820
- Rémunération variable annuelle	0	0	0	0
- Rémunération variable pluriannuelle au cours de l'exercice	0	0	0	0
- Jetons de présence	0	0	0	0
- Avantages en nature	1 740	1 740	1 740	1 740
Total	201 540	201 540	204 560	204 560
Jean-Paul Chevée - Membre du directoire				
- Rémunération fixe	199 864	199 864	202 885	202 885
- Rémunération variable annuelle	0	0	0	0
- Rémunération variable pluriannuelle au cours de l'exercice	0	0	0	0
- Jetons de présence	0	0	0	0
- Avantages en nature	2 040	2 040	2 040	2 040
Total	201 904	201 904	204 925	204 925

Les avantages en nature correspondent à la mise à disposition d'un véhicule de fonction.

Aucune option d'achat d'action n'a été attribuée durant l'exercice 2017/2018 aux dirigeants mandataires par l'émetteur ni par une société du groupe.

Aucune option d'achat d'actions n'a été levée par les dirigeants mandataires au cours de l'exercice 2017/2018.

Attribution d'actions de performance au cours de l'exercice 2017/2018 aux mandataires sociaux :

Mandataire	Date du plan	Nombre d'actions attribuées durant l'exercice	Valorisation des actions	Date d'acquisition	Date de disponibilité
Bernard Huvé	Néant	N/A	N/A	N/A	N/A
Jean-Yves Le Metayer	Néant	N/A	N/A	N/A	N/A
Alexia Slape	Néant	N/A	N/A	N/A	N/A
Jean-Yves Fradin	Néant	N/A	N/A	N/A	N/A
Eric Matteucci	01/06/2017	16 632	344 948	01/06/2017	01/06/2019
Patrice Demay	01/06/2017	17 264	358 055	01/06/2017	01/06/2019
Jean-Paul Chevée	01/06/2017	12 014	249 170	01/06/2017	01/06/2019

Notes :

1/ La valorisation des actions est comptabilisée selon la méthode retenue pour les comptes consolidés.

2/ Ces actions de performance ont été attribuées aux membres du directoire en fonction du résultat net part du groupe SII (Eric Matteucci), du résultat opérationnel France (Patrice Demay) et du résultat opérationnel des filiales à l'international (Jean-Paul Chevée) correspondant à l'exercice 2016/2017 dans le cadre de l'autorisation donnée par l'assemblée générale du 15 septembre 2016 en sa septième résolution.

Actions de performance attribuées aux mandataires sociaux devenues disponibles au cours de l'exercice 2017/2018.

Mandataire	Date du plan	Nombre d'actions devenues disponibles durant l'exercice	Conditions d'acquisition
Bernard Huvé	Néant	N/A	N/A
Jean-Yves Le Metayer	Néant	N/A	N/A
Alexia Slape	Néant	N/A	N/A
Jean-Yves Fradin	Néant	N/A	N/A
Eric Matteucci	03/06/2013	44 763	
Patrice Demay	03/06/2013	44 104	
Jean-Paul Chevée	03/06/2013	41 567	

Historique des attributions gratuites d'actions

Information sur les actions attribuées gratuitement				
Date d'assemblée	19/09/2013	19/09/2013	19/09/2013	15/09/2016
Date du directoire	02/06/2014	01/06/2015	01/06/2016	01/06/2017
Nombre total d'actions attribuées gratuitement dont le nombre attribué à :	21 338	10 621	67 662	59 129
Bernard HUVÉ	-	-	-	-
Jean-Yves LE METAYER	-	-	-	-
Jean-Yves FRADIN	-	-	-	-
Alexia SLAPE	-	-	-	-
Eric MATTEUCCI	-	-	23 483	16 632
Patrice DEMAY	-	-	19 768	17 264
Jean-Paul CHEVÉE	-	-	14 721	12 014
Date d'acquisition des actions	02/06/2016	01/06/2017	01/06/2018	01/06/2019
Date de fin de période de conservation	02/06/2018	01/06/2019	01/06/2020	01/06/2019
Nombre cumulé d'actions annulées ou caduques	-	-	-	-
Actions attribuées gratuitement restantes en fin d'exercice	21 338	10 621	67 662	59 129

Obligations de conservation liées aux attributions de stock-options ou d'actions gratuites aux mandataires

Le conseil de surveillance a décidé que chaque mandataire bénéficiaire d'attributions de stock-options et/ou d'actions gratuites aura l'obligation de conserver au nominatif jusqu'à la cessation de son mandat :

- 10 % des actions issues de l'exercice des options ainsi attribuées.
- 20 % des actions gratuites ainsi attribuées à l'issue du délai de conservation de 2 ans.

Autres informations

Mandat	Dirigeants mandataires sociaux		
	Eric Matteucci	Patrice Demay	Jean-Paul Chevée
	Président du directoire	Membre du directoire	Membre du directoire
Date de début de mandat	13/12/2013	13/12/2013	13/12/2013
Date de fin de mandat	12/12/2019	12/12/2019	12/12/2019
Contrat de travail (1)	OUI	OUI	OUI
Régime de retraite supplémentaire	NON	NON	NON
Indemnités ou avantages susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou de changement de fonction	NON	NON	NON
Indemnités relatives à une clause de non concurrence	NON	NON	NON

(1) : La nomination de Monsieur Eric Matteucci en tant que président du directoire fait suite à une longue carrière au sein du groupe SII, en conséquence de quoi, son contrat de travail n'a pas été suspendu. De plus, dans le cadre de son contrat de travail, Monsieur Eric Matteucci supervise les opérations administratives et financières du groupe SII.

(1) : les montants au 31 mars 2017 ont été corrigés (cf. note 4.a.2.22 page 109)

2.3. Politique de rémunération des membres du directoire et du conseil de surveillance

Conformément à l'article L.225-82-2 du Code de commerce, les principes de détermination, de répartition et d'attribution des éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au président du directoire, aux membres du directoire, au président du conseil de surveillance et aux membres du conseil de surveillance de la société au titre de l'exercice sont décrits ci-après.

Le présent rapport est joint au rapport mentionné aux articles L.225-100 et L.225-102 du Code de commerce.

Les principes et règles de détermination et de répartition des rémunérations des mandataires sociaux sont définis par le conseil de surveillance qui se réfère aux recommandations du Code de référence appliquée au sein du groupe SII.

Tous les éléments concernant la rémunération, les avantages en nature et les stock-options ou actions gratuites des mandataires sociaux figurent dans le présent document de référence (§ 2.2) et dans l'annexe des comptes consolidés.

Les principes et critères de détermination de la rémunération pour l'exercice 2017/2018 seront soumis au vote de l'assemblée générale qui se tiendra le 20 septembre 2018.

Rémunération des membres du directoire

La détermination de la politique de rémunération des membres du directoire relève de l'appréciation du conseil de surveillance qui en fixe les principes généraux fondés sur :

- Le respect des recommandations du Code Middlednext de gouvernement d'entreprise, code de référence choisi par la société ;
- Une structure des rémunérations se décomposant comme suit :
 - une rémunération fixe,
 - des avantages en nature,
 - l'attribution d'actions gratuites,
 - la faculté laissée au conseil de surveillance de verser une prime exceptionnelle en fonction notamment de circonstances ou d'opérations exceptionnelles intéressant le développement du groupe.

Cette politique est déterminée en fonction du travail effectué, des résultats obtenus, de la responsabilité assumée, des pratiques observées dans les entreprises comparables et des rémunérations des autres « dirigeants » du Groupe.

Rémunération fixe

Le conseil de surveillance arrête la rémunération de chaque membre du directoire pour une période annuelle.

Pour information, la partie fixe annuelle de la rémunération des membres du directoire pour l'exercice 2018/2019 s'élèvera à 204 000 € (plus prime vacances), en hausse de 1,5% par rapport à l'exercice 2017/2018.

Rémunération annuelle variable

Le conseil de surveillance arrête la part de rémunération annuelle variable de chaque membre du directoire.

Aucune rémunération variable n'est actuellement attribuée aux membres du directoire sous la forme de salaire brut. Dans le cadre de la pérennité des équipes en place, des plans d'actions gratuites successifs ont été instaurés.

Avantage en nature

Les avantages en nature sont liés à la mise à disposition d'un véhicule de fonction.

Plans d'actions gratuites

Le directoire peut attribuer des actions gratuites aux membres du directoire. Toutefois, ces attributions sont réalisées sous le contrôle du conseil de surveillance dans le cadre de la politique de rémunération des membres du directoire.

Attributions au président du directoire

Le nombre d'actions gratuites attribuées au président du directoire est assis sur le résultat net part du groupe. Le niveau de réalisation attendu des critères quantitatifs n'est pas rendu public pour des raisons de confidentialité.

Attributions aux membres du directoire

Le nombre d'actions gratuites attribuées aux autres membres du directoire est assis sur le résultat opérationnel correspondant au périmètre supervisé. Le niveau de réalisation attendu des critères quantitatifs n'est pas rendu public pour des raisons de confidentialité.

Politique générale d'attribution

Les plans d'attribution d'actions gratuites tiennent compte de l'intérêt de la situation économique du groupe SII, des pratiques du secteur d'activité et de critères de performance sur des bases comptables, lisibles et transparentes.

Ces attributions s'inscrivent dans le cadre de plans bénéficiant à un cercle restreint de bénéficiaires.

L'attribution des actions gratuites est soumise à des conditions de performance et de présence. Les conditions de performance ne sont pas rendues publiques, car, d'une part, elles sont toujours individualisées et, d'autre part, pour des raisons de confidentialité.

Elles traduisent l'intérêt à moyen/long terme de l'entreprise tant au niveau activité qu'au niveau pérennité des équipes en place.

Politique d'acquisition

Le délai d'acquisition est de deux années pour les actions gratuites.

Politique de conservation

Pour les plans d'actions gratuites attribuées avant l'assemblée générale du 15 septembre 2016, le délai de conservation est de deux ans.

Pour rappel, à la date de clôture de l'exercice (31/03/2018), il existait deux plans d'actions gratuites en cours (plan du 01/06/2015 dont la période d'acquisition a pris fin le 01/06/2017 et plan du 01/06/2016 dont la période d'acquisition prendra fin le 01/06/2018). Tous ces plans sont décrits au § 2.2 du présent document de référence.

Pour les plans d'actions gratuites attribuées après l'assemblée générale du 15 septembre 2016, le délai de conservation a été supprimé compte tenu du maintien à deux ans du délai d'acquisition.

Toutefois, le conseil de surveillance a décidé que chaque mandataire bénéficiaire d'attribution d'actions gratuites aura l'obligation de conserver au nominatif jusqu'à la cessation de son mandat 20% des actions gratuites attribuées à l'issue du délai de conservation.

Un nouveau plan d'actions gratuites sera mis en place au cours de l'exercice 2018/2019 conformément à la politique rappelée ci-dessus.

Un code de déontologie a fixé des « fenêtres négatives ». Ce sont les périodes précédant la publication des comptes pendant lesquelles il est interdit de céder des actions attribuées gratuitement. De plus, ce code a mis en place une procédure à suivre pour les personnes dites « initiées » afin de s'assurer qu'elles ne disposent pas d'information privilégiée lors d'une transaction.

Rémunération exceptionnelle

Le conseil de surveillance peut décider d'attribuer une rémunération exceptionnelle aux membres du directoire après examen des circonstances particulières la justifiant. Cette situation ne s'est pas présentée depuis le début du mandat en cours des membres du directoire.

Il est précisé que conformément à l'article L.225-82-2 du Code de commerce, le versement d'une rémunération exceptionnelle décidée en année N est conditionné à l'approbation par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires des éléments de rémunération de la personne concernée en année N+1 conformément à l'article L.225-100 du Code de commerce.

Autres éléments de rémunération

Éléments de rémunération versés au titre d'un contrat de travail

Une partie de la rémunération des membres du directoire, telle que décrite ci-dessus, est versée au titre de leur contrat de travail.

En effet, les membres du directoire bénéficient d'un contrat de travail, d'une part, car leurs nominations font suite à de longues carrières au sein du groupe SII et, d'autre part, en fonction de leurs activités :

- Monsieur Eric Matteucci : supervision des activités financières, comptables, juridiques et administratives ;
- Monsieur Patrice Demay : supervision des activités nationales et interface avec les grands comptes ;
- Monsieur Jean-Paul Chevée : supervision des activités internationales et animation des conseils ad hoc dans le cadre des croissances externes à l'international.

Par conséquent, leurs contrats de travail n'ont pas été suspendus, d'autant plus que la taille du groupe SII et son mode d'organisation ne permet pas de doubler ces fonctions.

Divers

Les membres du directoire ne bénéficient d'aucun :

- Engagement pris par une des sociétés du Groupe et correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de leurs fonctions, ou postérieurement à celles-ci. Il est toutefois précisé que les indemnités conventionnelles peuvent être versées en cas de rupture de leur contrat de travail ;
- Engagement pris par une des sociétés du Groupe et correspondant à des indemnités relatives à une clause de non-concurrence ;
- Régime de retraite complémentaire.

Rémunération des membres du conseil de surveillance

Jetons de présence

Il a été décidé lors de l'assemblée générale du 19 septembre 2017, de voter une enveloppe de jetons de présence fixée à un montant annuel global de 80 000 € incluant la rémunération annuelle totale du président du conseil de surveillance.

Cette décision, applicable à l'exercice 2017/2018, sera maintenue jusqu'à nouvelle décision de l'assemblée générale des actionnaires.

La répartition des jetons de présence sera décidée par le conseil de surveillance, en fonction de l'assiduité et du temps consacré à leurs fonctions par chacun des membres du conseil de surveillance.

Rémunération du président du conseil de surveillance

Le président du conseil de surveillance perçoit une rémunération fixe et une rémunération variable.

La rémunération fixe

La rémunération fixe du président du conseil de surveillance correspond à ses fonctions de président du conseil de surveillance de la société.

Elle est arrêtée annuellement par le conseil de surveillance.

Pour information, la partie fixe annuelle de la rémunération pour l'exercice 2018/2019 s'élèvera à 12 000 €, inchangée par rapport à 2017/2018.

Rémunération variable

La part variable annuelle du président du conseil de surveillance est assise sur le résultat net part du groupe.

Le niveau attendu des critères quantitatifs de la part variable n'est pas rendu public pour des raisons de confidentialité.

Jetons de présence

Conformément à ces règles de répartition, le président du conseil de surveillance pourra percevoir des jetons de présence dans la limite de 50 000 € correspondant à sa rémunération fixe et variable annuelle.

Rémunération des autres membres du conseil de surveillance

Les autres membres du conseil de surveillance percevront des jetons de présence, sur décision du conseil de surveillance, en fonction de leur assiduité et du temps consacré à leurs fonctions.

Les membres du conseil de surveillance ne perçoivent aucune autre rémunération spécifique au titre de leur mandat.

2.4. Informations complémentaires

Participation des actionnaires à l'assemblée générale

L'assemblée se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent.

Il est justifié du droit de participer aux assemblées générales par l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure (heure de Paris) soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

L'inscription des titres au porteur est constatée par une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité.

À défaut d'assister personnellement à l'assemblée, les actionnaires peuvent choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- donner une procuration à la personne physique ou morale de son choix dans les conditions de l'article L.225-106 du Code de commerce,
- adresser une procuration à la société sans indication de mandat,
- voter par correspondance.

Les demandes d'inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour par les actionnaires doivent parvenir au siège social, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par télécommunication électronique au plus tard vingt-cinq jours (25) avant la tenue de l'assemblée générale, sans pouvoir être adressées plus de vingt jours après la date de publication au BALO de l'avis préalable.

Éléments susceptibles d'avoir une incidence en période d'offre publique

En application de l'article L.225-100-3, nous vous précisons les points suivants susceptibles d'avoir une incidence en matière d'offre publique :

- La structure du capital ainsi que les participations directes ou indirectes connues de la société et toutes informations en la matière sont décrites au paragraphe 5.2.
- Il n'existe pas de restriction statutaire à l'exercice des droits de vote.
- Il a été conclu le 22 septembre 2015 entre les membres du groupe familial Huvé et les membres du directoire de la société, un engagement de conservation des titres de la société dans le cadre des dispositions fiscales de faveur instituées par la loi dite « Loi Dutreil » du 1er août 2003, dans les conditions décrites ci-dessus.
- À la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre pacte ni engagement signé entre les actionnaires.
- À la connaissance de la société, il n'existe pas de convention prévoyant des conditions préférentielles de cession ou d'acquisition d'actions.
- Il n'existe pas de titre comportant des droits de contrôle spéciaux. Il est précisé toutefois qu'il existe un droit de vote double pour toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire décrit au paragraphe 5.3 (article 9 des statuts).
- Les règles de nomination et de révocation des membres du directoire sont les règles légales et statutaires prévues à l'article 10 des statuts décrites au paragraphe 5.3.
- En matière de pouvoirs du directoire, les délégations en cours sont décrites ci-dessous et au paragraphe 5.2 pour le programme de rachat d'actions.
- La modification des statuts de notre société se fait conformément aux dispositions légales et réglementaires.
- Il n'existe pas d'accord particulier prévoyant des indemnités pour les membres du directoire ou les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique.
- Il n'existe pas d'accord conclu par la société qui devrait être modifié ou qui prendrait fin en cas de changement de contrôle de la société.

Autorisations financières

Tableau récapitulatif des délégations en vigueur au 31 mars 2018

Délégations pour augmentation de capital	Date de la délégation	Échéance	Montant autorisé (actions)	Exercice 2017/18 (actions)	Autorisation résiduelle (actions)
Augmentation de capital par incorporation de réserves	AG du 19/09/2017	18/11/2019	60 000 000	0	60 000 000
Autorisation de réduction de capital	Date de l'autorisation	Échéance	Montant autorisé (actions)	Exercice 2017/18 (actions)	Autorisation résiduelle (actions)
Réduction de capital par annulation d'actions préalablement rachetées par la société	AG du 15/09/2016	14/09/2018	10% du capital	Néant	10% du capital
Autres autorisations	Date de l'autorisation	Échéance	Montant autorisé (actions)	Exercice 2017/18 (actions)	Autorisation résiduelle (actions)
Attribuer des actions gratuites existantes	AG du 15/09/2016	14/11/2019	400 000	59 129	340 871
Procéder au rachat de ses propres titres	AG du 19/09/2017	18/03/2019	2 000 000	0	2 000 000

Les attributions d'actions gratuites et d'options d'achat d'actions correspondent à des actions préalablement achetées sur le marché par la société, dans le cadre du programme de rachat de titres, qui n'affecte pas le montant du capital social.

Rapport du conseil de surveillance sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2018

Observations du conseil de surveillance

Nous vous rappelons qu'en application de l'article L.225-68 du Code de commerce, le conseil de surveillance doit présenter à l'assemblée générale annuelle des actionnaires ses observations sur les comptes annuels sociaux et consolidés arrêtés par le directoire, ainsi que sur le rapport de gestion soumis à l'assemblée.

Nous vous précisons que les comptes annuels de l'exercice clos le 31 mars 2018 et le rapport de gestion ont été communiqués au conseil de surveillance dans les délais prévus par les dispositions légales et réglementaires.

Les comptes sociaux de l'exercice clos au 31 mars 2018 font apparaître les principaux postes suivants :

- total du bilan 225 227 375 euros,
- résultat de l'exercice 18 792 728 euros.

Les comptes consolidés de l'exercice clos au 31 mars 2017 font apparaître les principaux postes suivants :

- total du bilan 356 531 266 euros,
- résultat net consolidé de l'exercice part du groupe 25 808 632 euros.

Le conseil de surveillance n'a aucune observation particulière à formuler ni sur l'arrêté des comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos au 31 mars 2018 ni sur le rapport du directoire relatif à cet exercice.

Le conseil de surveillance a aussi examiné le texte des résolutions arrêtées par le directoire et présentées à l'assemblée générale des actionnaires. Il recommande à l'assemblée générale des actionnaires l'adoption de chacune des résolutions qui lui sont proposées.

Paris le 24 juillet 2018
Le conseil de surveillance



INFORMATIONS EN MATIERE SOCIALE

ENVIRONNEMENTALE ET SOCIETALE

- 3.1** Note méthodologique
- 3.2** Informations sociales
- 3.3** Informations environnementales
- 3.4** Informations sociétales
- 3.5** Rapport de l'organisme tiers indépendant



Engagement de la direction

SII a choisi, dans le cadre de sa **démarche RSE**, d'axer ses objectifs d'évolution dans une logique de **développement durable**.

SII est aujourd'hui en mesure de défendre sa politique en travaillant sur une avancée harmonisée entre les trois thèmes du développement durable. Une politique économique juste, des mesures environnementales raisonnées et une équité dans les pratiques sociales et sociétales de nos filiales, agences et implantations.

SII a développé son engagement dans ces différents domaines et a intensifié le dialogue avec ses actionnaires, son personnel, ses clients et avec l'ensemble des parties prenantes associées à son activité. SII s'associe à des **codes de conduite sectoriels** afin de promouvoir les bonnes pratiques. Nous pouvons citer en exemple le Syntec Numérique (France), l'AD2N dont notre agence de Lille est partenaire, la Responsible Business Alliance (Roumanie), ou encore la loi sur le service et l'emploi (Suisse).

La culture d'entreprise SII est basée sur l'engagement, la transparence, la confiance et le professionnalisme. Nous avons conscience de l'étendue de nos activités de par le monde, et mettons tout en œuvre afin de limiter au maximum notre impact.

NOUS SOUTENONS
LE PACTE MONDIAL



En tant que signataire du « **Pacte Mondial** » à l'initiative des Nations Unies, le groupe SII s'engage à respecter les principes universels relatifs aux Droits de l'homme, aux normes du travail, à la protection de l'environnement et à la lutte contre la corruption :

- promouvoir et respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme,
- veiller à ne pas se rendre complices de violations des droits de l'homme,
- respecter la liberté d'association et reconnaître le droit de négociation collective,
- contribuer à l'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire,
- contribuer à l'abolition effective du travail des enfants,
- contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession,
- appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant à l'environnement,
- prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement,
- favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement,
- agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots de vin.

Par cet engagement, le groupe SII exprime sa volonté

de soutenir et d'intégrer ces principes dans sa stratégie, sa culture, ses activités quotidiennes, et de les faire progresser dans sa zone d'influence et auprès de ses parties prenantes.

L'investissement de SII dans le développement durable ne relève pas de l'angélisme, c'est une manière d'être au service de la performance économique de la société car agir pour le développement durable, hors l'aspect "air du temps", c'est réduire les charges (économie de carburant, d'électricité, de papier), c'est accroître la motivation du personnel, c'est établir un facteur de consensus interne. Finalement c'est un avantage concurrentiel aussi bien vis-à-vis des clients que pour le recrutement de nouveaux collaborateurs.

Nos objectifs sont ambitieux, et ont été jusqu'ici atteints selon nos attentes. Mais nous ne comptons pas nous arrêter là, et nous reposer sur nos acquis.

Nos avancées sociales, environnementales et économiques ne sont pour nous que la première partie de nos objectifs, la seconde constituant le maintien de ces avancées pour l'avenir. Nous n'évoluons pas de façon éphémère, nos plans d'actions comportent le suivi de nos pratiques et leur durabilité dans le temps.

SII se veut être une entreprise responsable, respectueuse de ses collaborateurs, respectueuse de ses clients, respectueuse de l'environnement dotée d'une gouvernance humble mais ambitieuse, bref c'est notre déclinaison du développement durable avec quelques axes, au quotidien, pour quantifier notre approche.

Tout en relevant le défi de la compétitivité, SII entend maintenir la cohésion sociale interne et l'adhésion de ses salariés aux valeurs de l'entreprise.

« *Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.* » - Sommet de la Terre à Rio, 1992.

Pour la 5^{ème} année consécutive, le groupe SII a évalué ses pratiques RSE au regard de l'**évaluation Ecovadis**. Grâce à la montée en maturité de nos actions RSE au sein de nos entités françaises et internationales, nous avons :

- augmenté notre score passant ainsi de 64 à **70/100** : le groupe SII est classé aux côtés des 3% d'acteurs évalués par Ecovadis ayant atteint une reconnaissance d'engagement RSE de niveau « Avancé »,
- obtenu la **Médaille GOLD**,
- fait la démonstration d'un système de gestion complet sur les questions liées au travail et aux droits de la personne.



Le groupe SII se situe ainsi dans le **top 1%** des entreprises de son secteur d'activité et dans le **top 1%** des entreprises évaluées tous secteurs d'activités confondus.

Gouvernance

Le groupe SII est dirigé par un directoire qui exerce ses fonctions sous le contrôle du conseil de surveillance. Ce dernier détermine notamment la rémunération de chacun des membres du directoire et confère à l'un d'eux la qualité de président. Le directoire rend compte au moins trimestriellement au conseil de surveillance. Les assemblées d'actionnaires sont convoquées dans les conditions prévues par la loi pour garantir **la fiabilité des comptes et la maîtrise des principaux risques** liés, l'assemblée générale des actionnaires confie des missions d'audit à des commissaires aux comptes.

La gouvernance rend opérationnels les principes du développement durable au quotidien par leur intégration dans :

- la stratégie,
- les processus de décision,
- les processus de mise en œuvre,
- l'application du devoir de vigilance,
- le dispositif de surveillance et de mesure.

SII définit au niveau national l'ensemble de ces items, puis chaque agence les décline par rapport à ses objectifs locaux. Que ce soit au niveau international, national ou local, **les décisions sont arbitrées de manière équilibrée** entre les besoins de l'organisation et ceux de ses parties prenantes. La charte « Achats Responsables » témoigne de cette assertion en rassemblant et engageant SII et ses parties pre-

nantes, dans un même objectif de promotion du développement durable.

En local, les filiales et agences possèdent leur propre structure organisationnelle et se dotent d'instances de décision, suivi et reporting qui garantissent **une concertation permanente** entre les acteurs.

Nous avons au sein de nos filiales et agences des personnes dédiées à l'évaluation des impacts environnementaux et la mise en œuvre de pratiques durables.

Durant l'exercice 2017-2018, le groupe SII a renforcé son engagement par une démarche visant :

- à inscrire durablement la capitalisation des pratiques de la RSE à l'international, le présent document de référence inscrit pour la quatrième année les pratiques et indicateurs de nos filiales étrangères,
- à fiabiliser la captation des indicateurs sociaux, environnementaux et sociétaux par l'élaboration d'une procédure de reporting permettant d'obtenir une méthodologie harmonisée entre les différentes entités auditées et ainsi favoriser l'homogénéité des données,
- à crédibiliser l'engagement responsable du groupe, en devenant signataire du Pacte Mondial des Nations Unies.

3.1. Note méthodologique

Périmètre

Les indicateurs de performance sociale concernent l'ensemble du périmètre du groupe hors restriction spécifique.

Un certain nombre d'indicateurs ont été évalués sur le périmètre de SII France lorsque la mesure n'existe qu'en France. Ils sont signalés par un astérisque dans le tableau correspondant.

Les indicateurs liés à la formation et à l'accidentologie concernent le périmètre SII France, SII Pologne et SII Espagne correspondant à 81% des effectifs du groupe SII au 31/03/2018.

Les indicateurs de performance environnementale concernent le périmètre SII France et Espagne correspondant à 57% des effectifs du groupe SII au 31/03/2018.

Les indicateurs de performance sociétale ne concernent, pour l'essentiel, que le périmètre SII France. Toutefois, deux indicateurs liés à la fidélité de nos clients sont déterminés sur le périmètre du groupe SII.

Sauf précision, la période de calcul des indicateurs est celle de chacun des exercices soit du 01/04/n au 31/03/n+1.

SII s'emploie à fiabiliser ses indicateurs de performance afin d'étendre progressivement le périmètre de communication à l'ensemble de ses agences en France et à l'international.

Sources et méthodes

Des questionnaires internes ont permis de centraliser certaines pratiques environnementales, sociales et sociétales en place dans chacun de nos établissements.

Les indicateurs de performance sociale sont issus des outils de gestion des ressources humaines utilisés dans chacune des filiales. Ils ont fait l'objet d'un reporting extra-comptable. Un référentiel commun a été diffusé à l'ensemble des personnes chargées de recueillir l'information. La compilation des résultats a été réalisée par la direction financière du groupe.

Les indicateurs d'effectifs incluent les apprentis et les contrats de professionnalisation et excluent les stagiaires. Les informations peuvent varier en fonction des spécificités locales (par exemple : les départs sont répartis suivant 6 motifs différents pour la France contre 3 motifs différents pour toutes les entités hors de France). Le groupe SII travaille à leur harmonisation.

Certains indicateurs de performance sociale sur le périmètre France sont issus du bilan social annuel établi conformément aux articles L.2323-68 à L.2323-77 du Code du travail en vigueur en France. Ils sont alors déterminés sur les années civiles 2015, 2016 et 2017.

Le taux moyen d'absentéisme a été calculé sur la base des effectifs « consultants » en ne retenant que les absences relatives aux maladies, maternités, accidents du travail et de trajet. Il est déterminé par le nombre de journée d'absences pour ces motifs rapporté au nombre de journées totales théoriquement travaillées (vacances incluses).

Le taux de gravité est calculé comme suit : (nombre de journées perdues pour accident * 1 000 000) / nombre de jours travaillés.

Le nombre d'accidents du travail avec arrêt inclut les accidents de trajet.

En France, même si du fait de la réforme de la formation professionnelle, la déclaration n°2483 n'est plus exigée, les indicateurs liés à la formation sont calculés suivant les mêmes dispositions. Les heures passées en école dans le cadre des contrats de professionnalisation sont comptabilisées dans les heures de formation de la France. Les indicateurs liés à la formation en Pologne et en Espagne sont établis sur l'année d'exercice soit du 01/04/n au 31/03/n+1. SII s'emploie à fiabiliser ses indicateurs de performance afin de comptabiliser les heures de formation sur la base des heures réelles.

Depuis 2016, les indicateurs de pilotage de notre démarche environnementale se sont significativement fiabilisés témoignant ainsi d'une meilleure maîtrise de notre impact environnemental. Les indicateurs de performance environnementale ont été établis initialement dans le cadre d'une démarche de certification ISO 14001 de certaines agences en France ; Ils sont maintenant étendus à l'ensemble des agences mais également à Feel Europe (France) et SII Concatel (Espagne). L'intégration cette année de Feel Europe a pu avoir impact significatif sur les données environnementales, et notamment sur les ratios de consommation par employé.

Le groupe SII travaille à l'extension, à la fiabilisation et à l'homogénéisation des sources d'émission prises en compte dans le bilan carbone de ses implantations. Les consommations d'électricité correspondent aux consommations facturées pour les bâtiments dont le groupe SII est locataire à l'exclusion des surfaces pour lesquelles la donnée n'est pas disponible car incluse dans les charges locatives générales (pour la France : locaux du siège à Paris et locaux sis à

Meudon, Rennes, Lannion et Bordeaux ; pour l'Espagne : locaux de Madrid).

L'indicateur « Emissions de CO₂/pers./an est établi avec la méthodologie de l'ADEME sur les périmètres suivants :

- les consommations de gaz naturel,
- les consommations d'électricité calculées à partir des superficies des sites,
- les déplacements professionnels : avion, train, voiture (locations courte durée, locations longue durée et indemnités kilométriques),
- les repas.

Les indicateurs relatifs aux consommations de papier (ramettes) sont établis sur la base des factures de ramettes de papier A4 et A3 achetées par les agences au cours de la période de reporting. Les fiches de paie et les impressions du Document de référence sont également prises en compte.

Les indicateurs de performance sociétale sont issus soit des questionnaires internes, soit de données comptables.

Au-delà, des évaluations réalisées par la société ECOVADIS nous ont permis de compléter par une note provenant d'un organisme tiers indépendant chaque catégorie d'indicateurs de performance (sociale, environnementale et sociétale).

Correspondance avec la liste des indicateurs de Grenelle II

(Article R.225-105-1 et R.225-105-2 du Code de commerce)

SII a choisi de ne retenir que des indicateurs jugés pertinents eu égard aux activités présentes au sein du groupe. Au-delà, seuls les indicateurs pouvant être déterminés avec fiabilité ont été présentés dans les tableaux ci-dessous.

Dans ce cadre, certaines informations requises par la loi du 12 juillet 2010 dite « Grenelle II » n'ont pas fait l'objet d'indicateurs chiffrés ou de commentaires précis.

Il en est ainsi de :

- les mesures de prévention, de réduction ou de réparation des rejets dans l'air, l'eau et le sol impactant gravement l'environnement ;
- la prise en compte de toute forme de pollution spécifique à une activité, notamment les nuisances sonores et lumineuses ;
- les actions de lutte contre le gaspillage alimentaire ;
- l'utilisation des sols ;
- les mesures prises pour préserver ou restaurer la biodiversité.

Matrice de conformité

Loi Grenelle II	Pacte ONU	GRI	ISO 26000	ECOVADIS	Paragraphe du document de référence
EMPLOI					
Effectif total et répartition par sexe, âge et zone géographique		LA1, G4-9, G4-10	6.4.3 6.4.4		3.2
Embauches et licenciements		EC6, LA1		LAB340, LAB 3601	
Rémunération et évolution		EC1, EC5, G4-51, G4-52, G4-53, G4-54, G4-55		LAB100, LAB322, LAB330, LAB3601	
ORGANISATION DU TRAVAIL					
Organisation du temps de travail			6.4.4	LAB100, LAB322	3.2
Absentéisme		LA6			
SANTÉ ET SÉCURITÉ					
Conditions de santé et de sécurité au travail	4. contribuer à l'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire.	LA5	6.4.6	LAB100, LAB310, LAB322, LAB1001, LAB3601, LAB4501 LAB710, LAB720	3.2
Accidents du travail notamment leur fréquence et leur gravité ainsi que les maladies professionnelles		LA6 LA7		LAB310, LAB5020, LAB5021, LAB5031	
RELATIONS SOCIALES					
Organisation du dialogue social notamment procédures d'information et consultation du personnel et négociation avec celui-ci	3. les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective	LA4	6.4.5 6.4.6	LAB100, LAB330, LAB383	3.2
Bilan des accords collectifs		LA4		LAB100, LAB310, LAB330, LAB383	
FORMATION					
Politiques mises en œuvre en matière de formation notamment en matière de protection de l'environnement	8. Prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement	G4-43, LA10, LA11	6.4.7	ENV3102, ENV5001, LAB100, LAB310, LAB340, LAB3601, LAB4501, FB3102, FB3201, FB3301, FB4001, SUP300, SUP5001	3.2
Nombre total d'heures de formation		LA9, HR2		LAB100, LAB4501	
ÉGALITÉ DE TRAITEMENT					
Mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes	6. Contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession	LA3, LA12, LA13	6.3.7 6.3.10	LAB100, LAB322, LAB3601, LAB4501, LAB560	3.2
Mesures prises en faveur de l'emploi et l'insertion des personnes en situation de handicap		LA12		LAB100, LAB310, LAB3601	
Politique de lutte contre les discriminations		LA12, HR3		LAB100, LAB3601	

Loi Grenelle II	Pacte ONU	GRI	ISO 26000	ECOVADIS	Paragraphe du document de référence
POLITIQUE GÉNÉRALE EN MATIÈRE ENVIRONNEMENTALE					
Organisation de la société pour prendre en compte les questions environnementales et, le cas échéant, les démarches d'évaluation ou de certification en matière d'environnement	7. appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant à l'environnement. 8. prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement. 9. favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.	G4-1	6.5.1 6.5.2	ENV210, ENV5001, ENV710, ENV720	3.3
Moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions		EN30, EN31		ENV5001	
Montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement, sous réserve que cette information ne soit pas de nature à causer un préjudice sérieux dans un litige en cours		EC2			
ECONOMIE CIRCULAIRE – PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS					
Mesures de prévention, de recyclage, de réutilisation, d'autres formes de valorisation et d'élimination des déchets	7. appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant à l'environnement.	EN23, EN24, EN25, EN28	6.5.3	ENV210, ENV352	3.3
Actions de lutte contre le gaspillage alimentaire	8. prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement. 9. favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.				Non pertinent au regard des activités présentes au sein du groupe SII. Les agences et filiales du groupe ne disposent pas de restaurant d'entreprise
ECONOMIE CIRCULAIRE – UTILISATION DURABLE DES RESSOURCES					
Consommation d'eau et approvisionnement en eau en fonction des contraintes locales	7. appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant à l'environnement. 8. prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement. 9. favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.	EN8, EN9	6.5.4	ENV210	3.3
Consommation en matières premières et mesures prises pour améliorer l'efficacité dans leur utilisation		EN1, EN2		ENV210	
Consommation d'énergie et mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et recours aux énergies renouvelables		EN3, EN4, ENEN6, EN7		ENV210, ENV3102, ENV6100	
Utilisation des sols			EN11		ENV210

Loi Grenelle II	Pacte ONU	GRI	ISO 26000	ECOVADIS	Paragraphe du document de référence
CHANGEMENT CLIMATIQUE					
Postes significatifs d'émissions de gaz à effet de serre générés du fait de l'activité de la société, notamment par l'usage des biens et produits qu'elle produit	7. appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant à l'environnement.	EN15, EN16, EN17, EN18, EN19	6.5.4 6.5.5	ENV3102	3.3
Adaptation aux conséquences du changement climatique	8. prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.			ENV210, ENV3102, ENV352	
Objectifs de réduction fixés volontairement à moyen et long terme pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et moyens mis en œuvre à cet effet	9. favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.			ENV210, ENV3102, ENV5001, ENV6001	
PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ					
Mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité	7. appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant à l'environnement. 8. prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement. 9. favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.	EN11, EN12, EN13, EN14, EN26	6.5.6		Non pertinent au regard des activités présentes au sein du groupe SII. Activités qui ont peu d'impact sur l'environnement.
ENGAGEMENTS SOCIÉTAUX EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE					
Impact de l'activité de la société en matière d'emploi et de développement régional	3. Respecter la liberté d'association et reconnaître le droit de négociation collective	S01, EC6, EC7, EC8, EC9	6.8.5 6.8.7		3.4
Impact de l'activité de la société en matière sur les populations riveraines ou locales		S01, S002, HR8, EC6, EC7, EC8, EC9			
Relations entretenues avec les parties prenantes de la société et les modalités de dialogue avec celles-ci		G4-26, G4-37	5.3.3 6.8.9		
Actions de partenariat ou de mécénat		EC7	6.8.3 6.8.4 6.8.9		

Loi Grenelle II	Pacte ONU	GRI	ISO 26000	ECOVADIS	Paragraphe du document de référence
SOUS-TRAITANCE ET FOURNISSEURS					
Prise en compte dans la politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux	1. promouvoir et respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme.	LA14, LA15, EN33, HR5, HR9, HR11	6.6.6	SUP100, SUP230, SUP300, SUP5001	3.4
Importance de la sous-traitance et prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants de leur responsabilité sociale et environnementale	2. veiller à ne pas se rendre complice de violations des droits de l'homme	LA14, LA15, G4-12, EN32, EN33, HR5, HR9, HR11, SO9, SO10			
	8. Prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement				
LOYAUTÉ DES PRATIQUES					
Mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs		EN27, PR1, PR2, PR3, PR4, PR5, PR6, PR7, PR8, PR9	6.7.4	FB100, FB3301, FB4001, FB450	3.4
ACTIONS ENGAGÉES EN FAVEUR DES DROITS DE L'HOMME					
Respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective	3. Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective	HR4	6.3.10 6.3.7	LAB100	3.2
Elimination des discriminations en matière d'emploi et de profession	6. Contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession	HR3			
Elimination du travail forcé ou obligatoire	4. Contribuer à l'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire	HR6			
Abolition effective du travail des enfants	5. Contribuer à l'abolition effective du travail des enfants	HR5			
AUTRES ACTIONS ENGAGÉES EN FAVEUR DES DROITS DE L'HOMME					
Autres actions engagées	1. promouvoir et respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme. 2. veiller à ne pas se rendre complice de violations des droits de l'homme	HR1, HR2, HR3, HR4, HR6, HR7, HR8, HR9		GEN300, GEN320, GEN400	3.2

3.2. Informations sociales

Tout en relevant le défi de la compétitivité, le groupe SII, dans ses filiales et ses agences, entend maintenir la cohésion sociale interne et l'adhésion de ses salariés aux valeurs de l'entreprise.

Plusieurs axes structurent notre politique de ressources humaines :

- adapter en permanence les emplois et les compétences tout en poursuivant une politique active d'optimisation des ressources,
- mobiliser les salariés en leur offrant des conditions de travail et d'évolution professionnelle attractives et en les impliquant aux résultats de la société,
- créer les conditions optimales d'accueil et d'intégration de tous les nouveaux embauchés,
- créer des conditions de sécurité au travail et fournir une couverture santé et prévoyance d'un niveau élevé,
- promouvoir le dialogue social et la prise en compte des engagements de responsabilité sociale vis-à-vis des salariés à tous les niveaux hiérarchiques.

Dans notre contexte international, nous apportons la plus grande attention aux respects des Droits de l'Homme fondamentaux, notamment par :

- l'interdiction de recours au travail des enfants et au travail forcé, ainsi que tout traitement dégradant ou inhumain,
- la lutte contre la discrimination,
- le respect de la vie privée et de la liberté d'association.

Ces engagements se matérialisent par notre adhésion au Pacte Mondial des Nations Unies.

Emploi

Afin d'apporter à notre échelle des solutions concrètes aux problématiques liées à l'emploi, de maintenir notre croissance et de répondre à de nouveaux enjeux, le groupe SII adopte une politique de recrutement essentiellement axée sur des contrats à durée indéterminée. Ces recrutements permettent de remplacer les départs mais aussi d'assurer la croissance et le développement du groupe. Dans le cadre de sa politique de recrutement, le groupe SII maintient ses liens de partenariat avec les écoles et les universités et sa présence sur les salons et forums de recrutement.

Ces démarches nous permettent d'ouvrir nos recrutements à un grand nombre de jeunes diplômés. En leur faisant confiance, nous tenons à les aider le plus possible dans le lancement de leurs carrières.

En France, le Contrat de Génération déployé confirme notre volonté de mener une politique de recrutement active des moins de 26 ans. SII encourage l'intégration de stagiaires et d'apprentis en France et à l'international (Allemagne, Canada, Espagne, Maroc, Pologne), à la fois à des fins de formation mais également et toujours de recrutement. Nos contrats en alternance ou conventions de stage sont en grande majorité suivis d'une proposition d'embauche.

En complément de notre site web institutionnel, une nouvelle plateforme carrière : recrutefungenieur.com vient dynamiser notre présence digitale. Aux couleurs du mouvement #FUNgenieur, nous proposons aux futurs candidats un process de candidature online simplifié via LinkedIn ou Viadeo où le CV et la lettre de motivation deviennent des options. Nous donnons également la possibilité aux candidats de postuler sur desktop ou sur mobile. Notre filiale FEEL EUROPE possède une plateforme carrière similaire facilitant le processus de recrutement.

Afin de répondre à nos enjeux de recrutement et de croissance, nous valorisons la **cooptation** via des challenges lancés à nos collaborateurs. Chez SII, la cooptation est un vecteur important de recrutement puisqu'elle représente plus du tiers de nos embauches. Chaque coopteur est remercié sur une base définie (prime, cadeau, ...). La cooptation est également pratiquée et valorisée dans plusieurs de nos filiales (Allemagne, Canada, FEEL EUROPE, Pologne).

Pour favoriser la mobilité géographique des candidats plusieurs régions (Ouest et Aix en Provence) ont instauré des mesures en ce sens :

- suppression de la période d'essai,
- accompagnement du conjoint dans sa recherche d'emploi,
- accompagnement dans la recherche du logement,
- participation aux frais de déménagement,
- prise en charge des frais de location lors de l'installation.

Rémunérations et évolutions

Notre politique de rémunération est composée, pour la grande majorité de nos salariés, de salaires fixes systématiquement au-dessus des minima conventionnels.

La transparence des évolutions salariales est assurée dans le cadre de la négociation annuelle obligatoire.

Le personnel de SII (en France) reçoit en sus de son salaire fixe :

- une prime de vacances selon les termes de la convention collective,
- une participation de la société à ses frais de repas sur son lieu de travail.

Une participation aux résultats de l'entreprise et un plan d'épargne entreprise complètent ces dispositifs et offrent la possibilité aux salariés de SII de se constituer une réserve d'argent bénéficiant des avantages fiscaux et sociaux attachés à cette forme d'épargne collective.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de la société SII en 1999, un fonds spécifique « Actions SII » a été créé pour permettre aux salariés d'acquérir des actions de notre société dans le cadre du plan d'épargne entreprise.

Organisation du travail

L'organisation du temps de travail repose sur la réglementation propre à chaque des pays dans lequel le groupe SII est implanté.

En France, l'application de la loi sur l'aménagement et la réduction du temps de travail a conduit la société à signer un accord d'entreprise sur l'organisation du temps de travail. Cet accord s'est traduit par un horaire collectif hebdomadaire effectif de 37 heures pour un travail à temps complet accompagné de 11 jours annuels de repos (jours RTT) pour arriver à un temps de travail hebdomadaire équivalent de 35 heures.

Dans les autres pays, le temps de travail effectif correspond à l'horaire légal de travail applicable :

Pays	Horaire hebdomadaire Temps complet
France	35 heures
Belgique	38 heures
Allemagne, Argentine, Canada, Espagne, Inde, Pays-Bas, Pologne, République Tchèque, Roumanie, Ukraine	40 heures
Suisse	42 heures
Maroc	44 heures
Chili, Chine, Colombie	45 heures

Les temps partiels sont pour l'essentiel des démarches choisies par les collaborateurs et n'excèdent que rarement les 20%. Le groupe SII répond, en général, favorablement aux demandes pour faciliter l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée.

De plus, chaque collaborateur bénéficie d'un nombre de jours ouvrés de congés payés conformément à la législation sociale ou les usages applicables localement :

Pays	Nombre de jours ouvrés annuel de congés payés
Argentine	10
Chili, Chine, Colombie	15
Maroc	18
Canada, Inde	20
Roumanie	21
Belgique, Pologne	23
Espagne, Ukraine	24
France, République Tchèque, Suisse	25
Allemagne, Pays-Bas	30

Le personnel de SII (France) a l'opportunité d'accéder à des initiatives innovantes afin de faciliter l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée :

- un **accord relatif au télétravail** (SII France) a été signé en mars 2018 par la direction du groupe SII et les organisations syndicales représentatives. Le présent accord s'inscrit dans une volonté de l'entreprise d'être innovante socialement, en améliorant la qualité de vie et les conditions de travail de ses collaborateurs. Il constitue également une opportunité de mieux concilier vie professionnelle et vie privée. Nos filiales en Allemagne et en Belgique ont également instauré cette forme d'organisation du travail,
- une **ligne d'appel de soutien scolaire** accessible à tous les enfants des salariés et entièrement financée par SII,
- une **adaptation des horaires** de travail le jour de la rentrée scolaire.

Santé et sécurité

La santé et la sécurité du personnel est une priorité pour le groupe SII. Parmi nos actions, nous pouvons citer sur toutes nos agences françaises et certaines de nos filiales :

- l'évaluation et la publication des risques détaillés au travers des documents uniques réalisés,
- un bilan de santé obligatoire pour tous les salariés dans le cadre de la médecine du travail,
- la fourniture d'équipement de protection pour les employés concernés,

- la réalisation des formations adaptées (sauveteur secouriste au travail, risque incendie, habilitations électriques, ...),
- l'existence de CHSCT dans chaque établissement français de plus de 50 salariés, et dans certaines filiales selon la législation en vigueur,
- un programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail (SII France),
- une complémentaire santé subventionnée par l'entreprise,
- des mesures préventives, notamment contre le stress définies par notre accord relatif à la prévention des risques psychosociaux,
- un espace confidentiel d'écoute et de soutien professionnel et/ou personnel,
- une charte informatique relative aux usages des moyens mis à la disposition des salariés,
- des règles de gestion des astreintes et interventions en dehors des horaires habituels de travail intégrant l'ajout de périodes de repos compensatoires.

Les dispositifs internes sont complétés par la présentation à nos collaborateurs en mission, des plans de prévention des sites clients sur lesquels ils réalisent leurs activités.

Nos politiques de santé et de sécurité couvrent également les sous-traitants travaillant dans nos locaux ou sur les sites de nos prestations.

Nos actions ont conduit à la signature des accords suivants :

- novembre 2006 : Accord collectif d'entreprise sur les garanties collectives « frais de santé » et « incapacité-invalidité-décès »,
- mars 2014 : Accord collectif d'entreprise relatif à la « Prévention des risques psychosociaux ».

Le groupe SII ne comptabilise aucune maladie professionnelle.

Une démarche plus poussée est lancée sur la base du **MASE** (Manuel d'Amélioration de la Sécurité en Entreprise) et **CEFRI** (Comité français de certification des Entreprises pour la Formation et le suivi du personnel travaillant sous Rayonnements Ionisants). L'agence d'Aix-en-Provence est certifiée sur ces référentiels. Cette démarche, sur besoins de nos clients, pourra être plus largement déployée.

Nous avons également au sein de nos filiales en Espagne et en Roumanie, un système organisationnel qui a donné lieu à la certification hygiène et sécurité **OHSAS 18001**.



Relations sociales

Dialogue social (France)

Le dialogue social est organisé autour de plusieurs instances. Ainsi, chaque établissement de la société est pourvu, en fonction de ses effectifs qui le composent, de délégués du personnel, d'un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail et d'un comité d'établissement.

Au niveau national, un comité central d'entreprise est constitué par les représentants de chaque comité d'établissement. Toutes ces instances se réunissent dans le cadre des dispositions légales.

Au-delà, la négociation collective est effectuée sur la base de réunions nationales de négociations avec les représentants des organisations syndicales présentes au sein de la société.

Ce dialogue constructif a permis la signature de trois accords nationaux sur l'exercice relatif à :

- la répartition d'un supplément de participation,
- l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et la Qualité de Vie au Travail,
- l'instauration du télétravail.

La convention collective applicable à l'ensemble du personnel de SII France est celle des bureaux d'études techniques, des cabinets d'ingénieurs conseils et des sociétés de conseil appelée communément CCN SYNTEC.

Cette convention est complétée d'un règlement intérieur qui rappelle notamment la législation en matière de harcèlement sexuel et moral. Il traite également des procédures et sanctions disciplinaires ainsi que des dispositions relatives aux droits de la défense des salariés.

Des représentations similaires existent en Allemagne.

Relation employeur/employé

De manière générale, le management de SII repose sur la confiance et la responsabilité. Nous souhaitons aller au-delà de la simple relation employeur/employé et insister sur l'importance d'un suivi régulier et individualisé de chaque collaborateur.

Trois à quatre fois par an, les agences françaises convient l'ensemble de leur effectif à une **réunion d'information et d'échanges** : présentation des résultats, informations descendantes locales, générales et conjoncturelles, présentation de projets. Certaines de nos filiales organisent également ce type de réunions d'échanges, c'est le cas pour l'Allemagne, la Belgique, le Canada, le Chili, la Pologne, la République Tchèque et la Roumanie.

Une fois par an, le président du directoire et le directeur général France viennent à la rencontre des salariés de chaque agence en France pour présenter le bilan de l'exercice passé et les perspectives du groupe. Par ce biais, les salariés ont un **accès direct aux responsables de l'entreprise**.

Les moyens de communication en place (extranet dédié, messagerie instantanée interne, blog, email, réseaux sociaux, écrans TV, affichages, ...) permettent de diffuser des informations locales, nationales et/ou internationales à chacun des collaborateurs du groupe SII. De nombreuses occasions d'échanges existent (ateliers, déjeuners techniques, ...) et le personnel SII est invité à participer aux manifestations locales, pour la promotion des métiers du numérique (Devbox, Devfest, Breizh Camp, ...).

Qualité de Vie au Travail

Le groupe SII accorde une attention particulière au **bien-être** de ses collaborateurs en veillant à l'environnement et aux conditions de travail, au sens donné au travail, à la bienveillance ou encore à la valorisation des talents. En ce sens, nos agences et filiales mettent en place des actions et initiatives concrètes pour favoriser la **Qualité de Vie au Travail** (QVT) de nos collaborateurs :

- des environnements de travail adaptés aux différents modes de travail : des espaces collaboratifs et individuels, du mobilier ergonomique ainsi que des espaces de détente aménagés pour les collaborateurs et favorisant le lien social,
- des conditions de travail conciliant vie professionnelle et vie personnelle : flexibilité des horaires, accord télétravail, adaptation des horaires le jour de la rentrée scolaire,
- des animations santé et bien-être régulièrement proposées : ateliers « Gestion du stress », atelier « Lâcher prise », journée « Mieux-être », activités sportives et conseils nutritionnels. Nos agences SII Nantes et SII Sophia organisent des soirées ateliers de travail pour améliorer la qualité de vie au travail. Notre filiale SII Pologne organise une « Fit Week » : une semaine dédiée à la santé et au bien-être,
- certaines agences sollicitent des professionnels de la santé pour venir offrir dans leur locaux des séances de massage ou de kinésithérapie moyennant une participation partagée entre SII, le Comité d'Entreprise et le salarié,
- des avantages complémentaires : réduction dans les centres de fitness, pass sportif, cadeaux d'anniversaire, offre du café,
- des sensibilisations sur cette thématique : droit à la

déconnexion, bien-être au travail, mobilité active,

- des boîtes à idées sources d'inspiration et d'innovation participative.

La **convivialité** est une notion importante au sein du groupe SII. Tout au long de l'année, de nombreux événements rassemblant les collaborateurs sont organisés permettant de renforcer la cohésion et de fédérer les collaborateurs. Événements Team-Building, soirées d'agence, petits déjeuners, repas des nouveaux, challenges sportifs ... sont autant d'occasions qui permettent de tisser des liens sociaux favorisant un climat chaleureux.

Le groupe SII soutient et valorise les initiatives et réussites professionnelles et/ou personnelles de ses collaborateurs. Des trophées et cadeaux sont régulièrement attribués aux collaborateurs pour récompenser leurs résultats professionnels. Ces distinctions sont sources de **motivation** et de **reconnaissance**. SII soutient également les diverses passions de ses collaborateurs qu'elles soient sportives ou humanitaires. Dans ce cadre SII Pologne a mis en place le programme « **SII Power Volunteers** » qui permet de financer un certain nombre de projets personnels de ses collaborateurs (expédition en haute montagne, actions caritatives).

Chaque année, le groupe SII mesure la satisfaction de ses collaborateurs via une enquête anonyme proposée à l'ensemble de l'effectif. Certaines de nos filiales (Allemagne, Belgique, Canada, Chili, Inde, Pologne, République Tchèque) mènent des enquêtes similaires.

En France, l'enquête est conduite par l'institut **Great Place To Work** qui décerne chaque année un palmarès de récompenses pour les Best Place to Work. Lors de l'enquête 2018 :

- 90% des collaborateurs se sont déclarés satisfaits de SII ;
- 88,8% ont considéré que SII était au moins aussi bien que ses confrères.



C'est dans ce cadre que **SII France fait son entrée au palmarès Great Place To Work 2018** dans la catégorie 500 à 5 000 salariés. Cette enquête est également l'opportunité d'identifier les axes d'amélioration souhaités par les collaborateurs. Ainsi l'année 2018-2019 se concentrera sur le parcours d'évolution et de formation ainsi que sur l'équilibre vie professionnelle / vie personnelle.

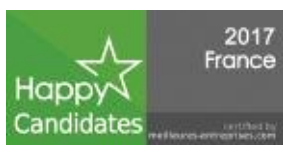


Notre filiale en Pologne est également classée dans le palmarès Great Place To Work en se hissant à la **5ème position** dans catégorie des entreprises de plus de 500 employés. 87% des collaborateurs qui ont répondu au sondage considèrent que SII Pologne est une entreprise où il fait bon travailler. Notre filiale a obtenu la distinction « Best Workplace for Millennials » relatives à la satisfaction des stagiaires et alternants.

Au cours de l'année 2017-2018 le groupe SII a obtenu des reconnaissances supplémentaires qui récompensent l'énergie déployée et mettent en valeur les bonnes pratiques de SII en matière de management des ressources humaines.



Pour la quatrième année consécutive, le groupe SII a reçu le label « **Meilleur employeur** » du secteur **High Tech** par le magazine Capital. Ce label souligne l'attractivité et la bienveillance à l'égard de nos collaborateurs. Parmi les thèmes abordés, se trouvent les conditions de travail, la bienveillance, la parité et les perspectives de carrière.



Le groupe SII est labellisé **Happy Candidates**. Ce label valorise les entreprises qui accueillent le mieux les candidats au cours de leur processus de recrutement.

Les notes proviennent exclusivement des candidats ayant postulé et passé des entretiens au sein de nos équipes ; elles évaluent leur expérience selon 4 dimensions : Réputation, Processus, People, Information.

Nos filiales allemandes ont également été récompensées pour leurs pratiques en faveur du bien-être au travail.



Formation, gestion des carrières et mutation

Formation

La formation est une composante essentielle du développement du groupe SII. Elle permet à la société de disposer des ressources nécessaires pour répondre aux nouveautés technologiques et pour accompagner le développement professionnel des salariés. Le groupe SII consacre chaque année un montant conséquent de sa masse salariale pour former une très grande partie de ses collaborateurs dans des domaines variés (technique, management, langue, communication ...).

La politique de formation vise à :

- adapter les personnes aux postes de travail,
- assurer l'évolution et le maintien dans l'emploi des personnes,
- développer les compétences.

Les moyens mis en œuvre conjuguent :

- des actions de formation interne sur des thèmes techniques génériques et sur les processus utilisés au sein du groupe,
- des actions de formation externe sur des thèmes techniques précis,
- des actions de formations transverses (langues, développement du capital humain).

SII France forme chaque année environ un tiers de son personnel dans le cadre de formations externes. Le volume de formation de nos filiales est assez similaire à celui de nos agences françaises (en heures).

Pour compléter le dispositif de la formation professionnelle, SII France a développé des initiatives autour de l'e-learning :

- partenariat avec le site « OpenClassRoom » : mise à disposition d'accès pour nos salariés avec prise en charge de formation par certaines de nos agences,
- mise à disposition d'une plateforme e-learning interne permettant la construction et la mise à disposition de cours,
- aménagement d'une salle dédiée à la formation des collaborateurs (l'Atelier SII) à l'agence SII Toulouse,
- notre filiale FEEL EUROPE Formation est membre du réseau AGINIUS.



Gestion des carrières

Les besoins en matière de développement des compétences individuelles sont identifiés dans le cadre d'échanges entre le collaborateur et son responsable hiérarchique :

- une évaluation de leur performance individuelle est faite annuellement dans le cadre d'un entretien avec leur manager. Cet entretien aborde la formation mais également les ambitions d'évolution à moyen et long terme envisagées par les deux parties,
- des entretiens professionnels complètent ce dispositif pour les salariés qui le demandent.

Les agences et filiales SII mettent en place des initiatives innovantes en matière de gestion de carrière :

- SII Nantes expérimente le programme « Vis ma Vie » qui consiste à faire découvrir aux collaborateurs le quotidien de leurs collègues et mieux connaître leur réalité ;
- SII Pologne a développé un outil « Job Changer » qui permet aux collaborateurs de faire « un virage à 180 degrés » dans leur carrière sans changer d'employeur.

Mutation



SII accompagne les mobilités internes qu'elles soient réalisées au sein de l'agence ou au sein du groupe. Une adresse mail dédiée à la mutation a été instaurée afin de simplifier les demandes. Chaque demande est traitée par la direction du recrutement.

Egalité de traitement



En signant en 2014 la **Charte de la Diversité en Entreprise**, SII France s'engage à condamner les discriminations dans le domaine de l'emploi et à œuvrer en faveur de la diversité. La charte ex-

prime notre volonté d'agir pour mieux refléter, dans nos effectifs, la diversité de la population française.

SII France et certaines de ses filiales (Allemagne, Belgique, Colombie, Espagne, Inde, Pologne et Roumanie) mettent en œuvre une **politique volontariste de non-discrimination à l'embauche et d'égalité professionnelle** :

- sensibilisation et formation des managers et des ressources humaines impliqués dans le recrutement, la formation et le suivi des collaborateurs aux enjeux de la non-discrimination et de la diversité,
- prise en compte de la diversité de la société de chacun des pays,
- communication en interne des engagements de la société en faveur de la non-discrimination et de la diversité,

- intégration des objectifs de non-discrimination, diversité et égalité professionnelle dans le dialogue avec les instances de représentation du personnel,
- rédaction au niveau du bilan social et des points de situations des accords, des actions mises en œuvre et des résultats concernant la diversité et l'égalité professionnelle. Tous ces éléments sont partagés avec les instances représentatives du personnel.

Diversité des sexes, diversité des origines, diversité des âges, insertion des personnes handicapées, suivi des personnes âgées ou dont les emplois sont menacés correspondent à l'approche développement durable du groupe SII vis-à-vis de trois enjeux majeurs :

- réglementaire ; prévenir et proscrire tout traitement inégal,
- sociétal ; assurer l'accès à l'emploi et à la promotion pour toutes les catégories de personnel,
- économique ; recruter et s'entourer des meilleurs compétences.

Egalité entre les femmes et les hommes

En France, la société, les organisations syndicales et partenaires sociaux ont signé en juillet 2013, un **accord relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes**. Cet accord d'entreprise vise notamment à :

- améliorer nos performances de recrutement de personnel féminin dans les métiers techniques,
- assurer une égalité de traitement pour la promotion professionnelle,
- maintenir une égalité salariale entre les hommes et les femmes dans toutes les catégories sociales professionnelles,
- établir des conditions favorables pour l'articulation entre la vie professionnelle et la vie personnelle.

Notre filiale espagnole est également active sur cette thématique. En 2015, SII Concatel (Espagne) a instauré un Comité d'égalité ainsi qu'un plan d'actions en faveur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Nos métiers technologiques n'attirant encore que peu de femmes, la population féminine au sein de SII est plus largement représentée sur les postes des domaines administratif, ressources humaines ou commercial.

Nos objectifs sont ambitieux compte tenu de la filière technique dans laquelle nous évoluons qui n'attire que trop peu les talents féminins. Ils comprennent :

- une augmentation du taux de recrutement féminin,
- une veille quant à l'évolution de certaines situations inchangées depuis plus de 5 ans,
- un engagement à contenir les éventuels écarts de rémunération,

- un engagement à répartir les augmentations salariales au regard de la proportion d'hommes et de femmes dans l'effectif,
- la mise en place d'un dispositif d'accompagnement à destination des salariées enceintes.



Les agences et filiales SII se mobilisent afin d'attirer les **talents féminins** dans les métiers de l'ingénierie et du numérique. Dans ce cadre, SII France est partenaire de l'association « **Elles bougent** » qui vise à promouvoir et accompagner les jeunes filles qui s'orientent vers les formations scientifiques et métiers d'ingénierie. Cette dynamique est portée par une communauté de marraines SII afin de promouvoir le mouvement sur leur périmètre et participer aux événements initiés par l'association :

Lors de la deuxième édition de « Girls on the Move Week », SII Ile-de-France a ouvert ses portes afin de faire découvrir les métiers des femmes ingénieurs SII à des jeunes filles de 14 à 24 ans ;



Les marraines SII ont participé à la sixième édition du « Forum Réseaux & Carrière au féminin », un rendez-vous incontournable qui a pour objectif d'aider les étudiantes et jeunes diplômées des filières scientifiques et techniques à préparer leur entrée dans le monde du travail et à développer leur réseau ;



SII a participé au « Challenge InnovaTech 2018 », un challenge intergénérationnel rassemblant des équipes composées d'étudiantes, de marraines et de lycéennes qui, ensemble, dans des délais très courts, doivent créer un produit ou service innovant.

Notre filiale SII Pologne se mobilise également sur cet enjeu avec le mouvement « Women in IT powered by SII Poland » qui rassemble les femmes passionnées de nouvelles technologies. L'objectif est d'échanger sur leurs expertises et créer un réseau féminin.



Une collaboratrice de SII Canada est membre de l'association « Women in Aerospace Canada » qui vise à accroître la visibilité des femmes dans la communauté aérospatiale en créant un réseau professionnel au Canada et ailleurs dans le monde.

Emploi et insertion des personnes handicapées



En France, la société est pourvue d'un accord d'entreprise depuis l'année 2008. En novembre 2016, la direction du groupe SII et les organisations syndicales ont signé le **4ème accord en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés**, pour une durée de quatre ans, illustrant ainsi la volonté commune de poursuivre la dynamique insufflée depuis plusieurs années. Cet accord vise notamment à :

- augmenter le nombre de travailleurs handicapés dans la société,
- intégrer durablement les salariés ainsi recrutés et gérer leur évolution professionnelle,
- améliorer l'accès à la formation professionnelle des personnes en situation de handicap,
- poursuivre la sensibilisation de toute l'entreprise à l'engagement social de SII.

Depuis 2015, SII accentue ses actions dans ce domaine par :

- une collaboration avec un cabinet spécialisé,
- la mise en place d'une ligne d'appel « Infos Conseils Handicap » : un service d'appels anonyme et gratuit disponible 24h/24 et 7j/7,
- un partenariat avec le STPA (Secteur du Travail Protégé et Adapté) : SII continue d'encourager le recours au secteur adapté et protégé pour ses prestations de sous-traitance. En plus de valoriser ces entreprises, SII souhaite contribuer à la montée en compétence de leurs salariés dans le numérique.

SII renforce ses partenariats avec les organismes de formation, d'insertion ainsi que les écoles pour favoriser l'alternance :

- sponsor de cordées étudiantes handimanagement,
- partenaire de l'association @talentEgal pour l'accompagnement des étudiants en situation de handicap,
- engagement dans le projet HUGo (Handi yoU Go), qui vise à permettre à des personnes en situation de handicap d'obtenir, par l'alternance, le diplôme d'ingénieur informatique,
- chaire Berger Capelle, handicap et diversité avec INSA Toulouse,
- participation à des forums et salons dédiés.

SII mène des campagnes de sensibilisation au Handicap via des actions locales et nationales destinées à l'ensemble des collaborateurs. Ces actions ont pour ambition première de comprendre le handicap, notamment en attirant l'attention sur le handicap « invisible » :



- création d'une WebSerie « Le handicap selon SIImon » : des vidéos humoristiques pour briser les idées préconçues sur le handicap impliquant les collaborateurs SII,
- création d'une lettre interne « Mission Handicap : Actions ! »,

- des formations online (SPOC) sur le handicap : « Manager une personne handicapée » et « Travailler avec une personne handicapée »,
- l'agence de Sophia-Antipolis a proposé à ses collaborateurs une expérience sensorielle surprenante pour sensibiliser au handicap visuel : un déjeuner dans le noir guidé et servi par des personnes non-voyantes.

SII accentue également son action en tant qu'acteur du numérique, en étant partenaire du Handicap

Trophy, dès sa première édition. Deux agences SII sont également « maker » au sein du réseau « e-Nable », mettant ainsi leurs compétences pour imprimer des prothèses en 3D.

Notre filiale Feel Europe est également mobilisée sur le sujet par la création d'une mission handicap avec l'aide de la MDPH (Maison Départementale des Personnes Handicapées) et par une collaboration avec plusieurs clients et leur mission handicap.

Indicateurs de performance sociale

		Unités	31/03/2016	31/03/2017	31/03/2018
■ EFFECTIF ET DIVERSITE					
EFFECTIF TOTAL	Nombre de collaborateurs		5 793	6 775	7 566
Répartition par sexe	% femmes		23,5%	24,8%	25,5%
	% hommes		76,5%	75,2%	74,5%
Répartition des effectifs par tranche d'âge	% de collaborateurs de moins de 25 ans		7,49%	6,95%	10,27%
% de collaborateurs	entre 25 et 30 ans		28,02%	26,76%	27,23%
	% de collaborateurs entre 30 et 35 ans		27,48%	25,58%	22,63%
	% de collaborateurs entre 35 et 40 ans		15,26%	16,31%	15,79%
	% de collaborateurs entre 40 et 45 ans		10,65%	10,58%	9,90%
	% de collaborateurs de 45 ans et plus		11,10%	13,82%	14,18%
Répartition des effectifs par zone géographique	% France		47,13%	49,92%	48,27%
	% Pologne		23,08%	22,48%	23,50%
	% Espagne		10,01%	8,90%	9,04%
	% Allemagne		9,94%	8,77%	8,80%
	% Roumanie		3,33%	2,99%	3,28%
	% Chili		2,12%	2,29%	1,76%
	% Colombie		0,48%	0,68%	0,91%
	% Canada		0,12%	0,25%	0,71%
	% République Tchèque		0,78%	0,84%	0,67%
	% Maroc		0,60%	0,57%	0,59%
	% Belgique		0,88%	0,66%	0,58%
	% Ukraine		0,33%	0,46%	0,49%
	% Pays-Bas		0,47%	0,43%	0,48%
	% Inde		0,17%	0,32%	0,36%
	% Chine		0,19%	0,22%	0,22%
	% Royaume-Uni		-	-	0,19%
	% Argentine		0,14%	0,13%	0,09%
	% Suisse		0,22%	0,09%	0,05%
Répartition des effectifs par catégories*	% Cadres		93,96%	92,96%	93,26%
	% ETAMS		6,04%	7,04%	6,74%
Répartition de l'effectif par statut et par sexe*	% de femmes dans la population cadre		17,35%	19,47%	19,20%
	% d'hommes dans la population cadre		82,65%	80,53%	80,80%
	% de femmes dans la population non cadre		39,39%	37,82%	38,21%
	% d'hommes dans la population non cadre		60,61%	62,18%	61,79%
Nombre de salariés en situation de handicap	Nombre		35* 59	40* 72	47* 86

	Unités	31/03/2016	31/03/2017	31/03/2018
% de collaborateurs en situation de handicap	% de collaborateurs	1,28%* 1,02%	1,72%* 1,06%	1,99%* 1,20%
Nombre de nationalités différentes	Effectifs France	53	60	56
	Effectifs hors de France	66	74	66
Âge moyen	Années	34,33	35,06	34,66
EMBAUCHES				
Embauches en CDI	Nombre	1 675	1 672	2 380
Embauches en CDD	Nombre	471	599	582
Stagiaires accueillis	Nombre	54*	94*	125*
		66	144	211
Stagiaires pour lequel un contrat a été signé au terme du stage	%	50%* 39%	40%*	26%* 41%
Taux de recrutement des femmes sur la filière technique (personnel productif)	% de femmes	19,3%	20,3%	18,9%
Recrutements de personnes en situation de handicap	Nombre	2* 8	11* 22	13* 21
DÉPARTS				
Démissions	Nombre	1 108	1 298	1 726
Fin de CDD	Nombre	162	127	121
Licenciements	Nombre	177	171	164
Autres	Nombre	120	164	184
Turn Over à l'initiative du collaborateur	%	20,99%	21,82%	24,15%
CRÉATION NETTE D'EMPLOIS				
Création nette d'emplois	Nombre	939	982	791
RÉMUNÉRATION ET PROMOTIONS				
Rémunération annuelle moyenne par statut*	k€ cadres	39,381	39,391	39,760
	k€ non cadres	25,446	25,650	26,211
Montant de la participation*	k€	187	1 137	1 461
% participation*	% du salaire mensuel moyen	2%	12%	14 %
ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL				
% de collaborateurs travaillant à temps partiel	% Allemagne	17,53%	19,70%	20,12%
	% Argentine	0,00%	22,22%	0,00%
	% Belgique	5,88%	2,22%	4,55%
	% Canada	0,00%	0,00%	5,56%
	% Chili	0,81%	0,65%	0,75%
	% Chine	0,00%	0,00%	0,00%
	% Colombie	0,00%	0,00%	0,00%
	% Espagne	3,97%	4,64%	5,26%
	% France	3,41%	3,55%	3,42%
	% Inde	0,00%	0,00%	0,00%
	% Maroc	0,00%	0,00%	0,00%
	% Pays-Bas	18,52%	27,59%	38,89%
	% Pologne	1,35%	1,18%	1,12%
	% République Tchèque	4,44%	12,28%	9,80%
	% Roumanie	0,00%	0,49%	0,00%
	Royaume-Uni	-	-	7,14%
	% Suisse	7,69%	16,67%	25,00%
	% Ukraine	0,00%	9,68%	5,41%
	% Groupe SII	4,19%	4,61%	4,55%

	Unités	31/03/2016	31/03/2017	31/03/2018
RELATIONS SOCIALES				
Taux de nos agences et filiales ayant mis en place des politiques concernant les ressources humaines et les droits de l'homme	%	100%	100%	100%
Taux moyen d'absentéisme	% Allemagne	3,25%	3,22%	3,24%
% jours ouvrés	% Belgique	1,70%	1,27%	1,67%
	% Canada	-	0,71%	0,95%
	% Chili	2,53%	2,67%	0,29%
	% Colombie	1,40%	1,52%	0,69%
	% Espagne	2,24%	2,12%	2,24%
	% France	2,12%	2,07%	2,08%
	% Maroc	0,49%	0,19%	0,44%
	% Pays-Bas	1,43%	4,01%	7,19%
	% Pologne	3,23%	2,56%	2,21%
	% République Tchèque	1,49%	2,27%	2,52%
	% Roumanie	1,49%	1,95%	1,15%
	% Suisse	7,31%	7,31%	-
	% Groupe SII	2,39%	2,25%	2,10%
% des collaborateurs sollicités pour une réunion périodique dont l'objectif est de donner une vision globale des activités	% Groupe SII	80,45%	86,60%	88,75%
% des collaborateurs évalués en performance individuelle au moins une fois par an	% Groupe SII	92,29%	95,50%	98,45%
% des collaborateurs sollicités pour une mesure de satisfaction	% de collaborateurs	100%* 83%	100%* 83%	100%* 85,98%
Satisfaits de SII*	% de collaborateurs	78,1%	86,8% ⁽¹⁾	90,0%
	% de stagiaires	79%	92,8% ⁽²⁾	88,8%
SII au moins aussi bien que ses confrères*	% de collaborateurs	90,8%	92,3%	93,0%
Satisfaction de la direction d'agence*	% de collaborateurs	78,4%	82,5%	85,6%
Classement « Meilleur Employeur » de la revue « Capital »*	Rang	30 ^{ème}	17 ^{ème}	27 ^{ème}
Réunions du comité central d'entreprise*	Nombre	4	2	3
Accords collectifs signés*	Nombre	2	2	3
SANTÉ ET SÉCURITÉ				
Taux de fréquence des accidents du travail et de trajet*	%	4,29%	3,07%	5,10%
Taux de gravité des accidents du travail et de trajet*	%	0,10%	0,07%	0,03%
Nombre d'accidents avec arrêt de travail**	Nombre	31	42	46
Nombre de cas de maladie professionnelle*	Nombre	0	0	0
FORMATION				
% des collaborateurs ayant accès à des formations visant à développer les compétences	% Groupe SII	92,85%	94,79%	99,26
Heures de formation**	Nombre	49 756	77 410	65 029
% du personnel formé*	%	36,9%	36,6%	32,60 %
% de la masse salariale consacré à la formation*	%	3,21%	2,78%	2,97 %
CERTIFICAT ET ÉVALUATIONS EXTÉRIEURES				
Note Ecovadis sur 100 les pratiques sociales	Unité	70	70	80

* Cet indicateur est établi sur le périmètre SII France.

** Cet indicateur est établi sur le périmètre SII France, SII Pologne et SII Espagne et couvre 81% des effectifs.

(1) : Cet indicateur était issu d'une enquête réalisée en interne. Depuis l'exercice 2016/2017, il est le résultat d'une enquête réalisée par l'organisme Great Place To Work.

(2) : Cet indicateur était issu d'une enquête réalisée par un organisme externe. Depuis l'exercice 2016/2017, il est le résultat d'une enquête interne adressée à l'ensemble des stagiaires et alternants SII France.

3.3. Informations environnementales

Politique générale en matière environnementale



Malgré le faible impact environnemental de son activité, le groupe SII est engagé dans une démarche visant à le réduire lorsque cela est possible. En ce sens, une grande partie de nos agences et filiales ont nommé une personne officiellement

responsable des problématiques environnementales et défini des politiques formelles concernant la gestion des enjeux environnementaux et la réduction des impacts environnementaux relevant de leurs activités. C'est pourquoi la Direction de SII a pris l'engagement de bâtir un **Système de Management Environnemental**, fondé sur le **référentiel ISO 14001**, dont elle assume la responsabilité de son efficacité.

Les objectifs de ce système de management sont multiples. Ils traduisent les enjeux de SII et répondent aux besoins et attentes de ses parties prenantes :

- économiques : maîtriser nos consommations d'énergie et notre empreinte carbone, valoriser nos déchets par une collecte sélective et prévenir les pollutions ;
- concurrentiels : anticiper la demande de nos clients qui, à terme, exigeront de leurs fournisseurs des preuves de leur engagement en matière de respect de l'environnement ;
- sociétaux : accroître l'image de la Société vis-à-vis de l'ensemble des collaborateurs, des candidats mais également des acteurs économiques et institutionnels ;
- réglementaires : respecter les textes réglementaires et anticiper les normes à venir applicables à nos activités, afin d'éviter demain les surcoûts de réorganisation et de hausse des prix de l'énergie et des taxes environnementales ;
- managériaux : fédérer nos salariés autour d'un projet d'entreprise, en les sensibilisant, en les formant et en les impliquant dans la démarche environnementale.

Tels sont les principaux engagements que les agences et filiales inscrivent dans leur politique environnementale, qui se veut ambitieuse mais aussi pragmatique, réaliste et inscrite dans leur processus d'**amélioration continue de leur performance environnementale**.

Nos sites certifiés s'inscrivent activement dans une démarche de progrès continu, à travers des actions concrètes :



- **ISO 14001** : SII Concatel (Espagne), SII France (Lille, Sophia Antipolis et Strasbourg), SII Roumanie, Feel Europe (France) ;

- **MASE** : Aix-en-Provence.

A l'avenir, le périmètre de certification sera étendu à de nouveaux sites. Pour ce faire nous, avons construit un modèle de démarche environnementale à l'usage des entités (agence ou filiale) candidates.



Sans en être signataire, SII s'engage à appliquer les 10 principes du CERES (Coalition for Environmentally

Responsible Economies) :

- La protection de la biosphère,
- L'utilisation durable des ressources naturelles,
- La réduction et l'élimination des déchets,
- La conservation de l'énergie,
- La réduction des risques,
- La sécurité des produits et services,
- La restauration de l'environnement,
- L'information du public,
- L'engagement de la direction,
- La vérification et les rapports.

Economie circulaire : prévention et gestion des déchets



La majorité des sites SII disposent de procédures et modes opératoires formels sur les pratiques environnementales dont notamment la gestion et la valorisation des déchets. En ce sens, les filiales et agences du groupe SII sont concernées par le recyclage des papiers et cartons, des verres et plastiques, des cartouches d'encre, des piles et ampoules, et des équipements IT (ordinateurs fixes, portables, imprimantes et écrans) qui peuvent faire l'objet de dons aux collaborateurs permettant ainsi de prolonger leur cycle de vie. Nos sites sont équipés de poubelles de tri sélectifs. Une fois triés, les déchets sont le plus souvent valorisés via plusieurs filières de tri et de recyclage (pour plus de précision se reporter au tableau des indicateurs de notre performance environnementale).

Des mesures sont prises afin de réduire à la source les déchets, notamment papiers et plastiques :

- mise en place de Gestion Electronique des Documents (GED),
- dématérialisation des documents internes,
- paramétrage des imprimantes et photocopieurs en mode recto/verso et impressions à code,
- utilisation de tasses et de verres à usage personnel en remplacement des gobelets en plastique.

L'atteinte de nos ambitions environnementales ne peut se réaliser sans l'**adhésion et l'implication des collaborateurs à notre démarche**. Ainsi des sensibilisations et actions sont régulièrement effectuées afin



de promouvoir les gestes responsables en matière de développement durable :

- Sensibilisation des nouveaux collaborateurs,
- Affichage des zones de recyclage,
- Consignes de tri sélectif,
- Rappel des bonnes pratiques,
- Actions de nettoyage : Cleaning Day (Rennes), nettoyage du littoral (Sophia).

Bilan carbone et bilan des émissions de gaz à effet de serre



Le bilan carbone, réalisé en interne, est basé sur les enseignements de la formation « Bilan carbone : Acquisition des bases de la méthode – V8 »

dispensée par l'Institut de Formation Carbone et l'utilisation du tableur officiel national.

SII réalise son **bilan carbone en contrôle opérationnel** sur l'ensemble des agences françaises, SII Concatel (Espagne) et Feel Europe (France). Bien que la législation française demande un bilan carbone tous les 4 ans, SII a choisi de le réaliser chaque année de manière à accentuer la prise de conscience et l'intérêt de nos collaborateurs. Afin de stabiliser les indicateurs, nous travaillons à l'amélioration de la captation des données.

Le bilan carbone réalisé annuellement pour SII France témoigne de la significativité des déplacements professionnels en termes d'émissions de gaz à effet de serre. Ainsi, SII accorde une attention particulière aux déplacements professionnels dans une volonté de les optimiser pour en réduire leur impact :

- l'utilisation des systèmes de conférences téléphoniques et visioconférences sont des alternatives efficaces permettant d'éviter certains déplacements ;
- l'agence de Rennes dispose d'une charte relative aux déplacements professionnels afin de promouvoir les modes de déplacement durable. Dans cette dynamique l'agence a obtenu en 2015 le label « Déplacement Durable ».

Par ailleurs, des solutions innovantes sont également proposées au sein des agences et filiales afin de favoriser les déplacements alternatifs à la voiture, dont notamment :

- le **remboursement des frais de transport en commun** jusqu'à 100% en France (Strasbourg et Sophia), en Belgique et en République Tchèque ;
- la **prise en charge des indemnités kilométriques vélo** en France (Nantes, Strasbourg et Toulouse) ;
- le **déploiement du télétravail** dans les agences françaises mais également dans les filiales (Allemagne et Belgique) ;
- l'**acquisition de véhicules électriques/hybrides** en France (Nantes et Toulouse) et en Belgique ;
- la **promotion du covoiturage** : partenariat avec « Coovia », startup de covoiturage pour les trajets du quotidien (Toulouse), participation au défi

« ehop défi covoit » pour tester durant un mois le covoiturage sur les trajets domicile-travail (Rennes), application de covoiturage interne (Pologne) ;

- la **participation à l'expérimentation d'un service de transport en commun** (Navette illico Resto) pour les déplacements durant la pause déjeuner afin d'éviter de prendre la voiture (Sophia).

La réduction des émissions de gaz à effet de serre se concrétise également par des sensibilisations régulières permettant d'informer les collaborateurs des bons comportements à adopter :

- SII favorise et sensibilise les collaborateurs à la mobilité active via l'organisation de défis ludiques : challenge de la « Mobilité Hauts de France » à Lille, challenge « Boulots à vélo » à Strasbourg, opération « Allons-y à vélo » à Toulouse ;
- SII se mobilise pour les enjeux de la sécurité routière et la préservation de l'environnement. Dans ce cadre, nos agences d'Aix-en-Provence et Sophia-Antipolis sont engagées avec la CARSAT (Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail) sur la prévention du risque routier professionnel et organise en ce sens des sensibilisations à l'écoconduite. Des « flash » sécurité routière sont également diffusés aux collaborateurs lors des vacances estivales afin de leur rappeler les bonnes pratiques à adopter.

Audits énergétiques

SII France a fait réaliser un **audit énergétique** de sa **flotte de véhicules en location longue durée** afin de connaître les habitudes de conduite des utilisateurs, de définir les futures actions de maîtrise de ses consommations de carburant et donc d'agir sur son **empreinte carbone**. Dans un même objectif, cette étude a été complétée par un **audit des consommations énergétiques** au sein des plus gros locaux de bureau utilisés en France.

Diverses mesures et pratiques en place dans les agences et filiales permettent de contribuer à l'**efficacité énergétique**, dont notamment :

- Le choix de bâtiments performants, intelligents, plus respectueux de l'environnement (certification BBC, HQE en France) et au plus près des clients permettant de limiter les déplacements des collaborateurs ;
- La virtualisation des serveurs et l'hébergement en datacenter ;
- L'acquisition de matériels informatiques et électroniques économes en énergie (Smart Energy, Energy Star, Green-IT) ;
- Le recours aux énergies « vertes » en France (Nantes), en Allemagne et en Belgique ;
- En Belgique, SII propose aux collaborateurs de prendre en charge leur consommation d'énergie privée moyennant la sélection d'un fournisseur « vert ».

Indicateurs de performance environnementale

	Unités	31/03/2016	31/03/2017	31/03/2018
ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE				
% sites ayant réalisés un bilan carbone	% sites	100%* 42%** ⁽¹⁾	100%* 100%**	100%* 100%**
Emissions de CO ₂ /pers./an	Kg. éq. CO ₂ /coll.	171* ⁽²⁾ 215** ⁽²⁾	937* 907**	1 034* 1 071**
Scope 1 : émissions directes liées à la consommation de gaz naturel – calculées sur la base de la surface des sites	Kg. éq. CO ₂ /coll.		14* 12**	7,61* 6,46**
Scope 2 : émissions indirectes liées à la consommation d'électricité – calculées sur la base de la surface des agences	Kg. éq. CO ₂ /coll.		166* 215**	161* 204**
Scope 3 : émissions indirectes liées aux déplacements professionnels – calculées sur la base des kms parcourus par les voitures de fonction ou la flotte d'entreprise, les locations courte durée, les indemnités kilométriques, les déplacements en train et en avion	Kg. éq. CO ₂ /coll.		756* 680**	379* 358**
Scope 3 : émissions indirectes liées aux repas quotidiens des collaborateurs – calculées sur la base d'un repas par jour par collaborateur, soit le nombre de jours ouvrés multiplié par le nombre de collaborateurs moyen	Kg. éq. CO ₂ /coll.			486* 503**
UTILISATION DURABLE DES RESSOURCES				
Consommation totale d'électricité	kWh/coll.	449* 435**	400* 411**	426* 417**
Consommation totale d'eau	m ³ /coll./an	1,05* 1,16**	13,8* 10,6**	6,3* 4,1**
Quantité de papiers achetés (ramettes)	ramettes/nb coll.	0,96* 0,97**	0,68* 0,72**	0,91* 0,90**
SENSIBILISATION DES COLLABORATEURS				
% sites disposant de procédures et modes opératoires formels sur les pratiques environnementales (affichage des zones de recyclage, explication du tri sélectif...)	% sites	33%* 31,8%**	58,3%* 66,7%**	54,8%* 62,2%**
Effectif sensibilisé (en interne ou en externe) sur les questions environnementales	Nombre		1 112	1 383* 2 322**
% sites opérationnels où sont déployées des actions de sensibilisation des employés à la réduction des déchets	% sites			83,9%* 86,5%**
% sites opérationnels où sont déployées des actions de sensibilisation des employés à la réduction des consommations d'énergie	% sites		*	64,5%* 70,3%**
Collaborateurs formés à l'éco-conduite en interne ou externe	Nombre		45,8%* 40,0%**	0* 348**
ÉCONOMIE CIRCULAIRE				
% sites ayant mis en place le tri sélectif et la valorisation des déchets	% sites	52%* 75%***	54,2%* 46,7%**	61,3%* 67,6%**
% sites ayant mis en place le tri et le recyclage des déchets papiers	% sites	62%* 60%***	54,2%* 46,7%**	61,3%* 67,6%**
% sites ayant mis en place le tri et le recyclage des déchets cartouches d'encre	% sites	81%* 96%***	66,7%* 56,7%**	67,7%* 59,5%**
% sites ayant mis en place le tri et le recyclage des déchets des équipements IT	% sites	76%* 86%***	66,7%* 53,3%**	90,3%* 75,7%**
% sites ayant mis en place le tri et le recyclage des déchets des cartons	% sites		45,8%* 40,0%**	45,2%* 64,5%**
% sites ayant mis en place le tri et le recyclage des déchets verres	%sites		45,8%* 40,0%**	19,4%* 16,2%**
% sites ayant mis en place le tri et le recyclage des déchets plastiques	%sites		45,8%* 40,0%**	51,6%* 59,5%**

	Unités	31/03/2016	31/03/2017	31/03/2018
OPÉRATIONS				
% sites opérationnels pour lesquels une évaluation des risques environnementaux a été effectuée	%sites		12,5%*	38,7%* 35,1%**
% sites opérationnels pour lesquels un système de management environnementale (SME) formel a été mis en place	%sites		33,3%* 30,0%**	35,5%* 48,6%**
% de déploiement des actions environnementales dans toutes les opérations de l'entreprise	%actions		7 agences à 100% 1 agence à 80% 1 agence à 71%	9 agences à 100% 1 agence à 80% 1 agence à 70%
RISQUES ESTIMÉS				
Provision pour risque environnemental*	K€	0	0	0
CERTIFICATIONS ET ÉVALUATIONS EXTÉRIEURES				
Note Ecovadis "Environnement" sur 100	Unité	70	70	70
Sites certifiés ISO 14001	Nombre	5	4	6

* Cet indicateur est établi sur le périmètre SII France.

** Cet indicateur est établi sur le périmètre France et Espagne représentant plus de 57% des effectifs

(1) le bilan carbone effectué par notre filiale espagnole ne comprend que les déplacements

(2) cet indicateur ne prend en compte que les émissions de CO2 liées aux consommations électriques pour la France et les déplacements professionnels pour l'Espagne

3.4. Informations sociétales

L'engagement sociétal du groupe SII découle directement des valeurs de l'entreprise et est en accord avec le fonctionnement et le positionnement de la société vis-à-vis des parties prenantes de l'écosystème. L'action sociétale ne peut être pérenne que si la société y trouve son compte d'un point de vue économique.

Les bénéfices attendus sont :

- identification de SII comme étant concernée par les enjeux sociétaux ;
- fidélisation des collaborateurs et des clients ;
- amélioration de l'image et de la réputation.

Cartographie des parties prenantes

SII s'attache à prendre en considération l'écosystème social et environnemental dans lequel le groupe évolue. A ce titre, SII s'engage envers l'ensemble de ses parties prenantes appartenant à son écosystème afin de répondre au mieux à leurs besoins, attentes et exigences.

Parties prenantes stratégiques

Les collaborateurs

- Valorisation de leurs activités
- Elargissement de leurs compétences
- Bien-être au travail

Les clients

- Pondération optimale entre qualité, délais et coûts
- Réponse adéquate à leurs besoins et leurs exigences

Les actionnaires

- Hausse du titre SII
- Politique de dividende favorable
- Transparence et maîtrise des risques
- Respect de l'éthique des affaires

Parties prenantes très importantes

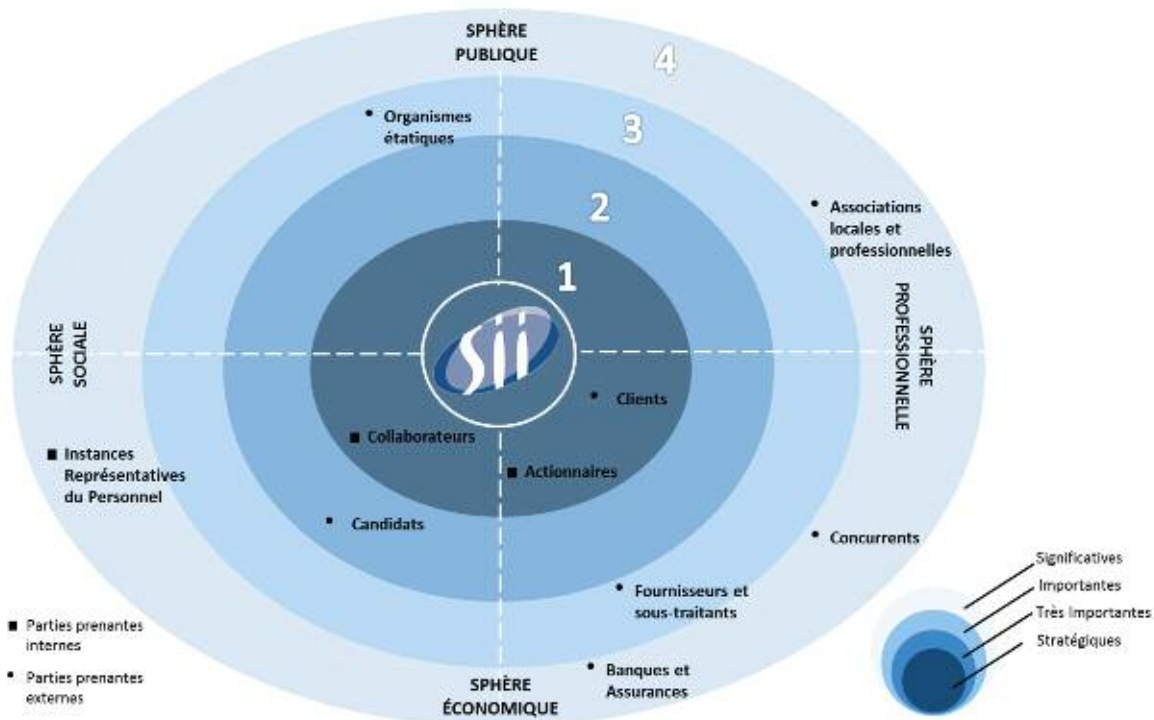
Les candidats

- Adéquation entre les attentes du futur collaborateur et ce que peut proposer SII (missions, avantages, qualité de vie au travail)

Parties prenantes importantes

Les fournisseurs et sous-traitants

- Pérennité des relations
- Confiance réciproque
- Préservation de la chaîne de confiance vis-à-vis des clients du groupe SII
- Bénéfices mutuels



Les organismes étatiques

- Respect de la réglementation
- Préservation du patrimoine technique et scientifique
- Communication optimale, transparente et suffisante
- Préservation de l'environnement

Parties prenantes significatives

Les concurrents

- Respect de l'éthique des affaires
- Pas de concurrence déloyale

Les Instances Représentatives du Personnel (IRP)

- Respect de la Loi
- Ecoute des revendications
- Dialogue social transparent et constructif

Les associations locales et professionnelles

- Participation à la vie sociétale
- Sensibilisation à des thèmes sociaux (santé, environnement, ...)
- Redistribution de connaissances et diffusion de l'information
- Publicité mutuelle

Banques et Assurances

- Bonne santé financière
- Bonnes pratiques prudentielles

Impact territorial, économique et social de l'activité de la société

La stratégie du groupe SII a pour composante essentielle la **proximité** : une proximité technologique mais également géographique en faisant d'abord le choix de clients, salariés et

fournisseurs locaux. Cette stratégie engendre naturellement **une promotion des territoires** sur lesquels les entités du groupe sont installées.

Cette promotion vise tout particulièrement le **développement de l'emploi et de l'activité économique locale** avec des actions de recrutement réalisées localement au plus près des besoins et par le développement de partenariats avec les écoles locales.

Les entités du groupe SII se mobilisent régulièrement en soutenant des associations et organismes d'entraide et/ou réalisant des **actions de mécénats sur leurs territoires d'implantation**.

Relations avec les clients

Il n'y a pas de développement durable sans satisfaction durable des clients.

Le développement de la relation client est basé sur une organisation et des outils qui en valident la pertinence dans la durée. La volonté du groupe SII de placer ses clients au cœur de ses préoccupations est illustrée par sa politique de référencement, par l'historique et par la récurrence de cette relation.

Notre approche clientèle recherche la **fidélité des clients** dans le volume et la durée. Nous cherchons à fournir à ceux-ci des services à valeur ajoutée technologique, générateurs pour eux de compétitivité et de pérennité. Cette volonté fait appel à notre **professionnalisme**, à notre **engagement** et à notre **réactivité**.

Nous mettons en œuvre :

- un taux de fidélisation client (% de CA de l'année courante réalisé avec des sociétés déjà clientes l'année précédente) ;
- des enquêtes de satisfaction client en France et dans la majorité de nos filiales (Allemagne, Belgique, Chili, Colombie, Espagne, Inde, Maroc, Pays-Bas, Pologne, Roumanie et Suisse) ;
- un processus dédié pour la gestion des réclamations clients en France et dans certaines de nos filiales (Allemagne, Belgique, Espagne, Inde et Pologne).

SII tire parti d'un **Système Qualité** basé sur les normes **ISO 9001 : 2008**, **EN 9100 : 2010** et le modèle **CMMI**. Ce cadre normé :

- assure en premier lieu la qualité de nos réalisations ;
- favorise l'exercice de la responsabilité et l'engagement personnel, dans un cadre clair et rigoureux ;
- facilite la réalisation des projets : par la détection au plus tôt des anomalies, et par un support documentaire d'aide à la conduite et à la réalisation des projets ;
- facilite la concentration sur l'essentiel de notre mission : être au service du client et satisfaire au mieux ses besoins ;
- promeut notre image de marque : par la diffusion de notre volonté de qualité et par la démonstration de notre savoir-faire au travers de réalisations exemplaires ;
- garantit la sincérité de nos messages commerciaux.



Le groupe est évalué dans le cadre des audits internes et externes pour valider l'application du système.

- Toutes les agences SII France et Feel Europe sont certifiées **ISO 9001**, toutes celles concernées par le domaine ASD (Aéronautique, Spatial, Défense) sont certifiées **EN 9100**.
- Certaines de nos filiales sont certifiées **ISO 9001** (Allemagne, Chili, Espagne, Inde, Pays-Bas, Pologne, Roumanie). L'Allemagne, l'Inde et les Pays-Bas sont certifiés **EN 9100**.

Relations avec les associations professionnelles et groupes d'experts technologiques



SII est membre du **Syntec Numérique**, premier syndicat professionnel de l'écosystème numérique français.

Nous contribuons au calcul de l'indice Syntec et Patrice Demay, Directeur Général SII France, est vice-président du Conseil d'Administration.

Notre implication locale est renforcée par notre participation aux groupes de travail relatifs à des domaines clés du marché local. Ces groupes assurent à SII des connaissances et compétences à la pointe du secteur numérique.



Membre de conseils d'administration ou adhérent, nous poursuivons les objectifs suivants :

- Participer au développement du numérique ;
- Promouvoir les formations et valoriser les métiers du numérique et de l'ingénierie ;
- Favoriser l'échange et la coopération entre les établissements de formation et les grands secteurs d'employabilité du numérique ;
- Mener des réflexions en faveur d'une pédagogie novatrice.

SII sponsorise et apporte sa contribution technique à de nombreux cercles d'experts. Ces actions constituent une source de motivation et de reconnaissance pour les collaborateurs qui y participent.



Focus sur l'édition 2018 du CES (Consumer Electronics Show) de Las Vegas



Par le biais du programme **AMPLIFY** de SII, programme d'ambassadeurs sur les réseaux sociaux porté par le groupe, deux collaborateurs SII ont eu

l'opportunité de partir à Las Vegas pour assister au CES : le plus important salon mondial consacré à l'électronique grand public. Innovations, technologies, objets connectés, intelligence artificielle... de nombreuses découvertes et expériences partagées à leur retour aux collaborateurs SII France via des articles et déjeuners techniques.

Relations avec les jeunes et étudiants

SII accompagne les jeunes via des partenariats avec un grand nombre d'écoles et d'universités afin d'aligner cursus pédagogiques et exigences du marché.



Nous intervenons auprès des étudiants pour :

- promouvoir les métiers du numérique et de l'ingénierie lors de présentations des métiers SII ;
- soutenir financièrement leurs initiatives (challenges, communication, ...) ;
- proposer des stages et alternances notamment lors de forums recrutements et jobdating ;
- les conseiller dans leur recherche d'emploi ;
- proposer des simulations d'entretien aux futurs diplômés ;
- participer aux jurys d'écoles.

SII valorise les compétences des jeunes diplômés à travers le programme « **SII Boost Your Skills** » : une immersion théorique et pratique durant 4 semaines afin d'accroître leur potentiel sur les nouvelles webtechnologies. Ils bénéficient d'un accompagnement personnalisé tout au long de leur parcours. Notre filiale SII Pologne a mis en place un dispositif similaire : « **SII's Summer Talent Academy** », un programme de stage organisé l'été permettant aux étudiants de développer leurs compétences en informatique tout en étant encadrés par des collaborateurs SII. SII Roumanie est également dans cette dynamique avec son dispositif « **SII Academy Programs** ».

SII France a par ailleurs renouvelé son mécénat auprès de l'INSA Toulouse pour une durée de cinq ans. Le partenariat évolue pour répondre à des **enjeux sociétaux, scientifiques et technologiques** via :

- la **Chaire Berger-Capelle « Handicap & Diversité »** visant à favoriser la diversité, l'ouverture sociale et l'inclusion de tous les publics avec notamment :
 - le programme « **Ô Talents** » en accompagnant le groupe handicap de collégiens et lycéens,
 - la sensibilisation et la formation des personnels et des étudiants,



- la formation d'élèves-ingénieurs volontaires dans le cadre du **label Handimanager**.
- le **Programme d'Accompagnement de la Formation** permettant de soutenir le développement de nouvelles compétences identifiées comme indispensables chez les ingénieurs, de par l'évolution des activités et des métiers.

SII apporte également son soutien aux **projets et initiatives étudiantes** permettant ainsi de tisser des liens forts entre la sphère professionnelle et la sphère scolaire :

- Sponsor de soirées étudiantes,
- Sponsor d'un équipage du 4L Trophy,
- Sponsor de « cordée » handimangement (Ile-de-France, Rennes),
- Participation aux événements des écoles partenaires (nuit de l'info à l'INSA, déjeuner techniques et événements sportifs rassemblant collaborateurs SII et étudiants, challenges handisport, ...).



Relations avec la société civile

Tout au long de l'année, le groupe SII, à travers ses agences et ses filiales, s'investit dans des opérations de soutien à des associations et organisations d'entraide en matière de santé et d'insertion professionnelle.

Des mécénats sont réalisés au profit :

- De la lutte contre le cancer (association Gelfuc), de la mucoviscidose
- Des enfants (association Capem, Foyer Delta Sud, Fondation San José, Association Salvati Copii)



Les collaborateurs se mobilisent annuellement en faveur de la Croix Rouge, du Don du Sang, du Téléthon ou encore de Movember. Diverses collectes sont organisées au profit des enfants et des personnes en situation de handicap (Croix Rouge, Secours Populaire, Les Bouchons d'amour).



Dans le cadre de ses relations commerciales avec la Croix Rouge, notre agence de Rennes est engagée dans le mécénat de compétences à travers une convention de mise à disposition de collaborateurs bénévoles et de pompiers volontaires, des absences rémunérées octroyées aux collaborateurs engagés, des projets informatiques réalisés gratuitement.



En 2017, SII Sophia et Ile-de-France ont rejoint la communauté E-nable de plus de 5 000 volontaires qui conçoivent des mains et des bras fabriqués par impression 3D au profit d'enfants atteints d'agénésie. Ils ont été certifiés « Maker e-nable » par l'association, c'est-à-dire aptes à réaliser des prothèses.



Nos collaborateurs s'investissent personnellement en participant à des événements caritatifs. En ce sens, les collaborateurs de SII Nantes ont participé à la course « Odyssea » afin de collecter des fonds pour l'institut de cancérologie de l'Ouest et la ligue nationale contre le cancer. En Roumanie, nos collaborateurs participent à des compétitions sportives et caritatives permettant de collecter des fonds pour diverses causes.



En 2016, SII Roumanie a initié le programme « SII Power Volunteers », une initiative permettant aux collaborateurs qui le souhaitent de répondre collectivement à des défis sociaux identifiés. Les objectifs du programme sont multiples : aider les autres collectivement, promouvoir le travail d'équipe et renforcer les valeurs de l'entreprise. L'initiative de la deuxième édition du programme a consisté à rédiger un livre de contes écrits par des collaborateurs et vendu au profit de la maison d'enfants locale.

Au sein de notre filiale SII Pologne les collaborateurs ont la possibilité de soumettre des propositions de soutiens de fondations ou d'associations. Une fois la liste établie ils peuvent décider individuellement quelle cause ils souhaitent soutenir.

Le groupe déploie également des actions en matière d'insertion professionnelle :



SII est partenaire du **Réseau GESAT** qui vise à assurer la promotion du secteur du travail protégé et adapté. En ce sens nos agences ont recours aux services des Etablissements et services d'aide par le travail (ESAT) et Entreprises Adaptées (EA).



Nos agences confient la gestion de leurs déchets à des entreprises qui participent activement à la protection de l'environnement tout en créant des emplois pérennes et locaux pour des personnes en difficulté d'insertion ou en situation de handicap.



Notre agence de Lille se mobilise pour la reconversion de jeunes demandeurs d'emploi vers les métiers du numérique grâce au programme « Invest in Digital People ».

Dans le cadre du 4ème accord en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés et de la mission handicap SII, le groupe soutient, se mobilise et participe aux événements :

- visant à fédérer, coordonner et promouvoir l'ensemble des acteurs qui innovent ou soutiennent l'innovation au service des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie ;
- facilitant la rencontre entre les personnes en situation de handicap et les recruteurs ;
- permettant aux interlocuteurs de s'exprimer, échanger et s'enrichir sur les évolutions souhaitées et les progrès à mettre en œuvre pour l'intégration des personnes handicapées au sein de la communauté de travail.



Au cours de l'année, SII a soutenu divers événements sportifs :



- SII Atlantique sponsor et partenaire d'une équipe du Trophée des Andes 2017 : un rallye exclusivement féminin à but humanitaire en Argentine ;
- SII Ouest sponsor de la 50ème édition du « Rock'n Solex » et partenaire de la course « Les Métropolitaines » ;
- Sponsor de clubs sportifs (SII Sud-Ouest est partenaire du stade toulousain).

SII est également engagé sur les **enjeux culturels** dont notamment l'accès à la culture pour tous en invitant l'art dans les locaux de certaines agences :

- Notre filiale FEEL Europe invite régulièrement de grands photographes contemporains (JR, Rancinan, Lirone) et artistes Street Art (Nebay) à venir exposer leurs œuvres dans les locaux de l'entreprise.
- Notre agence SII Sud-Ouest a soutenu le « 15ème salon international d'Art photographique de Pessac » en devenant partenaire de l'événement et en invitant les collaborateurs à venir découvrir les œuvres exposées dans les locaux de l'agence bordelaise.



SII adhère et participe aux initiatives locales régionales visant à promouvoir l'excellence des entreprises qui s'engagent dans une démarche de développement durable. Notre volonté est de partager avec d'autres entreprises au sein d'un réseau et de nourrir nos démarches d'amélioration des bonnes pratiques déjà expérimentées.

Sous-traitance et fournisseurs

SII recourt de façon modérée à la sous-traitance, dans les situations où les compétences ne sont pas disponibles en interne ou ne correspondent pas au profil recherché ; ou encore si ces profils ne répondent pas aux critères d'employabilité du Groupe.

Lorsque SII fait appel à la sous-traitance, les prestataires sollicités doivent répondre aux mêmes critères de sélection en termes de qualité.



SII est signataire de la charte interentreprises, élaborée par la Médiation du crédit et la Compagnie des diri-

geants et acheteurs de France (CDAF) : elle prône une démarche de progrès vis-à-vis des fournisseurs et notamment des petites et moyennes entreprises (TPE-PME).

En signant cette charte, SII s'engage à appliquer les bonnes pratiques décrites ci-après et à exercer sa responsabilité dans un cadre de confiance réciproque avec ses fournisseurs :

- assurer une équité financière vis-à-vis des fournisseurs,
- favoriser la collaboration entre grands donneurs d'ordres et fournisseurs stratégiques,
- réduire les risques de dépendances réciproques entre donneurs d'ordre et fournisseurs,
- impliquer les grands donneurs d'ordre dans leur filière,
- apprécier le coût total des achats,
- intégrer la problématique environnementale,
- veiller à la responsabilité territoriale de son entreprise,
- les achats : une fonction et un processus,
- une fonction achat chargée de piloter globalement la relation fournisseurs,
- fixer une politique cohérente de rémunération des acheteurs.

Les fournisseurs de nos agences françaises s'engagent, en signant notre **charte d'achat responsable**, dans les relations qu'ils entretiennent avec SII, avec leurs clients et leurs propres fournisseurs, à respecter un comportement équitable et éthique conforme aux principes de base en matière de développement durable.

SII adopte une politique d'achats favorisant la sélection des fournisseurs et sous-traitants engagés dans une démarche responsable et répondant à des critères sociaux et environnementaux :

- le choix de fournisseurs favorisant l'insertion dans l'emploi de personnes en situation de handicap (ex : techniciens de surface et d'entretiens) incluant les prestations sur les heures ouvrées ;
- la préférence aux achats « éco-responsables » :

recyclés, recyclables, biologiques, issus du commerce équitable ou labellisés lorsque leur coût est économiquement supportable. Cela concerne principalement les achats de consommables (papier Ecolabel), de services d'entretien (acteurs locaux utilisant des produits respectueux de l'environnement) et d'équipement électriques / informatiques (label Energy Star, Green-IT).



Nos filiales en Allemagne, Belgique, Espagne, et Pologne ont déployé des démarches similaires favorisant les achats responsables.

Loyauté des pratiques

Sécurité de l'information

La **sécurité des informations** et la protection des données sont au cœur des préoccupations du groupe SII.



Depuis 4 ans et sous l'impulsion de nos clients, le système qualité de SII, s'enrichit des exigences sécurité sur le modèle de l'**ISO 27001**. Il aborde notamment la question de la sécurité/confidentialité des données via la diffusion d'une **Politique de Sécurité des Systèmes d'Information** et l'application d'un **Système de Management de la Sécurité de l'Information (SMSI)**. La définition des orientations de cette politique est assurée par un comité de sécurité.

En France nos agences de Rennes et Toulouse sont certifiées ISO 27001. Nos filiales en Espagne, Pologne et Roumanie sont également certifiées sur cette norme. Le périmètre sera prochainement étendu notamment à l'agence Ile-de-France et SII Allemagne.



En tant qu'entreprise du secteur des ESN, la conformité au **Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)** est

indispensable. Il est primordial que nos clients puissent s'appuyer sur un **partenaire technologique de confiance**. Le RGPD est également l'opportunité de montrer aux clients notre engagement fort sur le sujet et d'envoyer un message positif quant à notre niveau de sécurité informatique. Le **Délégué à la Protection des Données (DPD)** en charge de piloter la conformité interne s'appuie sur un relai de points focaux dans les agences SII. Nos filiales européennes sont également soumises au RGPD et déploient à ce titre les actions idoines afin d'être en conformité.

La sécurité de l'information passe également par la **protection des actifs du groupe SII** dont notamment la propriété intellectuelle ainsi que les équipements et les biens. Notre **Charte informatique** fixe les règles de bon usage des ressources et outils informatiques SII. Tous les collaborateurs doivent prendre connaissance de cette charte, et il en va de même pour toute personne extérieure à SII devant utiliser les ressources informatiques du groupe.

La sécurité de l'information et la protection des données constituent des enjeux stratégiques pour le groupe SII et nécessitent **l'implication de tous**. C'est pourquoi nos collaborateurs sont formés et sensibilisés régulièrement sur le sujet. En fonction de leur rôle, les collaborateurs suivent des sessions de **sensibilisation** ou de formation adaptées (sensibilisation initiale, formations dédiées aux processus de développement, ...). Le contenu des sessions met l'accent sur les bonnes pratiques et les règles de comportement à adopter en matière de sécurité de l'information. Les supports de formation sont disponibles pour l'ensemble des collaborateurs. Cela permet d'avoir une diffusion large afin que chacun se sente concerné par la sécurité et que celle-ci soit « l'affaire de tous ». Par ailleurs, des quiz E-learning relatifs à la sécurité de l'information sont accessibles pour permettre aux collaborateurs de tester et valider leurs connaissances.

Ethique des affaires

Le développement et la conduite des affaires au sein du groupe SII reposent sur des principes d'intégrité, d'exemplarité et de transparence. Le groupe s'engage à respecter :

- la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ;
- les principes du Pacte Mondial des Nations Unies dont le groupe est signataire ;
- les conventions de l'OIT ;
- les principes de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique.

Les membres du conseil de surveillance et du directoire ont défini un Code de déontologie et respectent un Règlement intérieur.

SII a contribué à la rédaction, et respecte, le code déontologique de la profession des Entreprises de Services du Numérique en s'imposant des règles à l'égard de ses clients, de ses collaborateurs et de ses confrères.

Envers nos clients :

- accepter seulement les missions pour lesquelles SII est qualifiée de manière à les remplir au mieux des intérêts du client ;
- adopter des formes contractuelles claires et explicites conformes à la réalité des prestations ;
- établir un contrat définissant précisément les obligations réciproques des parties ;
- respecter la confidentialité des informations, la sécurité des données, les droits de propriété industrielle et refuser toute forme de corruption.

Envers nos collaborateurs :

- former, responsabiliser, valoriser les collaborateurs et les accompagner dans leur évolution ;
- favoriser un climat de transparence et de loyauté réciproque dans les relations contractuelles au sein de la société ;
- veiller au traitement cohérent et équitable en termes de rémunération, formation, promotion, conformément aux compétences et performances de chacun ;
- développer chez les collaborateurs un comportement professionnel et le sens du service.

Envers nos confrères :

- ne pas tenter de nuire à un confrère par toutes démarches, manœuvres ou déclarations contraires à la vérité ou au principe de loyale concurrence ;
- ne pas recruter un collaborateur d'une société concurrente à seule fin de détourner à son profit un contrat en cours avec un client ;
- s'engager à mettre en place les moyens nécessaires à la lutte contre le piratage ;
- mettre en commun l'expérience et la compétence dans l'intérêt de la profession, promouvoir la profession et en particulier, vis-à-vis des étudiants.

Lors de l'évaluation de nouveaux projets d'investissement, le groupe est amené, dans le cadre de sa démarche responsable, à prendre en compte le respect des droits de l'Homme et l'adoption d'un comportement éthique. Leur non-respect peut avoir des conséquences sur la faisabilité du projet ainsi que sur l'image du groupe.

En tant que signataire du Pacte Mondial des Nations Unies, SII s'engage à **lutter contre la corruption** sous toutes ses formes, le trafic d'influence, la fraude, le blanchiment d'argent, dans tous les pays, quel qu'en soit le sujet.

Le groupe SII est intransigeant en matière de corruption : aucune forme n'est tolérée. La corruption entrave la confiance du public, menace le développement économique et social et porte atteinte à la réputation du groupe. Chaque collaborateur SII doit veiller à ne jamais recevoir ou verser des pots-de-vin, recevoir ou envoyer des invitations, des cadeaux pouvant avoir un impact sur les prises de décision.

Conformément à la loi Sapin II, le groupe s'adonne à renforcer ses procédures internes et déployer des mesures de prévention et de détection de la corruption dans une volonté de transparence et d'exemplarité en la matière.

Notre engagement se matérialisera courant 2018 par le déploiement d'une politique éthique groupe pilotée par un Comité d'éthique et fédérant l'ensemble des entités SII sur un ensemble de principes simples et partagés.

Certaines de nos filiales ont d'ores et déjà formalisé leur Charte éthique, c'est le cas de l'Allemagne, la Colombie, l'Espagne, l'Inde, la Pologne, la Roumanie.

Innovation

SII est agréé « **Organisme de recherche** » depuis de très nombreuses années, agrément délivré par le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.



SII fédère ses projets innovants au sein de laboratoires internes répartis dans les agences. A travers **SII Research** nous mettons en avant l'expertise de SII, nous investissons dans de nouvelles technologies, nous valorisons le savoir-faire de nos consultants et nous enrichissons nos offres. SII Research structure l'ensemble de la R&D de SII et notamment :

- la gestion des projets R&D internes et collaboratifs ;
- la veille technologique ;
- la gestion de la propriété intellectuelle.

Indicateurs de performance sociétale

	Unités	31/03/2016	31/03/2017	31/03/2018
RELATIONS AVEC LES CLIENTS				
Clients présents sur l'exercice précédent	% du CA	95%	94%	(1)
Clients présents sur les 2 exercices précédents	% du CA	89%	82%	(1)
Taux de satisfaction client	% France	90%	95,6%	92,8%
Note moyenne de satisfaction client*	/20	14,9	14,9	15,1
RELATIONS AVEC LES PARTIES PRENANTES				
Engagements auprès d'organismes non gouvernementaux de référence (charte de la diversité, charte relation fournisseurs responsables)*	Unité	2	2	3
SOUS-TRAITANCE ET FOURNISSEURS				
% de fournisseurs ayant signé la charte Achats Responsables*	%			En cours
Montant de la sous-traitance*	k€	15 458	20 081	31 568
% sous-traitance*	% du CA	7,56%	8,68%	12,01%
Montant de l'intérim*	k€	54	244	182
CERTIFICATIONS ET ÉVALUATIONS EXTÉRIEURES				
Notes Ecovadis "Ethique des affaires" sur 100	Unité	50	60	70
Notes Ecovadis "Fournisseurs" sur 100	Unité	40	50	50

* cet indicateur est établi sur le périmètre SII France

** sur la base de la note de nos produits et services

(1) : Indicateur non suivi sur l'exercice

3.5. Rapport de l'un des commissaires aux comptes, désigné organisme tiers indépendant, sur les informations sociales, environnementales et sociétales figurant dans le rapport de gestion

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes désigné organisme tiers de la société SII S.A., accrédité par le COFRAC sous le numéro 3-1049⁽¹⁾, nous vous présentons notre rapport sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées relatives à l'exercice clos le 31 mars 2018, présentées dans le rapport de gestion (ci-après les « Informations RSE »), en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce.

Responsabilité de la société

Il appartient au directoire d'établir un rapport de gestion comprenant les Informations RSE prévues à l'article R.225-105-1 du Code de commerce, préparées conformément aux référentiels utilisés par la société (ci-après les « Référentiels »), dont un résumé figure dans le rapport de gestion et disponibles sur demande auprès du siège de la société.

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires, le code de déontologie de la profession ainsi que les dispositions prévues à l'article L.822-11-3 du Code de commerce. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques et des textes légaux et réglementaires applicables.

Responsabilité de l'organisme tiers indépendant

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'attester que les Informations RSE requises sont présentes dans le rapport de gestion ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R.225-105 du Code de commerce (attestation de présence des Informations RSE) ;
- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère conformément aux Référentiels (Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE).

Il ne nous appartient pas en revanche de nous prononcer sur la conformité aux autres dispositions légales applicables le cas échéant, en particulier celles prévues par l'article L.225-102-4 du Code de commerce (plan de vigilance) et par la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 dite « Sapin II » (lutte contre la corruption).

Nos travaux ont mobilisé les compétences de cinq personnes et se sont déroulés entre mars et juillet 2018 sur une durée totale d'intervention d'environ quatre semaines. Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de nos travaux, à nos experts en matière de RSE.

Nous avons conduit les travaux décrits ci-après conformément à l'arrêté du 13 mai 2013 déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission ainsi qu'à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention et, concernant l'avis motivé de sincérité, à la norme internationale ISAE 3000⁽²⁾.

1. Attestation de présence des Informations RSE

Nature et étendue des travaux

Nous avons pris connaissance, sur la base d'entretiens avec les responsables des directions concernées, de l'exposé des orientations en matière de développement durable, en fonction des conséquences sociales et environnementales liées à l'activité de la société et de ses engagements sociétaux et, le cas échéant, des actions ou programmes qui en découlent.

Nous avons comparé les Informations RSE présentées dans le rapport de gestion avec la liste prévue par l'article R.225-105-1 du Code de commerce.

En cas d'absence de certaines informations consolidées, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions de l'article R.225-105 alinéa 3 du Code de commerce.

Nous avons vérifié que les Informations RSE couvraient le périmètre consolidé, à savoir la société ainsi que ses filiales au sens de l'article L.233-1 et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce avec les limites précisées dans la note méthodologique présentées au paragraphe 3.1 du document de référence incluant le rapport de gestion.

Conclusion

Sur la base de ces travaux et compte tenu des limites mentionnées ci-dessus, notamment pour l'ensemble des indicateurs environnementaux et pour la rémunération annuelle moyenne par statut, nous attestons de la présence dans le rapport de gestion des Informations RSE requises.

2. Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE

Nature et étendue des travaux

Nous avons mené quatre entretiens avec les personnes responsables de la préparation des Informations RSE auprès des directions en charge des processus de collecte des informations et, le cas échéant, responsables des procédures de contrôle interne et de gestion des risques, afin :

- d'apprécier le caractère approprié des Référentiels au regard de leur pertinence, leur exhaustivité, leur fiabilité, leur neutralité, leur caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- de vérifier la mise en place d'un processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle visant à l'exhaustivité et à la cohérence des Informations RSE et prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration des Informations RSE.

Nous avons déterminé la nature et l'étendue de nos tests et contrôles en fonction de la nature et de l'importance des Informations RSE au regard des caractéristiques de la société, des enjeux sociaux et environnementaux de ses activités, de ses orientations en matière de développement durable et des bonnes pratiques sectorielles.

Pour les informations RSE que nous avons considérées les plus importantes⁽³⁾ :

- au niveau de l'entité consolidante, nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer les informations qualitatives (organisation, politiques, actions), nous avons mis en œuvre des procédures analytiques sur les informations quantitatives et vérifié, sur la base de sondages, les calculs ainsi que la consolidation des données et nous avons vérifié leur cohérence et leur concordance avec les autres informations figurant dans le rapport de gestion ;
- au niveau d'un échantillon représentatif d'entités que nous avons sélectionnées⁽⁴⁾ en fonction de leur activité, de leur contribution aux indicateurs consolidés, de leur implantation et d'une analyse de risque, nous avons mené des entretiens pour vérifier la correcte application des procédures et pour identifier d'éventuelles omissions et mis en œuvre des tests de détail sur la base d'échantillonnages, consistant à vérifier les calculs effectués et à rapprocher les données des pièces justificatives. L'échantillon ainsi sélectionné représente entre 48% et 100% des effectifs considérés comme grandeur caractéristique du volet social et 100% des données environnementales considérées comme grandeurs caractéristiques⁽⁵⁾ du volet environnemental.

Pour les autres informations RSE consolidées, nous avons apprécié leur cohérence par rapport à notre connaissance de la société.

Enfin, nous avons apprécié la pertinence des explications relatives, le cas échéant, à l'absence totale ou partielle de certaines informations.

Nous estimons que les méthodes d'échantillonnage et tailles d'échantillons que nous avons retenues en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus. Du fait du recours à l'utilisation de techniques d'échantillonnages ainsi que des autres limites inhérentes au fonctionnement de tout système d'information et de contrôle interne, le risque de non-détection d'une anomalie significative dans les Informations RSE ne peut être totalement éliminé.

Conclusion

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément aux Référentiels.

Paris La Défense, le 27 juillet 2018

KPMG S.A.

Vincent de Becquevort
Associé

Anne Garans
Associée
Sustainability Services

- (1) Dont la portée est disponible sur le site www.cofrac.fr.
- (2) ISAE 3000 – Assurance engagements other than audits or reviews of historical financial information.
- (3) Indicateurs sociaux : Effectif total réparti par genre, âge et zone géographique ; Nombre d'embauches par type de contrat, Nombre de licenciements ; Rémunération annuelle moyenne par statut ; Nombre d'accidents avec arrêt de travail ; Nombre total d'heures de formation.
Indicateurs environnementaux : Consommation totale d'électricité ; Emissions de CO2 par personne et par an liées aux consommations d'énergie et aux déplacements professionnels ; Quantité de papier acheté.
Informations qualitatives : L'organisation du temps de travail ; Les conditions de santé et de sécurité au travail ; L'organisation de la société pour prendre en compte les questions environnementales, et le cas échéant, les démarches d'évaluation ou de certification en matière d'environnement ; La consommation d'énergie et les mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables ; Les postes significatifs d'émissions de gaz à effet de serre générés du fait de l'activité de la société, notamment l'usage des biens et services qu'elle produit ; Les mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs.
- (4) SII France, SII Pologne, SII Concatel Espagne.
- (5) Voir la liste des indicateurs environnementaux mentionnés en note (3) du présent rapport.

4



COMPTES ANNUELS AU 31 MARS 2018

- 4.1** Comptes annuels consolidés au 31 mars 2018
- 4.2** Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
- 4.3** Comptes annuels sociaux au 31 mars 2018
- 4.4** Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux
- 4.5** Information pro forma

4.1. Comptes annuels consolidés au 31 mars 2018

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

Actif (en milliers d'euros)	Note	31/03/2018	31/03/2017	31/03/2016
ACTIFS NON COURANTS				
Goodwill ^{(1) (2)}	a.5	43 523	44 428	19 527
Immobilisations incorporelles	a.4	5 998	6 717	6 840
Immobilisations corporelles	a.6	10 955	8 804	7 699
Autres actifs non courants		3 814	542	1 133
Actifs financiers non courants	a.7	4 754	3 512	2 808
Impôts différés actifs ⁽¹⁾	a.8	2 741	1 268	643
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		71 785	65 271	38 650
ACTIFS COURANTS				
Créances d'exploitation	a.9	195 176	178 758	142 059
Créances d'impôts		11 656	3 496	706
Autres actifs courants	a.10	6 558	7 427	5 710
Actifs financiers courants	a.7	61	1 007	126
Trésorerie et équivalents de trésorerie	a.11	71 295	60 770	46 820
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		284 746	251 458	195 421
Actifs détenus en vue de la vente				
TOTAL DE L'ACTIF		356 531	316 729	234 071
Passif (en milliers d'euros)	Note	31/03/2018	31/03/2017	31/03/2016
CAPITAUX PROPRES				
Capital émis	a.12	40 000	40 000	40 000
Réserves consolidées ⁽¹⁾		77 871	61 948	52 060
Titres en autocontrôle		- 1 909	- 1 930	- 2 378
Résultat de l'exercice		25 809	22 396	13 172
CAPITAUX PROPRES (part du groupe)		141 771	122 414	102 854
Participations ne donnant pas le contrôle		187	305	349
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		141 958	122 719	103 203
PASSIFS NON COURANTS				
Emprunts et dettes financières à long terme	a.13	28 520	27 021	15 653
Provisions à long terme	a.14	10 000	7 246	3 663
Autres passifs non courants			9	
Impôts différés passifs	a.8			
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS		38 520	34 276	19 316
PASSIFS COURANTS				
Dettes financières à court terme	a.13	35 461	26 605	19 126
Dettes d'exploitation	a.15	105 962	95 938	67 604
Provisions à court terme	a.14	36	36	43
Dettes d'impôts ⁽²⁾		3 445	2 763	1 843
Autres passifs courants	a.16	31 149	34 391	22 936
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		176 053	159 733	111 552
TOTAL DU PASSIF		356 531	316 729	234 071

(1) : retraité suite à une correction d'erreur qui a impacté les postes « Goodwill » et « Autres réserves » à l'ouverture de la période 2017/2018 (cf. note a.2.22 page 109).

(2) : modifié suite à l'affectation définitive du Goodwill de Feel Europe -cf. note a.2.23 page 109).

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)	Note	31/03/2018	31/03/2017	31/03/2016
CHIFFRE D'AFFAIRES		560 902	438 847	360 106
Achats consommés		- 106 648	-71 292	-53 591
Charges de personnel	a.17	- 355 609	-287 134	-244 609
Charges externes		- 42 747	-35 501	-28 654
Impôts et taxes		- 6 009	-4 161	-4 175
Dotations aux amortissements	a.18	- 6 286	-5 501	-4 924
Dotations aux provisions	a.19	- 4 532	-742	-716
Autres produits d'exploitation		368	397	491
Autres charges d'exploitation		- 547	-592	-580
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT		38 892	34 321	23 348
Autres charges opérationnelles non courantes	a.20	- 905	-865	-1 791
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		37 987	33 456	21 557
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	a.21	106	117	212
Coût de l'endettement financier brut	a.21	- 1 167	-337	-312
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET		- 1 061	-220	-100
Autres produits financiers	a.21	1 532	1 320	716
Autres charges financières	a.21	- 2 375	-1 819	-2 015
Charge d'impôt	a.22	- 10 259	-10 385	-7 024
RÉSULTAT NET AVANT RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ARRÊTÉES OU EN COURS DE CESSIION		25 824	22 352	13 134
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				
RÉSULTAT NET		25 824	22 352	13 134
Part du groupe		25 809	22 396	13 172
Participations ne donnant pas le contrôle		15	-44	-38
RÉSULTAT NET GROUPE PAR ACTION (en euros)	a.23	1,290	1,120	0,659
RÉSULTAT NET DILUÉ PAR ACTION (en euros)	a.23	1,346	1,172	0,699

AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	31/03/2018	31/03/2017	31/03/2016
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	25 824	22 352	13 134
Total des éléments du résultat global susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat ⁽¹⁾	301	306	-779
Total des éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat ⁽²⁾	-2	-3	66
RÉSULTAT GLOBAL	26 123	22 655	12 421
Part du groupe	26 108	22 699	12 459
Participations ne donnant pas le contrôle	15	-44	-38

(1) : Ecart de conversion

(2) : Ecart actuariel sur les indemnités de fin de carrière

TABLEAU CONSOLIDÉ DE FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	Note	31/03/2018	31/03/2017
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ		25 824	22 352
+ Dotations aux amortissements et provisions		14 418	7 796
- Reprises nettes aux amortissements et provisions		- 8 244	- 1 624
+/- Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés		887	419
- Plus-values de cession		- 56	- 62
+ Valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés		210	206
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT APRÈS COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPÔT		33 040	29 087
+ Coût de l'endettement financier net	a.21	1 061	220
+/- Charge d'impôt (y compris impôts différés)	a.22	10 259	10 385
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT AVANT COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPÔT (A)		44 360	39 692
- Impôts versés		- 10 891	- 7 160
+/- Variation du B.F.R. lié à l'activité		- 21 020	- 9 477
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ (D)		12 449	23 055
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		- 7 975	- 5 905
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		56	62
- Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers		- 3 070	- 2 269
+ Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers		2 934	918
+/- Incidence des variations de périmètre			- 17 853
- Décaissements des prêts et avances consentis		- 390	- 307
+ Encaissements des prêts et avances consentis		263	289
+/- Autres flux liés aux opérations d'investissement			
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (E)		- 8 182	- 25 065
+/- Rachats et ventes d'actions propres			2 004
- Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice :			
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		- 2 984	- 1 714
- Dividendes versés aux minoritaires			
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts		11 091	22 490
- Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)		- 14 317	- 7 201
- Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	a.21	- 1 061	- 220
+/- Autres flux liés aux opérations de financement			
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (F)		- 7 271	15 359
+/- Incidence des variations des cours des devises (G)		- 21	- 15
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE H = (D + E + F + G)		- 3 025	13 334
TRÉSORERIE D'OUVERTURE (I)		57 423	44 089
TRÉSORERIE DE CLÔTURE (J)		54 398	57 423
Equivalents de trésorerie	a.11	27 171	19 132
Trésorerie	a.11	44 125	41 638
Concours bancaires	a.13	- 4 070	- 3 347
Dettes liées au factor	a.13	- 12 828	
TRÉSORERIE DE CLÔTURE (J)		54 398	57 423

ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Capital	Titres autodétenus	Réserves consolidées	Résultat consolidé	Total part groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Au 31/03/2015	40 000	- 2 679	45 288	11 265	93 874	342	94 216
Résultat net de la période				13 172	13 172	- 38	13 134
Autres éléments du résultat global			- 713		- 713		- 713
Résultat global			- 713	13 172	12 459	- 38	12 421
Affectation du résultat			11 265	- 11 265			
Paielements fondés sur des actions			135		135		135
Opérations sur titres autodétenus		301	- 42		259		259
Dividendes			- 1 504		- 1 504		- 1 504
Variation de périmètre			11		11	46	57
Puts sur participations ne donnant pas le contrôle			- 2 372		- 2 372		- 2 372
Autres mouvements			- 8		- 8	- 1	- 9
Au 31/03/2016	40 000	- 2 378	52 060	13 172	102 854	349	103 203
Résultat net de la période				22 396	22 396	- 44	22 352
Autres éléments du résultat global			303		303		303
Résultat global			303	22 396	22 699	- 44	22 655
Affectation du résultat			13 172	- 13 172			
Paielements fondés sur des actions			419		419		419
Opérations sur titres autodétenus		448	1 165		1 613		1 613
Dividendes			- 1 714		- 1 714		- 1 714
Variation de périmètre							
Puts sur participations ne donnant pas le contrôle			- 3 992		- 3 992		- 3 992
Autres mouvements			535		535		535
Au 31/03/2017 ⁽²⁾	40 000	- 1 930	61 948	22 396	122 414	305	122 719
Résultat net de la période				25 809	25 809	15	25 824
Autres éléments du résultat global			299		299		299
Résultat global			299	25 809	26 108	15	26 123
Affectation du résultat			22 396	- 22 396			
Paielements fondés sur des actions			887		887		887
Opérations sur titres autodétenus		21	- 12		9		9
Dividendes			- 2 984		- 2 984		- 2 984
Variation de périmètre ⁽¹⁾			121		121	- 133	- 12
Puts sur participations ne donnant pas le contrôle			- 4 784		- 4 784		- 4 784
Autres mouvements ⁽²⁾							
Au 31/03/2018	40 000	- 1 909	77 871	25 809	141 771	187	141 958

(1) : La variation de périmètre est liée à l'acquisition d'actions de SII Belgium conformément aux engagements de rachat d'actions pris lors de la signature du contrat initial.

(2) : retraité (cf. note a.2.22 page 109)

a. Annexe aux comptes consolidés au 31 mars 2018

a.1. Référentiel comptable

a.1.1. Référentiel IFRS applicable au 31 mars 2018

La société SII SA dont le siège social est situé au 87 Quai Panhard & Levassor – 75013 PARIS est cotée sur Euronext, compartiment B, sous le code ISIN FR0000074122.

L'activité de la société porte sur les marchés du conseil en technologies et du conseil et services tels que définis par le Syntec Numérique dans des secteurs variés tels que l'aéronautique, la défense, les télécoms, la banque, l'assurance, l'énergie, la distribution, la santé, l'automobile, les transports et les services.

Les états financiers consolidés annuels au 31 mars 2018 reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales (ci-après « le groupe SII »).

Les comptes consolidés au 31 mars 2018 présentés dans ce document ont été arrêtés par le directoire en sa séance du 04 juin 2018 pour être soumis à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires du 20 septembre 2018.

Les états financiers consolidés annuels du groupe SII au 31 mars 2018 sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) adopté par l'IASB (International Accounting Standards Board) en vigueur à cette date tel qu'approuvé par l'Union Européenne.

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes consolidés au 31 mars 2018 sont identiques à ceux retenus pour l'exercice clos au 31 mars 2017.

Les autres normes, interprétations et amendements obligatoires à compter du 1^{er} avril 2017 ont été appliqués par le groupe SII et n'ont pas d'incidence significative sur les comptes au 31 mars 2018. Ils concernent :

- Amendement IAS 7 – Initiative concernant les informations à fournir ;
- Amendement IAS 12 – Comptabilisation d'actifs d'impôt différés au titre des pertes latentes ;

- Améliorations annuelles IFRS 2014-2016 (amendement IFRS 12).

Le groupe SII n'a pas appliqué par anticipation les normes, interprétations ou amendements évoqués ci-dessous dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} avril 2017. Il s'agit des normes suivantes :

- Amendement IFRS 2 – Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions ;
- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires issus des contrats clients » ;
- IFRS 16 « Contrats de location » ;
- IFRS 9 « Instruments financiers » ;
- Amendement à IFRS 9 « Instruments financiers » ;
- Améliorations annuelles IFRS 2015-2017 ;
- Amendements à IAS 19 « Avantages du personnel » ;
- IFRIC 22 « Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée » ;
- IFRIC 23 « Incertitudes relatives aux traitements fiscaux ».

L'effet d'application de ces textes est en cours d'analyse par le groupe SII.

L'établissement des états financiers consolidés préparés conformément aux normes internationales « IFRS » implique que le groupe SII doit procéder à un certain nombre d'estimations et retenir certaines hypothèses susceptibles d'affecter le montant des actifs, des passifs, les notes sur les actifs et passifs potentiels à la date d'arrêté, ainsi que les produits et charges de la période. Des changements de faits et circonstances peuvent conduire le groupe SII à d'éventuels changements d'estimations ultérieurs.

Le groupe SII a procédé à l'analyse de l'impact de l'application de la norme IFRS 15 « Produits des contrats avec les clients » qui est applicable sur les exercices ouverts au 1^{er} janvier 2018. L'application de cette norme n'aura pas d'impact sur la présentation des Etats Financiers que le groupe produira.

Le groupe SII poursuit également la récolte des informations et le traitement de la norme IFRS 16 « Contrats de location » qui aura un impact sur les comptes

a.2. Méthodes comptables significatives

a.2.1. Présentation des états financiers

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros.

Conformément aux prescriptions IFRS, les états financiers consolidés du groupe sont préparés sur la base du coût à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur : instruments financiers

dérivés, instruments financiers détenus à des fins de transaction, instruments financiers classés comme disponibles à la vente.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle d'exploitation normal du groupe, et ceux ayant une maturité de moins de douze mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie et

les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes. Toutes les autres dettes sont non courantes.

Les actifs non courants et les groupes d'actifs non courants destinés à être cédés sont évalués au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés

a.2.2. Principes de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la société consolidante ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère, à la date de l'arrêté des comptes.

Une filiale est une entité contrôlée par le groupe. Le groupe contrôle une filiale lorsqu'il est exposé ou qu'il a un droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci.

Le contrôle est généralement présumé exister si le groupe SII détient plus de la moitié des droits de vote de l'entreprise contrôlée. Les états financiers des filiales significatives sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date de transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

Toutes les transactions et soldes intra-groupe sont éliminés

a.2.3. Information sectorielle

En application de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », le groupe est tenu de communiquer une information financière sectorielle basée sur les données internes de gestion utilisées par la direction ; ceci afin d'évaluer la performance de chaque secteur opérationnel et de leur allouer des ressources.

L'information transmise en interne au président du directoire est présentée sous un seul secteur d'activité.

Les systèmes internes d'organisation et la structure de gestion du groupe sont établis selon une répartition par zone géographique suivante : France et Hors France

a.2.4. Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les états des filiales étrangères hors de la zone euro dont la monnaie de fonctionnement ne diffère pas de la monnaie locale, sont convertis selon la méthode du cours de clôture pour les postes bilantiels, sauf pour les capitaux propres, et le cours moyen mensuel de la période pour les postes de produits et de charges qui représente le cours de change en vigueur à la date des transactions en l'absence de fluctuations significatives.

Les écarts de conversion résultant de la variation entre les taux de clôture de l'exercice précédent et ceux de l'exercice en cours sur les éléments de bilan, ainsi que ceux provenant de la différence entre les taux de change moyens mensuels sur les éléments de résultat, sont portés dans le poste « Ecart de conversion » inclus dans les capitaux propres consolidés.

a.2.5. Immobilisations incorporelles

En conformité avec la norme IAS 38, les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût d'acquisition dès lors que les avantages économiques futurs attribuables iront au groupe et que ce coût a pu être évalué de façon fiable. Après leur comptabilisation initiale, leur coût d'acquisition est diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilité est définie, sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité. Elles font l'objet d'un test de dépréciation en cas d'indice de perte de valeur.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité de l'actif, soit :

Catégorie	Amortissements	
	Mode	Durée
Recherche et développement	Linéaire	5 ans
Logiciels	Linéaire	1 à 5 ans

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties. Elles font l'objet d'un test de dépréciation sur une base annuelle ou à chaque fois qu'il y a une indication de perte de valeur qui consiste à comparer leur valeur d'utilité et leur valeur comptable. Toute perte de valeur est comptabilisée au compte de résultat.

Goodwill

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises », à la date d'acquisition, le goodwill correspond à la somme de la contrepartie transférée et des participations ne donnant pas le contrôle minorée du montant net

comptabilisé (généralement à la juste valeur) au titre des actifs identifiables acquis et passifs repris.

Les goodwill sont affectés aux unités génératrices de trésorerie (UGT) ou aux groupes d'UGT définis par le groupe SII susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprise. Une UGT est le plus petit groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs. Le niveau d'UGT retenu pour tester les goodwill repose sur la segmentation géographique définie par pays.

Le goodwill résultant des acquisitions est évalué à son coût, diminué du cumul des pertes de valeur.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « Dépréciation des actifs non financiers », les goodwill comptabilisés ne sont pas amortis mais font l'objet de test de perte de valeur au moins une fois par an ou plus fréquemment en cas d'indice de perte de valeur afin d'estimer la valeur recouvrable de l'UGT (valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité qui correspond à la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie estimés attendus de l'utilisation de l'unité génératrice). Les estimations sont réalisées sur la base d'une projection sur 5 ans.

Une perte de valeur est comptabilisée pour une UGT si sa valeur recouvrable est inférieure à sa valeur comptable. Cette perte de valeur est affectée en premier lieu au goodwill de l'UGT puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'UGT au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'UGT. Une perte de valeur comptabilisée au titre d'un goodwill ne peut pas être reprise.

En cas de cession d'une entreprise, le goodwill attribué à la filiale est inclus dans la détermination du résultat de cession.

a.2.6. Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont présentées au bilan en prenant le coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité de l'actif, soit :

Catégorie	Amortissements	
	Mode	Durée
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Installations & agencements	Linéaire	10 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	10 ans

Contrats de location

Les immobilisations faisant l'objet d'un contrat de crédit-bail ou de location-financement qui, en substance, transfèrent tous les risques et avantages liés à la propriété de l'actif au locataire, sont comptabilisées en immobilisations corporelles. Il s'agit principalement de matériel informatique et de matériel de transport. En application de la norme IAS 17, ces immobilisations sont comptabilisées à l'actif à la date de signature du contrat pour un montant égal à leur juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Elles sont amorties en fonction de la durée d'utilité estimée déterminée selon les mêmes critères que ceux utilisés pour les immobilisations dont le groupe est propriétaire ou bien, en fonction de la durée du contrat si celle-ci est plus courte. La dette correspondante, nette des intérêts financiers est inscrite au passif.

a.2.7. Actifs financiers non courants

Conformément aux normes IAS 32 et IAS 39, les actifs financiers sont évalués en fonction de la catégorie à laquelle ils appartiennent. Lors de la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont évalués à leur juste valeur majorée des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition. Les actifs financiers évalués au coût amorti sont dépréciés si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.

Certaines créances pour lesquelles l'effet de l'actualisation est significatif sont comptabilisées à la valeur des flux de trésorerie actualisés au taux de marché.

Le groupe utilise des instruments financiers pour gérer et réduire son exposition aux risques de variation de taux d'intérêt ou de taux de change. Les dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date de mise en place et sont ensuite réévalués. La méthode de reconnaissance des profits et pertes de juste valeur dépend de la désignation du dérivé en tant qu'instrument de couverture et le cas échéant de la nature de l'élément couvert.

a.2.8. Actifs courants

Les créances d'exploitation ont été évaluées à leur juste valeur, puis à leur coût amorti.

Les créances douteuses donnent lieu à enregistrement de dépréciations des comptes clients, déterminées client par client voire créance par créance, par référence à l'antériorité et au risque estimé de non recouvrement des créances.

Ces dépréciations sont constituées dès lors qu'il existe un indicateur de l'incapacité du groupe à recouvrer l'intégralité des créances telle qu'une contestation voire une défaillance ou un défaut de paiement à l'échéance.

a.2.9. Autres actifs courants

Les autres actifs courants sont évalués à leur juste valeur sous déduction des dépréciations tenant compte des possibilités effectives de recouvrement. Ils ne font pas l'objet d'une actualisation car ils ne présentent pas d'antériorité supérieure à un an.

a.2.10. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les disponibilités et les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en un montant déterminable de liquidité, dont la valeur n'est pas sujette à des variations significatives.

La valorisation des placements à court terme est effectuée à la valeur de marché à chaque clôture. La valorisation est effectuée à la juste valeur par le compte de résultat.

a.2.11. Affacturage

Il existe un contrat d'affacturage dans deux de nos filiales dont les caractéristiques sont les suivantes :

- cession au factor de créances clients qui en assure le recouvrement. Le client paie le factor qui rétrocède les sommes perçues à nos filiales ;
- le non recouvrement de créances pour l'une reste à la charge de nos filiales ;
- nos filiales reçoivent des avances de trésorerie sur le montant des créances cédées ;
- un dépôt de garantie est exigé par le factor.

Conformément à IAS 39, l'analyse réalisée conduit à ne pas décomptabiliser les montants reçus du factor : les créances transférées continuent à être comptabilisées dans leur intégralité et la contrepartie reçue est comptabilisée au passif.

a.2.12. Capitaux propres

Titres en autocontrôle

En application de la norme IAS 32, tous les titres d'autocontrôle détenus par le groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat de l'exercice.

Paiements fondés sur des actions

L'IFRS 2 prévoit l'évaluation et la comptabilisation en charge des avantages liés aux plans d'options d'achat d'actions et aux plans d'attribution d'actions gratuites. S'agissant de plans qui se dénouent en instruments de capitaux propres, la juste valeur unitaire des options et actions est déterminée en

date d'attribution. Cette valeur est comptabilisée sur la période d'acquisition des droits au compte de résultat dans le poste « Charges de personnel » (la contrepartie étant comptabilisée dans les capitaux propres).

La détermination de la juste valeur de ces options et actions à la date d'attribution a été effectuée sur la base du cours de l'action diminuée de la perte de chance de dividendes. Cette valeur est intangible pour la durée du plan.

a.2.13. Emprunts et dettes financières

Les emprunts correspondent en partie aux dettes issues des contrats de location financement.

Ils font l'objet d'une répartition entre courant et non courant en fonction de leur échéance

a.2.14. Provisions

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant ne peut être fixé de manière précise. Elles sont évaluées sur la base de leur montant actualisé correspondant à la meilleure estimation de la consommation de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation.

Les provisions sont comptabilisées lorsque le groupe a une obligation présente, résultant d'un fait générateur passé, qui entraînera probablement une sortie de ressources pouvant être raisonnablement estimée. Le montant comptabilisé en provision doit être la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation présente à la date de clôture. Elle est actualisée lorsque l'effet est significatif et que l'échéance est supérieure à un an.

Les provisions courantes correspondent aux provisions dont l'échéance est inférieure ou égale à un an. Les provisions non courantes correspondent aux provisions dont l'échéance est supérieure à un an.

Provisions pour indemnité de fin de carrière

Conformément à la norme IAS 19 « Avantages au personnel » le groupe comptabilise ses obligations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies dont il supporte le risque actuariel et le risque de placement. La différence entre le montant du passif social concernant les indemnités de fin de carrière et les actifs de régime pour couvrir ce passif fait l'objet d'une provision.

L'évaluation de l'engagement au titre des indemnités de fin de carrière a été réalisée à partir de la méthode par répartition des coûts au prorata de l'ancienneté. Elle tient compte des paramètres suivants :

- le montant des indemnités de fin de carrière futures estimées au départ en fin de carrière,
- la probabilité d'avoir à verser ces indemnités de fin de carrière,
- le coefficient d'actualisation financière.

a.2.15. Dettes d'exploitation

Les dettes d'exploitation sont valorisées à leur juste valeur, puis à leur coût amorti. Aucune actualisation n'a été pratiquée dans la mesure où elles ne présentent pas d'antériorité supérieure à un an.

a.2.16. Autres passifs courants

Les autres passifs sont composés des autres dettes et des produits constatés d'avance. Ces derniers correspondent essentiellement aux prestations facturées non encore exécutées, selon leur avancement.

La ventilation entre autres passifs courants et non courants s'effectue en fonction de l'échéance à court ou long terme des éléments qui composent ces rubriques.

Puts sur participations ne donnant pas le contrôle

Le groupe peut consentir aux participations ne donnant pas le contrôle de certaines de ses filiales des engagements de rachat de leurs participations. Le prix d'exercice de ces opérations peut être fixe ou établi selon une formule de calcul prédéfinie.

Le groupe enregistre un passif financier au titre des options de vente accordées aux participations ne donnant pas le contrôle des entités concernées. En application de la méthode dite de « l'acquisition anticipée », le groupe ne reconnaît pas d'intérêts non contrôlés vis-à-vis des participations ne donnant pas le contrôle bénéficiant de l'engagement de rachat : aucune quote-part de résultat ne leur est donc attribuée dans les comptes consolidés.

Le passif est initialement comptabilisé pour la valeur actuelle du prix d'exercice. Lors des arrêts ultérieurs, sa valorisation est ajustée en fonction de la dernière actualisation disponible des paramètres de calcul contractuels.

Les variations de juste valeur des engagements de rachat, après leur comptabilisation initiale, sont enregistrées en contrepartie des capitaux propres part du groupe.

Le passif financier est présenté au sein des « Autres passifs courants » en fonction de la date d'exigibilité de l'engagement de rachat.

Des puts sur participations ne donnant pas le contrôle ont été constatés sur les filiales SII Sp. Zoo (Pologne), SII Deutschland (Allemagne), SII Concatel (Espagne), SII IT&C Services SRL (Roumanie), SII s.r.o. (République Tchèque) et SII Colombia (Colombie).

a.2.17. Reconnaissance du chiffre d'affaires

Prestations d'assistance technique, de conseil et de réalisation facturées au temps passé

La production fait l'objet d'un examen à chaque arrêté de comptes :

- Les services rendus non encore ou partiellement facturés sont évalués en fonction du prix de vente contractuel et des temps passés facturables. Ils sont enregistrés en chiffre d'affaires et figurent au bilan à la rubrique créances d'exploitation,
- Les services facturés mais non encore totalement exécutés sont déduits du chiffre d'affaires facturé et sont portés au passif du bilan à la rubrique « Autres passifs courants ».

Prestations faisant l'objet d'un contrat au forfait

Ces contrats sont caractérisés par un engagement en termes de prix, de conformité et de délai. Les prestations correspondant à ce type de contrat sont enregistrées selon la méthode à l'avancement, suivant les modalités suivantes :

- Le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de l'avancement des travaux conformément à IAS 11 et IAS 18.

L'avancement est calculé sur la base des coûts restant à engager pour la réalisation complète, en tenant compte de la garantie le cas échéant.

Des factures à établir ou des produits constatés d'avance sont enregistrés lorsque la facturation n'est pas en phase avec l'avancement des travaux.

- Les pourcentages d'avancement des projets sont déterminés selon les procédures qualité en vigueur dans le groupe. L'avancement d'un projet est calculé en fonction du nombre de jours restant à produire par rapport au nombre de jours initialement prévu, permettant ainsi la prise en compte intégrale en temps réel d'une éventuelle perte sur le projet.

a.2.18. Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres. Dans ce dernier cas, il est directement comptabilisé en capitaux propres.

- L'impôt exigible correspond au montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.
- Les impôts différés sont calculés et pris en compte pour chaque entité fiscale, pour les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs comptabilisés et leur base fiscale correspondante. La base fiscale dépend des règles fiscales en vigueur dans chacun des pays concernés.

Toutefois, les impôts différés ne sont pas reconnus dans les cas suivants :

- Des différences temporaires sur la comptabilisation initiale des actifs ou passifs dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affectera en aucun cas le résultat fiscal ;
- Les différences temporaires liées à des participations dans des filiales dans la mesure où le groupe est capable de déterminer le délai de la différence temporaire et qu'il soit probable qu'ils ne soient pas reversés dans un avenir prévisible ;
- Les différences temporaires taxables liées à la comptabilisation initiale du goodwill.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôts dont l'application est attendue pour l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les actifs et passifs sont compensés par entité fiscale, sous la tutelle d'une seule et unique autorité fiscale.

Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que lorsqu'il apparaît probable que le groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels les pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. Les actifs d'impôts ne sont généralement pas comptabilisés sur des sociétés ayant réalisé des pertes fiscales sur les derniers exercices. Ils peuvent toutefois l'être en cas de probabilité de recouvrement estimée suffisante.

a.2.19. Résultat par action

Le résultat net par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat net dilué par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant l'exercice augmenté du nombre d'actions qui résulterait de la levée des options de souscriptions d'actions et des actions gratuites attribuées, et diminué du nombre d'actions autodétenues.

a.2.20. Résultat opérationnel courant / résultat opérationnel

Le groupe SII a opté pour la présentation séparée de certains éléments de produits et de charges significatifs à l'intérieur du résultat opérationnel. Le résultat opérationnel courant correspond donc au résultat opérationnel avant prise en compte de ces éléments constitués des dépréciations de goodwill et des frais d'acquisitions de filiales.

a.2.21. Subventions

Les subventions publiques sont comptabilisées en revenus systématiquement sur les périodes nécessaires pour les rattacher aux coûts liés qu'elles compensent. Les subventions liées au résultat sont comptabilisées en déduction de la charge correspondante si elles ont pour objet de couvrir une dépense identifiée.

La 3^{ème} loi de finance rectificative pour 2012 a mis en place le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) à compter du 1^{er} janvier 2013. Conformément à l'IAS 20 « Comptabilisation des subventions publiques », le groupe SII a opté pour la comptabilisation de ce crédit d'impôt en diminution des charges de personnel.

a.2.22. Correction d'erreur

Suite à une erreur matérielle intervenue principalement au niveau du processus de consolidation, une correction d'erreur a été comptabilisée. Il en résulte que les réserves consolidées avaient été minorées d'un montant de 14,1 M€ en contrepartie d'une minoration du Goodwill d'un montant de 13,8 M€ et des impôts différés actifs de 0,3 M€.

Ces trois postes ont été corrigés rétrospectivement conduisant à un montant du goodwill de FEEL EUROPE de 29,8 M€.

a.2.23. Réallocation de goodwill dans le délai d'affectation

Une réallocation du goodwill, comptabilisé dans le cadre de l'acquisition du groupe FEEL EUROPE, a été réalisée minorant le goodwill et une dette fiscale de 3,97 M€, comptabilisée en « Autres passifs courants ». De plus, un actif compensatoire a été comptabilisé en « Autres actifs non courants » pour un montant de 0,39 M€ correspondant à une garantie de passif spécifique.

a.3. Périmètre de consolidation

a.3.1. Liste des entreprises consolidées

Le périmètre de consolidation du groupe SII comprend 28 sociétés consolidées (intégrées globalement). La liste complète et les pourcentages de contrôle y afférent, sont donnés ci-après :

Société	Siège social N° Siret	Pourcentage d'intérêts	Pourcentage de droit de vote
SII	Immeuble « Sequana II » 87, quai Panhard & Levassor 75013 Paris (France) – Siren : 315 000 943		Société consolidante
SII Sp. Zoo	Al. Niepodlegosci 69 - 02-626 Varsovie (Pologne)	70%	70%
SII Holding GmbH (sous palier)	Karl-Kurz Straße 36 - D-74523 Schwabisch Hall (Allemagne)	100%	100%
SII Deutschland	Karl-Kurz Straße 36 - D-74523 Schwabisch Hall (Allemagne)	79%	79%
SII Technologies GmbH	Am Mittleren Moos 53 – D-86167 Augsburg (Allemagne)	90%	90%
SII Industrial Engineering Service	24A Times Square – Huachi Road – 215028 Suzhou (Chine)	90%	90%
SII Ukraine	Velyka Arnauts'ka St, 72/74 – 65045 Odesa (Ukraine)	90%	90%
SII CONCATTEL (sous palier)	Ciutat de la Justicia de Barcelona - Av. Carrilet, 3 - Edificio D, Pl. 10 08902 Hospitalet de Llobregat - Barcelone (Espagne)	80%	80%
Vanture	Ciutat de la Justicia de Barcelona – Av. Carrilet, 3 – Edificio D, Pl. 10 – 08902 Hospitalet de Llobregat – Barcelone (Espagne)	80%	80%
CVT Argentine	Av. Colon 531 – 5500 Mendoza (Argentine)	78%	78%
SII Belgium	Lenneke Marelaan, 12/1 - 1932 Sint-Stevens-Woluwe (Belgique)	90,21%	90,21%
SII IT&C Services	4A Timisoara Blvd., AFI Park 4, 10th floor, District 6 061328 Bucarest (Roumanie)	80%	80%
SII s.r.o.	Michelska 1552/58 - 141 00 Prague 4 (République Tchèque)	90%	90%
SII Netherlands B.V.	Amsterdamsevaart 268 - 2032 EK Haarlem (Pays-Bas)	100%	100%
SII Services Maroc	Boulevard Sidi Mohammed Ben Abdellah – Immeuble Crystal 3 20200 Casablanca (Maroc)	100%	100%
SII SA (sous palier)	38 bis avenue Eugène Lance - 1212 Grand Lancy - Genève (Suisse)	100%	100%
SII Services SA	38 bis avenue Eugène Lance – 1212 Grand Lancy – Genève (Suisse)	100%	100%
SII Group Chile	Av. Andres Bello 2777, Of. 701 7550000 Las Condes, Santiago (Chili)	100%	100%
SII India	Leela Landmark – 1st Floor – 07, 1st Cross, 3rd Main, Ashwini Layout – Ejipura – 560047 Bangalore (Inde)	100%	100%
SII Inc Canada	2060 rue de la Montagne, unit 30, Montréal, QC, H3G 1Z7 (Canada)	100%	100%
SII Colombia	Av. Calle 40A N°13, 09 Oficina - 2102 Bogota (Colombie)	79%	79%
SII Services Limited	BTC – Bessemer Drive – Stevenage SG1 2DX (Royaume-Uni)	100%	100%
SII Luxembourg	6 rue des Champs - 8362 Grass (Luxembourg)	100%	100%
FEEL EUROPE GROUPE (sous palier)	Cap de Seine – 45/47, Boulevard Paul Vaillant Couturier 94200 Ivry Sur Seine (France) – Siren : 429 619 489	100%	100%
FEEL EUROPE IDF	Cap de Seine – 45/47, Boulevard Paul Vaillant Couturier 94200 Ivry Sur Seine (France) – Siren : 429 619 489	100%	100%
FEEL EUROPE REGION	Cap de Seine – 45/47, Boulevard Paul Vaillant Couturier 94200 Ivry Sur Seine (France)	100%	100%
FEEL EUROPE FORMATION	Cap de Seine – 45/47, Boulevard Paul Vaillant Couturier 94200 Ivry Sur Seine (France)	100%	100%
GIE DE FACTURATION FEEL EUROPE	Cap de Seine – 45/47, Boulevard Paul Vaillant Couturier 94200 Ivry Sur Seine (France)	100%	100%

a.3.2. Variations de périmètre

Conformément au contrat, SII France a exercé son droit d'acquisition sur des titres SII Belgium portant ainsi son pourcentage de contrôle à 90,21%.

a.4. Immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	01/04/2016	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Variations taux de change	31/03/2017 ⁽²⁾
Goodwill	24 689			25 404	- 108	68	50 053
Frais de développement ⁽¹⁾	9 095	672					9 767
Concessions, brevets et droits similaires	5 923	1 013	95	443	- 34	10	7 260
Autres immobilisations incorporelles	6 081	334			34	19	6 468
TOTAL BRUT	45 788	2 019	95	25 847	- 108	97	73 548
Dépréciations	- 5 162	- 464					- 5 626
Amortissements	- 14 259	- 2 284	- 88	- 305		- 19	- 16 778
TOTAL NET	26 367	- 729	7	25 542	- 108	78	51 144

(en milliers d'euros)	01/04/2017	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Variations taux de change	31/03/2018
Goodwill	50 053					- 291	49 762
Frais de développement ⁽¹⁾	9 767	958					10 725
Concessions, brevets et droits similaires	7 260	506	250			- 14	7 502
Autres immobilisations incorporelles	6 468	557				7	7 032
TOTAL BRUT	73 548	2 021	250			- 297	75 021
Dépréciations	- 5 626	- 905			292		- 6 239
Amortissements	- 16 778	- 2 581	- 101			- 3	- 19 261
TOTAL NET	51 144	- 1 465	149		292	- 301	49 521

(1) Considérant l'intérêt futur pour son activité, le sous-groupe SII ConcateL active les frais de développement liés à ses solutions logicielles développées en interne ; dès lors que ces dernières sont individualisables, séparables, génératrices d'avantages économiques futurs largement indépendants de l'activité de prestations de services de la société et que les coûts engagés peuvent être affectés de façon fiable à une phase de développement du projet. Ces développements concernent très majoritairement le logiciel de gestion Service One.

Hormis les goodwill dont le détail figure dans la note ci-dessous, SII ne dispose pas d'immobilisations incorporelles dont le montant unitaire serait significatif au regard de la position AMF du 9 janvier 2008 relative aux VaMPs.

(2) : Retraité (Cf. note a.2.22 et a.2.23 page 109).

a.5. Goodwill

(en milliers d'euros)	Valeur brute au 01/04/2017	Acquisitions	Cessions	Dépréciations	Variations taux de change	Variations de périmètre	Autres mouvements	Valeur nette au 31/03/2018
SII Services Suisse	3 171			- 2 880	- 291			0
SII CONCATTEL	5 223			- 2 455				2 768
SII Holding GmbH	10 157							10 157
SII BELGIUM	1 833							1 833
SII France	2 616							2 616
SII NETHERLANDS	1 469			- 905				564
SII COLOMBIA	180							180
Feel Europe Groupe ⁽¹⁾	25 404							25 404
TOTAL	50 053			- 6 240	- 291			43 522

(1) : Retraité (Cf. note a.2.22 et a.2.23 page 109).

Les tests de dépréciation ont été réalisés sur la base du modèle de flux de trésorerie actualisés.

Les tests de dépréciation sont réalisés une fois par an au moment de la clôture au 31 mars.

Une dépréciation du goodwill pour 905 k€ a été enregistrée sur notre filiale SII Netherlands au 31 mars 2018.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

Hypothèses	Espagne	Allemagne	Suisse
Taux d'actualisation	10,00%	8,00%	9,00%
Taux de croissance du chiffre d'affaires	croissant variant entre 2,3% et 7,5%	croissant variant entre 3,5% et 6,4%	décroissant -2,6% à -12,3%
Taux de marge brute	croissant variant entre 16% et 22%	croissant variant entre 11% et 20%	décroissant de 22% à 18%
Augmentation du besoin en fonds de roulement	240 jours de chiffre d'affaires	entre 87 et 117 jours de chiffre d'affaires	45 jours de chiffre d'affaires
Investissement	augmentation de 20K€ par exercice	augmentation de 10 K€ par exercice	constant de 10 k€ par exercice
Valeur comptable UGT (k€)	32 040	25 638	3 110
Valeur recouvrable UGT (k€)	30 994	33 042	619
Dépréciation sur l'exercice	0	0	0
Dépréciation cumulée (k€)	2 455	0	3 171
Sensibilité	Espagne	Allemagne	Suisse
Taux d'actualisation déclencheur	10,00%	9,50%	3,40%
Variation taux d'actualisation +1% (k€)	4 635	néant	2 562
Taux de croissance à l'infini à 0% (k€)	5 408	226	2 580
Variation taux de marge -1% (k€)	2 900	1 214	2 682
Cumul des trois facteurs (k€)	9 432	7 208	2 774

Hypothèses	Belgique	Pays-Bas	Colombie	Feel Europe
Taux d'actualisation	9,50%	9,00%	15,00%	8,00%
Taux de croissance du chiffre d'affaires	croissant variant entre 5,9% et 15,9%	croissant variant entre 7,1% et 32,6%	croissant variant entre 10,2% et 43,5%	Croissant de 4,2% à 8,5%
Taux de marge brute	croissant variant entre 15% et 22%	croissant variant entre 12% et 18%	décroissant variant entre 24% et 16%	Croissant de 10% à 15%
Augmentation du besoin en fonds de roulement	102 jours de chiffre d'affaires	116 jours de chiffre d'affaires	88 jours de chiffre d'affaires	51 jours de chiffre d'affaires
Investissement	augmentation de 10 K€ par exercice	constant de 5 k€ par exercice	augmentation variant de 2 à 5 k€ par exercice	constant de 200 k€ par exercice
Valeur comptable UGT (k€)	2 599	1 764	273	28 310
Valeur recouvrable UGT (k€)	2 805	860	805	35 142
Dépréciation sur l'exercice	0	905	0	0
Dépréciation cumulée (k€)	0	905	0	0
Sensibilité	Belgique	Pays-Bas	Colombie	Feel Europe
Taux d'actualisation déclencheur	10,00%	5,90%	35,30%	9,30%
Variation taux d'actualisation +1% (k€)	186	1 042	néant	néant
Taux de croissance à l'infini à 0% (k€)	286	1 081	néant	354
Variation taux de marge -1% (k€)	239	1 260	néant	néant
Cumul des trois facteurs (k€)	898	1 444	néant	7 781

La valeur recouvrable est déterminée d'après la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie. Les flux futurs de trésorerie sont projetés sur 5 ans sur la base des budgets/prévisions financiers approuvés par la direction. Le taux de croissance utilisé pour extrapoler les flux de trésorerie au-delà s'élève à 2 %.

a.6. Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	01/04/2016	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Variations taux de change	31/03/2017
Constructions	34						34
Installations techniques, matériel et outillage	738	728	6				1 460
Installations générales, agencements	11 528	1 449	1 783	1 300	246	172	12 912
Matériel informatique	7 779	1 290	350	278	102	36	9 135
Autres immobilisations corporelles	336	14				3	352
Autres immobilisations corporelles en location-financement	2 115	399	75		- 348	10	2 101
Immobilisation corporelles en cours	63	1				- 63	1
Avances et acomptes	1	7					8
TOTAL BRUT	22 593	3 888	2 214	1 578		158	26 003
Amortissements	- 14 895	- 3 200	- 2 004	- 1 103		- 5	- 17 199
TOTAL NET	7 698	688	210	475		153	8 804

(en milliers d'euros)	01/04/2017	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Variations taux de change	31/03/2018
Constructions	34					- 11	23
Installations techniques, matériel et outillage	1 460	213			30		1 703
Installations générales, agencements	12 912	2 048	1 844		740	- 44	13 812
Matériel informatique	9 135	2 842	578		- 176	- 11	11 212
Autres immobilisations corporelles	352	9				- 3	358
Autres immobilisations corporelles en location-financement	2 101	829	195		- 594	5	2 146
Immobilisation corporelles en cours	1						1
Avances et acomptes	8	13					21
TOTAL BRUT	26 003	5 954	2 617			- 64	29 276
Amortissements	- 17 199	- 3 705	- 2 556			26	- 18 321
TOTAL NET	8 804	2 249	61			- 38	10 955

La valeur brute des contrats de location-financement activés est de 2 146 K€. La valeur nette est de 1 119 K€.

a.7. Autres actifs financiers

(en milliers d'euros)	01/04/2017	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Variations taux de change	31/03/2018
Titres de participation	460			- 12		448
Prêts	184	390	263		- 3	308
Créances rattachées à des participations	520					520
Dépôts et cautionnements	3 130	432	1 019		- 29	2 514
Autres immobilisations financières	225	2 680	1 894		14	1 025
TOTAL BRUT	4 519	3 502	3 176	- 12	- 18	4 815

Les titres de participation correspondent aux titres détenus dans le capital des sociétés Doc 6, HappyLens, GIE SII/SIER et les participations détenues par SII Technologies (ex : CADCON) à hauteur respectivement de 149 K€, 2 K€, 51 K€ et 246 K€.

a.8. Impôts différés actifs et passifs

Détail des impôts différés actifs et passifs, par nature :

(en milliers d'euros)	Actifs		Passifs		Net	
	31/03/2018	31/03/2017	31/03/2018	31/03/2017	31/03/2018	31/03/2017
Contribution sociale de solidarité des sociétés	36	29			36	29
Participation des salariés	530	392			530	392
Effort construction	58	47			58	47
Ecart de conversion	3	12	1	4	2	8
Autres provisions	77	34	11	35	66	- 1
Provisions pour indemnités de fin de carrière	761	929			761	929
Retraitements contrats longue durée	156	4	29	19	127	- 15
Actualisation dépôt de garantie	16	27			16	27
Frais sur titres	107	337			107	337
Différence temporaire sur chiffre d'affaires	34	17	81	88	- 47	- 71
Différence temporaire sur paie	722	504			722	504
Dépréciation clients	975				975	
Investissements financiers		9				9
Différence sur les stocks			627	84	- 627	- 84
Activation déficit reportable	827	211			827	211
Dépréciation intragroupe			934	1 241	- 934	- 1 241
Amortissement des immobilisations	243	250		9	243	241
Provisions pour plans de rachat d'actions			121	54	- 121	- 54
Provisions réglementées						
Impôts différés calculés	4 545	2 802	1 804	1 534	2 741	1 268
Compensation par entités fiscales	- 1 804	- 1 534	- 1 804	- 1 534		
Impôts différés après compensation	2 741	1 268	0	0	2 741	1 268

a.9. Créances d'exploitation

(en milliers d'euros)	Montant brut	Dépréciation	Net au	Net au
			31/03/2018	31/03/2017
Créances clients et comptes rattachés	196 420	6 303	190 117	168 249
Stocks de matières premières et autres appro.	166		166	124
Créances sociales	396		396	499
Créances fiscales (hors impôt courant)	4 499		4 499	9 886
TOTAL	201 481	6 303	195 178	178 758

Le maintien d'un niveau de créances élevé au 31 mars 2018 s'explique en partie par les créances clients de SII France et SII Sp. zoo et SII Concatel dans leur cycle d'exploitation courant et notamment par la persistance d'en-cours de travaux non facturés par les filiales espagnoles du groupe dans le cadre du déploiement de marchés publics majeurs portés par la région autonome de Catalogne.

Au 31 mars 2018, le poste « Créances clients et comptes rattachés » inclut des travaux en cours non facturés pour un montant brut global de 49,9 M€ dont 21,2 M€ sont relatifs aux en-cours en Espagne et provisionnés partiellement à hauteur de 5,3 M€ compte tenu d'une ancienneté supérieure à un an considérée comme un risque de facturation à terme.

Ventilation des créances clients par date d'antériorité :

(en milliers d'euros)	Total au 31/03/2018	Solde non échu	Créances échues depuis		
			Moins de 30 jours	De 30 à 60 jours	Plus de 60 jours
Clients et comptes rattachés	196 420	158 612	19 769	6 452	11 587
Dépréciations	6 303				6 303
TOTAL	190 117	158 612	19 769	6 452	5 284

a.10. Autres actifs

(en milliers d'euros)	Montant brut	Dépréciation	Net au 31/03/2018	Net au 31/03/2017
Avances et acomptes versés sur commandes	624		624	599
Fournisseurs - Avoirs à recevoir	93		93	135
Comptes courants débiteurs hors groupe				8
Débiteurs divers	6 028	780	5 248	1 478
Charges à répartir	7		7	
Charges constatées d'avance	4 400		4 400	5 749
TOTAL	11 152	780	10 372	7 969

a.11. Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en milliers d'euros)	Montant net 31/03/2018	Montant net 31/03/2017
SICAV de trésorerie	27 170	19 132
Disponibilités	44 125	41 638
TOTAL	71 295	60 770

Les valeurs mobilières de placements sont constituées de parts d'OPCVM monétaires placées dans un horizon de gestion à court terme.

a.12. Capitaux émis et réserves

Capital social

Au 31 mars 2018, le capital est composé de 20 000 000 actions ordinaires, de valeur nominale de 2 € entièrement libérées et représentant 40 000 000 €.

Titres en autocontrôle

- Contrat de liquidité

	31/03/2017	Achat	Vente	31/03/2018
Titres (en nombre)	6 765	86 436	86 190	7 011
Espèces (k€)	299	- 1 915	1 916	300

- Actions non affectées

Au 31 mars 2018, 126 791 actions auto détenues sont réservées pour servir les différents plans.

- Plans d'attribution d'actions gratuites

	Plan 2015	Plan 2016	Plan 2017
Date d'assemblée	19/09/2013	19/09/2013	15/09/2016
Date de la réunion du directoire	01/06/2015	01/06/2016	01/06/2017
Nombre total d'actions attribuées	10 621	67 662	59 129
Date d'attribution	01/06/2015	01/06/2016	01/06/2019
Fin d'acquisition des droits	01/06/2017	01/06/2018	01/06/2019
Prix de l'action (€)	6,00	11,64	19,82
Taux de dividende	0,01	0,01	0,01
Charge totale (€)	63 192	787 586	1 171 937
Charge sur exercice (€)	5 266	393 793	488 307

Conformément à la législation en vigueur au moment de la décision d'attribution par le directoire :

- Pour le plan 2015, l'attribution des actions gratuites est soumise au délai de deux ans pour la période d'attribution et de deux années supplémentaires pour la période de conservation ;
- Pour les plans 2016 et 2017, l'attribution des actions gratuites est soumise à un délai de deux ans pour la période d'attribution sans période complémentaire de conservation.

La propriété des actions gratuites est conditionnée par la présence effective jusqu'à l'issue de la période d'attribution.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2017/2018, 10 621 actions ont été livrées aux bénéficiaires du plan d'attribution d'actions gratuites de 2015.

a.13. Emprunts et dettes financières

(en milliers d'euros)	à moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total au 31/03/2018	Total au 31/03/2017
Emprunts auprès des établissements de crédit	16 869	27 122	458	44 449	47 433
Dettes sur immobilisations en location-financement	439	462	2	903	862
Autres dettes financières diverses	1 185	476		1 661	1 947
Concours bancaires	4 070			4 070	3 347
Dettes liées au factor	12 829			12 829	
Dérivés passifs à la juste valeur par résultat	36			36	
Intérêts courus non échus	34			34	37
TOTAL	35 462	28 060	460	63 982	53 626

Les dérivés passifs correspondent à des swaps de taux d'intérêt.

(en milliers d'euros)	31/03/2018			31/03/2017		
	Taux variable	Taux fixe	Total	Taux Variable	Taux fixe	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	4 003	40 446	44 449	4 562	42 871	47 433
Dettes sur immobilisations en location-financement	6	897	903	105	757	862
Autres dettes financières diverses	1 171	490	1 661	1 406	541	1 947
Concours bancaires	4 070		4 070	3 347		3 347
Dettes liées au factor		12 829	12 829			
Total	9 250	54 662	63 912	9 420	44 169	53 589

a.14. Provisions

(en milliers d'euros)	Ouverture	Dotations	Reprises Utilisées	Reprises Non utilisées	Ecart actuariels	Variations	Variations de périmètre	Clôture
Long terme								
- Risque social	3 856	500	491	994		3 730		6 601
- Ind. de fin de carrière	2 885	415		472	3	42		2 873
- Autres charges	505	21						526
SOUS TOTAL	7 246	521	491	1 464	3	4 185		10 000
Court terme								
- Risque social								
- Garanties données	33							33
- Autres charges	3							3
SOUS TOTAL	36							36
TOTAL	7 282	521	491	1 464	3	4 185		10 036

Le risque social correspond aux provisions pour litiges prud'homal. La provision pour litige est passée de 3 856 K€ au 31 mars 2017 à 6 601 K€ au 31 mars 2018.

Sur l'exercice, 1 955 K€ de provisions ont été reprises dont 1 464 K€ correspondent à des reprises dont l'issue est en notre faveur.

Provisions pour indemnités de fin de carrière

L'évolution de la valeur actuelle de l'engagement de retraite est la suivante :

31/03/2017			
(en milliers d'euros)	Valeur actuelle de l'obligation	Juste valeur des actifs du régime	Passif net au bilan
Valeur actuelle de l'engagement retraite début exercice	2 934	1 062	1 872
Coût des services rendus	48		48
Coût financier	41		41
Ecart actuariels passés par les capitaux propres	4		4
Contribution de l'employeur		82	- 82
Variation de périmètre	969		969
Autres variations	33		33
Valeur actuelle de l'engagement de retraite au 31/03/2017	4 029	1 144	2 885

31/03/2018			
(en milliers d'euros)	Valeur actuelle de l'obligation	Juste valeur des actifs du régime	Passif net au bilan
Valeur actuelle de l'engagement retraite début exercice	4 029	1 144	2 885
Coût des services rendus	36		36
Coût financier	42		42
Ecart actuariels passés par les capitaux propres	3		3
Contribution de l'employeur		91	- 91
Autres variations	-2		-2
Valeur actuelle de l'engagement de retraite au 31/03/2018	4 108	1 235	2 873

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

	31/03/2018	31/03/2017
Taux d'actualisation	1,37%	Entre 0,80% et 1,38%
Taux de revalorisation des salaires	Entre 1,5% et 2,2%	Entre 1,1% et 1,3%
Age de départ à la retraite	62 ans	Entre 60 et 63 ans selon la catégorie

a.15. Dettes d'exploitation

(en milliers d'euros)	Total au 31/03/2018	Total au 31/03/2017
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	27 383	21 261
Dettes sociales	48 641	43 369
Dettes fiscales (hors impôt courant)	29 918	31 285
Clients - Avoirs à émettre	20	23
TOTAL	105 962	95 938

a.16. Autres passifs courants

(en milliers d'euros)	Total au 31/03/2018	Total au 31/03/2017
Produits constatés d'avance	5 331	6 936
Clients - avances et acomptes	1 593	1 076
Puts sur minoritaires	22 074	17 291
Divers	2 151	9 088
TOTAL	31 149	34 391

a.17. Charges du personnel

(en milliers d'euros)	Période 31/03/2018	Période 31/03/2017
Salaires	267 498	217 546
Charges sociales	85 698	68 041
Participation des salariés	1 526	1 128
Paiements fondés sur des actions	887	419
TOTAL	355 609	287 134

Sous le libellé « Paiements fondés sur des actions » est comptabilisée la charge liée aux plans d'attribution d'actions gratuites.

Le CICE (Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi) est comptabilisé en déduction des charges de personnel.

a.18. Dotations aux amortissements

(en milliers d'euros)	Période 31/03/2018	Période 31/03/2017
Amortissements immobilisations incorporelles	2 560	2 346
Amortissements immobilisations corporelles	3 137	2 570
Amortissements contrats de location-financement	589	587
TOTAL	6 286	5 501

a.19. Dotations aux provisions

(en milliers d'euros)	Période 31/03/2018	Période 31/03/2017
Provisions sur actifs circulants	5 061	377
Provisions pour litiges	- 494	- 90
Provisions pour garanties données aux clients	-	- 8
Provisions pour autres charges	- 35	463
TOTAL	4 532	742

Les provisions sur actifs circulants sont essentiellement liées à la dépréciation des en-cours clients de notre filiale SII Concatel (Espagne) compte tenu de la situation géopolitique dégradée en Espagne.

a.20. Autre charges opérationnelles non courantes

Les autres charges opérationnelles non courantes d'un montant total de 905 K€ correspondent à la dépréciation du goodwill de la filiale SII Netherlands.

a.21. Résultat financier net

(en milliers d'euros)	Période 31/03/2018	Période 31/03/2017
Revenus des autres créances et valeurs mobilières de placement	107	115
Plus-values sur cession de valeurs mobilières de placement	-	2
Intérêts et charges financiers	- 1 113	-308
Charges financières dues au titre des contrats de location-financement	- 55	- 29
Coût de l'endettement financier net	- 1 060	- 220
Gains de change	1 193	1 068
Effets de l'actualisation	32	-69
Autres	307	321
Autres produits financiers	1 532	1 320
Dotations provisions financières	-	- 3
Pertes de change	- 2 062	- 848
Coût financier des engagements envers le personnel	- 42	- 41
Autres	- 271	- 927
Autres charges financières	- 2 375	- 1 819
TOTAL	- 1 903	- 719

Les gains de change sont fortement contribués par SII Sp. Zoo (Pologne). Les pertes de change sont fortement contribuées par SII Sp. Zoo (Pologne), SII Concatel (Espagne) et SII SA (Suisse). Les gains et pertes de change sont générés dans le cadre de l'exploitation courante des activités des entités du groupe.

Les intérêts et charges financières proviennent des intérêts d'emprunt et des intérêts versés dans le cadre des contrats de factoring.

a.22. Charge d'impôt

Traitement comptable de la CVAE

La CVAE, qui selon l'analyse du groupe SII répond à la définition d'un impôt sur le résultat telle qu'énoncée par IAS 12, est comptabilisée en impôt sur le résultat.

(en milliers d'euros)	Période 31/03/2018	Période 31/03/2017
Impôts exigibles	11 720	10 577
Impôts différés	- 1 461	- 192
TOTAL	10 259	10 385

Rapprochement différé entre la charge d'impôt et le résultat avant impôt :

(en milliers d'euros)	31/03/2018			31/03/2017		
	Base	Taux	Impôt	Base	Taux	Impôt
Résultat avant impôts	36 083	34,43%	12 423	32 737	34,43%	11 271
Charges fiscalement non déductibles	3 465	34,43%	1 193	3 280	34,43%	1 129
Produits fiscalement non imposables	- 2 785	34,43%	- 959	- 2 320	34,43%	- 799
Abattement contribution sociale sur les bénéfices (3,3 % sur le montant n'excédant pas 763 k€ d'IS)	-763	3,30 %	-25	-763	3,30 %	-25
Crédits d'impôts			- 2 141			- 1 673
Différentiel de taux - France/Pologne-Suisse- Chili-Espagne-Allemagne-Belgique- Roumanie-République Tchèque	27 903	entre - 15,43% et +0,57%	- 2 456	14 632	entre - 24,43% et +0,43%	- 2 118
Autres - Retraitements non fiscalisés	- 1 467	34,43%	- 505	859	34,43%	296
Déficits non activés	1 386	34,43%	477	1 192	34,43%	410
Imputation des déficits	- 557	34,43%	- 192	4	34,43%	1
Impact net d'impôt de la CVAE			2 444			1 893
Charge d'impôt effective			10 259			10 385

Au cours de l'exercice, l'impact résultat lié au changement de taux d'impôt est de 168 k€.

a.23. Résultat par action

(en milliers d'euros)	Période 31/03/2018	Période 31/03/2017
Résultat net - part du groupe (k€)	25 809	22 396
Nombre d'actions ordinaires	20 000 000	20 000 000
Effet dilutif des actions gratuites	126 791	78 283
Effet relatif de l'annulation des actions auto détenues	- 954 729	- 965 104
Résultat net par action (€)	1,290	1,120
Résultat net dilué par action (€)	1,346	1,172

a.24. Information sectorielle

(en milliers d'euros)	Période 31/03/2018		Période 31/03/2017	
	France	Hors France	France	Hors France
Chiffre d'affaires net	314 970	245 932	235 473	203 374
Amortissement des actifs	- 2 044	- 4 242	- 1 551	- 3 950
Résultat opérationnel	22 858	15 129	19 648	13 808
Coût de l'endettement financier net	- 320	- 741	- 157	- 63
Autres produits financiers	555	977	493	827
Autres charges financières	- 148	- 2 277	- 118	- 1 701
Impôt sur les résultats	- 7 616	- 2 643	- 7 471	- 2 914
Résultat net	15 329	10 495	12 395	9 957
Part du groupe	15 329	10 480	12 395	10 001
Participations ne donnant pas le contrôle		15		-44

a.25. Engagements hors bilan

Engagements donnés

- Divers contrats de location longue durée

(en milliers d'euros)	Montant hors bilan	Paiements dus par période		
	31/03/2018	à moins d'un an	de un an à cinq ans	à plus de cinq ans
Locaux	52 014	10 852	33 068	8 094
Véhicules	2 765	1 214	1 551	
Matériel	2 487	956	1 522	9
TOTAL	57 266	13 022	36 141	8 103

- Cautionnements, aval et garanties

Sans objet à la connaissance de la société.

Engagements reçus

Dans le cadre de l'acquisition de Feel Europe Groupe, SII a obtenu des garanties de passif sur plusieurs années. SII n'a donné aucune garantie pour cette opération.

a.26. Informations relatives aux parties liées

Rémunérations des principaux dirigeants

Les rémunérations brutes et avantages de toute nature des membres des organes de direction et de surveillance, comptabilisés par la société SII et ses sociétés contrôlées, se sont élevés au titre de la période à 649 292 euros :

- Avantages à court terme :	649 292 €
- Avantages postérieurs à l'emploi :	néant
- Autres avantages à long terme :	néant
- Indemnités de fin de contrat de travail :	néant
- Paiements en actions :	45 910 actions gratuites attribuées

a.27. Événements postérieurs à la clôture de la période

Néant.

a.28. Effectif moyen

	2017/2018	2016/2017
France	3 496	2 763
Pologne	1 667	1 400
Allemagne (y inclus Chine et Ukraine)	681	624
Espagne (y inclus Argentine)	635	598
Roumanie	223	182
Chili	144	147
Colombie	58	36
République Tchèque	56	53
Belgique	43	49
Maroc	41	35
Canada	34	11
Pays-Bas	32	26
Inde	25	15
Royaume-Uni	9	1
Suisse	4	9
TOTAL	7 148	5 949

a.29. Honoraires d'audit

(en milliers d'euros)	2017/2018
Honoraires CAC liés à la certification des comptes	507
Honoraires CAC liés aux autres services	144
TOTAL	651

4.2. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 mars 2018

À l'assemblée générale de la société SII S.A.

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société SII S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil de surveillance sous forme de comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} avril 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 4.a.2.22 « Correction d'erreur » de l'annexe qui expose le retraitement des comptes de cette correction d'erreur au 31 mars 2017 et ses impacts.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Évaluation des Goodwill

Risque identifié

Dans le cadre de son développement, le groupe a été amené à faire des opérations de croissance externe ciblées et à reconnaître plusieurs goodwill

Au 31 mars 2018, les Goodwill sont inscrits au bilan pour une valeur nette comptable de 43 523 k€, soit 12,21% du total actif. Les Goodwill correspondent à la somme de la contrepartie transférée et des participations ne donnant pas le contrôle minorée du montant net comptabilisé (généralement à la juste valeur) au titre des actifs identifiables acquis et passifs repris. Ils sont affectés aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) susceptibles selon le groupe de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises. Le niveau d'UGT retenu pour tester les goodwill repose sur la segmentation géographique définie par pays.

Les goodwill comptabilisés ne sont pas amortis mais font l'objet de test de perte de valeur au moins une fois

par an ou plus fréquemment en cas d'indice de perte de valeur comme indiqué en note 4.a.2.5 « Immobilisations incorporelles ».

La direction s'assure lors de chaque exercice que les goodwill ne présentent pas de risque de perte de valeur et que la valeur comptable de ces goodwill n'est pas supérieure à leur valeur recouvrable. L'estimation de la valeur recouvrable de l'UGT (*valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité qui correspond à la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie estimés attendus de l'utilisation de l'unité génératrice*) est réalisée sur la base d'une projection de flux futurs de trésorerie nets actualisés sur 5 ans.

Les modalités du test de dépréciation mis en œuvre par UGT sont ainsi décrites en note 4.a.2.5 « Immobilisations incorporelles » et le détail des hypothèses retenues est présenté en note 4.a.5 « Goodwill » de l'annexe :

- Les flux futurs de trésorerie sont projetés sur 5 ans sur la base des budgets/prévisions financiers approuvés par la direction par UGT. Les flux de trésorerie au-delà de 5 ans sont extrapolés en tenant compte d'un taux de croissance à l'infini de 2% ;
- Les taux d'actualisation sont estimés par UGT.

Nous avons considéré l'évaluation des goodwill comme un point clé de l'audit compte-tenu de l'importance des jugements de la direction dans la détermination des hypothèses des flux de trésorerie, des taux d'actualisation et de croissance à l'infini ainsi que de la sensibilité de l'évaluation de leur valeur d'utilité à ces hypothèses, et compte-tenu de leur montant significatif.

Procédures d'audit mises en œuvre pour répondre à ce risque

Dans le cadre de nos travaux, nous avons examiné la conformité de la méthodologie appliquée par le groupe aux normes comptables en vigueur.

Nous avons également examiné les modalités de mise en œuvre des tests de dépréciation réalisés par le groupe et vérifié notamment au niveau des principales UGT :

- La cohérence et le caractère raisonnable des projections des chiffre d'affaires, marge brute et taux de marge brute par rapport aux performances passées de l'UGT ainsi que le contexte économique et financier dans lequel elle opère ;
- Le caractère raisonnable des taux d'actualisation et de croissance à l'infini appliqués aux flux de trésorerie estimés en les comparant avec les taux retenus pour des sociétés considérées comme comparables ;
- L'analyse de sensibilité de la valeur d'utilité effectuée par le groupe à une variation des principales hypothèses retenues ;
- Enfin, nous avons apprécié le caractère approprié des informations fournies dans les notes 4.a.2.5 « Immobilisations incorporelles » et 4.a.5 « Goodwill » dans l'annexe aux comptes consolidés.

Reconnaissance du chiffre d'affaires et en-cours

Risque identifié

Le groupe SII opère sur le marché des services professionnels informatiques et fournit des prestations dont la réalisation peut recouvrir plusieurs exercices.

Comme indiqué dans la note 4.a.2.17 « Reconnaissance du chiffre d'affaires » de l'annexe, la méthode de reconnaissance du revenu est fonction de la nature des prestations fournies, notamment :

- Le revenu relatif aux prestations faisant l'objet d'un contrat au forfait.
Ces contrats sont caractérisés par un engagement en termes de prix, de conformité et de délai. Les prestations correspondant à ce type de contrat sont enregistrées selon la méthode à l'avancement. L'avancement d'un projet est calculé en fonction du nombre de jours restant à produire par rapport au nombre de jours initialement prévu, permettant ainsi la prise en compte intégrale en temps réel d'une éventuelle perte sur le projet ;
- Le revenu relatif aux prestations d'assistance technique, de conseil et de réalisation.
Les services rendus non encore facturés sont évalués en fonction du prix de vente contractuel et des temps passés facturables. Les services facturés mais non encore totalement exécutés sont déduits du chiffre d'affaires facturé et sont portés au passif du bilan.

Le montant du chiffre d'affaires et de la marge à comptabiliser, et éventuellement de provision pour perte à terminaison à la date de clôture, dépend de la capacité du groupe à mesurer les coûts encourus sur un contrat et estimer de manière fiable les coûts restant à engager jusqu'à la fin des travaux pour les contrats au forfait.

Compte tenu des jugements et estimations de la direction entrant dans la détermination de ces éléments, nous avons considéré la reconnaissance du chiffre d'affaires comme un point clé de l'audit.

Procédures d'audit mises en œuvre pour répondre à ce risque

Nous avons obtenu une compréhension du processus lié à la comptabilisation des différents flux de chiffre d'affaires.

Nos travaux ont notamment consisté à :

- Analyser les variations de chiffre d'affaires et de taux de marge et corroborer les variations significatives et/ou atypiques par catégorie de chiffre d'affaires (temps passé et forfait) d'une période à l'autre en fonction du contexte économique et financier dans lequel chaque groupe de filiales opère ;
- Apprécier la cohérence du montant du chiffre d'affaires par rapport aux encaissements de la période pour les entités françaises et espagnoles ;
- Analyser, sur une sélection de contrats sur la base d'une approche multicritères, la réalité et la valorisation des prestations en-cours par rapprochement des données comptables aux données opérationnelles, en analysant les contrats et pièces justificatives, en menant des entretiens avec les responsables de projets, et en appréciant le caractère raisonnable des estimations retenues notamment pour évaluer les coûts restants à engager pour les contrats au forfait ;
- Apprécier le caractère approprié des informations présentées dans les notes annexes aux comptes consolidés.

Recouvrement des factures à établir du sous-groupe espagnol

Risque identifié

Comme indiqué dans la note 4.a.2.8 de l'annexe « Actifs courants », 4.a.9 « Créances d'exploitation », 4.a.19 « Dotations aux provisions », les créances d'exploitation sont évaluées initialement à leur juste valeur puis à leur coût amorti. Des dépréciations sont comptabilisées lorsqu'il y a un indicateur de l'incapacité du groupe à recouvrer l'intégralité des créances.

Le montant significatif d'encours de travaux non facturés, le contexte géopolitique dégradé dans les filiales espagnoles et l'importance du jugement de la direction dans la détermination des montants recouvrables nous ont conduits à considérer cet élément comme un point clé de l'audit.

Procédures d'audit mises en œuvre pour répondre à ce risque

Nous avons obtenu une compréhension du processus lié à la comptabilisation du flux de chiffre d'affaires des filiales espagnoles et nous avons pris connaissance des lois et réglementation locales pouvant expliquer le niveau élevé des encours de travaux réalisés non facturés.

Nos travaux ont consisté à :

- Réaliser une procédure analytique afin de corroborer le chiffre d'affaires avec les encaissements de la période ;
- Réaliser des procédures analytiques substantives et des entretiens avec l'auditeur interne et la direction locale, en analysant mensuellement les variations de chiffre d'affaires et de taux de marge significatifs et/ou atypiques ;
- Analyser l'antériorité des encours de facturation par client et par projet sur plusieurs périodes pour apprécier leur évolution et apprécier l'application de la méthode de dépréciation groupe. Lorsque nous avons identifié des encours de facturation anciens, nous nous sommes entretenus avec la direction locale et la direction du groupe et nous avons obtenu toute pièce nécessaire pour juger de la pertinence de l'estimation et de la non dépréciation éventuelle ;
- Sélectionner des projets dont le montant d'encours était significatif à la clôture et analyser la réalité, la recouvrabilité et la valorisation des prestations en-cours par obtention des accords client tels que les contrats ;
- Analyser le déboucement post-clôture de ces encours, sur la base des projets sélectionnés, en obtenant la facturation et les encaissements post-clôture.

Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société SII S.A. par votre assemblée générale du 13 juillet 1999 pour le cabinet KPMG S.A. suite à un rachat de cabinet et du 05 septembre 1996 pour le cabinet C.E.E.C.A.

Au 31 mars 2018, le cabinet KPMG S.A. était dans la 19^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet C.E.E.C.A. dans la 22^{ème} année.

Par ailleurs, le cabinet RSM SALUSTRO REYDEL, membre du réseau KPMG International, était précédemment commissaire aux comptes de l'entité, de 1999 à 2011.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son

rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au conseil de surveillance sous forme de comité d'audit

Nous remettons un rapport au conseil de surveillance sous forme de comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil de surveillance sous forme de comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil de surveillance sous forme de comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil de surveillance sous forme de comité des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes
Paris La Défense et Paris le 27 juillet 2018

KPMG S.A.
Vincent de Becquevort
Associé

C.E.E.C.A.
Jean-Paul Le Mentec
Associé

4.3. Comptes annuels sociaux au 31 mars 2018

BILAN ACTIF		Montant Brut	Amortissements et provisions	Net au 31/03/2018	Net au 31/03/2017	Net au 31/03/2016
Capital souscrit non appelé						
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	4 236 301	2 435 120	1 801 181	2 032 061	1 724 253	
Fonds commercial	3 938 809	1 579 449	2 359 360	2 390 244	2 399 044	
Autres immobilisations incorporelles						
Avances sur immobilisations incorporelles						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel, outillage	4 954	3 153	1 801	2 792	3 782	
Autres immobilisations corporelles	10 539 817	6 636 875	3 902 941	3 330 647	3 130 102	
Immobilisations en-cours						
Avances et acomptes	20 507		20 507	7 275	619	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
Participations par mise en équivalence						
Autres participations	28 282 959	1 479 967	26 802 993	30 500 089	13 550 898	
Créances rattachées à des participations	116 962		116 962	116 962	116 962	
Autres titres immobilisés	4 039 127		4 039 127	4 257 385	5 290 915	
Prêts	120 274		120 274	125 642	121 337	
Autres immobilisations financières	1 760 862		1 760 862	1 668 000	1 528 648	
ACTIF IMMOBILISÉ	53 060 572	12 134 563	40 926 009	44 431 098	27 866 561	
STOCK ET EN-COURS						
Matières premières, approvisionnements						
En-cours de production de biens						
En-cours de production de services	123 111		123 111	106 979	298 227	
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Acomptes versés sur commandes	207 944		207 944	216 753	96 346	
CRÉANCES						
Créances clients et comptes rattachés	100 353 557	1 721 715	98 631 842	90 583 481	76 627 268	
Autres créances	48 940 547	3 615 490	45 325 057	37 353 742	38 022 184	
Capital souscrit et appelé, non versé						
DIVERS						
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : 514 020)	18 275 528	26 629	18 248 899	13 594 462	5 610 920	
Disponibilités	19 436 125		19 436 125	21 095 131	25 632 433	
COMPTES DE RÉGULARISATION						
Charges constatées d'avance	2 328 389		2 328 389	2 198 383	2 014 494	
ACTIF CIRCULANT	189 665 200	5 363 834	184 301 367	165 148 929	148 301 872	
Frais d'émission d'emprunts à étaler						
Primes de remboursement des obligations						
Ecart de conversion actif					11 315	7 241
TOTAL GÉNÉRAL	242 725 772	17 498 397	225 227 375	209 591 343	176 175 674	

BILAN PASSIF

	31/03/2018	31/03/2017	31/03/2016
Capital social ou individuel (dont versé : 40 000 000)	40 000 000	40 000 000	40 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport			
Ecart de réévaluation			
Réserve légale	4 000 000	4 000 000	4 000 000
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées	4 900	4 900	4 900
Autres réserves	60 500 000	51 500 000	44 000 000
Report à nouveau	486 980	106 661	590 519
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	18 792 728	11 665 575	8 729 875
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées	1 150 649	1 034 511	974 076
CAPITAUX PROPRES	124 935 257	108 311 647	98 299 369
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES			
Provisions pour risques	1 052 548	1 486 503	1 819 456
Provisions pour charges	870 80	662 854	121 150
PROVISIONS	1 923 357	2 149 357	1 940 606
DETTES FINANCIÈRES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	21 945 966	27 037 362	16 330 049
Emprunts et dettes financières diverses	29 949		30 366
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	166 389	127 027	108 081
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 293 677	8 590 643	5 169 020
Dettes fiscales et sociales	55 682 847	50 234 401	46 042 264
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	334 943	429 102	138 157
Autres dettes	4 096 795	6 612 193	1 726 357
COMPTES DE RÉGULARISATION			
Produits constatés d'avance	4 816 102	6 087 754	6 382 860
DETTES	98 366 668	99 118 483	75 927 154
Ecart de conversion passif	2 094	11 856	8 545
TOTAL GENERAL	225 227 375	209 591 343	176 175 674

COMPTE DE RÉSULTAT (en liste)

	France	Exportation	31/03/2018	31/03/2017	31/03/2016
PRODUITS D'EXPLOITATION					
Ventes de marchandises					
Production vendue de biens					
Production vendue de services	260 000 768	2 954 240	262 955 008	231 401 725	206 005 325
CHIFFRE D'AFFAIRES			262 955 008	231 401 725	206 005 325
Production stockée			16 132	- 191 248	- 31 862
Production immobilisée					
Subventions d'exploitation			81 079	57 483	48 275
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions, transferts de charges			1 096 285	1 429 374	1 911 735
Autres produits			71 937	159 584	73 789
PRODUITS D'EXPLOITATION			264 220 441	232 856 918	208 007 261
CHARGES D'EXPLOITATION					
Achats de marchandises					
Variation de stock (marchandises)					
Achats de matières premières et autres approvisionnements					
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)					
Autres achats et charges externes			50 300 159	39 104 218	33 104 493
Impôts, taxes et versements assimilés			7 674 198	6 380 504	6 416 677
Salaires et traitements			128 818 799	117 406 138	109 171 385
Charges sociales			52 355 644	47 627 585	45 977 627
DOTATIONS D'EXPLOITATION					
Sur immobilisations :					
- dotations aux amortissements			1 661 387	1 317 172	1 239 281
- dotations aux dépréciations			30 884	8 800	7 186
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			1 327 528	3 512 490	125 441
Dotations aux provisions			416 337	1 236 919	1 315 044
Autres charges			295 935	269 840	141 574
CHARGES D'EXPLOITATION			242 880 871	216 863 666	197 498 708
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			21 339 570	15 993 252	10 508 553

Note :

Dont transferts de charges de 360 505 €, dont :

- Refacturation auprès de l'Organisme Paritaire Collecteur Agréé, le FAFIEC, des frais de formation pris en charge : 29 520 €
- Charges de personnel liées aux plans d'actions gratuites : 193 269 €

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)

	31/03/2018	31/03/2017	31/03/2016
PRODUITS FINANCIERS			
Produits financiers de participations	1 698 756		50 597
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
Autres intérêts et produits assimilés	551 935	574 142	650 864
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	819 414	7 241	101 539
Différences positives de change	71 735	83 850	68 132
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 043	12 959	25 682
PRODUITS FINANCIERS	3 142 883	678 193	896 814
CHARGES FINANCIÈRES			
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions	171 650	326 937	113 045
Intérêts et charges assimilées	271 011	259 742	255 143
Différences négatives de change	41 619	56 302	51 953
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
CHARGES FINANCIÈRES	484 280	642 981	420 141
RÉSULTAT FINANCIER	2 658 603	35 212	476 672
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	23 998 173	16 028 463	10 985 226
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			
Produits exceptionnels sur opérations en capital	2 028 454	2 079 141	2 079 339
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	47 352	101 797	1 204 677
PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 075 806	2 180 938	3 284 016
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 218	11 561	86
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 942 933	733 791	2 741 911
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	122 617	229 993	130 126
CHARGES EXCEPTIONNELLES	2 067 767	975 346	2 872 123
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	8 040	1 205 592	411 893
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	1 446 380	1 128 085	187 351
Impôts sur les bénéfices	3 767 105	4 440 396	2 479 893
TOTAL DES PRODUITS	269 439 131	235 716 048	212 188 090
TOTAL DES CHARGES	250 646 403	224 050 473	203 458 216
RÉSULTAT NET	18 792 728	11 665 575	8 729 875

Annexe aux comptes sociaux au 31 mars 2018

Faits caractéristiques :

Néant.

Règles et méthodes comptables

Les comptes qui couvrent la période du 01/04/2017 au 31/03/2018 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de 225 227 375 € et le compte de résultat présenté sous forme de liste :

- un total produits de 269 439 131 €
- un total charges de 250 646 403 €
- il dégage un bénéfice de 18 792 728 €

Principes comptables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif aux Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Aucun changement n'a été apporté dans les méthodes d'évaluation.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

- Concessions, brevets et droits similaires

Catégorie	Amortissements	
	Mode	Durée
Logiciel	Linéaire	1 à 5 ans

- Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement de l'exercice n'ont pas été immobilisés, comme les frais de recherche et développement engagés au cours des exercices antérieurs.

- Fonds commerciaux :

En application de la réglementation 2015-06 ANC, les fonds commerciaux font l'objet de test de dépréciation tous les ans. Conformément à cette réglementation, toute dépréciation ne saurait faire l'objet de reprise.

La durée d'usage des fonds commerciaux est indéterminée.

Les malis techniques ont été affectés en fonds commerciaux.

- Immobilisations corporelles :

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée probable d'utilisation des biens.

Catégorie	Amortissements	
	Mode	Durée
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Installations & agencements	Linéaire	10 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	10 ans

- Immobilisations financières :

• Titres de participation

La valeur brute des titres de participation est constituée par leur coût d'acquisition incluant les frais directement attribuables aux titres.

Au 31 mars 2018, les tests de dépréciation ont été réalisés sur la base de flux de trésorerie actualisés corrigé de l'endettement net. Le taux d'actualisation retenu s'élève, selon le pays des filiales détenues, entre 8% et 15%. La valeur d'inventaire est déterminée par projection des flux futurs de trésorerie sur 5 ans sur la base des prévisions/budgets financiers approuvés par la direction. Le taux de croissance utilisé pour extrapoler les flux de trésorerie au-delà de 5 ans s'élève à 2%.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Le coût d'acquisition des titres de participation de Feel Europe Groupe a été réduit au cours de l'exercice par la réalisation de clauses contractuelles de garantie de passif.

Les frais d'acquisition des titres de participation de la société Concatel ont été incorporés au prix de revient de ces titres au cours de l'exercice 2008/2009. Le protocole d'accord prévoyant une clause de révision de prix en fonction des résultats futurs sur les trois années 2009, 2010 et 2011 (« earn out »), le coût d'entrée des titres de participation de la société Concatel est devenu définitif depuis le 31/03/2012.

Les frais d'acquisition des titres de participation de la société SII Belgium (Uniway) ont été incorporés dans le prix de revient de ces titres au cours de l'exercice 2011/2012 et sont totalement amortis depuis le 31/03/2017.

Les frais d'acquisition des titres de participation des SII Concatel, SII Colombia, SII Netherlands et Feel Europe ont été incorporés dans le prix de revient de ces titres au cours des exercices précédents.

Sur le plan fiscal, ces frais d'acquisition sont amortis sur 5 ans, d'où la comptabilisation d'amortissements dérogatoires au 31/03/2018 de 29 004 € au titre de SII Netherlands et 6 969 € au titre de SII Colombia et 80 165 € au titre de Feel Europe Groupe.

• Opérations en devises

Lors d'acquisition d'actif en monnaie étrangère, le taux de conversion utilisé est le taux de change à la date d'entrée ou, le cas échéant, celui de la couverture si celle-ci a été prise avant l'opération.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non comptabilisées font l'objet d'une provision pour risques.

• Actions d'autocontrôle

Les actions SII détenues par la société dont le volume excède le total des actions attribuées gratuitement ont été inscrites au poste « Autres titres immobilisés ». La valeur globale de ces actions est de 3 890 283 € soit 820 927 actions correspondant au programme de rachat d'actions.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence. La valeur d'inventaire correspond au cours de bourse moyen du mois de clôture.

• Contrat de liquidité

Dans le cadre du contrat de liquidité, le nombre des actions SII détenues au 31/03/2018 est de 7 011. Ces titres sont inscrits au compte « Autres titres immobilisés - Actions propres contrat de liquidité » pour une valeur globale de 148 844 €.

Les liquidités disponibles sont inscrites au poste « Autres immobilisations financières - créances sur contrat de liquidité ».

Toutes les opérations d'achat et de vente ont été portées en produits et charges exceptionnels.

- Stocks et en-cours

Pour les contrats en régie à exécution successive, les prestations effectuées et non facturées sont comptabilisées en factures à établir et les prestations facturées non encore réalisées donnent lieu à la comptabilisation d'un produit constaté d'avance.

Les contrats forfaitaires font l'objet d'une évaluation individuelle en fin d'exercice. Ils sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement et les travaux en-cours sont évalués à leur coût de production.

Dans le cas d'une perte prévisible à terme, une provision égale à la perte prévisionnelle est constituée.

- Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de dépréciation pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

- Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale ainsi que les valeurs mobilières de placements constituées de parts d'OPCVM monétaires.

La valeur nominale des OPCVM monétaires (SICAV et FCP) au 31/03/2018 s'élève à 17 761 507 €. La valeur de marché correspondante s'élève à 17 731 328 € au 31/03/2018.

Dans le cadre du programme de rachat de nos propres actions, 947 718 actions SII figurent à l'actif du bilan en « immobilisations financières » et en « valeurs mobilières de placement ». Les 126 791 titres inscrits en « valeurs mobilières de placement » pour un montant global de 514 021 € correspondent aux plans d'attribution d'actions gratuites.

Ces actions propres ont fait l'objet au 31/03/2018 d'une provision pour charges à hauteur de 351 317 €.

	Nombre d'actions	Coût d'entrée	Valorisation	Dépréciation	Provision
Actions disponibles	0				
Plan 2016	67 662	4,07 €	275 140	0	252 212
Plan 2017	59 129	4,04 €	238 881	0	99 105
Actions affectées	126 791		514 021	0	351 317
Total	126 791		514 021	0	351 317

Les principales caractéristiques des plans en cours sont les suivantes :

Le nombre d'actions gratuites attribuées au cours de l'exercice 2017/2018 et au cours de l'exercice précédent s'élève respectivement à 59 129 et 67 662 actions. L'exercice des options d'achat et l'acquisition des ac-

tions gratuites sont soumis à la condition de présence. Une provision pour charges est étalée linéairement sur la période d'acquisition des droits. La valeur des actions retenues comme assiette de la contribution sociale de 20 % est la juste valeur.

- Provisions

La provision pour garanties données aux clients fait l'objet d'une évaluation annuelle en fonction de statistiques sur les temps consacrés aux garanties au cours de l'exercice écoulé.

Les autres provisions sont constituées lorsque, à la clôture, il existe une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle donnera lieu à une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie équivalente de la part de celui-ci.

Au cours de cet exercice, les provisions pour risques et charges ont fait l'objet d'une reprise d'un montant de 1 139 037 € parmi lesquelles uniquement 165 220 € ont été utilisées, le reste étant considéré comme non utilisées.

- Charges de personnel

Le CICE (Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi) est comptabilisé en déduction des charges de personnel.

Le montant du CICE de l'exercice s'élève à 5 800 691 €. L'obtention du CICE au cours de l'exercice a permis de renforcer le financement du besoin en fonds de roulement.

- Engagements hors bilan

Engagements donnés

- Divers contrats de location longue durée

En € pour	< 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	TOTAL
Location simple (locaux)	4 508 104	16 735 930	7 666 415	28 910 449
Location - financement (véhicules)	560 022	711 314	0	1 271 340
Autres obligations long terme (matériel)	95 413	139 184	2 834	237 431
TOTAL	5 163 539	17 586 428	7 669 249	30 419 220

- Nantissement d'actions de l'émetteur au nominatif pur

Tableau des nantissemments

Nom	Bénéficiaire	Date de départ	Date d'échéance	Condition de levée	Nombre d'actions nanties	% de capital nanti
Bernard Huvé	Trésor Public	juin 2012	N/A	N/A	2 500 000	12,50%
Eric Matteucci	Banque	Juin 2017	Juin 2022	N/A	20 000	0,10%
Eric Matteucci	Banque	Juin 2018	Juin 2023	N/A	16 000	0,08%
Total					2 536 000	12,68%

- Nantissement d'actifs de l'émetteur

Pas d'engagement assorti de sûreté réelle sur tous types d'investissements (corporel, incorporel ou financier).

- Indemnités de départ à la retraite

Les engagements pour indemnités de départ à la retraite sont couverts pour partie par un contrat d'assurance souscrit depuis le 1er avril 1999. Le montant théorique des droits de chacun des salariés acquis au 31 mars 2018 a été évalué en retenant les principes suivants :

- o table de mortalité réglementaire prescrite par le Code des Assurances

- Charges et produits exceptionnels

Le résultat exceptionnel de l'exercice clos au 31 mars 2018 s'élève à 8 039 €.

Les charges et produits exceptionnels sont essentiellement liés à l'achat et vente d'actions SII.

- Intégration fiscale

La société SII a opté pour le régime d'intégration fiscale en intégrant les filiales Feel Europe Groupe, Feel Europe IDF, Feel Europe Régions et Feel Europe Formation. Les conventions d'intégration fiscale liant la société mère aux filiales sont strictement identiques et prévoient le reversement, par la filiale à la mère, d'une contribution à l'impôt sur les sociétés dont elle aurait été redevable si elle avait fait l'objet d'une imposition séparée.

- Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes se sont élevés à 177 566 € pour l'exercice clos au 31 mars 2018 ; dont 151 766 € au titre de l'audit légal des comptes annuels et 25 800 € pour le rapport de la loi sur la responsabilité sociétale de l'entreprise.

- taux d'actualisation financière : 1.37%,
- taux annuel net de revalorisation des salaires : 2.2%,
- taux de charges sociales : 46%,
- âge de départ à la retraite : 62 ans,
- modalité de départ en retraite : à l'initiative du salarié,
- horizon illimité.

L'excédent entre la réserve constituée et le montant théorique des droits de chacun des salariés est porté en engagement hors bilan.

Au 31 mars 2018, les réserves auprès de l'assurance s'élevaient à 1 235 667 € et les engagements hors bilan à 1 549 591 €, soit des indemnités totales de 2 785 258 €.

Engagements reçus

Dans le cadre de l'opération d'acquisition de la société Feel Europe Groupe et de ses filiales, SII a obtenu des garanties de passif sur plusieurs années. Aucun engagement n'a été donné.

- Événements postérieurs à la clôture

Néant.

ACTIF IMMOBILISÉ

	Valeurs brutes au 01/04/2017	Mouvements de l'exercice		Valeurs brutes au 31/03/2018
		Acquisitions Apports	Cession	
Frais d'établissement, de recherche et développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	7 796 272	383 192	4 354	8 175 110
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 796 272	383 192	4 354	8 175 110
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Const., installations générales, agencements, aménagements				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 954			4 954
Installations générales, agencements, aménagements	3 854 146	378 958	3 730	4 229 374
Matériel de transport	53 797		33 022	20 775
Matériel de bureau, informatique, mobilier	5 482 505	1 247 383	440 220	6 289 668
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes	7 275	20 507	7 275	20 507
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9 402 676	1 646 848	484 247	10 565 277
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations ⁽¹⁾	32 760 096		4 360 174	28 399 922
Autres titres immobilisés	4 257 385	1 914 958	2 133 216	4 039 127
Prêts et autres immobilisations financières	1 793 642	2 391 423	2 303 929	1 881 136
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	38 811 123	4 306 381	8 797 319	34 320 185
TOTAL	56 010 071	6 336 421	9 285 920	53 060 572

(1) : Le montant de cession du poste « Autres participations » correspond à la baisse du prix d'acquisition des titres Feel Europe Groupe en lien avec la réalisation de clauses contractuelles de garantie de passif.

AMORTISSEMENTS

	01/04/2017	Dotations	Reprises	31/03/2018
Frais d'établissement, de recherche et développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 825 402	614 072	4 354	2 435 120
TOTAL AMORTISSEMENTS INCORPORELS	1 825 402	614 072	4 354	2 435 120
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Const., installations générales, agencements, aménagements				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 162	991		3 153
Installations générales, agencements, aménagements	1 938 590	349 819	3 729	2 284 680
Matériel de transport	53 797		33 021	20 775
Matériel de bureau, informatique, mobilier	4 067 413	702 983	438 974	4 331 421
Emballages récupérables, divers				
TOTAL AMORTISSEMENTS CORPORELS	6 061 962	1 053 793	475 724	6 640 028
TOTAL	7 887 364	1 667 865	480 078	9 075 148

PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS

	01/04/2017	Dotations	Reprises	31/03/2018
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	1 034 511	116 138		1 150 649
dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Implantations étrangères avant 01/01/1992				
Implantations étrangères après 01/01/1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	1 034 511	116 138		1 150 649
Provisions pour litiges	1 440 953	156 022	582 435	1 014 540
Provisions pour garanties données aux clients	33 000			33 000
Provisions pour pertes sur marchés à terme	1 235	5 008	1 235	5 008
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	11 315		11 315	
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	662 854	752 007	544 052	870 809
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	2 149 357	913 037	1 139 037	1 923 357
Dépréciations immobilisations incorporelles	1 548 565	30 884		1 579 449
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	2 143 044	145 021	808 099	1 479 967
Dépréciations autres immobilisations financières				
Dépréciations stocks et en-cours				
Dépréciations comptes clients	556 296	1 317 528	152 110	1 721 715
Autres dépréciations	3 605 490	36 629		3 642 119
DÉPRÉCIATIONS	7 853 395	1 530 063	960 209	8 423 249
TOTAL	11 037 263	2 559 238	2 099 246	11 497 254
Dotations et reprises d'exploitation		2 271 450	1 279 832	
Dotations et reprises financières		26 628	819 414	
Dotations et reprises exceptionnelles		116 138		

CRÉANCES ET DETTES

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an
Créances rattachées à des participations	116 962		116 962
Prêts	120 274	120 274	
Autres immobilisations financières	1 760 862	2 310	1 758 552
Clients douteux ou litigieux	1 787 183		1 787 183
Autres créances clients	98 566 373	98 566 373	
Créances représentatives des titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	60 477	60 477	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	59 459	59 459	
Etat, autres collectivités : impôts sur les bénéfices	7 989 552	7 989 552	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	1 540 231	1 540 231	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes et versements assimilés	1 408 419	1 408 419	
Etat, autres collectivités : créances diverses	88 091	88 091	
Groupe et associés	37 265 849	1 179 029	36 086 820
Débiteurs divers	528 468	528 468	
Charges constatées d'avance	2 328 389	2 328 389	
TOTAL DES CRÉANCES	153 620 591	113 871 074	39 749 517
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	252 512		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	257 880		
Prêts et avances consentis aux associés			

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an max à l'origine	4 069 760	4 069 760		
Emprunts et dettes à plus d'1 an à l'origine	17 876 205	5 644 967	12 231 239	
Emprunts et dettes financières divers	29 949	29 949		
Fournisseurs et comptes rattachés	11 293 677	11 293 677		
Personnel et comptes rattachés	17 195 924	17 195 924		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	16 253 311	16 253 311		
Etat : impôts sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	18 213 308	18 213 308		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	4 020 304	4 020 304		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	334 943	334 943		
Groupe et associés	268 312	268 312		
Autres dettes	3 895 900	3 863 858	32 042	
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	4 816 102	4 816 102		
TOTAL DES DETTES	98 267 695	86 004 415	12 263 281	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	5 780 791			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

FONDS COMMERCIAUX

Éléments	Valeurs nettes
Éléments acquis du fonds de commerce	445 949
Mali de fusion Oévo	1 606 410
Mali de fusion Rucker France	307 000
TOTAL	2 359 359

PRODUITS À RECEVOIR

	31/03/2018	31/03/2017
CRÉANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS	21 950 480	23 489 508
Clients factures à établir	21 950 480	23 489 508
AUTRES CRÉANCES	1 611 520	1 802 673
Fournisseurs - avoirs non parvenus	84 895	124 689
Salariés - produits à recevoir	7 491	11 132
Organismes sociaux - C.P.A.M. - P.A.R.(IJSS)	59 438	50 863
Organismes sociaux - Autres produits à recevoir	- 97 661	
Etat, autres produits à recevoir	1 408 419	1 494 543
Intérêts courus compte courant SII	109 528	108 609
Divers - Autres produits à recevoir	39 410	12 837
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT		1 604
Intérêts courus SICAV - FCP		1 604
BANQUES ET ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS	56 336	74 078
Intérêts courus sur comptes à terme	3 561	8 559
Intérêts courus sur obligations	52 775	65 519
TOTAL	23 618 336	25 367 863

CHARGES À PAYER

	31/03/2018	31/03/2017
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES	34 415	37 430
Intérêts courus sur emprunt	34 415	37 430
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS	4 556 308	3 622 272
Fournisseurs - factures non parvenues	4 556 308	3 622 272
DETTES SUR IMMOBILISATIONS		
Fournisseurs immo. - factures non parvenues		
DETTES FISCALES ET SOCIALES	26 369 492	24 215 105
Personnel - charges à payer	15 276 812	14 042 681
Organismes sociaux - charges à payer	7 072 676	6 219 158
Etat - charges à payer	4 020 004	3 953 266
AUTRES DETTES	1 875 671	1 268 281
Clients - avoir à établir	1 019 586	586 161
Divers - autres charges à payer	856 085	682 120
TOTAL	32 835 886	29 143 088

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

	31/03/2018	31/03/2017
CHARGES D'EXPLOITATION	2 328 389	2 198 383
Charges constatées d'avance	2 328 389	2 198 383
TOTAL	2 328 389	2 198 383

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

	31/03/2018	31/03/2017
PRODUITS D'EXPLOITATION	4 816 102	6 087 754
Produits constatés d'avance	4 816 102	6 087 754
TOTAL	4 816 102	6 087 754

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En euros	Au 31/03/2017	Variation	Affectation Résultat 2016/2017	Dividendes 2016/2017	Au 31/03/2018
Capital social	40 000 000				40 000 000
Réserve légale	4 000 000				4 000 000
Réserves	4 900				4 900
Autres réserves	51 500 000		9 000 000		60 500 000
Report à nouveau	106 661		265 575	114 744	486 980
Résultat de l'exercice	11 665 575	18 792 728	- 9 265 575	- 2 400 000	18 792 728
Provisions réglementées	1 034 511	116 138			1 150 649
RÉSULTAT	108 311 647	18 908 866		- 2 285 256	124 935 257

RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

Les rémunérations versées au cours de l'exercice 2017/2018 aux organes sur surveillance s'élèvent à 34 396 €.
Les rémunérations versées au cours de l'exercice 2017/2018 aux organes de direction s'élèvent à 111 600 €.

RÉPARTITION DE L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant avant impôts	23 998 173	8 263 363	15 734 810
Résultat exceptionnel	8 040	2 768	5 272
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	- 1 446 380	- 498 036	- 948 344
Crédits d'impôts		- 20 436	20 436
Impact fiscal sur charges non déductibles et produits non imposables		- 2 480 881	2 480 881
Abattement contribution sociale sur les bénéfices		- 25 179	25 179
Intégration fiscale		- 1 474 494	1 474 494
RÉSULTAT COMPTABLE	22 559 833	3 767 105	18 792 728

Le taux effectif d'imposition est de : 34,43 %.

SITUATION FISCALE DIFFÉRÉE ET LATENTE

IMPÔT PAYÉ D'AVANCE SUR :		
Contribution sociale de solidarité des sociétés	98 647	82 334
Participation des salariés	1 460 905	1 137 245
Effort construction	140 432	128 044
Plus-values latentes sur OPCVM	10 050	
Pertes à terminaison	5 008	1 235
Charges à payer	792 000	530 112
TOTAL ALLÈGEMENTS	2 507 042	1 878 970
SITUATION FISCALE DIFFÉRÉE NETTE	- 2 507 042	-1 878 970

EFFECTIF MOYEN

	2017/2018	2016/2017
Ingénieurs et Cadres	2 828	2 604
Techniciens et Agents de maîtrise	174	159
TOTAL	3 002	2 763

ÉLÉMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES

	Entreprises liées
Participations	26 802 993
Créances clients et comptes rattachés	1 662 625
Autres créances	33 272 519
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 459 004
Produits financiers	1 698 756
Autres produits financiers	442 070

Les transactions entre parties liées, visées par l'article R.123-198 11 du Code de commerce, ayant été conclues à des conditions normales de marché et quasi exclusivement effectuées avec des filiales détenues (directement ou indirectement), en totalité, aucune information n'est à fournir.

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid. encaiss.	Val. brute Titres Val. nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
SII Sp. zo.o	94 998	70.00 %	73 770		121 409 456
Varsovie - POLOGNE	41 920 503	1 605 265	73 770		11 823 436
SII Holding GmbH	1 855 025	100.00 %	1 855 025	9 000 000	57 075 083
Schwabisch Hall - ALLEMAGNE	1 892 386		1 855 025		361 326
SII Concatel	415 835	80.00 %	6 752 182	9 860 000	37 200 363
Barcelone - ESPAGNE	6 610 938		6 752 182		904 177
SII IT&C SERVICES	62 171	80.00 %	120 763	303 537	8 943 478
Bucarest - ROUMANIE	1 936 144		120 763		542 177
SII Belgium	62 000	90,21 %	3 167 882		5 615 280
Sint-Steven-Woluwe - BELGIQUE	1 699 640		3 167 882		- 74 087
FEEL EUROPE GROUPE	550 000	100.00 %	12 806 207	8 060 402	55 294 475
Vincennes - FRANCE	- 2 602 114		12 806 207		- 142 913
SII Group Chile	94 161	100.00 %	106 000	2 669 210	4 703 004
Santiago - CHILI	- 1 569 052		0		- 766 657
SII s.r.o.	108 161	90.00 %	90 000		3 694 007
Prague - RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	1 957 819	93 491	90 000		337 441
SII Netherlands	73 000	100.00 %	145 021	2 530 754	2 215 542
Haarlem - PAYS-BAS	- 2 196 882		0		- 164 215
SII SERVICES MAROC	264 961	100.00 %	973 492	108 116	1 922 360
Casablanca - MAROC	325 828		973 492		92 602
SII SA	127 345	100.00 %	95 059	3 054 176	1 286 988
Grand-Lancy - SUISSE	- 2 393 359		0		- 223 467
SII Colombie	23 293	79.00 %	255 231	180 000	1 222 957
Bogota - COLOMBIE	116 653		255 231		58 820
SII Canada	471 846	100.00 %	523 343		3 182 259
Montréal - CANADA	795 837		523 343		552 859
SII India & Engineering Services	403 507	100.00 %	433 886		514 666
Bangladore - INDE	230 435		0		21 981
SII Services UK	114 299	100.00 %	129 099	590 319	424 814
Londres - ANGLETERRE	- 409 260		129 099		- 392 774
SII LUXEMBOURG	700 000	100.00 %	700 000	75 000	0
Grass - LUXEMBOURG	- 63 990		0		- 4 524

Les prêts, avances et cautions incluent les comptes courants.

RÉSULTAT DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Date d'arrêté Durée de l'exercice (mois)	31/03/2018 12	31/03/2017 12	31/03/2016 12	31/03/2015 12	31/03/2014 12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000
Nombre d'actions					
- ordinaires	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	262 955 008	231 401 725	206 005 325	192 250 647	200 146 604
Résultat avant impôts, participation, dotations amortissements et provisions	26 134 070	22 692 129	12 139 518	10 707 207	11 830 074
Impôts sur les bénéfices	3 767 105	4 440 396	2 479 893	958 654	2 748 614
Participation des salariés	1 446 380	1 128 085	187 351	6 978	629 870
Dotations amortissements et provisions	2 127 857	5 458 074	742 399	1 356 779	-440 232
Résultat net	18 792 728	11 665 575	8 729 875	8 384 795	8 891 822
Résultat distribué (1)	3 000 000 (*)	2 400 000	1 800 000	1 600 000	1 600 000
RÉSULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôts, participation, avant dotations amortissements et provisions	1,05	0,86	0,47	0,49	0,42
Résultat après impôts, participation, dotations amortissements et provisions	0,94	0,58	0,44	0,42	0,44
Dividende attribué	0,15 (*)	0,12	0,09	0,08	0,08
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	3 002	2 763	2 600	2 599	2 646
Masse salariale	128 818 798	117 406 138	109 171 385	106 846 014	108 825 852
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales, ...)	58 156 335	52 486 405	50 505 453	49 178 777	50 395 738

(*) : dividende proposé à l'assemblée générale du 20 septembre 2018

(1) : incluant le montant du dividende correspondant aux actions auto-détenues non versé et affecté au compte
« report à nouveau »

4.4. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux

Exercice clos le 31 mars 2018

À l'assemblée générale de la société SII S.A.

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SII S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil de surveillance sous forme de comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} avril 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Chiffre d'affaires

Risque identifié

Le groupe SII opère sur le marché des services professionnels informatiques et fournit des prestations dont la réalisation peut recouvrir plusieurs exercices.

Comme indiqué dans la note « stocks et en-cours » de l'annexe, la méthode de reconnaissance du revenu est fonction de la nature des contrats :

- Le chiffre d'affaires des contrats au forfait est reconnu selon la méthode de l'avancement. Ces contrats font l'objet d'une évaluation individuelle en fin d'exercice. Ils sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement et les travaux en cours sont évalués à leur coût de production. Une provision pour perte à terminaison est comptabilisée au passif si le montant des coûts restant à engager à la date de clôture est supérieur au chiffre d'affaires restant à reconnaître sur le contrat ;
- Le chiffre d'affaires des contrats de prestations en régie à exécution successive pour lesquels la prestation est effectuée mais non encore facturée est comptabilisé en facture à établir. Les prestations facturées mais non encore réalisées sont comptabilisées en produits constatés d'avance.

Le montant du chiffre d'affaires et de la marge à comptabiliser, et éventuellement de provision pour perte à terminaison à la date de clôture, dépend de la capacité de la société à mesurer les coûts encourus sur un contrat et estimer de manière fiable les coûts restant à engager jusqu'à la fin des travaux pour les contrats au forfait.

Compte tenu des jugements et estimations de la direction entrant dans la détermination du chiffre d'affaires sur les contrats à forfait, nous avons donc considéré ces éléments comme un point clé de l'audit.

Procédures d'audit mises en œuvre pour répondre à ce risque

Nous avons obtenu une compréhension du processus lié à la comptabilisation des différents flux de chiffre d'affaires. Nos travaux ont notamment consisté à :

- Apprécier, pour une sélection de contrats, des procédures d'audit analytiques et des entretiens avec le responsable du contrôle de gestion, en analysant notamment les variations de chiffre d'affaires et de taux de marge significatives et/ou atypiques par catégorie de chiffre d'affaires (régie et forfait) d'une période à l'autre ;
- Réaliser sur la base d'une sélection de contrats, des procédures analytiques consistant à apprécier la cohérence du montant du chiffre d'affaires par rapport aux encaissements de la période ;
- Réaliser une procédure analytique afin de corroborer le chiffre d'affaires avec le nombre de jours productifs de l'effectif direct ;
- Examiner, sur la base d'une sélection de contrats au forfait et d'une approche multicritères, les termes contractuels afin de nous assurer que l'allocation et la comptabilisation du chiffre d'affaires entre chaque élément du contrat sont conformes aux principes comptables de la société ;
- Rapprocher sur cette même sélection les données comptables aux données opérationnelles, en analysant les contrats et pièces justificatives, en menant des entretiens avec les responsables de projets, et en appréciant le caractère raisonnable et cohérent des estimations retenues notamment pour évaluer les coûts restants à engager pour les contrats au forfait ;
- Apprécier le caractère approprié des informations présentées dans les notes annexes aux comptes annuels.

Valorisation des titres de participation

Risque identifié

Au 31 mars 2018, les titres de participation figurent au bilan au 31 mars 2018 pour un montant net de 26,8 millions euros, soit 11,90% du total de l'actif. Ils sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition, incluant les frais directement attribuables aux titres.

Comme indiqué en note « Immobilisation financières » lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence. La valeur d'inventaire est déterminée par projection des flux futurs de trésorerie sur 5 ans sur la base des prévisions/budgets financiers approuvés par la direction.

L'estimation de la valeur d'inventaire de ces titres requiert l'exercice du jugement de la direction dans son choix des éléments à considérer notamment les perspectives de rentabilité de chaque filiale dans son marché, le taux d'actualisation et le taux de croissance à l'infini.

Dans ce contexte et du fait des incertitudes inhérentes à ces prévisions et au caractère significatif de la valeur des titres au bilan, nous avons considéré que la correcte évaluation des titres de participation constituait un point clé de l'audit.

Procédure d'audit mise en œuvre pour répondre à ce risque

Dans le cadre de nos travaux, nous avons examiné la conformité de la méthodologie appliquée par le groupe aux normes comptables en vigueur.

Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre par la direction du caractère raisonnable de l'estimation des valeurs d'inventaire des titres de participation. Nos travaux ont consisté, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, à vérifier que l'estimation de ces valeurs déterminées par la direction est fondée sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés, et à :

- Obtenir les prévisions de flux futurs de trésorerie et d'exploitation des activités des entités concernées établies par la direction ;
- Apprécier la cohérence et le caractère raisonnable des perspectives de chiffre d'affaires, marge brute et taux de marge brute retenus avec les données passées et avec les informations de la direction ;
- Apprécier le caractère raisonnable des taux d'actualisation et du taux de croissance à l'infini appliqués aux flux futurs de trésorerie estimés avec les taux retenus pour des sociétés considérées comme comparables ;
- Corroborer l'endettement net utilisé avec les états financiers de chaque filiale significative ;
- Revoir les calculs de la valeur d'inventaire ;
- Apprécier que la note annexe « Immobilisations financières – Titres de participation » donne une information appropriée.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'assemblée générale

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société SII S.A. par votre assemblée générale du 13 juillet 1999 pour le cabinet KPMG S.A. suite à un rachat de cabinet et du 05 septembre 1996 pour le cabinet C.E.E.C.A.

Au 31 mars 2018, le cabinet KPMG S.A. était dans la 19^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet C.E.E.C.A. dans la 22^{ème} année.

Par ailleurs, le cabinet RSM SALUSTRO REYDEL, membre du réseau KPMG International, était précédemment commissaire aux comptes de l'entité, de 1999 à 2011.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil de surveillance sous forme de comité d'audit

Nous remettons un rapport au conseil de surveillance sous forme de comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil de surveillance sous forme de comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil de surveillance sous forme de comité la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil de surveillance sous forme de comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes
Paris La Défense et Paris le 27 juillet 2018

KPMG S.A.
Vincent de Becquevort
Associé

C.E.E.C.A.
Jean-Paul Le Mentec
Associé

4.5. Information pro forma

Néant



INFORMATIONS SUR LA SOCIÉTÉ ET SON CAPITAL

- 5.1** Capital social
- 5.2** Principaux actionnaires
- 5.3** Acte constitutif et statuts
- 5.4** Informations et historique sur la vie juridique de la société sur l'exercice
- 5.5** Informations sur les participations
- 5.6** Conventions réglementées
- 5.7** Salariés



5.1. Capital Social

Montant et composition

Le capital social est de quarante millions d'euros, divisé en vingt millions d'actions entièrement libérées d'une valeur nominale de 2 euros. Les actions sont librement négociables. Elles sont, soit nominatives, soit au porteur, au choix de l'actionnaire.

- Capital autorisé non émis : plusieurs délégations financières en matière d'augmentation de capital ont été consenties au directoire dont le détail figure dans le tableau ci-dessous.
- Capital potentiel : au titre des délégations ci-dessous, le directoire est autorisé à procéder à une ou plusieurs augmentations de capital en numéraire pour un maximum de 200 000 actions soit 1% du capital social.
- Autres titres donnant accès au capital : néant.
- Titres ayant des droits spécifiques : le seul droit spécifique est relatif aux titres ayant des droits de vote double (cf. § 5.3). Il est prévu de proposer à la prochaine assemblée générale du 20 septembre 2018 la suppression de ce droit de vote double.

Délégations en vigueur au 31 mars 2018

cf. § 2.4

Tableau d'évolution du capital sur cinq ans

Date	Nature de l'opération	Variation de capital	Nombre de titres émis/détruits	Capital social	Nombre de titres correspondant
		néant			

5.2. Principaux actionnaires

Répartition du capital et des droits de vote au 31 mars 2018 (article L.223-13 du Code du commerce)

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	Votes théoriques		Votes exerçables en AG	
			Nombre de droits de vote	% des droits de vote	Nombre de droits de vote	% des droits de vote
Famille HUVÉ	10 224 457	51,12	20 448 914	63,87	20 448 914	65,83
dont Bernard Huvé	7 294 657	36,47	14 589 314	45,57	14 589 314	46,97
Alexia Slape	989 900	4,95	1 979 800	6,18	1 979 800	6,37
Arnaud Huvé	989 900	4,95	1 979 800	6,18	1 979 800	6,37
Alban Huvé	950 000	4,75	1 900 000	5,93	1 900 000	6,12
Fidelity Investments (FMR)	2 025 000	10,13	2 025 000	6,32	2 025 000	6,52
Personnel et FCPE	1 587 171	7,94	2 676 239	8,21	2 627 747	8,62
Autodétention	954 729	4,77	954 729	2,98		
Public	5 208 643	26,04	5 912 560	18,62	5 912 560	19,03
dont nominatif pur porteur	704 502	3,52	1 408 419	4,40	1 408 419	4,53
	4 504 141	22,52	4 504 141	14,22	4 552 633	14,50
Total	20 000 000	100,00	32 017 442	100	31 062 713	100

À la connaissance de la société, aucun autre actionnaire ne détient directement ou indirectement, seul ou de concert, plus de 5 % du capital ou des droits de vote. Il est précisé, par ailleurs, que la société ne réalise aucun TPI. À la connaissance de la société, il n'y a pas eu depuis le 30 juin 2018 de variation significative de l'actionnariat tel que présenté ci-dessus.

À la connaissance de la société, aucun autre actionnaire ne détient directement ou indirectement, seul ou de concert, plus de 5 % du capital ou des droits de vote. Il est précisé par ailleurs, que la société ne réalise aucun TPI. La société SII S.A. est contrôlée majoritairement par la famille HUVÉ. La forme de la société (directoire et conseil de surveillance) et la présence de membres indépendants au conseil de surveillance limite le risque que le contrôle soit exercé de manière abusive.

Évolution de l'actionnariat

	Situation 31 mars 2016			Situation 31 mars 2017			Situation 31 mars 2018		
	Nombre de titres	% du capital	% droits de vote	Nombre de titres	% du capital	% droits de vote	Nombre de titres	% du capital	% droits de vote
Famille HUVÉ	10 861 257	54,30	68,62	10 771 257	53,85	68,98	10 224 457	51,12	65,83
Fidelity Investments (FMR)	2 025 000	10,13	6,40	2 025 000	10,13	6,48	2 025 000	10,13	6,52
Personnel et FCPE	1 414 171	7,07	7,30	1 410 066	7,05	7,67	1 587 171	7,94	8,62
Oddo Asset Management	1 045 632	5,23	3,30	-	-	-	-	-	-
Auto détention	1 179 677	5,90	-	958 339	4,79	-	954 729	4,77	-
Public	3 473 363	17,37	14,38	4 835 338	24,18	16,87	5 208 643	26,04	19,03

Franchissements de seuils au cours des deux exercices précédents

Aucun franchissement de seuils n'a été déclaré au cours des deux exercices précédents.

Franchissements de seuils au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018

Aucun franchissement de seuils n'a été déclaré au cours de l'exercice 2017/2018.

Participation des salariés au capital social

Participation des salariés, au capital de la société, au 31 mars 2018 (titres faisant l'objet d'une gestion collective via un PEE et un Fonds dédié).

Nombre de titres détenus : 48 492, soit 0,24% du capital de la société

Nombre de porteurs : 487

Source : BNP Paribas Épargne & Retraite Entreprises - FCPE SII

Contrat de liquidité

Un contrat de liquidité, conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI, a été signé le 1er septembre 2005 entre l'émetteur et la société de bourse CM-CIC Securities. Ce contrat est conclu pour une période d'un an renouvelable par tacite reconduction.

Programme de rachat d'actions

Nombre d'actions propres achetées et vendues par la société au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018

Dans le cadre des programmes de rachat d'actions autorisés par les assemblées générales des 15 septembre 2016 et 19 septembre 2017, la société a procédé entre la date d'ouverture et la date de clôture du dernier exercice, aux opérations d'achat et de vente d'actions propres, comme suit :

- Nombre d'actions achetées : 86 436
Cours moyen des achats : 22,15 €
- Nombre d'actions vendues : 86 190
Cours moyen des ventes : 22,22 €

Nombre d'actions inscrites à la clôture de l'exercice : 954 729, soit 4,77% du capital de la société.

Valeur évaluée au cours d'achat : 4 553 147 €

Valeur nominale : 1 909 458 €

Motifs des acquisitions	Nombre d'actions	% du capital
Animation du cours	86 436	0,43 %
Actionnariat salarié	0	0,00 %
Opérations de croissance externe	0	0,00 %
Annulation	0	0,00 %

Motifs des cessions	Nombre d'actions	% du capital
Animation du cours	86 190	0,43 %
Opérations de croissance externe	0	0,00 %

	Actionnariat salarié	Opérations de croissance externe	Annulation
Volume des actions utilisées (en nombre d'actions)	59 129 (*)	0	0

(*) : Attributions d'actions gratuites existantes.

Les actions détenues par la société n'ont fait l'objet d'aucune réallocation à d'autres finalités depuis la dernière autorisation consentie par l'assemblée générale.

Proposition de renouvellement de l'autorisation de rachat par la société de ses propres actions

Nous vous rappelons que l'assemblée générale ordinaire du 19 septembre 2017 avait renouvelée l'autorisation donnée au directoire pour procéder au rachat des actions de la société. Aux termes de cette autorisation, le prix maximum d'achat par action a été fixé à 40 € et le montant maximal de l'opération à 80 000 000 €. Ces opérations d'achats d'actions ne peuvent être réalisées en période d'offre publique. Cette autorisation a été utilisée selon les modalités indiquées ci-dessus.

Sa durée de validité n'étant que de dix-huit mois, il sera proposé à la prochaine assemblée générale des actionnaires, de substituer à l'autorisation consentie l'an dernier une nouvelle autorisation, d'une durée de 18 mois, suivant les modalités suivantes :

Acquérir en une ou plusieurs fois un nombre d'actions représentant jusqu'à 10 % des actions composant le capital social le cas échéant ajusté afin de tenir compte des éventuelles opérations d'augmentation ou de réduction de capital pouvant intervenir pendant la durée du programme.

Ces acquisitions seraient réalisées en vue de :

- animer le marché secondaire ou la liquidité de l'action SII, par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI (Association Française des Marchés Financiers) admise par l'AMF (Autorité des Marchés Financiers),
- assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions et autres formes d'allocations d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment au titre de la participation aux résultats de l'entreprise, au titre d'un plan d'épargne d'entreprise ou par attribution gratuite d'actions,
- procéder à l'annulation des actions acquises sous réserve de la nouvelle autorisation à conférer au directoire à l'effet de réduire le capital par la prochaine assemblée,
- permettre la réalisation d'investissements ou de financements par la remise d'actions à l'échéance ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, étant précisé que les actions acquises à cet effet ne peuvent excéder 5 % du capital de la société.

Ces achats d'actions pourraient, dans les limites de la réglementation en vigueur, aux époques que le directoire déterminera, être opérés par tous moyens y compris par voie d'acquisition de blocs de titres.

Ces opérations ne pourront pas être effectuées en période d'offre publique.

La société n'entend pas utiliser des mécanismes optionnels ou instruments dérivés.

Le prix maximum d'achat serait fixé à quarante euros par action. En cas d'opération sur le capital notamment de division ou de regroupement des actions les montants indiqués seront ajustés dans les mêmes proportions. Le montant maximum de l'opération serait de 80 000 000 euros.

Descriptif du programme de rachat d'actions

Conformément aux dispositions de l'article 241-2 du règlement général de l'AMF ainsi que du règlement européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003, le présent descriptif a pour objectif de décrire les finalités et les modalités du programme de rachat de ses propres actions par la société. Ce programme sera soumis à l'autorisation de l'assemblée générale du 20 septembre 2018.

1) Nombre de titres de capital détenus à la date du 30/06/2018

Nombre de titres détenus de manière directe et indirecte : 887 873 actions représentant 4,44 % du capital de la société.

Répartition des titres par objectif

Motifs des acquisitions	Nombre	Valeur nominale
Animation du cours	7 817	15 634 €
Opérations de croissance externe	506 341	1 012 682 €
Actionnariat salarié	307 823	615 646 €
Annulation	65 892	131 784 €

2) Nouveau programme de rachat d'actions

- **Autorisation du programme** : Assemblée générale du 20 septembre 2018.
- **Durée de programme** : 18 mois à compter de l'assemblée générale du 20 septembre 2018 soit jusqu'au 19 mars 2020.
- **Titres concernés** : actions ordinaires.
- **Part maximale du capital dont le rachat est autorisé** : 10 % du capital (soit 2 000 000 actions à ce jour), étant précisé que cette limite s'apprécie à la date des rachats afin de tenir compte des éventuelles opérations d'augmentation ou de réduction de capital pouvant intervenir pendant la durée du programme. Le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de cette limite correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée du programme dans le cadre de l'objectif de liquidité.

La société ne pouvant détenir plus de 10 % de son capital, compte tenu du nombre d'actions déjà détenues s'élevant à 887 873 (soit 4,44% du capital), le nombre maximum d'actions pouvant être achetées sera de 1 112 127 actions (soit 5,56% du capital) sauf à céder ou à annuler les titres déjà détenus.

- **Modalités des rachats** : les achats, cessions et transferts pourront être réalisés par tous moyens sur le marché ou de gré à gré, y compris par opérations sur blocs de titres, étant précisé que la résolution proposée au vote des actionnaires ne limite pas la part du programme pouvant être réalisée par achat de blocs de titres.

Ces opérations ne pourront pas être effectuées en période d'offre publique.

- **Les objectifs, prix maximum d'achat et montant maximal du programme** sont rappelés dans la proposition de renouvellement ci-dessus.

5.3. Acte constitutif et statuts

Consultation des documents juridiques

Les statuts, procès-verbaux des assemblées générales et autres documents sociaux peuvent être consultés au siège social de la société.

Objet social (article 2 des statuts)

La société a pour objet :

- la fourniture de toutes prestations dans le domaine de l'informatique,
- la prise à bail de tous locaux, l'acquisition ou la cession de tous baux,
- la participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités,
- et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

Procédure d'identification des actionnaires (article 8 des statuts)

Conformément aux dispositions de l'article L.228-2 du Code de commerce, en vue de l'identification des titres au porteur, la société est en droit de demander à tout moment contre rémunération à sa charge au dépositaire central qui assure la tenue du compte émission de ses titres, les renseignements relatifs à l'identification des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses assemblées d'actionnaires ainsi que la quantité de titres détenue par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappés. La société est en outre en droit de demander dans les conditions fixées par le Code de commerce l'identité des propriétaires de titres lorsqu'elle estime que certains détenteurs dont l'identité lui est révélée sont propriétaires de titres pour le compte de tiers.

Droit de vote double (article 9 des statuts)

Un droit de vote double est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, ce droit de vote double bénéficiera, dès leur émission, aux actions nouvelles attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie déjà de ce droit.

Le droit de vote double cessera de plein droit pour toute action ayant fait l'objet d'une conversion au porteur ou d'un transfert de propriété, sauf dans les cas prévus par la loi.

Note : Ce droit de vote double a été instauré par l'assemblée générale mixte du 13 juillet 1999.

Il est proposé de supprimer ce droit de vote double dans la 15ème résolution de la prochaine assemblée générale du 20/09/2018.

Directoire : nomination, durée et rémunération (article 10 des statuts)

1-La société est dirigée par un directoire qui exerce ses fonctions sous le contrôle du conseil de surveillance. Le directoire est composé de deux membres au moins et de sept membres au plus, nommés par le conseil de surveillance.

2-Les membres du directoire sont nommés pour une durée de six ans et sont toujours rééligibles. Nul ne peut être nommé membre du directoire s'il est âgé de plus de 65 ans. Le membre du directoire en fonction venant à dépasser cet âge est réputé démissionnaire d'office.

Tout membre du directoire peut être révoqué par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ainsi que par le conseil de surveillance.

Au cas où l'intéressé aurait conclu avec la société un contrat de travail, la révocation de ses fonctions de membre du directoire n'a pas pour effet de résilier ce contrat.

3-Le conseil de surveillance détermine la rémunération des membres du directoire et confère à l'un d'eux la qualité de président.

Les membres du directoire se réunissent aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, et au moins tous les trois mois, sur convocation du président ou de la moitié de ses membres, au lieu indiqué par l'auteur de la convocation ; ils peuvent être convoqués par tous moyens, même verbalement. Le président du directoire préside les séances.

Pour la validité des délibérations, la présence de la moitié au moins des membres est nécessaire. Les décisions doivent être prises à la majorité des membres présents, le vote par procuration étant interdit.

En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante.

Directoire : pouvoirs et obligations (article 11 des statuts)

1-Le directoire est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société dans la limite de l'objet social et sous réserve de ce que la loi attribue expressément au conseil de surveillance et aux assemblées d'actionnaires.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du directoire qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Toutefois, à titre de mesure interne non opposable aux tiers, sauf dans les cas prévus par la loi, la cession d'immeubles par nature, la cession totale ou partielle de participations, la constitution de sûretés ainsi que les cautions, avals et garanties, les prêts, les emprunts, les achats, échanges et ventes d'établissements commerciaux, les achats et échanges d'immeubles, la constitution de sociétés et tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, ainsi que toute prise de participation ou de cession, doivent être préalablement autorisés par le conseil de surveillance dans la mesure où le montant global dépasse deux cent cinquante mille euros.

Outre ce montant, le directoire est habilité à consentir des prêts ou avances au personnel dans des limites individuelles et globales qui seront fixées par le conseil de surveillance.

Le directoire convoque les assemblées générales, fixe leur ordre du jour et exécute leurs décisions.

2-Une fois par trimestre au moins, le directoire présente un rapport au conseil de surveillance. Dans les trois mois de la clôture de chaque exercice, il lui présente, aux fins de vérification et de contrôle, les comptes annuels, et, le cas échéant, les comptes consolidés.

3-Le président du directoire représente la société dans ses rapports avec les tiers.

Le conseil de surveillance peut attribuer le même pouvoir de représentation à un ou plusieurs membres du directoire qui portent alors le titre de directeur général.

Les actes engageant la société vis-à-vis des tiers doivent porter la signature du président du directoire, de l'un des directeurs généraux, ou de tout fondé de pouvoirs dûment habilité à cet effet.

Conseil de Surveillance : nomination, durée et rémunération (article 12 des statuts)

1-Le conseil de surveillance est composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus sous réserve des dérogations prévues par la loi.

Les membres, personnes physiques ou morales, sont nommés par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, parmi ses membres. En cas de fusion ou de scission, la nomination peut être faite par l'assemblée générale extraordinaire.

Aucun membre du conseil de surveillance ne peut faire partie du directoire.

2-La durée des fonctions des membres du conseil de surveillance est de six ans, expirant à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

Ils sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale ordinaire. Le nombre des membres du conseil de surveillance ayant atteint l'âge de 85 ans ne pourra être supérieur au tiers des membres du conseil de surveillance en fonction.

3-Chaque membre du conseil de surveillance doit être propriétaire de cinq actions.

Si, au jour de sa nomination, un membre du conseil de surveillance n'est pas propriétaire du nombre d'actions requis, ou si, en cours de mandat, il cesse d'en être propriétaire, il est réputé démissionnaire d'office, s'il n'a pas régularisé sa situation dans le délai de six mois.

4-Lorsqu'à la clôture d'un exercice, la part du capital détenue, dans le cadre prévu par les dispositions de l'article L.225-102 du Code de commerce, par le personnel de la société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.225-180 dudit Code, représente plus de 3 %, un membre du conseil de surveillance représentant les salariés actionnaires est nommé par l'assemblée générale ordinaire selon les modalités fixées par la réglementation en vigueur ainsi que par les présents statuts.

Les candidats à la nomination au poste de membre du conseil de surveillance salarié actionnaire sont désignés dans les conditions suivantes :

- a) Lorsque le droit de vote attaché aux actions détenues par les salariés ou par les fonds communs de placement dont ils sont membres est exercé par les membres du conseil de surveillance de ces fonds communs de placement, les candidats sont désignés en son sein par ce conseil.
- b) Lorsque le droit de vote attaché aux actions détenues par les salariés ou par les fonds communs de placement dont ils sont membres est directement exercé par ces salariés, les candidats sont désignés à l'occasion de la consultation prévue à l'article L.225-106 du Code de commerce soit par les salariés actionnaires spécialement réunis à cet effet, soit dans le cadre d'une consultation écrite.

Les modalités de désignation des candidats non définies par les dispositions légales et réglementaires en vigueur ou par les présents statuts, sont arrêtées par le président du conseil de surveillance, notamment en ce qui concerne le calendrier de désignation des candidats.

Une liste de tous les candidats valablement désignés est établie. Celle-ci doit comporter au moins deux noms. La liste des candidats est annexée à l'avis de convocation de l'assemblée générale des actionnaires appelée à nommer le membre du conseil de surveillance représentant les salariés actionnaires.

Le membre du conseil de surveillance représentant les salariés actionnaires est nommé par l'assemblée générale ordinaire dans les conditions applicables à toute nomination de membre du conseil de surveillance, hormis la durée de son mandat.

Le conseil de surveillance présente à l'assemblée générale la liste des candidats par ordre de préférence. Celui des candidats visés ci-dessus qui aura recueilli le plus grand nombre de voix des actionnaires présents ou représentés à l'assemblée générale ordinaire sera désigné comme membre du conseil de surveillance représentant les salariés actionnaires. Ce membre n'est pas pris en compte pour la détermination du nombre maximal de membres du conseil de surveillance prévus par l'article L.225-69 du Code de commerce.

La durée des fonctions du membre du conseil de surveillance représentant les salariés actionnaires est de trois ans. Toutefois son mandat prend fin de plein droit et il est réputé démissionnaire d'office en cas de perte de la qualité de salarié de la société (ou d'une société ou groupement d'intérêt économique qui lui sont liés au sens de l'article L.225-180 du Code de commerce) ou d'actionnaire. Jusqu'à la date de nomination ou de remplacement de l'administrateur représentant les salariés actionnaires, le conseil de surveillance pourra se réunir et délibérer valablement.

En cas de vacance du poste de membre du conseil de surveillance représentant les salariés actionnaires pour quelque cause que ce soit, son remplacement s'effectuera dans les conditions prévues ci-dessus ; il sera désigné par la prochaine assemblée générale pour une nouvelle période de trois ans.

Les dispositions relatives à cet article cesseront de s'appliquer lorsqu'à la clôture d'un exercice, le pourcentage de capital détenu par le personnel de la société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.225-180 précité, dans le cadre prévu par les dispositions de l'article L.225-102 précité, représentera moins de 3 % du capital, étant précisé que le mandat de tout membre du conseil de surveillance nommé en application de cet article expirera à son terme.

Les dispositions relatives au paragraphe 3 du présent article ne sont pas applicables au représentant des salariés actionnaires. Néanmoins, il devra détenir, soit individuellement, soit à travers un Fonds Commun de Placement d'Entreprise (FCPE) régi par l'article L.214-40 du Code monétaire et financier, au moins une action ou un nombre de parts dudit fonds équivalent au moins à une action.

- 5-Le conseil de surveillance comprend en outre, en vertu de l'article L.225.79-2 du Code de commerce, un ou plusieurs membres du conseil représentant les salariés.

Le nombre des membres du conseil représentant les salariés est égal à deux lorsque le nombre de membre du conseil désignés selon les modalités mentionnées à l'article L.225-75 est supérieur à douze et à un s'il est égal ou inférieur à douze.

Lorsque le nombre de membres du conseil désignés selon les modalités mentionnées à l'article L.225-75 du Code de commerce devient supérieur à douze, un deuxième membre du conseil représentant les salariés est désigné conformément aux dispositions ci-dessous, dans un délai de six mois après la cooptation par le conseil ou la nomination par l'assemblée générale du nouveau membre du conseil.

Lorsque le nombre de membres du conseil désignés selon les modalités mentionnées à l'article L.225-75 du Code de commerce devient inférieur à douze, cette réduction est sans effet sur la durée du mandat de l'ensemble des représentants des salariés au conseil, qui prend fin à son terme normal.

Le ou les membres du conseil représentant les salariés sont désignés pour une durée de six ans par le Comité Central d'Entreprise.

En cas de vacance pour quelque cause que ce soit d'un membre du conseil représentant les salariés, le siège vacant est pourvu dans les conditions fixées par l'article L.225-34 du Code de commerce.

Par exception à la règle prévue à l'article 12 paragraphe 3 des présents statuts pour les membres du conseil de surveillance nommés par l'assemblée générale, les membres du conseil représentant les salariés ne sont pas tenus de posséder un nombre minimum d'actions.

6-Le conseil de surveillance élit parmi ses membres un président et un vice-président, personnes physiques, qui sont chargés de convoquer le conseil et d'en diriger les débats. Ils sont nommés pour la durée de leur mandat au conseil de surveillance. Le conseil détermine, le cas échéant, leur rémunération.

7-Le conseil se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

La convocation est faite par tous moyens, et même verbalement. Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Toutefois, le président du conseil de surveillance convoque le conseil à une date qui ne peut être postérieure à quinze jours lorsqu'un membre au moins du directoire ou le tiers au moins des membres du conseil de surveillance lui présentent une demande motivée en ce sens.

Tout membre du conseil peut donner mandat, par tous moyens pouvant être justifiés, à un autre membre de le représenter à une séance du conseil. La présence effective de la moitié au moins des membres du conseil est nécessaire pour la validité des opérations.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque membre présent ou représenté disposant d'une voix et chaque membre présent ne pouvant disposer que d'un seul pouvoir.

En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante.

Le président du conseil de surveillance a la faculté de décider que les membres du conseil de surveillance pourront participer à une réunion par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective ; le recours à ce procédé est exclu lorsque la réunion du conseil a pour objet la vérification et le contrôle des comptes annuels et consolidés.

Conseil de Surveillance : pouvoirs et obligations (article 13 des statuts)

Le conseil de surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la société par le directoire. À toute époque de l'année, il opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se

faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

Il nomme les membres du directoire et fixe leur rémunération ; il peut également les révoquer.

Il désigne le président du directoire et éventuellement les directeurs généraux.

Il convoque l'assemblée générale des actionnaires, à défaut de convocation par le directoire.

Il donne au directoire, à titre de mesure d'ordre intérieur non opposable aux tiers, les autorisations préalables à la conclusion des opérations visées à l'article 11 ci-dessus.

Il présente à l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires ses observations sur le rapport du directoire, ainsi que sur les comptes de l'exercice. Le déplacement du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe peut être décidé par le conseil de surveillance sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale ordinaire.

Le conseil de surveillance peut conférer, à un ou plusieurs de ses membres, tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.

Assemblées générales (article 16 des statuts)

Les assemblées d'actionnaires sont convoquées dans les conditions prévues par la loi ; elles sont réunies au siège social, ou en tout autre endroit indiqué dans l'avis de la convocation.

Les assemblées générales se composent de tous les actionnaires, quel que soit le nombre d'actions qu'ils détiennent.

Sous réserve du droit de vote double mentionné à l'article 9 des statuts et des dispositions légales, chaque membre de l'assemblée a droit à autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Tout actionnaire peut se faire représenter par la personne physique ou morale de son choix dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Les personnes morales actionnaires participent aux assemblées par leurs représentants légaux ou par tout mandataire désigné à cet effet.

Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire dont les mentions sont réglementées.

Ce formulaire peut, le cas échéant, figurer sur le même document que la formule de procuration.

Le formulaire de vote par correspondance et la procuration donnée par un actionnaire sont signés par celui-ci, le cas échéant, par un procédé de signature électronique sécurisée au sens du décret n° 2001-272 du 30 mars 2001 pris pour l'application de l'article 1316-4 du code civil, ou par un procédé

de signature électronique arrêté par le directoire consistant en l'usage d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte usuel auquel il s'attache.

L'actionnaire peut utiliser le formulaire électronique de vote à distance ou de procuration proposé sur le site de la société consacré à cet effet, s'il parvient à la société la veille de la réunion de l'assemblée générale au plus tard à 15 heures, heure de Paris. Ce formulaire électronique comporte la signature électronique dans les conditions prévues au présent article.

La participation aux assemblées générales, sous quelque forme que ce soit, est subordonnée à l'inscription en compte des titres dans les conditions et délais prévus par la réglementation en vigueur.

Le conseil de surveillance dispose de la faculté d'accepter les formulaires de vote et les procurations qui parviendraient à la société au-delà de la limite prévue par la réglementation en vigueur.

Les assemblées sont présidées par le président du conseil de surveillance ou, en son absence, par le vice-président du conseil de surveillance ou par un membre du conseil spécialement délégué à cet effet par le conseil. À défaut l'assemblée désigne elle-même son président.

Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires statuant dans les conditions de quorum et de majorité prescrites par les dispositions qui les régissent respectivement, exercent les pouvoirs qui leur sont attribués par la loi.

Affection et répartition des résultats (article 18 des statuts)

Si les comptes de l'exercice approuvés par l'assemblée générale font apparaître un bénéfice distribuable tel qu'il est défini par la loi, l'assemblée générale décide de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer.

L'assemblée générale peut accorder aux actionnaires pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions dans les conditions légales.

Modification des droits des actionnaires

La modification des droits des actionnaires se fait conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Franchissement de seuils statutaire

Aucune déclaration de franchissement de seuil statutaire n'est prévue.

Modifications du capital

Le capital et les droits attachés aux actions qui le composent peuvent être modifiés dans les conditions prévues par la loi, les statuts de la société ne prévoyant pas de dispositions particulières plus restrictives.

Disposition ayant pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de contrôle

Aucune disposition ayant pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de contrôle n'est prévue dans les statuts.

5.4. Information et historique sur la vie juridique de la société sur l'exercice

Dénomination et siège social

SII

Immeuble « Le Sequana II » – 87, quai Panhard & Levassor – 75013 Paris.

Tél : +33 (0)1 42 84 82 22

Date de constitution et durée de la société

SII a été constituée le 21 février 1979 pour une durée de 99 ans, sauf cas de prorogation ou de dissolution anticipée décidée par l'assemblée générale extraordinaire.

La société, initialement constituée sous la forme de société à responsabilité limitée (SARL), a été transformée en société anonyme (SA) le 13 juin 1985. Dans un premier temps, SA à conseil d'administration puis, le 20 décembre 2007, SA à directoire et conseil de surveillance.

Lieu et numéro d'enregistrement

SII est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 315 000 943.

Le code NAF est 6202A « conseil en systèmes et logiciels informatiques ».

Législation applicable

La société est soumise au droit français.

Forme juridique

Société Anonyme à directoire et conseil de surveillance.

Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars de chaque année.

5.5. Informations sur les participations

Les participations de la société SII S.A., société mère du groupe, sont décrites au paragraphe 1.2.2 (Organigramme) et dans la note 4.a.3 de l'annexe des comptes consolidés (Périmètre de consolidation).

5.6. Conventions réglementées

Aucune convention réglementée n'a été conclue au cours de l'exercice.

Aucune convention réglementée conclue antérieurement ne s'est poursuivie au cours de l'exercice.

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-58 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'assemblée générale

Conventions et engagements autorisés et conclus au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement autorisé et conclu au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.255-86 du Code de commerce.

Conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement déjà approuvé par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Les commissaires aux comptes
Paris La Défense et Paris le 27 juillet 2018

KPMG S.A.

C.E.E.C.A.

Vincent de Becquevort
Associé

Jean-Paul Le Mentec
AssociéLe Président du directoire

5.7. Salariés

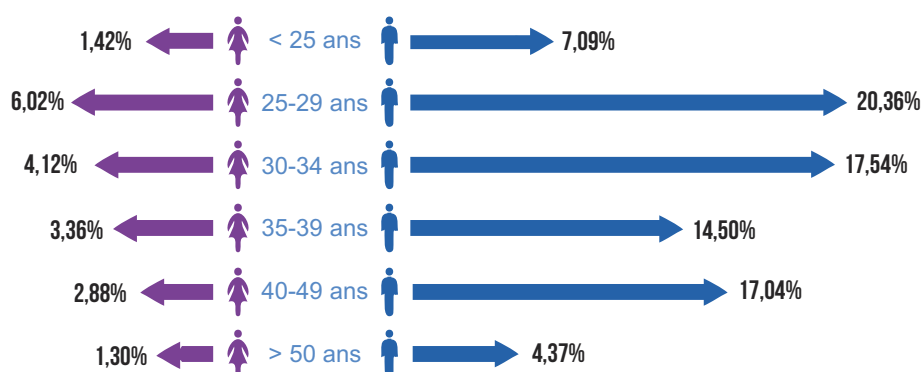
Toutes les informations incluses dans ce paragraphe ne concernent que la société SII S.A., société mère du groupe basée en France.

Les informations de même nature concernant l'ensemble du groupe SII sont mentionnées au paragraphe 3.2 (Informations sociales) du chapitre 3.

Répartition du personnel par type de contrat au 31 mars 2018

	Femmes	Hommes	Total
C.D.I.	585	2 529	3 114
C.D.D.	7	5	12
Contrat de professionnalisation	10	12	22
Contrat d'apprentissage	1	9	10
Total	603	2 555	3 158

Répartition des salariés par âge au 31 mars 2018

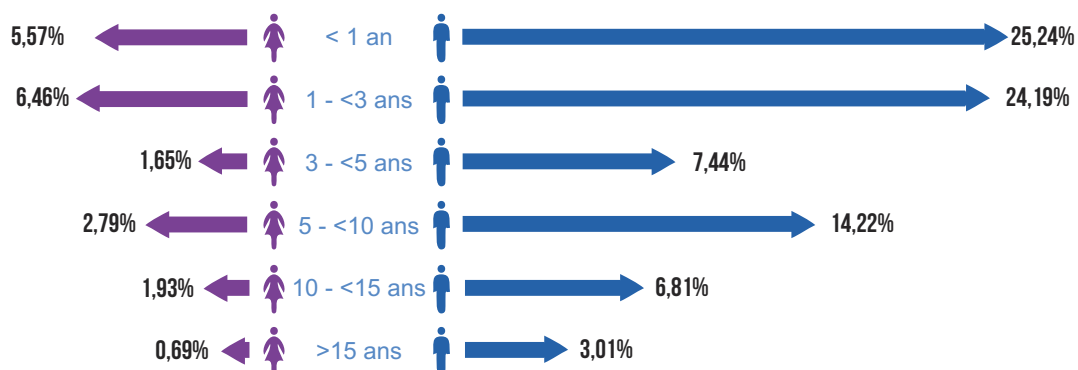


L'âge moyen est de 34,84 ans au 31/03/2018 ; (34,86 ans au 31/03/2017)

Répartition des salariés par catégories socio-professionnelles au 31 mars 2018

	Femmes	Hommes	Total
Cadres	16,75 %	77,14 %	93,89 %
ETAM	2,34 %	3,77 %	6,11 %
Total	19,09 %	80,91 %	100,00 %

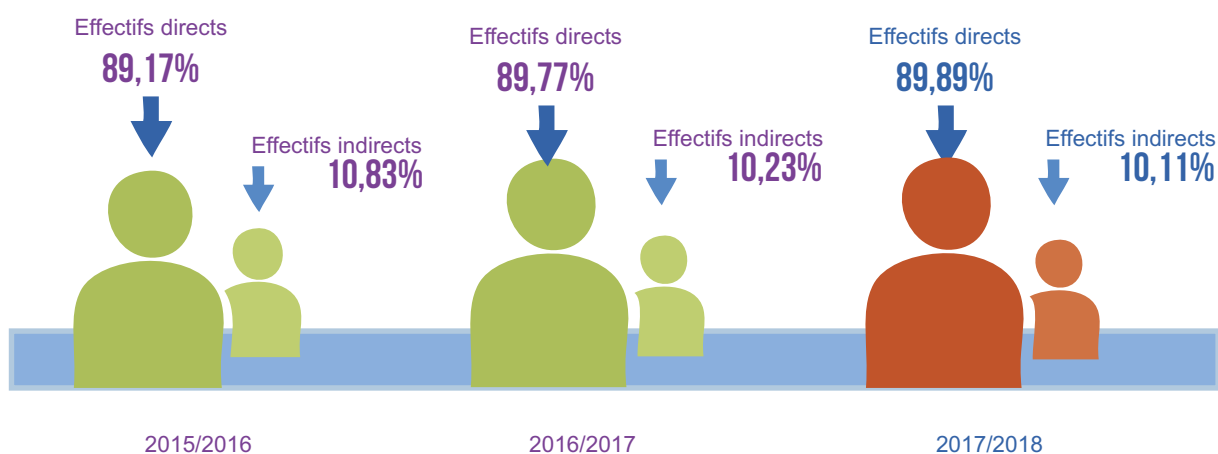
Répartition des salariés par ancienneté au 31 mars 2018



L'ancienneté moyenne est de 4,01 années au 31/03/2018 ; (4,33 ans au 31/03/2017).

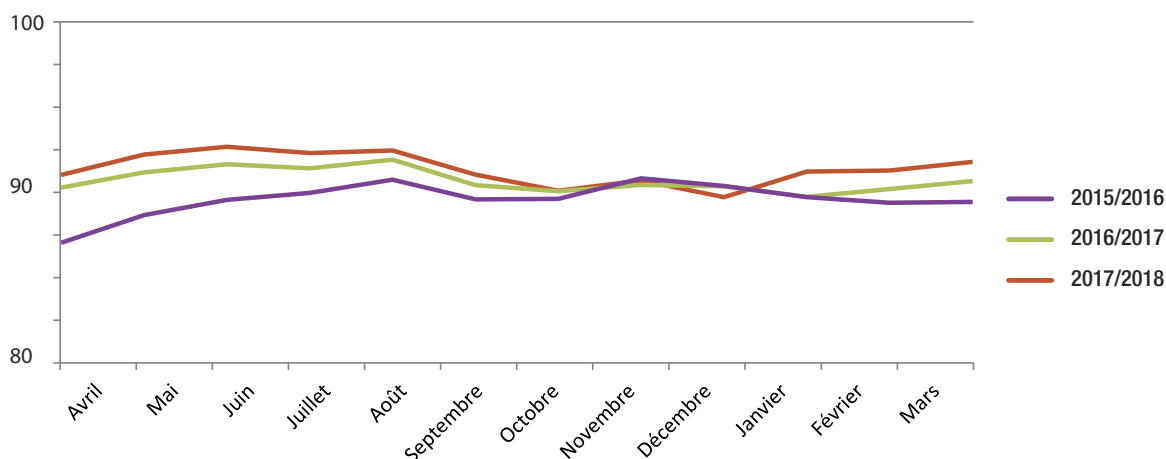
Évolution du ratio d'indirects (moyenne annuelle)

Le personnel dit « indirect » correspond au personnel « non facturable ».



Taux d'Activité Congés Exclus

C'est l'un des paramètres majeurs du fonctionnement d'une société de services. Ce paramètre correspond au « ratio du personnel facturable qui est facturé sur l'ensemble du personnel facturable ». Ce taux est calculé mensuellement à partir des comptes rendus d'activité. C'est une variable d'ajustement entre réactivité (disponibilité du personnel ayant les compétences ad hoc) et rentabilité (le personnel qu'il soit facturé ou pas revient au même prix).



Sur l'exercice la moyenne est de 91,34 %, sur l'exercice précédent elle était de 90,54 %, soit une amélioration de 0,80 %.

Recrutement et création de postes

Pour l'exercice 2017/2018 :

- la société a recruté 1 097 personnes,
- le turn over, calculé sur les départs à l'initiative du collaborateur rapporté à l'effectif moyen de l'exercice, a été de 21,8 %,
- 283 emplois nets ont été créés.

Importance de la sous-traitance et de l'intérim

La société recourt de façon modérée à la sous-traitance.

Pour l'exercice 2017/2018 :

- la sous-traitance représente un montant de 31 568 K€ (12,0 % du chiffre d'affaires),
- les prestations d'intérim se sont élevées à 182 K€.

Plan de réduction d'effectif ou de sauvegarde de l'emploi

Néant

Organisation du temps de travail

Accord d'entreprise RTT sur la base de l'accord de branche (Syntec) :

- modalité 1 : 2 194 personnes,
- modalité 2 : 847 personnes,
- modalité 3 : 70 personnes,
- hors accord RTT : 47 personnes.

Temps partiel

- mi-temps ou inférieur : 4 personnes.
- supérieur à 50 % : 105 personnes.

Formation professionnelle (année civile 2017)

- Nombre d'heures de formation : 41 122 heures.
- Montant en % de la masse salariale : 2,97%.

Œuvres sociales

Le budget alloué aux différents comités d'établissements s'établit à 1 % de la masse salariale auquel s'ajoute 0,2 % pour le fonctionnement soit un montant total de 1 481 milliers d'euros pour l'exercice 2017/2018.

Participation des salariés

SII a, depuis l'exercice 2015/2016, un accord de participation bonifié par rapport aux dispositions légales. Cet accord, inclus dans un mécanisme de Plan Épargne Entreprise, permet aux salariés de choisir le support parmi six fonds dont un FCPE sur actions SII et deux fonds dits « solidaires ».

Exercice	2013/2014	2014/2015	2015/2016	2016/2017	2017/2018
Montant de la participation (K€)	630	0	187	1 137	1 446
Salaire mensuel moyen	7%	0%	3%	12%	14%

Emploi et insertion des travailleurs handicapés

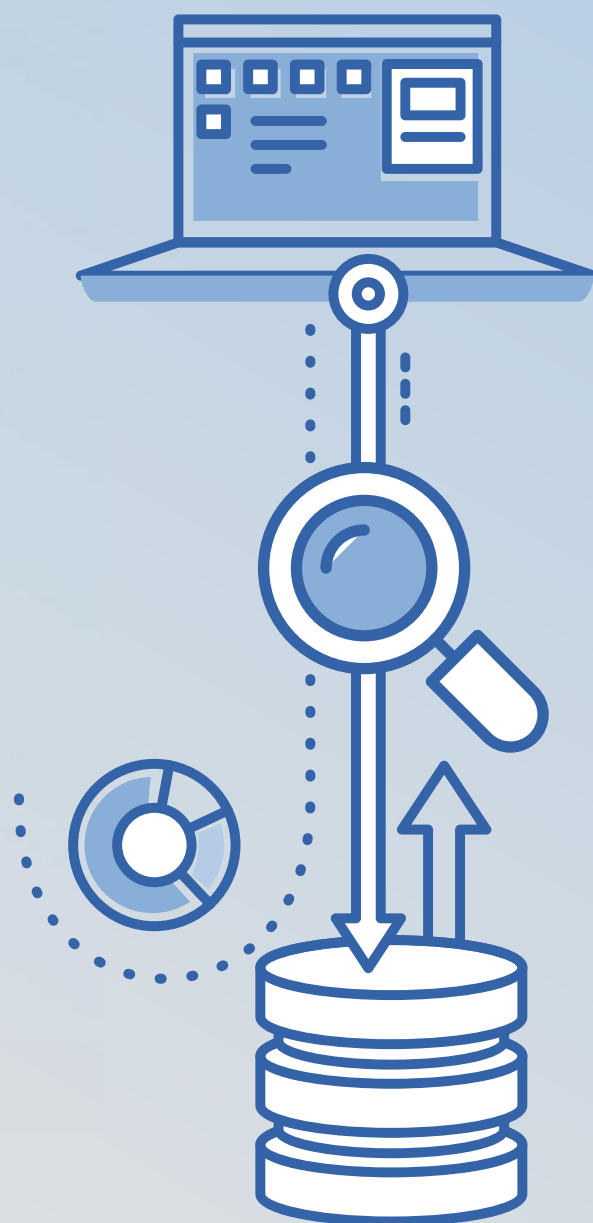
La société compte parmi ses effectifs, au 31/03/2018, 47 salariés handicapés. Par ailleurs, SII a signé un quatrième accord d'entreprise pour une durée de quatre ans portant sur l'emploi de travailleurs handicapés.

Enquête de satisfaction du personnel

L'enquête annuelle se compose d'une dizaine de questions, ci-dessous les trois qui servent de référence à l'indicateur de performance « satisfaction du personnel ».

Exercice	Mars 2017	Mars 2018
SII est égale ou mieux que les autres SSII	92%	93%
Satisfaction de la direction d'agence	82%	86%
Réactivité et suivi commercial	80%	81%

6



INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

- 6.1** Responsable du document de référence
- 6.2** Contrôleurs légaux des comptes
- 6.3** Information provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts
- 6.4** Documents accessibles au public

6.1. Responsable du document de référence

Responsable du document de référence

Monsieur Eric Matteucci – Président du directoire.

Responsable de l'information

Monsieur Eric Matteucci.

Tél. : +33 (0)142 848 222 – Fax : +33 (0)142 843 082 – e-mail : ematteucci@sii.fr

Attestation du responsable du document de référence

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport de gestion (cf. tableau de correspondance § 8.2) présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent document de référence ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document.

Les comptes consolidés présentés dans ce document de référence ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux figurant au § 4.2 du présent document qui contient une observation relative à la note 4.a.2.22 « Correction d'erreur » de l'annexe qui expose le retraitement des comptes de cette correction d'erreur au 31 mars 2017 et de ses impacts.

Les comptes sociaux présentés dans ce document de référence ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux figurant au § 4.4 du présent document qui ne contient pas d'observation particulière.

Les comptes consolidés clos le 31 mars 2017 présentés dans le document de référence déposé le 28 juillet 2017 auprès de l'AMF sous le numéro D17-0808 ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux qui ne contient pas d'observation particulière.

Les comptes consolidés clos le 31 mars 2016 présentés dans le document de référence déposé le 29 juillet 2016 auprès de l'AMF sous le numéro D16-0761 ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux qui ne contient pas d'observation particulière.

Paris le 27 juillet 2018
Le président du directoire - Eric MATTEUCCI

6.2. Contrôleurs légaux des comptes

Commissaires aux comptes titulaires

C.E.E.C.A.

112, avenue Kléber
75784 Paris Cedex 16
Représentée par
Monsieur Jean-Paul Le Mentec Associé

KPMG S.A.

Tour Eqho
2, avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Représentée par
Monsieur Vincent de Becquevort Associé

Date des mandats

Renouvelé lors de l'AGO du 17/09/2015

Renouvelé lors de l'AGM du 19/09/2017

Durée et date d'expiration des mandats

Du 17/09/2015 jusqu'à l'assemblée statuant
sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2021.

Du 19/09/2017 jusqu'à l'assemblée statuant
sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2023.

Commissaires aux comptes suppléants

Monsieur Eric PIPET

2 bis, rue du Parc
77540 Bernay Vilbert

Date des mandats

Renouvelé lors de l'AGO du 17/09/2015

Durée et date d'expiration des mandats

Du 17/09/2015 jusqu'à l'assemblée statuant
sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2021.

Honoraires des commissaires aux comptes

	C.E.E.C.A.		KPMG	
	2016/2017	2017/2018	2016/2017	2017/2018
Audit				
- Commissariat aux comptes				
- Certification, examen des comptes				
- Maison mère	53 500	56 500	75 261	95 261
- Filiales intégrées				57 700
Missions accessoires	Néant	Néant	Néant	Néant
Autres prestations	Néant	Néant		
- Juridique, fiscal, social				
- Traitement de l'information				
- Audit interne				
- Autres			25 950	25 500
Total	53 500	56 500	101 211	178 461

La majorité des prestations concernent des travaux de commissariat.

Toutefois, KPMG a été désigné « Organisme Tiers Indépendant » chargé de vérifier les informations contenues dans le RSE.

6.3. Information provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts.

Néant.

6.4. Documents accessibles au public

Tous les communiqués de la société et le document de référence sont accessibles sur le site internet de la société : <http://www.groupe-sii.com> dans la rubrique « Investisseurs – Informations réglementées ».

Calendrier prévisionnel des communiqués financiers

Communiqués financiers concernant le groupe SII	Date (*)
Chiffre d'affaires du premier trimestre 2018/2019	14/08/18 après bourse
Assemblée générale statuant sur l'exercice 2017/2018 clos le 31 mars 2018	20/09/2018
Chiffre d'affaires du deuxième trimestre 2018/2019	13/11/2018 après bourse
Résultats du premier semestre 2018/2019	11/12/2018 après bourse
Réunion SFAF – résultats semestriels 2018/2019	12/12/2018
Chiffre d'affaires du troisième trimestre 2018/2019	12/02/2019 après bourse
Chiffre d'affaires annuel de l'exercice 2018/2019	14/05/2019 après bourse
Résultats annuels de l'exercice 2018/2019	11/06/2019 après bourse
Réunion SFAF – résultats annuels 2018/2019	12/06/2019
Assemblée générale statuant sur l'exercice 2018/2019 clos le 31 mars 2019	19/09/2019

(*) Calendrier indicatif, susceptible de modification ou de report.



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 20 SEPTEMBRE 2018

- 7.1** Exposé des motifs des résolutions
- 7.2** Textes des résolutions
- 7.3** Autre rapport des commissaires aux comptes



7.1. Exposé des motifs des résolutions

Le présent exposé des motifs constitue la partie du rapport du directoire relative à la présentation des résolutions qui seront soumises au vote de l'assemblée générale mixte du 20 septembre 2018.

- Il est proposé à l'assemblée générale d'approuver les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 mars 2018 se soldant par un bénéfice de 18 792 728 €, le montant des dépenses et charges non déductibles s'élevant à 98 606 € (composé des loyers non déductibles sur véhicules de tourisme) et les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2018 se soldant par un bénéfice, part du groupe, de 25 808 632 €.

Le bénéfice social de l'exercice clos le 31 mars 2018 cumulé au report à nouveau dont le montant est de 486 980 €, porte ainsi le montant total du bénéfice distribuable à 19 279 708 €. Il est proposé :

- de distribuer 3 000 000 € de dividendes soit la distribution d'un dividende brut de 0,15 euro par action en conformité avec la politique de la société en la matière. Le dividende serait payé le 28 septembre 2018 et le coupon détaché le 26 septembre 2018,
- d'affecter 16 000 000 € au compte « autres réserves » afin de porter le compte « autres réserves » à 76 500 000 €, et
- d'affecter le solde soit 279 708 € au compte « report à nouveau ».
- en outre, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons qu'au cours des trois derniers exercices les distributions de dividendes ont été les suivantes :

Au titre de l'exercice clos le	Revenu éligibles à la réfaction Dividendes	Revenu éligibles à la réfaction Autres revenus distribués	Revenus non éligibles à la réfaction
31/03/2015	1 600 000 €* soit 0,08 € par action	-	-
31/03/2016	1 800 000 €* soit 0,09 € par action	-	-
31/03/2017	2 400 000 €* soit 0,12 € par action	-	-

(*) : incluant le montant du dividende correspondant aux actions auto-détenues non versé et affecté au compte « report à nouveau ».

(Première à troisième résolutions)

- L'assemblée sera amenée à constater l'absence de convention nouvelle signalée dans le rapport spécial des commissaires aux comptes. (Quatrième résolution)
- Nous avons reçu la démission du cabinet C.E.E.C.A., représenté par Monsieur Jean-Paul LE MENTEC, de son mandat de Commissaire aux comptes titulaires de notre société pour des raisons de départ à la retraite. Le conseil de surveillance vous proposer de nommer aux fonctions de commissaire aux comptes titulaires la société XXXX en remplacement du cabinet C.E.E.C.A. pour une durée de trois exercices correspondant au terme du mandat en cours soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle à tenir dans l'année 2021 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2021 (Cinquième résolution)
- En application de l'article L.125-100 du Code de commerce, les éléments de rémunération versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 mars 2018, aux membres du direction et aux membres du conseil de surveillance, seront soumis à l'approbation de l'assemblée. Ces éléments de rémunération sont présentés dans le rapport figurant au paragraphe 2.2 du document de référence 2017/2018. (Sixième à huitième résolution)
- En application de l'article L.225-82-2 du Code de commerce, les principes et critères applicables à la détermination, à la répartition et à l'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au président du directoire, aux membres du directoire, au président du conseil de surveillance et aux membres du conseil de surveillance en raison de l'exercice de leur mandat, et constituant la politique de rémunération les concernant, seront soumis à l'approbation de l'assemblée. Ces principes et critères de rémunération sont présentés dans le rapport figurant au paragraphe 2.3 du document de référence 2017/2018. (Neuvième à douzième résolution)

- Dans le domaine financier, il vous est proposé de :

- renouveler, pour une durée de dix-huit mois, l'autorisation donnée au directoire en vue d'acquérir jusqu'à 10% du capital social pour le prix maximum de 40 € par action soit un montant maximum de 80 000 000 €, avec pour objectifs : la liquidité du titre, le financement de la croissance externe, la couverture de l'actionnariat salarié, la couverture de valeurs mobilières donnant accès au capital, voire l'annulation (conformément à l'autorisation conférée par l'assemblée générale du 19 septembre 2017 dans sa sixième résolution à caractère extraordinaire) et, le tout dans les limites et conditions fixées par la réglementation. *(Treizième résolution)*

- renouveler pour une période de vingt-quatre mois, l'autorisation donnée au directoire en vue d'annuler les actions rachetées dans le cadre du dispositif de l'article L.225-209 du Code de commerce dans les limites et conditions fixées par la réglementation. *(Quatorzième résolution)*

- Conformément aux articles L.225-99 et L.225-96 du Code de commerce et sous la condition suspensive de l'autorisation par l'assemblée spéciale des titulaires de droits de vote double tenue préalablement à la prochaine assemblée, le directoire vous suggère de supprimer le droit de vote double et de modifier en conséquence les statuts de la société. *(Quinzième résolution)*

Enfin, conformément aux dispositions de la loi « Sapin II » du 9 décembre 2016, nous vous proposons de donner tous pouvoirs au conseil de surveillance de mettre les statuts de la société en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires, sous réserve de ratification de ces modifications par la prochaine assemblée générale extraordinaire. *(Seizième résolution)*

Remerciements

Votre directoire vous invite à approuver par vote, le texte des résolutions qui vous sont soumises.

Le directoire

7.2. Texte des résolutions proposées à l'assemblée générale mixte du 20 septembre 2018

Ordre du jour

À caractère ordinaire

- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 mars 2018, approbation des dépenses et charges non déductibles fiscalement,
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2018,
- Affectation du résultat de l'exercice et fixation du dividende,
- Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés – Constat de l'absence de convention nouvelle,
- Nomination de la société XXXX aux fonctions de commissaire aux comptes titulaire,
- Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 mars 2018 à Monsieur Eric Matteucci, président du directoire,
- Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 mars 2018 à Messieurs Jean-Paul Chevé et Patrice Demay, membres du directoire,
- Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 mars 2018 à Monsieur Bernard Huvé, président du conseil de surveillance,
- Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au président du directoire,
- Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables aux membres du directoire autre que le président,
- Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au président du conseil de surveillance,
- Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables aux membres du conseil de surveillance autre que le président,
- Autorisation à donner au directoire à l'effet de faire racheter par la société ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L.225-209 du Code de commerce, durée de l'autorisation, finalités, modalités, plafond,

À caractère extraordinaire

- Autorisation à donner au directoire en vue d'annuler les actions rachetées par la société dans le cadre du dispositif de l'article L.225-209 du Code de commerce, durée de l'autorisation, finalités, modalités, plafond,
- Modification de l'article 9 des statuts aux fins de supprimer le droit de vote double,
- Délégation à donner au conseil de surveillance en vue d'apporter les modifications nécessaires aux statuts de la société pour les mettre en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires,
- Pouvoirs pour les formalités..

Projet de résolutions

À caractère ordinaire

Première résolution – Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 mars 2018, approbation des dépenses et charges non déductibles fiscalement

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance des rapports du directoire, du conseil de surveillance et des commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 31 mars 2018, approuve, tels qu'ils ont été présentés, les comptes annuels arrêtés à cette date se soldant par un bénéfice de 18 792 728 euros.

L'assemblée générale approuve spécialement le montant global, s'élevant à 98 606 euros, des dépenses et charges visées au 4 de l'article 39 du Code Général des Impôts, ainsi que l'impôt correspondant.

Deuxième résolution – Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2018

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance des rapports du directoire, du conseil de surveillance et des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 mars 2018, approuve ces comptes tels qu'ils ont été présentés se soldant par un bénéfice part du groupe de 25 808 632 euros.

Troisième résolution – Affectation du résultat de l'exercice et fixation du dividende

L'assemblée générale, sur proposition du directoire, décide de procéder à l'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2018 suivante :

Origine		
	Bénéfice de l'exercice 2017/2018	18 792 728 €
	Report à nouveau	486 980 €
	Soit un bénéfice distribuable	19 279 708 €
Affectation		
	Dividendes (*1)	3 000 000 €
	Autres réserves (*2)	16 000 000 €
	Report à nouveau	279 708 €

(*1) : L'assemblée générale constate que le dividende global brut revenant à chaque action est fixé à 0,15 euros. Il est rappelé que pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, ce dividende est assujéti à l'imposition forfaitaire de 30%, sauf si elles optent à l'imposition de ces revenus au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Dans ce dernier cas, l'intégralité du montant ainsi distribué sera éligible à la réfaction de 40% résultant des dispositions de l'article 158 3-2° du Code général des impôts.

(*2) : Afin de porter le poste « Autres réserves » à 76 500 000 euros.

Le détachement du coupon interviendra le 26 septembre 2018.

Le paiement des dividendes sera effectué le 28 septembre 2018.

Il est précisé qu'au cas où, lors de la date de détachement du coupon, la société détiendrait certaines de ses propres actions, les sommes correspondant aux dividendes non versés à raison de ces actions seraient affectées au report à nouveau.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, le tableau ci-après fait état du montant des dividendes et autres revenus distribués au titre des trois précédents exercices, ainsi que leur éventuelle éligibilité à la réfaction de 40% résultant des dispositions de l'article 158 3-2° du Code général des impôts bénéficiant, le cas échéant, aux personnes physiques domiciliées en France.

Au titre de l'exercice clos le	Revenus éligibles à la réfaction		Revenus non éligibles à la réfaction
	Dividendes	Autres revenus distribués	
31/03/2015	1 600 000 €* soit 0,08 € par action	-	-
31/03/2016	1 800 000 €* soit 0,09 € par action	-	-
31/03/2017	2 400 000 €* soit 0,12 € par action	-	-

(*) : incluant le montant du dividende correspondant aux actions auto-détenues non versé et affecté au compte « report à nouveau ».

Quatrième résolution – Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés – Constat de l'absence de convention nouvelle

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes mentionnant l'absence de convention nouvelle de la nature de celles visées aux articles L.225-86 et suivants du Code de commerce, en prend acte purement et simplement.

Cinquième résolution – Nomination de la société XXXX aux fonctions de commissaire aux comptes titulaire

Sur proposition du conseil de surveillance, l'assemblée générale nomme la société XXXXX, en remplacement de la société C.E.E.C.A., démissionnaire, aux fonctions de commissaire aux comptes titulaire pour une durée de trois exercices correspondant au terme du mandat en cours soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle à tenir dans l'année 2021 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2021.

Sixième résolution – Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 mars 2018 à Monsieur Eric Matteucci, président du directoire

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du conseil sur le gouvernement d'entreprise, approuve, conformément aux dispositions de l'article L.225-100 du Code de commerce, les éléments de rémunération fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués à Monsieur Eric Matteucci en sa qualité de président du directoire au titre de l'exercice clos le 31 mars 2018, tels que décrits dans le document de référence au paragraphe 2.2.2.

Septième résolution – Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 mars 2018 à Messieurs Patrice Demay et Jean-Paul Chevée, membres du directoire

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du conseil sur le gouvernement d'entreprise, approuve, conformément aux dispositions de l'article L.225-100 du Code de commerce, les éléments de rémunération fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués à Messieurs Patrice Demay et Jean-Paul Chevée, en leur qualité de membre du directoire au titre de l'exercice clos le 31 mars 2018, tels que décrits dans le document de référence au paragraphe 2.2.2.

Huitième résolution – Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 mars 2018 à Monsieur Bernard Huvé, président du conseil de surveillance

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du conseil sur le gouvernement d'entreprise, approuve, conformément aux dispositions de l'article L.225-100 du Code de commerce, les éléments de rémunération fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués à Monsieur Bernard Huvé, en sa qualité de président du conseil de surveillance au titre de l'exercice clos le 31 mars 2018, tels que décrits dans le document de référence au paragraphe 2.2.1.

Neuvième résolution – Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au président du directoire

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise établi notamment en application de l'article L.225-82-2 du Code de commerce, approuve les principes et les critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au président du directoire au titre de son mandat tels que décrits dans ce rapport et mentionnés au paragraphe 2.3 du document de référence 2017/2018 de la société.

Dixième résolution – Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables aux membres du directoire autres que le président

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise établi notamment en application de l'article L.225-82-2 du Code de commerce, approuve les principes et les critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables aux membres du directoire autres que le président au titre de leur mandat tels que décrits dans ce rapport et mentionnés au paragraphe 2.3 du document de référence 2017/2018 de la société.

Onzième résolution – Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au président du conseil de surveillance

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise établi notamment en application de l'article L.225-82-2 du Code de commerce, approuve les

principes et les critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au président du conseil de surveillance au titre de son mandat tels que décrits dans ce rapport et mentionnés au paragraphe 2.3 du document de référence 2017/2018 de la société.

Douzième résolution – Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables aux membres du conseil de surveillance autres que le président

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise établi notamment en application de l'article L.225-82-2 du Code de commerce, approuve les principes et les critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables aux membres du conseil de surveillance autres que le président au titre de leur mandat tels que décrits dans ce rapport et mentionnés au paragraphe 2.3 du document de référence 2017/2018 de la société.

Treizième résolution – Autorisation à donner au directoire à l'effet de faire racheter par la société ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L.225-209 du Code de commerce

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du directoire, autorise ce dernier, pour une période de dix-huit mois, conformément aux articles L.225-209 et suivants du Code de commerce, à procéder à l'achat, en une ou plusieurs fois aux époques qu'il déterminera, d'actions de la société dans la limite de 10% du nombre d'actions composant le capital social, le cas échéant ajusté afin de tenir compte des éventuelles opérations d'augmentation ou de réduction de capital pouvant intervenir pendant la durée du programme.

Cette autorisation met fin à l'autorisation donnée au directoire par l'assemblée générale du 19 septembre 2017 dans sa dixième résolution à caractère ordinaire.

Les acquisitions pourront être effectuées en vue de toute affectation permise par la loi, notamment :

- assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action SII par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI admise par l'AMF,
- conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, étant précisé que les actions acquises à cet effet ne peuvent excéder 5 % du capital de la société,
- assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions et/ou plans d'actions attribuées gratuitement (ou plans assimilés) au bénéfice des salariés et/ou des mandataires sociaux du groupe ainsi que toutes allocations d'actions au titre d'un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe (ou plan assimilé), au titre de la participation aux résultats de l'entreprise et/ou toutes autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du groupe,
- assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société dans le cadre de la réglementation en vigueur,
- mettre en œuvre toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'AMF, et plus généralement réaliser toute autre opération conforme à la réglementation en vigueur,
- procéder à l'annulation éventuelle des actions acquises, sous réserve de l'autorisation à conférer par la présente assemblée générale des actionnaires dans sa quatorzième résolution à caractère extraordinaire.

Ces achats d'actions pourront être opérés par tous moyens, y compris par voie d'acquisition de blocs de titres, et aux époques que le directoire appréciera.

Ces opérations ne pourront pas être effectuées en période d'offre publique.

La société n'entend pas utiliser des mécanismes optionnels ou instruments dérivés.

Le prix maximum d'achat est fixé à quarante euros par action. En cas d'opération sur le capital, notamment de division ou de regroupement des actions ou d'attribution gratuite d'actions, le montant sus-indiqué sera ajusté dans les mêmes proportions (coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre d'actions composant le capital avant l'opération et le nombre d'actions après l'opération).

Le montant maximal de l'opération est fixé à 80 000 000 euros.

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au directoire à l'effet de procéder à ces opérations, d'en arrêter les conditions et les modalités, de conclure tous accords et d'effectuer toutes formalités.

À caractère extraordinaire

Quatorzième résolution – Autorisation à donner au directoire en vue d'annuler les actions rachetées par la société dans le cadre du dispositif de l'article L.225-209 du Code de commerce.

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du directoire et du rapport des commissaires aux comptes :

- 1) Donne au directoire l'autorisation d'annuler, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10% du capital calculée au jour de la décision d'annulation, déduction faite des éventuelles actions annulées au cours des 24 derniers mois précédents, les actions que la société détient ou pourra détenir par suite des rachats réalisés dans le cadre de l'article L.225-209 du Code de commerce ainsi que de réduire le capital social à due concurrence conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur,
- 2) Fixe à vingt-quatre mois à compter de la présente assemblée, la durée de validité de la présente autorisation,
- 3) Donne tous pouvoirs au directoire, avec faculté de subdélégation, pour réaliser les opérations nécessaires à de telles annulations et aux réductions corrélatives du capital social, modifier en conséquence les statuts de la société et accomplir toutes les formalités requises.

Quinzième résolution – Suppression des droits de vote double – modification corrélative des articles 9 § 2 et 16 al. 3 des statuts

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du directoire, conformément aux articles L.225-99 et L.225-96 du Code de commerce, et sous la condition suspensive de l'autorisation par l'assemblée spéciale des titulaires de droits de vote double tenue préalablement à la présente assemblée, décide :

- de supprimer le droit de vote double attaché aux actions de la société détenues au nominatif depuis au moins deux ans par le même actionnaire,
- d'inscrire dans les statuts une mention expresse relative à l'absence de droit de vote double conformément à la faculté offerte par l'article L.225-123 alinéa 3 du Code de commerce,
- en conséquence, de modifier corrélativement l'article 9 § 2 comme suit, le reste de l'article demeurant inchangé :

« 2. Elle donne, en outre, le droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales dans les conditions légales et statutaires. Les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire ne bénéficient pas d'un droit de vote double. » ;

- en de modifier l'article 16 alinéa 2 des statuts, le reste de l'article demeurant inchangé :
« Sous réserve des dispositions légales, chaque membre de l'assemblée a droit à autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. »

Seizième résolution – Délégation à donner au Conseil de surveillance en vue d'apporter les modifications nécessaires aux statuts de la société pour les mettre en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du directoire, donne tous pouvoirs au conseil de surveillance afin de mettre les statuts en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires, sous réserve de ratification de ces modifications par la prochaine assemblée générale extraordinaire.

Dix-septième résolution – Pouvoirs pour les formalités

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un exemplaire, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités de dépôt et de publicité requises par la loi.

7.3. Autre rapport des commissaires aux comptes

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur la réduction de capital

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue à l'article L.225-209 du Code de commerce en cas de réduction du capital par annulation d'actions achetées, nous avons établi le présent rapport destiné à vous faire connaître notre appréciation sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Votre directoire vous propose de lui déléguer, pour une durée de 24 mois à compter du jour de la présente assemblée, tous pouvoirs pour annuler, dans la limite de 10% de son capital par période de vingt-quatre mois, les actions achetées au titre de la mise en œuvre d'une autorisation d'achat par votre société de ses propres actions dans le cadre des dispositions de l'article précité.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences conduisent à examiner si les causes et conditions de la réduction du capital envisagée, qui n'est pas de nature à porter atteinte à l'égalité des actionnaires, sont régulières.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Les commissaires aux comptes
Paris La Défense et Paris le 27 juillet 2018

KPMG S.A.

Vincent de Becquevort
Associé

C.E.E.C.A.

Jean-Paul Le Mentec
Associé

8



TABLES DE CONCORDANCE

- 8.1** Table de concordance du document de référence
- 8.2** Table de concordance du rapport financier annuel et du rapport de gestion issu du Code de commerce
- 8.3** Documents complémentaires

8.1. Table de concordance du document de référence

La table de concordance ci-dessous renvoie aux principales rubriques exigées par le règlement n° 809/2004 pris en application de la directive prospectus et aux pages du présent document de référence.

	Paragraphes	Pages
1. Personnes responsables		
1.1 Personnes responsables des informations contenues dans le document d'enregistrement	6.1	170
1.2 Déclaration des personnes responsables du document d'enregistrement	6.1	170
2. Contrôleurs légaux des comptes		
2.1 Nom et adresse des contrôleurs légaux des comptes	6.2	171
2.2 Changements des contrôleurs légaux	6.2	171
3. Informations financières sélectionnées		
3.1 Présentation des informations financières historiques sélectionnées pour l'émetteur, pour chaque exercice de la période couverte par ces informations financières.	1.1.1	13
3.2 Présentation des informations financières sélectionnées pour les périodes intermédiaires	N/A	N/A
4. Facteurs de risques		
Facteurs de risques propres à l'émetteur ou à son secteur d'activité.	1.6	42
5. Informations concernant l'émetteur		
5.1 Histoire et évolution de la société	5.4 & 1.2.1	160 & 14
5.2 Investissements	1.3.3	32
6. Aperçu des activités		
6.1 Principales activités	1.4.1	33
6.2 Principaux marchés	1.3.1	31
6.3 Événements exceptionnels au regard des points 6.1 et 6.2	1.6.4	44
6.4 Informations, sous une forme résumée, concernant le degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication.	1.3.2	32
6.5 Éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	1.3.1	31
7. Organigramme		
7.1 Description sommaire du groupe	1.2.2	30
7.2 Liste des filiales importantes	1.2.2 & 5.5	30 & 161
8. Propriétés immobilières, usines et équipements		
8.1 Immobilisations corporelles importantes et charge majeure pesant dessus	1.2.3	31
8.2 Questions environnementales pouvant influencer l'utilisation, faite par l'émetteur, de ses immobilisations corporelles.	3.3	83
9. Examen de la situation financière et du résultat		
9.1 Situation financière	1.4.3	34
9.2 Résultat d'exploitation	1.4.6	37
10. Trésorerie et capitaux		
10.1 Informations sur les capitaux de l'émetteur (à court terme et à long terme)	1.4.5	37
10.2 Indication de la source et le montant des flux de trésorerie de l'émetteur et décrire ces flux de trésorerie	1.4.5	37
10.3 Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement de l'émetteur	1.4.5	37
10.4 Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les opérations de l'émetteur	1.4.5	37
10.5 Informations concernant les sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2 et 8.1	1.4.5	37
11. Recherche et développement, brevets et licences	1.3.2	32
12. Informations sur les tendances		
12.1 Indication des principales tendances depuis la fin du dernier exercice jusqu'à la date du document d'enregistrement	1.4.4	36
12.2 Indication des tendances connues ou susceptibles d'influer sensiblement sur les perspectives de l'émetteur, au moins pour l'exercice en cours	1.4.4	36
13. Prévisions ou estimations du bénéfice		
13.1 Description des principales hypothèses sur lesquelles l'émetteur a fondé sa prévision ou son estimation.	1.4.4	36
13.2 Rapport des commissaires aux comptes	N/A	N/A

	Paragraphes	Pages
14. Organes d'administration et de direction générale et de surveillance et direction générale		
14.1 Nom, adresse professionnelle et fonction, dans la société émettrice, des personnes membres des organes d'administration ou de direction	2.1.1 & 2.1.2	48 & 50
14.2 Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et	2.1.3	51
15. Rémunération et avantages		
15.1 Mention de la rémunération versée (y compris de toute rémunération conditionnelle ou différée) et les avantages en nature octroyés par l'émetteur et ses filiales pour les services de tout type qui leur ont été fournis par cette personne	2.2	53
15.2 Mention du total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur ou ses filiales aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	2.2	53
16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction		
16.1 Date d'expiration des mandats actuels	2.1.1 & 2.1.2	48 & 50
16.2 Informations sur les contrats de service liant les membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance à l'émetteur ou à l'une quelconque de ses filiales et prévoyant l'octroi d'avantages au terme d'un tel contrat, ou une déclaration négative appropriée	2.1.3	51
16.3 Informations sur les comités spécialisés	2.1.1	48
17. Salariés		
17.1 Nombre de salariés à la fin de la période couverte par les informations financières historiques	5.7	163
17.2 Participations et stock-options	2.2	54
17.3 Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	5.7	163
18. Principaux actionnaires		
18.1 Répartition du capital social	5.2	151
18.2 Mention des personnes non membres d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance détenant, directement ou indirectement, un pourcentage du capital social ou des droits de vote de l'émetteur	5.2 & 5.3	151 & 155
18.3 Mention des principaux actionnaires de l'émetteur disposant de droits de vote différents	5.2	151
18.4 Contrôle de l'émetteur	5.2	151
18.5 Description de tout accord, connu de l'émetteur, dont la mise en oeuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle	5.3	155
19. Opérations avec des apparentés	5.6	162
20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
20.1 Informations financières historiques	4.1 & 4.3	100 & 128
20.2 Informations financières pro forma	4.5	147
20.3 États financiers	4.1 & 4.3	100 & 128
20.4 Vérification des informations financières historiques annuelles	4.2 & 4.4	123 & 143
20.5 Date des dernières informations financières	4.1	100
20.6 Informations financières intermédiaires et autres	4.1	100
20.7 Description de la politique en matière de distribution de dividendes et restriction applicable à cet égard	1.4.7	38
20.7.1 Montant du dividende par action	1.4.7	38
20.8 Indication des procédures gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage	1.6.4	44
20.9 Description de tout changement significatif de la situation financière ou commerciale du groupe survenu depuis la fin du dernier exercice	1.4.4	36
21. Informations complémentaires		
21.1 Capital social	5.1	150
21.2 Acte constitutif et statuts	5.3	155
22. Contrats importants	1.4.2	34
23. Informations en provenance de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts		
23.1. Déclaration ou rapport attribué(e) à une personne intervenant en qualité d'expert	6.3	172
23.2. Attestation confirmant la correcte reproduction des informations dans le document de référence	6.3	172
24. Documents accessibles au public	6.4	172
25. Informations sur les participations	5.5	161

8.2. Table de concordance du rapport financier et du rapport de gestion issu du Code de commerce

Afin de faciliter la lecture du rapport financier annuel et du rapport de gestion tel qu'il résulte du Code de commerce, la table thématique suivante permet d'identifier, dans le présent document de référence, les principales informations prévues.

Rubriques	Informations pour	Paragraphes	Pages
1. Comptes sociaux	RFA	4.3	128
2. Comptes consolidés	RFA	4.1	100
3. Rapport de gestion			
3.1 Informations sur l'activité de la société			
Exposé de l'activité et des résultats de la société, de chaque filiale et du groupe Art. L. 232-1, L. 233-6, R. 225-102 et/ou L. 233-6, L. 233-26 du Code de commerce		1.4.1	33
Analyse de l'évolution des affaires, des résultats, de la situation financière et notamment de l'endettement de la société et du groupe Art. L. 233-26, L. 225-100 al. 3, L. 225-100-1 et/ou, L. 225-100-2 du Code de commerce	RFA	1.4.1	33
Evolution prévisible de la société et/ou du groupe Art. L. 232-1, R. 225-102 et/ou L. 223-26, R. 225-102 du Code de commerce		1.4.4	36
Indicateurs clés de nature financière et non financière de la société et du groupe Art. L. 225-100 al. 3 et 5, L. 225-100-1 L. 223-26 et/ou L. 225-100-2, du Code de commerce	RFA	1.1.1 & 1.4.3	10 & 34
Evénements post-clôture de la société et du groupe Art. L. 232-1 et/ou L. 233-26 du Code de commerce		1.4.4	36
Indications sur l'utilisation des instruments financiers y compris les risques financiers et les risques de prix, de crédit, de liquidité et de trésorerie de la société et du groupe Art. L. 225-100 al. 6, L. 225-100-1 et/ou L. 225-100-2, L. 223-26 du Code de commerce	RFA	1.6.2	43
Principaux risques et incertitudes de la société et du groupe Art. L.225-100 al. 4 et 6, L. 225-100-1 et/ou L. 225-100-2 al. 2 et 4, du Code de commerce	RFA	1.6.1 & 1.6.2	42 & 43
Informations sur la R&D de la société et du groupe Art. L. 232-1 et/ou L. 233-26 du Code de commerce		1.3.2	32
3.2 Informations juridiques, financières et fiscales de la société			
Choix fait de l'une des deux modalités d'exercice de la direction générale en cas de modification Art. R. 225-102 du Code de commerce		N/A	N/A
Répartition et évolution de l'actionnariat Nom des sociétés contrôlées participant à un autocontrôle de la société et part du capital qu'elles détiennent Art. L. 233-13 du Code de commerce		5.2	151
Prises de participation significatives de l'exercice dans des sociétés ayant leur siège social sur le territoire français Art. L. 233-6 al. 1 du Code de commerce		5.5	161
Avis de détention de plus de 10% du capital d'une autre société par actions ; aliénation de participations croisées Art. L. 233-29, L. 233-30 et R. 233-19 du Code de commerce		5.5	161
Acquisition et cession par la société de ses propres actions (rachat d'actions) Art. L. 225-211 du Code de commerce	RFA	5.2	151
État de la participation des salariés au capital social Art. L. 225-102 al. 1, L. 225-180 du Code de commerce		5.7	163
Exposé des éléments susceptibles d'avoir une influence en cas d'offre publique : Art L225-100-3 du Code de commerce	RFA		
- La structure du capital de la société,		5.1	150
- Les restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions ou les clauses des conventions portées à la connaissance de la société en application de l'article L. 223-11 du Code de commerce,		5.3	155
- Les participations directes ou indirectes dans le capital de la société dont elle a connaissance en vertu des articles L. 233-7 et L. 223-12 du Code de commerce,		5.2	151

Rubriques	Informations pour	Paragraphes	Pages
- La liste des détenteurs de tout titre comportant des droits de contrôle spéciaux et la description de ceux-ci,		5.2	151
- Les mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier,		5.2	151
- Les accords entre actionnaires dont la société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote,		5.2	151
- Les règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du directoire ainsi qu'à la modification des statuts de la société,		5.3	155
- Les pouvoirs du directoire, en particulier l'émission ou le rachat d'actions,		5.2 & 5.3	151 & 155
- Les accords conclus par la société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la société, sauf si cette divulgation, hors les cas d'obligation légale de divulgation, porterait gravement atteinte à ses intérêts,		N/A	N/A
- Les accords prévoyant des indemnités pour les membres du directoire ou les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique		2.2	50
Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'assemblée générale en matière d'augmentations de capital Art. L. 225-100 al. 7 du Code de commerce	RFA	2.4	60
Mention des ajustements éventuels :			
-pour les titres donnant accès au capital et les stock-options en cas de rachats d'actions		5.2	151
-pour les titres donnant accès au capital en cas d'opérations financières		5.2	151
Art. R. 228-90, R. 225-138 et R. 228-91 du Code de commerce			
Montants des dividendes qui ont été mis en distribution au titre des trois exercices précédents Art.243 bis du Code général des impôts		1.4.7	38
Montant des dépenses et charges non déductibles fiscalement Art 223 quater du Code général des impôts		1.4.6	37
Délai de paiement et décomposition du solde des dettes fournisseurs et clients par date d'échéance Art. L. 441-6-1, D. 441-4 du Code de commerce		1.4.3	34
Injonctions ou sanctions pécuniaires pour des pratiques anticoncurrentielles Art. L. 464-2 I al. 5 du Code de commerce		1.6.4	44
Conventions conclues entre un mandataire ou un actionnaire détenant plus de 10% des droits de vote et une filiale (hors conventions courantes) Art. L. 225-102-1 al. 13 du Code de commerce		5.6	162
3.3 Informations portant sur les mandataires sociaux			
Liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société pour chacun des mandataires durant l'exercice Art. L. 225-102-1 al. 4 du Code de commerce		2.1	48
Rémunérations et avantages de toute nature versés durant l'exercice à chaque mandataire social par la société, les sociétés qu'elle contrôle et la société qui la contrôle Art. L. 225-102-1 al. 1, 2 et 3 du Code de commerce		2.2	53
Engagements liés à la prise, à la cessation ou au changement de fonctions Art. L. 225-102-1 al. 3 du Code de commerce		2.2	53
En cas d'attribution de stock-options, mention de l'information selon laquelle le directoire a pris la décision :			
- soit d'interdire aux dirigeants de lever leurs options avant la cessation de leurs fonctions ;		2.2	53
- soit de leur imposer de conserver au nominatif jusqu'à la cessation de leurs fonctions tout ou partie des actions issues d'options déjà exercées (en précisant la fraction ainsi fixée) Art. L. 225-185 al. 4 du Code de commerce			
Etat récapitulatif des opérations des dirigeants et personnes liées sur les titres de la société Art. L. 621-18-2, R. 621-43-1 du Code monétaire et financier ; Art. 223-22 et 223-6 du Règlement général de l'AMF		2.1.3	51
En cas d'attribution d'actions gratuites, mention de l'information selon laquelle le directoire a pris la décision :			
- soit d'interdire aux dirigeants de céder avant la cessation de leurs fonctions les actions qui leur ont été attribuées gratuitement ;		2.2	53
- soit de fixer la quantité de ces actions qu'ils sont tenus de conserver au nominatif jusqu'à la cessation de leurs fonctions (en précisant la fraction ainsi fixée) Art. L. 225-197-1-II al. 4 du Code de commerce			

Rubriques	Informations pour	Paragrophes	Pages
3.4. Informations RSE de la société			
Prise en compte des conséquences sociales et environnementales de l'activité et des engagements sociétaux en faveur du développement durable et en faveur de la lutte contre les discriminations et de la promotion des diversités Art. L. 225-102-1 al. 5 à 8, R. 225-104, R. 225-105 et R. 225-105-2-II du Code de commerce		3	66
Information sur les activités dangereuses Art. L. 225-102-2 du Code de commerce		N/A	N/A
4. Déclaration des personnes physiques qui assument la responsabilité du rapport financier annuel	RFA	6.1	170
5. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux	RFA	4.4	143
6. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	RFA	4.2	123

8.3. Documents complémentaires

La table thématique suivante permet d'identifier, dans le document de référence, les informations dont l'inclusion emporte dispense de diffusion séparée :

Rubriques	Paragrophes	Pages
Descriptif du programme de rachat d'actions	5.2	151
Communication relative aux honoraires des contrôleurs légaux des comptes	6.2	171
Politique de rémunération des membres du directoire et des membres du conseil de surveillance	2.3	57
Rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise	2	48
Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise	2.4	63



Le présent document de référence a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 27 juillet 2018 conformément à l'article 212-13 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers.

Ce document de référence a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Par ailleurs, en application de l'article 28 du règlement européen 809/2004, les éléments suivants sont inclus par référence dans le présent document :

- Les comptes sociaux et consolidés au 31 mars 2017, ainsi que les rapports des commissaires aux comptes y afférents, présentés de la page 90 à 131 du document de référence n° D.17-0808 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 28 juillet 2017,
- Les comptes sociaux et consolidés au 31 mars 2016, ainsi que les rapports des commissaires aux comptes y afférents, présentés de la page 82 à 118 du document de référence n° D.16-0761 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 29 juillet 2016.

Contacts

FRANCE

SII Aix-en-Provence

Parc de l'Escapade – Bât. B
203, avenue Paul Julien
13100 Le Tholonet
Tél. : +33 (0)4 42 91 28 50
Fax : +33 (0)4 42 91 28 51

SII Bordeaux

Immeuble Gulliver
11, avenue Neil Armstrong
33700 Mérignac
Tél. : +33 (0)5 57 29 13 40
Fax : +33 (0)5 57 29 23 20

SII Bourges

Bâtiment C
14, allée Charles Pathé
18000 Bourges
Tél.: +33 (0)2 48 25 10 36

SII Brest

Askell Parc
70, rue Nungesser
29490 Guipavas
Tél. : +33 (0)2 98 46 62 22
Fax : +33 (0)2 98 43 13 81

SII Caen

13, rue Karl Probst
14000 Caen
Tél. : +33 (0)2 31 06 60 05
Fax : +33 (0)2 31 93 28 37

SII Cannes

4, allée des Cormorans
ZI La Frayère Space Camp
06150 Cannes La Bocca

SII Grenoble

Centre Cemoi - Bât. A
12, rue Ampère
38080 Grenoble
Tél. : +33 (0)4 76 70 94 26

SII Île-de-France

104, avenue du Président Kennedy
75016 Paris
Tél. : +33 (0)1 53 92 37 00
Fax : +33 (0)1 53 92 21 00

SII Lannion

Espace Volta
1, rue Ampère
22300 Lannion
Tél. : +33 (0)2 96 48 63 85

SII Le Mans

Espace Alpha
83, boulevard Alexandre Oyon
72100 Le Mans
Tél. : +33 (0)2 43 85 35 62

SII Lille

40 rue de la Vague
59400 Villeneuve d'Ascq
Tél. : +33 (0)3 28 32 51 00
Fax : +33 (0)3 28 32 51 01

SII Lyon

Le Danica
17 à 23 avenue Georges Pompidou
69003 Lyon
Tél. : +33 (0)4 72 84 15 30
Fax : +33 (0)4 72 84 69 90

SII Meudon

Immeuble Le Dynasteur
6-12, rue Andras Beck
92360 Meudon-La-Forêt
Tél. : +33 (0)1 75 60 16 68
Fax : +33 (0)1 45 37 00 32

SII Montpellier

Immeuble Castelnaud 2000
223, rue Clément Ader
34170 Castelnaud Le Lez
Tél. : +33 (0)4 99 53 22 10
Fax : +33 (0)4 99 53 22 11

SII Nantes

90 boulevard de la Prairie aux Ducs
Bat C2
44200 Nantes
Tél. : +33 (0)2 40 05 28 28
Fax : +33 (0)2 40 05 28 29

SII Niort

16, avenue Léo Lagrange
79000 Niort
Tél. : +33 (0)5 49 25 85 79

SII Rennes

Immeuble Le Newton
3 bis, avenue Belle Fontaine
35510 Cesson Sévigné
Tél. : +33 (0)2 99 12 57 10
Fax : +33 (0)2 99 12 57 19

SII Six-Fours

64, chemin de la Capellane
83140 Six-Fours-Les-Plages

SII Sophia Antipolis

Le Marco Polo – Bât. D2
790, avenue Maurice Donat
BP 1254
06254 Mougins Cedex
Tél. : +33 (0)4 92 96 88 99
Fax : +33 (0)4 92 96 88 98

SII Strasbourg

4, rue de Sarrelouis
67000 Strasbourg
Tél. : +33 (0)3 90 23 62 62
Fax : +33 (0)3 88 32 07 66

SII Toulouse

Immeuble New Horizon
7, rue Paulin Talabot
31100 Toulouse
Tél. : +33 (0)5 34 61 59 59
Fax : +33 (0)5 34 61 59 58

SII Valbonne

WTC Les Crêtes
1300, route des Crêtes
06560 Valbonne

Gaia II – Bât. E
2600, route des Crêtes
06560 Valbonne

FEEL EUROPE GROUPE

Immeuble Cap de Seine
45-47, boulevard
Paul Vaillant-Couturier
94800 Ivry-sur-Seine
Tél. : +33 (0)1 53 66 33 33
Fax : +33 (0)1 58 64 35 90

129, rue Servient -
69003 Lyon

4 rue Linus Carl Pauling
76130 Mont Saint Agnan

Tour de l'Europe
68100 Mulhouse

153 avenue d'Italie
75013 Paris

198, avenue Haut Levêque
33600 Pessac

3, rue de la Durance
67100 Strasbourg

1, rue des Pénitents blancs
31000 Toulouse

SII Siège social – Paris

Immeuble « Sequana II » - 87, Quai Panhard & Levassor - 75013 Paris - France
Tél. : +33 (0)1 42 84 82 22 - Fax : +33 (0)1 42 84 30 82
<http://www.groupe-sii.com>

Contacts

ALLEMAGNE

SII Holding GmbH

Karl-Kurz Straße 36
D-74523 Schwäbisch Hall
Tél. : +49 79 193 110-0
Fax : +49 79 193 110-50

SII Deutschland GmbH Schwäbisch Hall

Karl-Kurz Straße 36
D-74523 Schwäbisch Hall
Tél. : +49 79 193 110-0
Fax : +49 79 193 110-50

SII Deutschland GmbH Donauwörth

Dr. Ludwig-Böhlkow-Straße 1
D-86609 Donauwörth
Tél. : +49 906 705 706-90
Fax : +49 906 705 706-100

SII Deutschland GmbH Hambourg

Karnap 20
D-21079 Hambourg
Tél. : +49 40 300 865-0
Fax : +49 40 300 865-199

SII Deutschland GmbH Gilching

Friedrichshafener Straße 5
D-82205 Gilching
Tél. : +49 810 527 290-0
Fax : +49 810 527 290-99

SII Deutschland GmbH Munich

Beichstraße 5
D-80802 Munich
Tél. : +49 89 632 878-0
Fax : +49 89 632 878-50

Bajuwarenring 19
D-82041 Oberhaching
Tél. : +49 89 632 878-0
Fax : +49 89 632 878-50

SII Deutschland GmbH Rostock

Industriestraße 8
D-18069 Rostock
Tél. : +49 381 1217 195-11
Fax : +49 381 1217 195-12

SII Technologies GmbH (Headquarter) Augsburg

Am Mittleren Moos 53
D-86167 Augsburg
Tél. : +49 82 144 485-0
Fax : +49 82 144 485-29 29

SII Technologies GmbH Donauwörth

Cooperation Center
Dr. Ludwig Bölkow Straße 1
D-86609 Donauwörth
Tél. : +49 906 705 744-0
Fax : +49 906 705 744-199

SII Technologies GmbH Dresden

Am Brauhaus 12
D-01099 Dresden
Tél. : +49 351 207 81 58-0
Fax : +49 351 207 81 58-99

SII Technologies GmbH Mannheim

Besselstraße 2
D-68219 Mannheim
Tél. : +49 621 685 996-0
Fax : +49 621 685 996-99

SII Technologies GmbH Neutraubling

Neugablonzerstraße 11
D-93073 – Neutraubling
Tél. : +49 940 191 31 97-0
Fax : +49 940 191 31 97-99

SII Technologies GmbH Rosenheim

Georg-Aicher-Str. 1
83026 Rosenheim
Tél. : +49 821 29990-0
Fax : +49 821 29990-99

SII Technologies GmbH Oberkochen

Katzenbachstraße 2
D-73447 – Oberkochen
Tél. : +49 736 495 88 33-0
Fax : +49 821 299 90-99

SII Technologies GmbH Ulm

Einsteinstraße 59
D-89077 – Ulm
Tél. : +49 731 379 50 54-0
Fax : +49 731 379 50 54-99

SII Technologies GmbH Bremen

Flughafenallee 28
28199 Bremen
Tél. : +49 421 2784698-0
Fax : +49 421 2784698-99

SII Technologies GmbH Ingolstadt

Marie-Curie-Str. 2
85055 Ingolstadt
Tél. : +49 841 129466-0
Fax : +49 841 129466-99

SII Precision Parts GmbH Augsburg

Valentin-Heider-Str. 7
86167 Augsburg
Tél. : +49 821 29990-0
Fax : +49 821 29990-95

SII Systems GmbH Augsburg

Valentin-Heider-Str. 7
86167 Augsburg
Tél. : +49 821 29990-0
Fax : +49 821 29990-95

ARGENTINE

CVT Argentina

Piso 3, Oficina 2
Av. Colon 531
5500 Mendoza
Tél. : +54 261 429 10 83

BELGIQUE

SII Belgium

Lenneke Marelaan, 12/1
B-1932 Sint-Stevens-Woluwe
Tél. : +32 271 365 00

Poortakkerstraat 41E
9051 Sint-Denijs-Westrem
Tél. : +32 9 282 98 50

CANADA

SII Canada Montréal

2060 rue de la Montagne, unit 304
Montréal, QC, H3G 127
Tél. : +1 514 416 34 91

SII Canada Toronto

51 Wolseley Street, ON, M5T 1A4
Toronto
Tél. : +1 647 231 25 51

CHILI

SII Group Chile

Av. Andres Bello 2777, Of.701
75500 Las Condes, Santiago
Chili
Tél. : +56 29 644 40 90

CHINE

SII Industrial Engineering Service Co

24A Times Square
Huachi Road
215028 Suzhou, P.R.
Tél. : +86 512 629 675 65
Fax : +86 512 629 675 69

COLOMBIE

SII Colombia

Av. Calle 40A 13-09, Of. 2102
Bogota
Tél. : +57 1 300 10 59 / +57 1 467 33 43

ESPAGNE

SII CONCATEL Barcelone

Ciutat de la Justícia de Barcelona
Av. Carrilet, 3
Edificio D, Pl.10
08902 Hospitalet de llobregat
Tél. : +34 93 567 97 10
Fax : +34 93 567 97 11

SII CONCATEL Madrid

Camino de la Zarzuela, 1
Edificio 2, Planta 2
28023 Madrid
Tél. : +34 91 372 93 55
Fax : +34 91 372 93 65

SII CONCATEL Palma de Mallorca

C. Eusebio Estada
35. Primer Piso
07004 Palma de Mallorca
Tél. : +34 90 219 83 25

SII CONCATEL Valence

C/ Botiguers 3
Planta 2, Oficina H
Edificio Onofre.
Parque Empresarial Tactica
46980 Paterna
Tél. : +34 90 287 92 29
Fax : +34 96 148 76 19

INDE

SII INDIA IT & Engineering Services Pvt. Ltd

Leela Landmark - 1st Floor
07, 1st Cross, 3rd Main, Ashwini Layout
Ejipura
560047 Bengaluru
Tél. : +91 80 67 65 11 11

MAROC

SII SERVICES Maroc Casablanca

Bd Sidi Mohammed Ben Abdellah
Immeuble Crystal 3 – Etage n°4
20200 Casablanca
Tél. : +212 522 43 83 90
Fax : +212 522 43 83 91

PAYS-BAS

SII Netherlands B.V.

Amsterdamse Vaart 268
2032 EK Haarlem
Tél. : +31 23 53 07 300
Fax : +31 23 53 07 303

POLOGNE

SII POLSKA Varsovie- Head office

Al. Niepodległości 69
02-626 Warszawa
Tél. : +48 22 486 37 37

SII POLSKA Cracovie

Ul. Wielicka 72
30-552 Kraków
Tél. : +48 12 390 61 70

SII POLSKA Gdansk

Olivia Gate
Al. Grunwaldzka 472a
80-309 Gdańsk
Tél. : +48 583 217 800

SII POLSKA Katowice

Ul. Ściegiennego 3
40-114 Katowice
Tél. : +48 32 661 41 91

SII POLSKA Lodz

Ul. Kopcińskiego 79
90-0333 Łódź
Tél. : +48 42 239 29 60

SII POLSKA Lublin

Nord, Building B
Ul. Szeligowskiego 6B
20-883 Lublin
Tél. : +48 81 45 46 888

SII POLSKA Poznan

Ul. Królowej Jadwigi 43
61-872 Poznań
Tél. : +48 61 639 76 80

SII POLSKA Wroclaw

Sky Tower
Ul. Gwiaździsta 66
53-413 Wrocław
Tél. : +48 717 582 290

SII POLSKA Rzeszów

Ul. Bernardyńska 2/3A
35-069 Rzeszów
Tél. : +48 17 283 83 15

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

SII s.r.o

Michelska 1552/58
141 00 Praha 4
Tél. : +420 230 233 872

ROUMANIE

SII IT&C Services SRL

AFI Park 4
4A Timisoara Blvd
District 6
061328 Bucarest
Tél. : +40 21 320 23 10
Fax : +40 31 101 22 27

ROYAUME-UNI

SII Services Limited

BTC - Bessemer Drive
Stevenage SG1 2DX
Tél. : +44 1438 794 180

SUISSE

SII SERVICES Suisse

38 bis, avenue Eugène Lance
1212 Grand-Lancy
Genève
Tél. : +41 228 702 70

UKRAINE

SII UKRAINE

Velyka Arnauts'ka St, 72/74
65045 Odesa
Tél. : +38 048 712 35 30



SII SIÈGE SOCIAL

87 quai panhard et levassor 75 013 Paris
Tél : 01 42 84 82 22

www.groupe-sii.com
Twitter : @GroupeSII